PROCES VERBAL DU

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 26 SEPTEMBRE 2023

La Teste de Buch mercredi 20 septembre 2023

CONVOCATION
à l'attention des Membres du
CONSEIL MUNICIPAL

Direction Générale des Services
Affaire suivie par M. PELIZZARDI
tél : 05.56.22.38.74
réf : SP/VG n° 2023-09-38

DGS :
Cab :
DGA :
Adjoint :
CS :

Objet : CONVOCATION CONSEIL MUNICIPAL

Chère collègue, cher collègue,

Je vous prie de bien vouloir participer à la réunion du CONSEIL MUNICIPAL qui se tiendra à l'Hôtel de Ville, 1 esplanade Edmond Doré, salle du conseil municipal, le :

MARDI 26 SEPTEMBRE 2023 à 15 H 00

Ordre du jour : ci-joint.

L'ensemble des documents joints à la présente convocation sont transmis ce jour par voie dématérialisée sécurisée sur votre adresse mail prenom.nom@latestedebuch.fr par le biais de la plateforme de convocation électronique Gironde Numérique (Mairie de La Teste de Buch - pastell@girondenumerique.info). Il vous suffit de cliquer sur le lien proposé.

Vous souhaitant bonne réception des présentes, je vous prie de bien vouloir agréer, chère collègue, cher collègue, l'expression de mes salutations distinguées.

Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch
Conseiller départemental de la Gironde

Hôtel de Ville ▪ 1, Esplanade Edmond Doré ▪ B.P. 50105 ▪ 33164 La Teste de Buch Cedex
Tél. 05 56 22 35 00 ▪ Fax 05 56 54 46 40 ▪ mairie@latestedebuch.fr

CONSEIL MUNICIPAL du MARDI 26 SEPTEMBRE 2023
Ordre du jour

M. DAVET
- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 27 juin 2023

M. DAVET
- Communication du rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion du trait de côte dans le Bassin d'Arcachon depuis l'exercice 2011 jusqu'à la période la plus récente

Rapporteurs :

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, RELATIONS HUMAINES, FINANCES et BUDGETS, SERVICES à la POPULATION

Mme GRONDONA
1. Désignation d'un référent déontologue des élus locaux

M. BERILLON
2. Acceptation de dons et subventions pour la reconstruction de la Cabane Tchanquée n° 3

M. BOUDIGUE
3. Taxe d'habitation : Majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale sur les résidences secondaires

Mme REAU
4. Révision n° 5 des Autorisations de Programmes et Crédits de Paiements (AP/CP) : Exercices budgétaires 2022-2026

M. BOUDIGUE
5. Budget principal 2023 : décision modificative n° 1

M. PASTOUREAU
6. Construction d'un nouvel ALSH mutualisé : Rétribution des membres qualifiés du Jury de concours

Mme DELFAUD
7. Occupation du domaine public à Cazaux : attribution des autorisations

M. BERNARD
8. Création d'une réserve communale de sécurité civile

Mme SECQUES
9. Exercices 2016 à 2022 : constatation d'extinction de créance suite à un jugement de clôture pour insuffisance d'actif et demande d'admission en non-valeur de produits irrécouvrables

DÉVELOPPEMENT DURABLE, DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ, VIE COLLECTIVE ET ASSOCIATIVE

Mme TILLEUL
10. Aménagement de la forêt communale : programme des coupes de bois pour les années 2023 et 2024

M. AMBROISE
11. Approbation du Projet Educatif Territorial 2023-2026

Mme DEVARIEUX — 12. Avenant à la Convention Territoriale Globale 2022-2026 : Intégration du plan d'actions

Mme POULAIN — 13. Mutualisation des médiathèques : organisation et fonctionnement d'un portail Internet et d'une carte réseau à destination des usagers : convention avec la Cobas

Mme JECKEL — 14. Adhésion au dispositif Pass Culture

Mme POULAIN — 15. Festival de théâtre « Les scènes d'Olivier Marchal » : Conventions de mécénat

M. DUFAILLY — 16. Union des surfs clubs du Bassin d'Arcachon : Attribution d'une subvention exceptionnelle

RÉNOVATION URBAINE, AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

M. SAGNES — 17. Contrat de mixité sociale 2022-2025 adaptant à la baisse les objectifs de la Loi SRU 2023-2025

M. BUSSE — 18. Approbation du Schéma d'enfouissement des réseaux secs

Mme DELEPINE — 19. Aménagement de la rue du Port : convention de maitrise d'ouvrage déléguée avec la COBAS pour l'aménagement d'une piste cyclable

M. PINDADO — 20. Aménagement du chemin des Facteurs : convention de maitrise d'ouvrage déléguée avec la COBAS pour l'aménagement d'une piste cyclable

Mme DESMOLLES — 21. Acquisition des parcelles CN 121-122 sises lieudit "Cap du Mount de Haut" lotissement le Domaine du Cap, à Cazaux

M. BOUYROUX — 22. Acquisition de la parcelle CY n° 3 Lieudit Peyriou en forêt usagère

Mme COUSIN — 23. Acquisition parcelle FR 733 sise lieudit "le Coum" 35-37 rue du chemin des Dames

M. BOUCHONNET — 24. Acquisition parcelle section GB n° 359 partie de la voirie du Chemin des Facteurs,

M. SLACK — 25. Acquisition parcelle section GK n° 254 partie de la voirie du Chemin des Facteurs

COMMUNICATION

❖ Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'an deux mille vingt-trois le VINGT SIX SEPTEMBRE à 15h00, le Conseil Municipal de LA TESTE DE BUCH, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la Loi, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de : Patrick DAVET, Maire

Les membres du Conseil Municipal ont été convoqués par lettre en date du 20 septembre 2023.

Monsieur le Maire :

Bonjour à tous, nous allons commencer ce conseil municipal, je vais faire l'appel.

Sont présents :

M. DAVET, M. SAGNES, Mme GRONDONA, Mme POULAIN, M. BUSSE, M. PASTOUREAU, Mme JECKEL M. BOUDIGUE, M. DUFAILLY, Mme TILLEUL, M. BOUYROUX, Mme DEVARIEUX, M. BERILLON, M. BERNARD, Mme DELFAUD, M. AMBROISE, Mme DESMOLLES, M. SLACK, Mme SECQUES, Mme COUSIN-ECHINARD, Mme DELEPINE, M. PINDADO, Mme REAU, M. CHAUTEAU, Mme MONTEIL MACARD, Mme PHILIP, Mme DELMAS, M. MAISONNAVE, Mme PAMIES

Ont donné procuration (article L 2121-20 - 1° alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. BOUCHONNET à M. DUFAILLY
M. VOTION à M. BOUYROUX
M. DUCASSE à M. MAISONNAVE

Absents :

M. DEISS
Mme PETAS
M. MURET

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents : 29
Nombre de conseillers votants : 32

Le quorum est atteint

Avec l'accord de l'assemblée je vais désigner un secrétaire de séance, conformément à l'article 2121-15 du code général des collectivités territoriales, je vous propose M. PINDADO

Monsieur le Maire

Avant de démarrer l'ordre du jour, je vous propose une minute de silence suite au décès le 8 septembre de M Jean-François ACOT- MIRANDE qui fut maire de la Teste de 2001 à 2008.
Je voudrais avoir quelques mots, c'était quelqu'un de très respectable pour lequel j'avais beaucoup de respect, même si nous n'avions pas tout à fait les mêmes idées, c'était quelqu'un de très humain.
La vie a continué pour lui après les élections, nous l'avons battu et il est parti avec beaucoup d'élégance, sans haine, j'avais énormément de respect pour ce Monsieur.
Il faisait partie des gens que lorsque je le croisais, s'il fallait traverser la route je traversais. Il a fait naître beaucoup d'enfants et plus particulièrement beaucoup de petits testerins et testerines, merci à vous pour cette minute de silence.

Tout à l'heure nous enterrions un testerin Mario Gassies qui a été dirigeant du rugby, commerçant qui était une figure testerine, nous avons aussi une pensée pour lui.

Nous avons l'approbation du procès-verbal du conseil municipal du 27 juin.

Pas d'intervention, le procès-verbal est adopté à l'unanimité

Nous allons passer aux délibérations, nous avons tout d'abord une communication d'un rapport qui vous a été remis : Le Rapport d'observations définitives sur la gestion du trait de côte dans le Bassin d'Arcachon
La cour des comptes nous avait signifié en 2021 qu'ils allaient nous contrôler, ils ont commencé à s'attaquer au trait de côte et c'est le rapport qu'ils nous ont remis.

Rapporteur : M. DAVET **DEL2023-09-474**

COMMUNICATION DU RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES RELATIF AU CONTROLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DU TRAIT DE COTE DANS LE BASSIN D'ARCACHON

Exercices 2011 jusqu'à la période la plus récente

Mes chers collègues,

Vu les articles L 211-3, L 243-6, et R 243-1, R 243-13, R 243-16 du code des juridictions financières,

Considérant que par courrier en date du 20 mai 2022, la Chambre régionale des comptes nouvelle-aquitaine a informé Monsieur le Maire de sa décision de procéder au contrôle des comptes et de la gestion de la commune à compter de l'exercice 2011 jusqu'à la période la plus récente,

Considérant que ce premier contrôle porte sur exclusivement sur la gestion du trait de côte par les communes de La Teste de Buch, Lège-Cap Ferret, du SIBA ainsi que par la COBAS et la COBAN,

Considérant les échanges intervenus entre la ville et le juge responsable des contrôles depuis plusieurs mois,

Considérant que le rapport d'observations définitives a été officiellement notifié à la commune le 07 septembre 2023,

Considérant que conformément à l'article L 243-6 du Code des Juridictions financières le présent rapport définitif doit être présenté lors de la plus proche séance du conseil municipal et qu'il donne lieu à un débat,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, de bien vouloir :

- PRENDRE ACTE de la présentation du rapport d'observations définitives sur la gestion du trait de côte dans le Bassin d'Arcachon et de la tenue d'un débat.

Madame DELMAS :

La particularité sur notre littoral sur le secteur de la Dune est l'aléa « érosion » auquel s'ajoute le recul dunaire. L'emprise foncière des 5 campings entre dans le périmètre concerné par l'avancée dunaire.
Page43 du rapport il est mentionné :
« La destruction importante des campings par les incendies survenus au mois de juillet 2022 devrait sans doute induire une réflexion sur les modalités de leur reconstruction qui devrait inclure la question de leur localisation. »
A voir les reconstructions « à l'identique » même nous semble-t-il plus massives, pouvez- vous nous indiquer quelle prise en compte de cette préconisation avez-vous faite et notamment face aux risques du recul dunaire dans les modalités des reconstructions et de relocalisation ?

Monsieur le Maire :
Je n'ai fait aucun calcul.
Le 20 juillet 2022 quand le Président de la République est venu, je lui ai demandé deux choses et notamment l'autorisation que les campings se reconstruisent à l'endroit où ils étaient, pour une simple raison, que vous ne voulez pas voir ou écouter est que si nous n'avions pas eu cette autorisation, aujourd'hui nous n'aurions plus de campings.
Quelles solutions avions-nous, je vous rappelle j'avais évoqué il y a quelques années ici en conseil municipal sur le 2ème mandat, j'étais dans l'opposition, j'avais évoqué cette fameuse fenêtre océane et ses 150 hectares qui avaient été -on ne sait trop comment sur les documents qui apparaissaient, évidemment- j'avais dit c'est une des solutions pour loger éventuellement les campings, puisque les solutions que vous aviez trouvées vous en son temps, c'était à Bordes avec un seul accès, c'était derrière la caserne des pompiers et le 3ème lieu c'était à Cazaux.
Or nous avions aujourd'hui les gens qui viennent dans ces campings, c'est une clientèle qui est particulière, qui vient pour la dune, la forêt et pour l'océan.
En clair cela veut dire que l'on perdait nos campings, il n'y a pas d'autre solution aujourd'hui, et vous le savez, j'ai même évoqué il y a 10 ans le déplacement de la route, j'étais un des premiers, là nous on est en train d'y travailler.
Aujourd'hui les campings sont très bien là où ils sont, et dans tous les cas les calculs qui ont été faits aujourd'hui, on peut considérer que leur mode économique est tenable pendant 25 ans, et dans 25 ans il se sera passé 25 ans...
Moi aujourd'hui je suis très heureux qu'ils aient pu se remettre où ils sont et d'avoir pu rouvrir en 2023, s'ils n'avaient pas ouvert cette année ils n'existaient plus. Je ne vous laisse pas imaginer tout ce que cela représente économiquement pour notre commune, je suis ravi qu'ils soient à l'endroit où ils sont.
Quant au trait de côte, il y avait d'autres sujets à se soucier, le musoir, c'est nous qui, depuis que nous sommes arrivés, avons travaillé avec l'Asa pour faire incorporer une partie dont on ne savait pas à qui c'était dont l'Etat ne voulait pas, nous avons fait notre travail et nous continuons à le faire.

Madame DELMAS :
J'ai bien lu tout le rapport je suis désolée de vous contredire M le Maire, mais le musoir est un ouvrage orphelin qui était déjà prévu d'être intégré au niveau de l'Asa, ce n'est pas parce que vous êtes arrivé….
J'ai bien lu le rapport, des études ont été commencées depuis 2015, et on en était à la phase opérationnelle, en phase action, d'ailleurs ce rapport, c'est la CRC, ils ne sont pas là pour faire des éloges, ils sont là pour mettre le doigt là où il faut, là où il y a eu des irrégularités, il y en a certaines qui sont soulignées.
En ce qui concerne l'action de la commune de la Teste, rien n'est dit de négatif bien au contraire.

Madame PAMIES :
J'ai relevé la même phrase que Mme Delmas sur les campings, et aussi sur le musoir.

J'entends ce que vous dites sur le fait qu'aujourd'hui il n'y aurait pas eu les campings, mais justement ce type de document il veut privilégier autre chose que le système économique, à quel moment on arrête de penser « argent », et on se pose la question sur notre environnement, c'est ça que l'on veut protéger derrière ce document.
Oui, il n'y aurait pas eu les campings, mais on aurait trouvé une solution quand même pour les relocaliser, et aujourd'hui non, on arrête encore une fois de penser à notre environnement alors que dans 25 ans on ne saura même pas où en sera ce trait de côte, si ça se trouve dans 10 ans il n'y en aura plus, parce que tout va trop vite.
Aujourd'hui les scientifiques le disent, ce n'est pas moi, ce n'est pas vous, tout va trop vite ils n'arrivent pas à calculer la vitesse de ces dégradations dues au réchauffement climatique.
On relocalise des campings pour leur faire plaisir, pour un système économique, mais on ne réfléchit pas derrière ce que nous préconise en l'occurrence l'Etat par rapport à ce trait de côte.
La réflexion n'a pas du tout été faite et on a fait plaisir à ceux qui en avaient besoin.
Pour le musoir c'est pareil, on va privilégier essentiellement l'hôtel de la Co(o)rniche et faire payer aux contribuables une somme énorme.
Pour le musoir, on aurait là aussi pu penser autrement et privilégier la défense de biens privés elle doit se faire par l'argent privé. Encore une fois sur ce dossier on est tous d'accord mais je pense que l'on ne réfléchit pas de la bonne façon et on doit s'appuyer sur les textes de l'Etat et des professionnels, des scientifiques qui nous alertent, il faut le faire.

Madame TILLEUL :
Je tiens à vous rappeler qu'au niveau du développement durable il y a aussi la possibilité, aux plus démunis d'entre nous, de pouvoir s'offrir quelques vacances, le mode de camping est souvent l'unique moyen pour des familles entières de partir en vacances.
Aujourd'hui on ne se voyait pas supprimer ce mode d'hébergement à la population, le développement durable c'est aussi une partie sociale et je pense que celle-ci on l'a intégrée dans nos décisions.

Monsieur BUSSE :
Je pense que là on parle de ce qui s'est passé dans la dernière année, à court terme, c'est une très bonne chose qui a été faite, maintenant cela n'empêche pas des réflexions à plus long terme, il y a la stratégie locale la nouvelle, on travaille dessus il y a un comité de pilotage qui est prévu, pour travailler à plus long terme, et au-delà de ça avec nos partenaires on a des études en cours qui permettront d'appréhender un peu plus dans quelles orientations il faut se placer. Il ne faut pas tout mélanger, il y a eu un incendie, des habitudes à prendre, des décisions courageuses à prendre, ce que M le Maire a fait, maintenant c'est un espace remarquable où il y a beaucoup de besoins, il faut concilier l'ensemble des contraintes en essayant d'avancer vers un horizon qui est acceptable pour l'ensemble.

Monsieur le Maire
On prend acte de ce rapport et du débat qui a eu lieu.

Les Elus prennent acte à l'unanimité de la présentation du rapport et de la tenue d'un débat.

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2023-09-475**

DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE DE L'ELU LOCAL

Mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L 1111-1-1,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses dispositions de simplification de l'action publique locale (loi dite 3DS),

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Vu l'arrêté du 06 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 06 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Vu la charte de l'élu local approuvée par délibération du conseil municipal du 03 juillet 2020,

Considérant que la loi 3DS du 21 février 2022 a complété l'article L 1111-1-1 du CGCT qui consacre les principes déontologiques applicables aux élus au sein d'une charte de l'élu local, afin de prévoir que « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect de ces principes »,

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences.

Considérant que ce référent doit être désigné par délibération du conseil municipal,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- APPROUVER la désignation, sur proposition de l'Association des Maires de France, de Monsieur Jean-Guy DINET, Administrateur général des finances publiques honoraire, comme référent déontologue pour les élus de la Teste de Buch,

- PRECISER que Monsieur Jean-Guy DINET exercera ses missions pour la durée du mandat municipal,

- PRECISER que Monsieur Jean-Guy DINET percevra une indemnité fixée à 80 € par dossier telle que prévue par l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret 2022-1520 du 06 décembre 2022.

Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 011 nature 611 « prestations de services »

DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE DE L'ELU LOCAL
Note explicative de synthèse

L'article 218 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification (« dite 3DS ») a ouvert la possibilité à tout élu local de pouvoir consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local (art. L 1111-1-1 du CGCT).

Le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 fixe les modalités et les critères de désignation du référent déontologue de l'élu local et précise ses obligations et les moyens dont il peut disposer pour exercer ses missions.

Sont concernées par cette obligation, les collectivités territoriales : communes, départements et régions, les groupements de collectivités territoriales (les EPCI et les syndicats mixtes)

Le référent déontologue est désigné par délibération des organes délibérants des collectivités concernées.

Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences.

Elles peuvent être, selon les cas, assurées par :

- une ou plusieurs personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins 3 ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêts avec celles-ci ;

- un collège, composé de personnes. Dans cette hypothèse, l'organe délibérant de la collectivité concernée adopte un règlement intérieur précisant son organisation et son fonctionnement.

Les missions du référent déontologue :

- Il apporte tout conseil utile au respect de principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local,

- Il est, à la demande de l'élu qui le saisit, l'interlocuteur de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique concernant les déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale des élus locaux de la collectivité concernée,

Le référent déontologue n'a qu'un rôle de conseil en matière de déontologie. Il aura pour mission d'émettre des avis simples aux questions posées, donc non obligatoires, dans le respect de la règlementation, notamment celle relative à la charte des élus locaux.

Le référent déontologue est tenu au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa fonction.

Les avis du référent déontologue sont consultatifs, donc sans effet contraignant, et l'élu reste libre de ne pas suivre les recommandations du référent déontologue.

Une adresse mail dédiée pour d'éventuelles saisines sera communiquée aux élus à l'issue du conseil municipal.

Cette boite mail ne sera accessible que par le référent déontologue désigné par l'assemblée délibérante et remplit toutes les conditions de confidentialité requises.

Monsieur le Maire
Merci Mme Grondona, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERILLON **DEL2023-09-476**

ACCEPTATION DE DONS ET DE SUBVENTIONS POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CABANE TCHANQUÉE N°3

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2242-1 ;

Vu la délibération n°2022-02-100 du 15 février 2022 autorisant le Maire à signer la convention d'occupation du site de l'Ile aux Oiseaux entre le Conservatoire du Littoral et la Ville en vue de la reconstruction de la cabane tchanquée n°3

Vu les décisions 2022-67, 2023-32 et 2023-244 concernant les demandes de subvention auprès des différents financeurs publics ;

Vu le projet de convention entre la Commune de La Teste de Buch et la Société de l'Union des Bateliers d'Arcachon,

Vu le projet de convention entre la Commune de La Teste de Buch et la Société STOA,

Vu le projet de lettre d'engagement entre la Commune de La Teste de Buch La Fondation du Crédit Agricole Pays de France,

Considérant que Monsieur François LAMBERT, Président de l'Union des Bateliers d'Arcachon souhaite faire un don de 25 000 € à La Ville de LA TESTE DE BUCH afin de participer aux travaux de reconstruction de la cabane tchanquée n°3 ;

Considérant que Monsieur Aurélien MARCONI, Président de Société STOA souhaite faire un don de 20 000 € à La Ville de LA TESTE DE BUCH afin de participer aux travaux de reconstruction de la cabane tchanquée n°3 ;

Considérant qu'il s'agit de dons grevés de conditions et de charges dont l'acceptation relève de la compétence du Conseil Municipal ;

Considérant que La Fondation du Crédit Agricole Pays de France et la Fondation du Crédit Agricole Aquitaine souhaitent subventionner l'opération à hauteur de 25 000 € chacun soit un total de 50 000 € ;

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la Commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- **ACCEPTER** :

  - Le don de 25 000 € (vingt-cinq mille euros) de la Société de l'Union des bateliers d'Arcachon ;
  - Le don de 20 000 € (vingt mille euros) de la Société STOA ;
  - La subvention de 50 000 € (cinquante mille euros) de La Fondation du Crédit Agricole Pays de France et la Fondation du Crédit Agricole Aquitaine ;

- **IMPUTER** ces sommes à l'article 458209 du budget principal ;

- **AUTORISER** Monsieur Le Maire à signer :

  - La convention avec la Société de l'Union des bateliers d'Arcachon ci-jointe,
  - La convention avec la Société STOA ci-jointe,
  - La Lettre d'engagement de La Fondation du Crédit Agricole Pays de France ci-jointes.

ACCEPTATION DE DONS ET DE SUBVENTIONS
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CABANE TCHANQUÉE N°3

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

Située sur le territoire de la commune de La Teste de Buch, l'Ile aux Oiseaux possède un patrimoine paysager et écologique exceptionnel. Les cabanes de l'Ile, et plus particulièrement les deux emblématiques cabanes tchanquées, font partie intégrante de ce paysage remarquable.
Après la cabane tchanquée n°53 qui a fait l'objet d'une reconstruction en 2007 compte-tenu de son état dégradé, c'est aujourd'hui au tour de la cabane tchanquée n°3 d'être menacée. Des travaux de consolidation d'urgence ont dû être réalisés en 2021, au niveau des pilotis, pour éviter son effondrement. Ces travaux ne peuvent toutefois pas assurer son maintien durable dans le temps, il s'agit donc désormais de réaliser sa complète reconstruction.

Le Conservatoire du Littoral, attributaire de l'Ile aux Oiseaux, a confié la réalisation de ces travaux à la Ville à travers la mise en place d'une délégation de Maitrise d'ouvrage (délibération n°2022-02-100 du 15 février 2022).

Le coût global prévisionnel de l'opération s'élève à 953 107,85 € HT, la commune cherche différentes sources de financement.

Dans ce cadre, plusieurs entités ont émis le souhait de participer à la réalisation des travaux, à savoir :

1 - **La Société de l'Union des Bateliers d'Arcachon** souhaite réaliser un **don de 25 000 €**. Une convention entre la Ville et la Société sera établie (annexe 1).

2 – **La Société STOA** souhaite réaliser un **don de 20 000 €**. Une convention entre la Ville et la Société sera établie (annexe 2).

3 – **La Fondation du Crédit Agricole Pays de France** et **la Fondation du Crédit Agricole Aquitaine** souhaitent subventionner l'opération à hauteur de 25 000 € chacun soit un total de **50 000 €**. Une lettre d'engagement sera établie (annexe 3).

Ces sommes seront affectées aux travaux de reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Voici le plan de financement prévisionnel de la reconstruction de la cabane tchanquée n°3 :

BESOINS	2022/2023/2024		
Objet	**%**		**Montant HT**
RECONSTRUCTION CABANE TCHANQUEE N°3	100%		935 107,85 €
TOTAL BESOINS	**100%**		**935 107,85 €**
FONDS PUBLICS	**2022/2023/2024**		
Objet	**%**	**Détails calcul du taux**	**Montant HT**
ETAT - CRTE - *Notifié*	17,32%	du coût total	162 000,00 €
REGION - *Notifié*	20,00%	du coût total	187 022,00 €
EUROPE - FEDER - Envisagé	5,35%	du coût total	50 000,00 €
VILLE D'ARCACHON - *Notifié*	4,28%	du coût total	40 000,00 €
OFB / PARC NATUREL MARIN - *Accord de principe*	3,21%	du coût total	30 000,00 €
Total fonds publics hors Ville et Conservatoire	*50,16%*	*du coût total*	**469 022,00 €**
AUTOFINANCEMENT	*20,00%*	des fonds publics	93 804,40 €
CONSERVATOIRE LITTORAL - *Accord de principe*	*49,99%*	de la participation de la Ville	46 892,82 €
Total participations Ville + Conservatoire			**140 697,22 €**
TOTAL RESSOURCES FONDS PUBLICS	**65,20%**		**609 719,22 €**
FONDS PRIVÉS	**2022/2023/2024**		
FONDATION CREDIT AGRICOLE D'AQUITAINE - *Accord de principe*	2,67%		25 000,00 €
FONDATION NATIONALE CREDIT AGRICOLE PAYS DE FRANCE - Accord de principe	2,67%		25 000,00 €
UBA - *Accord de principe*	2,67%		25 000,00 €
STOA - *Accord de principe*	2,14%		20 000,00 €
VEOLIA EAU - *Accord de principe*	2,10%		19 600,00 €
COLLECTE DE DONS - Lancement le 20/03/2023	22,54%		210 788,63 €
TOTAL RESSOURCES FONDS PRIVÉS	**34,80%**		**325 388,63 €**
TOTAL RESSOURCES	**100,00%**		**935 107,85 €**

Celui-ci est voué à évoluer au gré des éventuelles futures donations et subventions.

La présente délibération a pour objet d':

- **ACCEPTER** :
    - Le don de 25 000 € (vingt-cinq mille euros) de la Société de l'Union des bateliers d'Arcachon ;
    - Le don de 20 000 € (vingt mille euros) de la Société STOA ;
    - La subvention de 50 000 € (cinquante mille euros) de La Fondation du Crédit Agricole Pays de France et la Fondation du Crédit Agricole Aquitaine ;
- **IMPUTER** ces sommes à l'article 458209 du budget principal ;
- **AUTORISER** Monsieur Le Maire à signer :
    - La convention avec la Société de l'Union des bateliers d'Arcachon (annexe 1) ;
    - La convention avec la Société STOA (annexe 2) ;
    - La Lettre d'engagement de La Fondation du Crédit Agricole Pays (annexe 3) ;

Convention de don pour la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3

Entre d'une part,

Le Ville de La Teste de Buch, Esplanade Edmond Doré – 33260 LA TESTE DE BUCH représentée par Patrick DAVET agissant en qualité de Maire de La Teste, dûment habilité en exécution de la délibération n° xxx du Conseil Municipal du 26 septembre 2023,

ci-après dénommée **« la Ville »**,

Et d'autre part,

La société de l'Union des Bateliers d'Arcachon (UBA), domiciliée 76 boulevard de la plage – 33120 ARCACHON, représentée par Monsieur François LAMBERT en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « **La Société UBA**».

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet l'octroi d'un don de 25 000 €, de la part de la Société UBA, à destination de la Ville de La Teste de Buch, afin que celle-ci réalise la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Article 2 – Engagements de la Ville

La Ville s'engage en contrepartie du don reçu à réaliser les travaux prévus pour la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Afin d'assurer la visibilité de l'action de la Société UBA, La Ville mettra en œuvre les contreparties suivantes :

1. « Collector bout de bois de la Cabane déconstruite » mis en valeur avec support. (à récupérer après la déconstruction).

2. Une visite de chantier, au choix entre 3 : visite lors de la déconstruction / visite lors de la construction en début de chantier / visite de fin de construction de la future Cabane (visites organisées par la Ville à une date précise, regroupant plusieurs donateurs).

3. Une invitation pour 2 pers. le jour de l'inauguration de la Cabane reconstruite avec cocktail (Inauguration organisée par la Ville ; transport, visite, cocktail…).

4. Nom du donateur sur une plaque dans la Cabane (une seule plaque regroupera les noms des grands et très grands donateurs, pas de logo) Conception et pose par la Ville.

5. Une animation exclusive et privée pour un groupe de 18 personnes maximum (4h environ) dans le respect du site et de la valorisation du patrimoine : Île aux oiseaux et Cabane Tchanquée. (Organisation et encadrement par la Ville : transport, visite et guide, cocktail)

Article 3 – Engagements de la Société UBA

La Société UBA procédera au versement du don par virement bancaire sur le compte du SGC de Belin Beliet (RIB ci-dessous) à la signature de la convention.

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE BELIN-BELIET
2 PL DE L'EGLISE
33830 BELIN

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

MAIRIE DE LA TESTE-DE-BUCH (GIRONDE)

RIB : 30001 00215 D3300000000 32
IBAN : FR54 3000 1002 15D3 3000 0000 032
BIC : BDFEFRPPCCT

La Société UBA se réserve le droit de réclamer la restitution de toute ou partie de la somme versée si la Ville n'honore pas la totalité de son engagement.

Article 4 – Durée de la convention

La convention prend effet à la date de sa conclusion et a pour terme la date de réception des travaux de la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Article 5 – Modification et résiliation de la convention

La convention peut être modifiée à tout moment par avenant conclu entre les parties.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou 'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

Article 6 – Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux.
Fait à La Teste de Buch, le

Patrick DAVET — François LAMBERT

Maire de La Teste de Buch — Président de la Société UBA

Convention de don pour la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3

Entre d'une part,

Le Ville de La Teste de Buch, Esplanade Edmond Doré – 33260 LA TESTE DE BUCH représentée par Patrick DAVET agissant en qualité de Maire de La Teste, dûment habilité en exécution de la délibération n° xxx du Conseil Municipal du 26 septembre 2023,

ci-après dénommée **« la Ville »**,

Et d'autre part,

La société STOA PROMOTION, domiciliée 9 cours de Gourgue – 33000 BORDEAUX, représentée par Monsieur Aurélien MARCONI en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « **La Société STOA**».

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet l'octroi d'un don de 20 000 €, de la part de la Société STOA, à destination de la Ville de La Teste de Buch, afin que celle-ci réalise la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Article 2 – Engagements de la Ville

La Ville s'engage en contrepartie du don reçu à réaliser les travaux prévus pour la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Afin d'assurer la visibilité de l'action de la Société STOA, La Ville mettra en œuvre les contreparties suivantes :

1. « Collector bout de bois de la Cabane déconstruite » mis en valeur avec support. (à récupérer après la déconstruction).

2. Une visite de chantier, au choix entre 3 : visite lors de la déconstruction / visite lors de la construction en début de chantier / visite de fin de construction de la future Cabane (visites organisées par la Ville à une date précise, regroupant plusieurs donateurs).

3. Une invitation pour 2 pers. le jour de l'inauguration de la Cabane reconstruite avec cocktail (Inauguration organisée par la Ville ; transport, visite, cocktail…).

4. Nom du donateur sur une plaque dans la Cabane (une seule plaque regroupera les noms des grands et très grands donateurs, pas de logo) Conception et pose par la Ville.

5. Une animation exclusive et privée pour un groupe de 18 personnes maximum (4h environ) dans le respect du site et de la valorisation du patrimoine : Île aux oiseaux et Cabane Tchanquée. (Organisation et encadrement par la Ville : transport, visite et guide, cocktail)

Article 3 – Engagements de la Société STOA

La Société STOA procédera au versement du don par virement bancaire sur le compte du SGC de Belin Beliet (RIB ci-dessous) à la signature de la convention.

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE BELIN-BELIET
2 PL DE L'EGLISE
33830 BELIN

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053



RIB : 30001 00215 D3300000000 32
IBAN : FR54 3000 1002 15D3 3000 0000 032
BIC : BDFEFRPPCCT

La Société STOA se réserve le droit de réclamer la restitution de toute ou partie de la somme versée si la Ville n'honore pas la totalité de son engagement.

Article 4 – Durée de la convention

La convention prend effet à la date de sa conclusion et a pour terme la date de réception des travaux de la reconstruction de la cabane Tchanquée n°3.

Article 5 – Modification et résiliation de la convention

La convention peut être modifiée à tout moment par avenant conclu entre les parties.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou 'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

Article 6 – Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux.
Fait à La Teste de Buch, le

Patrick DAVET — Aurélien MARCONI

Maire de La Teste de Buch — Président de la Société STOA

FONDATION
CRÉDIT AGRICOLE
PAYS DE FRANCE

LETTRE D'ENGAGEMENT

Co-financement projet 2023 - Reconstruction de la Cabane tchanquée

La présente lettre s'inscrit dans le cadre du soutien attribué par la Fondation Crédit Agricole Pays de France et la Fondation Crédit Agricole Aquitaine à la Commune de La Teste-de-Buch pour la mise en œuvre du projet « Reconstruction de la Cabane tchanquée » à la Teste-de-Buch ».

Il est précisé que le projet a une durée de 1 an.

Le Conseil d'Administration de la Fondation Crédit Agricole Pays de France, réuni le 23 mai 2023 a décidé d'attribuer une subvention d'un montant de 25 000 euros à Commune de La Teste-de-Buch, Patrimoine bâti (ci-après « le porteur de projet »). Cette subvention viendra en complément de celle attribuée par la Fondation Crédit Agricole Aquitaine à ce même projet.

Le montant total à recevoir par le porteur de projet s'élève à 50 000 euros.

La subvention sera versée au porteur de projet :

- Après réception, par la Fondation Crédit Agricole Pays de France, des deux exemplaires signés et complétés de la présente lettre,
- Et après versement de la contribution financière de 25 000 euros de la Fondation Crédit Agricole Aquitaine qui a souhaité soutenir le projet.

Utilisation des fonds

Le porteur de projet s'engage à utiliser les fonds versés exclusivement pour le projet qu'il a présenté à la Fondation Crédit Agricole Pays de France et pour couvrir les charges spécifiées dans le dossier de demande de subvention.

Toute utilisation, partielle ou totale, non conforme au paragraphe précédent des fonds versés par la Fondation Crédit Agricole Pays de France donnera lieu à un remboursement par le porteur de projet des fonds versés. Les remboursements en cause devront être effectués dans le mois suivant la formulation de leur demande par la Fondation Crédit Agricole Pays de France.

En tout état de cause, le porteur de projet s'engage à fournir à la première demande de la Fondation Crédit Agricole Pays de France toute information et/ou tout document en lien avec les actions qu'il aura engagées dans le cadre du projet et permettant à la Fondation ainsi qu'à la Fondation Crédit Agricole Aquitaine d'apprécier le bon déroulement du projet.

Par ailleurs, le porteur de projet s'engage à communiquer à la Fondation Crédit Agricole Pays de France et à la Fondation Crédit Agricole Aquitaine, à la fin du projet (telle que spécifiée dans le dossier de demande de subvention) et au maximum 12 mois après la signature de la présente, un rapport financier et opérationnel qui devra retracer les moyens mis en œuvre pour la conduite du projet, les réalisations obtenues et qui sera signé de son représentant statutaire. Ce rapport devra préciser si le projet est arrivé à son terme complètement ou partiellement.

Toutefois, à défaut de commencement du projet, objet de la subvention susmentionnée, dans les 24 mois après la signature de la présente, il est expressément prévu que la Fondation Crédit Agricole Pays de France sera en droit de réclamer au porteur de projet la restitution des fonds versés. La restitution des fonds pourra également être réclamée par la Fondation en cas de non-respect des clauses relatives à la communication ci-dessous.

En cas de retard de démarrage du projet justifié auprès de la Fondation en temps et en heure par le porteur de projet, un avenant entre les Parties pourra être conclu pour proroger ladite lettre d'accord.

Le porteur de projet autorise la Fondation Crédit Agricole Pays de France et la Fondation Crédit Agricole Aquitaine, ses mandataires ou ses commissaires aux comptes à contrôler la bonne utilisation de la contribution financière accordée par la Fondation, notamment par la production de ses documents comptables.

Communication

Le porteur de projet s'engage à valoriser le soutien de la Fondation Crédit Agricole Pays de France et de la Fondation Crédit Agricole Aquitaine correspondant au territoire du projet sur l'ensemble des documents et supports rédigés ou publiés en lien avec le projet soutenu en faisant figurer impérativement le logo de la Fondation Crédit Agricole Crédit Agricole Pays de France et celui de la Fondation Crédit Agricole Aquitaine, qui lui seront communiqués, sur ces supports.

Le porteur de projet s'engage à transmettre et à respecter la charte graphique de la Fondation Crédit Agricole Pays de France ainsi que celle de la Fondation Crédit Agricole Aquitaine en vigueur qui lui seront communiquées. La Fondation Crédit Agricole Pays de France validera expressément le projet de communication ou le support en son nom et pour le compte de la Fondation Crédit Agricole Aquitaine qu'elle aura préalablement consultée.

Compte tenu de ce qui précède, le porteur de projet convient que tous logos, marques, dessins et autres créations intellectuelles mis à sa disposition par la Fondation Crédit Agricole Pays de France et par la Fondation Crédit Agricole Aquitaine restent la propriété exclusive de ces dernières. En aucun cas, la présente lettre ne peut être interprétée comme constituant une cession desdits droits au profit du porteur de projet.

En outre, la Fondation Crédit Agricole Pays de France et la Fondation Crédit Agricole Aquitaine ne transfèrent aucun droit de propriété sur les contenus et chartes graphiques qu'elles sont susceptibles de fournir.

Par ailleurs, le porteur de projet accepte sans réserve que la Fondation Crédit Agricole Pays de France et la Fondation Crédit Agricole Aquitaine puissent communiquer conjointement ou séparément sur le projet subventionné, indépendamment de la communication qu'il pourrait lui-même engager. Dans ce cas, la Fondation Crédit Agricole Pays de France donnera au porteur de projet toutes informations sur les supports de communication produits et diffusés.

Néanmoins, pour les seuls besoins de l'exécution de la présente lettre et uniquement pendant sa durée, la Fondation Crédit Agricole Pays de France et la Fondation Crédit Agricole Aquitaine concèdent les droits de reproduction et de représentation non exclusifs de ses marques et logos. Le porteur de projet ne pourra céder, licencier, modifier ou altérer de quelque manière que ce soit les signes distinctifs ainsi concédés.

En conformité avec la règlementation fiscale sur le mécénat, codifiée au 6 de l'article 238 bis du CGI, et des précisions apportées par la doctrine administrative, il est expressément indiqué que l'ensemble de la contrepartie immatérielle de visibilité ainsi proposée par le porteur de projet est évalué **à 10 % du don accordé, soit 5000 euros.** En l'absence de toute contrepartie matérielle, qu'elle soit directe ou indirecte, il n'y a

FONDATION
CRÉDIT AGRICOLE
PAYS DE FRANCE

aucune autre contrepartie à valoriser et la disproportion marquée entre la contrepartie et le montant du don est respectée.

La présente lettre d'accord est régie par le droit français.

Tout litige qui ne pourrait être réglé de façon amiable à l'issue d'un délai de six (6) mois à compter de la survenance du différend sera soumis au Tribunal compétent de Paris. La procédure amiable ne peut avoir pour effet d'empêcher ou de retarder la mise en œuvre par l'une ou l'autre des Parties d'une procédure sur requête ou en référé.

A BORDEAUX, le 20 JUIN 2023

En trois exemplaires

Pour la Commune de La Teste-de-Buch
Maire de La Teste de Buch
Patrick DAVET

Pour la Fondation Crédit Agricole Aquitaine
Le Président de la Fondation
Bernard COUDERT

Pour la Fondation Crédit Agricole Pays de France
Le Délégué général de la Fondation
Guillaume Penicaut

Annexes :

1. Description du projet.
2. Le tableau des contreparties prévisionnelles (si existantes). *En cas d'évolution significative, un avenant sera nécessaire.*

* Listes des éléments nécessaires au bon traitement du dossier : déclaration au J.O. ou extrait du KBIS, preuve d'éligibilité au mécénat d'entreprise, statuts, relevé d'identité bancaire et logo de la structure.

FONDATION
CRÉDIT AGRICOLE
PAYS DE FRANCE

1. **Description du projet.**

Un diagnostic structurel de la cabane a été mandaté par la Ville et réalisé par le bureau d'études QCS services en 2019. Le rapport a mis en avant des désordres structurels importants, notamment sur les fondations. Depuis la réalisation de ce diagnostic, la dégradation du bâtiment s'est poursuivie, en particulier au niveau des pilotis.
Afin d'assurer la sécurité du public, plusieurs mesures ont été prises dont la création d'une zone interdite aux navires autour de la cabane en juillet 2020, sur demande de la Ville. En parallèle, un arrêté de Police du Maire a été établi afin d'interdire au public l'accès à la cabane, y compris l'emprise située sous les pilotis.

Face au risque d'effondrement imminent du bâtiment et compte-tenu de la forte fréquentation du secteur, la Ville a entamé une démarche de consolidation de la cabane. Des premiers travaux, réalisés en urgence en octobre et novembre 2021 ont temporairement sécurisé le lieu en remplaçant les parties altérées des pilotis par des potelets en béton armé. Toutefois, ces travaux ne permettent pas un maintien durable de la cabane qui connaît par ailleurs d'autres altérations significatives : déformations très importantes en planimétrie de la plateforme (plancher) ; sous-dimensionnement des traverses de portique, altération des bétons imputable à la corrosion des aciers, infiltrations en pied de bardage et au niveau des seuils et appuis, poids de la cheminée trop important, structure des portiques en béton très dégradée avec des longrines (poutres) déchaussées.

Les nombreuses irrégularités structurelles et altérations significatives constatées au niveau du bâtiment rendent inévitable la déconstruction de la cabane, suivie d'une reconstruction « à l'identique ». Conformément aux préconisations de l'Architecte des Bâtiments de France, la ville a réalisé un état des lieux précis de la cabane, intérieur et extérieur, et identifié les éléments qui pourront être déposés, conservés, puis remis en place lors de la reconstruction.

La Ville a également demandé à son architecte mandataire de réaliser des recherches sur l'histoire de la cabane et de son évolution dans le temps. Les photographies anciennes qui ont été trouvées démontrent que la forme de la cabane a peu évolué dans le temps. Les modifications observées entre le moment de sa construction et aujourd'hui concernent principalement les pilotis (pilotis en bois remplacés par du béton dans les années 1970), l'aspect de la balustrade, le sens de l'escalier et la taille de l'appentis (toit en auvent).
Le projet de reconstruction vise à retrouver l'authenticité de la cabane d'origine : cabane et pilotis en bois, peinture rouge pour la balustrade, sens d'origine de l'escalier. L'aspect de la toiture et du bardage sera conservé. Certains éléments d'origine (menuiseries, mobilier intérieur, objets anciens témoignant des activités de pêche et de chasse) pourront être conservés et mis en valeur.
Les bois seront issus de filières courtes, sauf pour les pilotis qui seront nécessairement en bois exotique compte tenu de leur immersion dans l'eau de mer. Le platelage et les coursives extérieures seront en chêne et robinier. Pour tous les autres éléments, des démarches sont en cours afin de pouvoir utiliser du pin maritime issu de la forêt usagère incendiée cet été. Du bois brûlé noir pourra être utilisé pour le bardage, ce qui permet de se passer de produits de traitement et de peinture ; un simple huilage sera suffisant afin d'obtenir un rendu extrêmement proche de la teinte actuelle.

FONDATION
CRÉDIT AGRICOLE
PAYS DE FRANCE

2. **Les contreparties prévisionnelles si existantes.**
En cas d'évolution significative, un avenant sera nécessaire.
Si inexistante, merci de barrer les zones 4 et 5.

1. Date de signature de la lettre d'engagement				
2. Date d'échéance de la lettre d'engagement				
3. Montant total du don versé	50 000 euros			
4. Montant des contreparties	11,5%		soit	5875 EUROS (en €)
5. CONTREPARTIES PREVISIONNELLES JUSQU'A LA DATE D'ECHEANCE DE LA LETTRE D'ENGAGEMENT (valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie)				
Type de contrepartie	Entité utilisatrice	Description de la contrepartie	Date	Montant valorisé en €
Espaces				
Visites ou billetterie		Une visite de chantier, au choix entre 3 : visite lors de la déconstruction ou visite lors de la construction en début de chantier ou visite en fin de construction	Visites organisées par la Ville à une date précise définie par celle-ci, regroupant plusieurs donateurs.	45
		Une invitation pour 2 personnes le jour de l'inauguration de la Cabane reconstruite avec cocktail.	Date de l'inauguration à définir par la Ville	45
		Une animation exclusive et privée pour un groupe de 18 personnes maximum (4h environ) dans le respect du site et de la valorisation du patrimoine : Île aux oiseaux et Cabane Tchanquée.	A définir	662
Interventions (conférences, colloques...)				
Autre (à préciser)		Collector bout de bois de la Cabane	à récupérer après la	73

FONDATION
CRÉDIT AGRICOLE
PAYS DE FRANCE

		déconstruite » mis en valeur	déconstruction	
		Nom du donateur sur une plaque dans la Cabane (une seule plaque regroupera les noms des grands et très grands donateurs, pas de logo)		50
Forfait visibilité	(en %)			10
			Total	5875

Monsieur le Maire :
Merci M Berillon,
La bonne nouvelle, c'est que le coût global prévisionnel qu'on nous avait donné il y a 2 ans n'a pas changé, malgré les augmentions on est sur un coût de 953 000€ HT cela fait à peu près 1 100 000€ en TTC. Ensuite on continue de récupérer des capitaux, la ville d'Arcachon nous a aussi remis 40 000€, c'est passé par la Fondation du patrimoine, il y a aussi Véolia qui va très certainement nous remettre 20 000€, le Lion's club d'Arcachon qui a déjà remis 3000€, le Parc Marin 30 000 €, on n'est pas très loin de boucler ce budget, sur la cagnotte, je sais pas Mmes et M les élus si vous aviez donné, il y a aux alentours de 40 000€ qui ont été versés.
On peut considérer qu'il manque véritablement 150 000€ pour boucler, la Fondation du Patrimoine Régionale et à la Nationale nous n'avons pas été retenus, ce qui veut dire que nous allons avoir minimum 40 000€ et le maximum pourrait être entre 150 et 180 000€ supplémentaires.
On peut considérer que notre budget global sera bouclé, il reste une petite année.
Pour info les travaux de démolition vont démarrer dans les semaines qui viennent et ensuite normalement pour une fin de chantier en juin 2024, si les conditions atmosphériques le permettent.

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2023-09-477**

TAXE D'HABITATION
MAJORATION DE LA COTISATION DUE AU TITRE DES LOGEMENTS MEUBLÉS NON AFFECTÉS A L'HABITATION PRINCIPALE

A COMPTER DU 1ER JANVIER 2024

Mes chers collègues,

Vu l'article 1407 *ter* du code général des impôts,

Vu le décret n° 2023-822 du 25 août 2023 modifiant le décret n° 2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituées par l'article 232 du code général des impôts,

Considérant la très forte tension sur l'accès au logement sur notre territoire,

Considérant que la ville de La Teste de Buch souhaite mobiliser tous les dispositifs en sa possession pour favoriser l'accès à un logement pour sa population,

Considérant les dispositions de l'article 1407 *ter* du code général des impôts permettant au conseil municipal de majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, finances et budgets, services à la population du 19 septembre 2023, de bien vouloir :

- DÉCIDER de majorer de 35 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

- CHARGER Monsieur le Maire le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

TAXE D'HABITATION
MAJORATION DE LA COTISATION DUE AU TITRE DES LOGEMENTS MEUBLÉS NON AFFECTÉS A L'HABITATION PRINCIPALE

Note explicative de synthèse

Code Général des Impôts, article 1407 *ter*

I.- Dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au I de l'article 232, le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée.

Cette majoration n'est pas prise en compte pour l'application des articles 1636 B sexies et 1636 B decies. Toutefois, la somme du taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale de la commune et du taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale de la commune multiplié par le taux de la majoration ne peut excéder le taux plafond de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale prévu à l'article 1636 B septies.

*II.- Sur réclamation présentée dans le délai prévu à l'article R. * 196-2 du livre des procédures fiscales et dans les formes prévues par ce même livre, bénéficient d'un dégrèvement de la majoration :*

1° Pour le logement situé à proximité du lieu où elles exercent leur activité professionnelle, les personnes contraintes de résider dans un lieu distinct de celui de leur habitation principale ;

2° Pour le logement qui constituait leur résidence principale avant qu'elles soient hébergées durablement dans un établissement ou service mentionné au premier alinéa de l'article 1414 B du présent code, les personnes qui bénéficient des dispositions du même article ;

3° Les personnes autres que celles mentionnées aux 1° et 2° qui, pour une cause étrangère à leur volonté, ne peuvent affecter le logement à un usage d'habitation principale.

Les dégrèvements résultant de l'application des 1° à 3° sont à la charge de la commune ; ils s'imputent sur les attributions mentionnées à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales.

A- PRÉSENTATION

Conformément aux dispositions de l'article 1407 *ter* du code général des impôts (CGI), les conseils municipaux des communes situées dans le périmètre d'application de la taxe sur les logements vacants prévue (TLV) à l'article 232 du CGI peuvent majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

Le taux majoré est intégré dans le plafond existant des taux de taxe d'habitation.

L'instauration de la majoration est subordonnée à une délibération prise avant le 1er octobre d'une annéepour être applicable aux impositions dues à compter de l'année suivante.

Les communes situées dans le périmètre d'application de la TLV figurent sur la liste annexée au décret n° 2013-392 du 10 mai 2013 modifié par le décret n° 2015-1284 du 13 octobre 2015.

Sauf mention contraire, les articles cités dans les développements qui suivent sont ceux du code généraldes impôts ou de ses annexes.

B- NÉCESSITÉ D'UNE DÉLIBÉRATION

L'instauration de la majoration est subordonnée à une délibération prise régulièrement par le conseilmunicipal de la commune.

1- Autorités compétentes pour prendre la délibération

Il s'agit des conseils municipaux des communes figurant sur la liste annexée au décret n° 2013-392 du 10mai 2013 modifiée par les décrets n° 2015-1284 du 13 octobre 2015 et n° 2023-822 du 25 août 2023.

2- Contenu de la délibération

- La délibération doit être de portée générale et concerner tous les logements pour lesquels les conditions d'application de la majoration sont remplies.
  ☞ Le conseil municipal ne peut pas exclure certains logements de l'application de la majoration, ni limiter l'application de la majoration à certains logements en les désignant explicitement dans sa délibération.

- La délibération doit mentionner un taux de majoration compris entre 5 % et 60 %.
  ☞ Le conseil municipal ne peut pas fixer un taux de majoration inférieur à 5 % ou supérieur à 60 %.

3- Date et durée de validité de la délibération

☐ La délibération doit être prise avant le 1er octobre d'une année pour être applicable aux impositions dues à compter de l'année suivante.

☐ La délibération demeure valable tant qu'elle n'a pas été rapportée.

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue

Nous avions la possibilité d'appliquer cette taxe sur les résidences secondaires aucune résidence principale ne sera touchée par un quelconque impôt.
Nous n'avions aucune raison de ne pas le faire. Pourquoi on l'a fait, pour avoir rencontré pas mal de gens de Pyla, ils me disent « on a envie d'aider cette ville, comment peut-on faire ? », eh bien voilà ça c'est un des moyens. Cet argent qui va représenter autour des 1,6 à 1,8 millions va nous permettre d'acheter du foncier chaque fois que cela se présentera pour créer du logement et nous permettra aussi de faire des trottoirs, des routes, c'est des fonds que l'on a décidé de prendre.
On pouvait le faire entre 20 et 60%, Arcachon a choisi 60%, j'ai préféré rester dans une tranche un peu plus intermédiaire à 35%.
C'est une volonté assumée de faire cette opération-là.

Madame PAMIES:
Je trouve que c'est une très bonne mesure, je la salue, d'avoir choisi 35% on fera peut-être mieux la prochaine fois, on augmentera un peu plus, très favorable à cette mesure.

Monsieur MAISONNAVE :
Lors du Conseil Municipal du 23 septembre 2021, nous nous étions interrogés sur l'émergence de nouveaux leviers fiscaux, force est de constater que nous avions vu juste, aujourd'hui, grâce aux dispositions du décret du 25 août dernier, vous faîtes le choix d'augmenter de 35 % la part communale de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires et autres locaux meublés, augmentation qui va rapporter entre 1.6 M€ et 1.8 M€ à notre ville, à cela s'ajoute la revalorisation des bases fiscales de 10.5 % sur deux ans, abondance de biens ne nuit pas.
Nous le savons tous, le Bassin d'Arcachon est une destination touristique dynamique et florissante grâce à sa géographie et la richesse de son territoire, une aubaine pour rentabiliser son investissement immobilier.
A notre avis, cette mesure ne résoudra pas la crise du logement au sein de notre territoire comme on voudrait nous le faire croire et comme on a pu le lire dans la presse, elle ne fédérera pas les propriétaires pour louer leurs biens à l'année vu le prix des locations saisonnières pratiqué sur le bassin.
Ils préféreront toujours louer leurs biens à la semaine, voire le week-end, même hors saison, le manque de structures hôtelières sur notre territoire, la politique touristique menée par le SIBA sous l'aval des Maires afin de développer le tourisme à l'année et l'aspect financier, en sont les atouts majeurs.
Ne laissons pas croire à nos administrés que cette mesure va résoudre le problème du logement, par contre, ce qui est sûr, c'est qu'elle va abonder le fonds de roulement des communes.
A La Teste de Buch, territoire toujours aussi attractif, nous constatons que les résidences secondaires qui représentent 30 % du parc immobilier, s'accroissent, les locations des résidences principales durant la saison estivale s'amplifient, face à ce constat, nous souhaiterions que cette mesure fiscale qui se veut vertueuse, permette à notre commune de venir en aide aux personnes les plus démunies en créant notamment des logements de première urgence.
Nous disposons de parcelles communales et biens susceptibles de répondre à cette attente, au lieu de les céder à des opérateurs privés, engageons une politique volontariste en investissant et en utilisant à bon escient ces 1.6M€ qui vont abonder les recettes fiscales de notre ville annuellement pour venir en aide aux personnes et familles testerines les plus fragiles.

Monsieur Le Maire

C'est pour ça que nous le faisons, pour venir en aide, vous avez remarqué que quand on veut faire des logements pour venir en aide, parfois vous votez contre, il faut être cohérent.
Une fois de plus c'est une délibération de courage, il y en a qui ne le font pas.
J'ai retrouvé dans les archives une délibération de Jean-François Acot-Mirande en 2006, 2 ans avant que nous arrivions, puisque j'ai été dans un premier temps élu avec vous, il avait pris une délibération justement pour que l'on puisse appliquer une majoration et ça n'a pas été suivi d'effets, parce qu'il n'y a pas eu cette volonté.
Nous, on a cette volonté parce qu'on a besoin de ces 1,8 millions, pour loger les nôtres et dire « je ne pense pas que » c'est un argument pour ne pas faire, nous on pense que ça va certainement infléchir, on le verra à la fin du bal. Vous vous dites non cela n'infléchira pas les propriétaires à louer à l'année, c'est une façon de se rassurer en disant « nous on l'aurait pas fait parce que … » moi aussi quand je n'ai pas envie de faire quelque chose je trouve tous les bons arguments.
Mais là on a envie de faire, de tenter le coup, un, ça permet à ceux qui sont en résidences secondaires qui ont un petit peu plus de moyens que ceux qui arrivent pas à se loger, et globalement en moyenne cela va faire 400€/an d'augmentation. On a un peu plus de 5000 résidences secondaires, ça va faire 400€/an d'augmentation, je vous laisse imaginer que ça va déstabiliser personne.
Par contre si on commence à récupérer 5, 10, 15 maisons qui disent finalement on passe en résidence principale, le pari commencera à être gagné.
Ce qui nous touche nous avec nos 1400 demandes de logements touche toutes les communes du Bassin et de toutes les régions touristiques en général.
On aurait fait une faute politique en ne le faisant pas.

Madame DELMAS :

C'est vrai que vous savez trouver les arguments pour présenter quelque chose qui vous arrange, c'est vrai, vous en n'êtes pas à un paradoxe près.
Après avoir baissé la fiscalité de la part communale de la taxe foncière alors que son taux était déjà inférieur à celui des Communes voisines, aujourd'hui vous augmentez la fiscalité sur les résidences secondaires, certes ce n'est pas le même public.
Néanmoins ce sont des résidents saisonniers qui paient des taxes locales (taxes foncières et taxes d'habitation) qui investissent sur la commune et qui contribuent au développement de l'économie locale sans pour autant en utiliser tous les services comme les résidents à l'année (par exemple les écoles).
Sur notre Commune, la majeure partie des résidences secondaires sont au Pyla , pensez-vous vraiment que cette mesure va être suffisamment incitative et que cela va faciliter l'accès au logement ?
Pensez- vous que cette mesure va être dissuasive pour limiter la pratique de la location saisonnière et non pas au contraire en augmenter les tarifs pour couvrir cette charge supplémentaire ?
Votre discours c'est de l'habillage pour en fait récupérer une recette fiscale supplémentaire proche de 1,6 M€ alors que la situation de la Commune ne l'exige pas.
Mais soit, et même si vous ne pouvez pas flécher cette ressource supplémentaire budgétairement parlant nous espérons et nous y serons vigilants pour qu'elle soit allouée aux actions menées en faveur du logement accessible. Nous voterons pour.

Monsieur Le Maire
Ce n'est pas de l'habillage, c'est du courage, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme REAU **DEL2023-09-478**

REVISION N°5 DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENTS (AP/CP)

Exercices budgétaires 2022-2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R2311-9 ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2020-12-530 du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier pour la gestion des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP),

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-12-620 relative à l'adoption des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2022-04-210 relative à la révision n°1 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2022-09-483 relative à la révision n°2 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2022-12-661 relative à la révision n°3 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2023-04-179 relative à la révision n°4 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

Vu la délibération du conseil municipal n°2022-11-571 relative au règlement budgétaire et financier qui fixe notamment la gestion des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

Mes chers collègues,

Considérant que les modifications apportées ne concernent que des mouvements sur les Crédits de Paiements 2023 entre les opérations de l'Autorisation de Programme « Travaux sur les bâtiments » et qu'elles sont inscrites à la décision modificative n°1 de l'exercice 2023 du budget principal,

Le premier programme d'AP/CP relatif aux **travaux sur les bâtiments** pour un montant global d'Autorisation de Programme reste stabilisé à 28 415 000 € et est réparti en Crédits de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
28 415 000 €	630 255,46	6 571 744,54	11 410 000,00	7 663 000,00	2 140 000,00

Le deuxième programme d'AP/CP relatif aux **travaux de voirie et infrastructures** pour un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 32 010 000 € et est réparti en Crédits de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
32 010 000 €	4 293 808,52	7 663 831,48	10 022 360,00	7 180 000,00	2 850 000,00

Le troisième programme d'AP/CP relatif aux **matériels de transports et véhicules** d'un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 1 522 000 € et est réparti en Crédits de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
1 522 000 €	260 496,78	779 903,22	300 000,00	181 600,00	0,00

Le quatrième et dernier programme d'AP/CP relatif à l'innovation numérique et systèmes d'information d'un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 2 040 000 € et est réparti en Crédits de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
2 040 000 €	0,00	610 000,00	610 000,00	535 000,00	285 000,00

Le programme précis par opérations d'interventions est annexé à la présente délibération.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- ADOPTER la révision Numéro 5 de ces quatre programmes d'AP/CP pour un montant total stabilisé à 63 987 000 € pour les exercices budgétaires 2022 à 2026,

- INSCRIRE les crédits correspondants à la décision modificative n°1 de l'exercice 2023 du budget principal de la ville,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et actes y afférents.

REVISION N°5 DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENTS (AP/CP)

Exercices budgétaires 2022-2026

Note explicative de synthèse

La délibération du conseil municipal du 14 décembre 2021 a ouvert trois Autorisations de Programmes (AP) regroupant plusieurs actions. Cette délibération a mis au vote les Crédits de Paiements (CP) prévisionnels des opérations correspondantes sur les années 2022 à 2026.
La délibération du conseil municipal du 12 avril 2022 a réalisé une révision n°1 des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) pour les exercices budgétaires 2022 à 2026.
La délibération du conseil municipal du 27 septembre 2022 a formalisé une révision n°2 des Autorisations de Programme(AP) et des Crédits de Paiement (CP) pour les exercices 2022 à 2026.
La délibération du conseil municipal du 09 décembre 2022 a acté une révision n°3 des Autorisations de Programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) pour les exercices 2022 à 2026.
La délibération du conseil municipal du 02 novembre 2022 a adopté le règlement budgétaire et financier qui fixe notamment la gestion des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.
La délibération du conseil municipal du 12 avril 2023 a validé une révision n°4 des Autorisations de Programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) pour les exercices 2022 à 2026.
Les modifications apportées aux Autorisations de Programmes et à leurs Crédits de Paiements pour l'exercice 2023 sont inscrites au budget supplémentaire 2023 du budget principal.

Les modifications apportées ne concernent que des mouvements sur les Crédits de Paiements 2023 entre les opérations de l'Autorisation de programme « Travaux sur les bâtiments » et sont inscrites à la décision modificative n°1 de l'exercice 2023 du budget principal.

Les AP/CP sont stabilisées selon le détail suivant :

1 - Le premier programme d'AP/CP relatif aux **travaux sur les bâtiments** pour un montant global d'Autorisation de Programme reste stabilisé à 28 415 000 € et est réparti en Crédits de Paiements comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
28 415 000 €	630 255,46	6 571 744,54	11 410 000,00	7 663 000,00	2 140 000,00

Le montant total des Crédits de Paiement 2023 reste identique mais se ventile différemment entre les opérations :

- L'avancée des travaux de l'opération « Construction Hôtel de Police Municipale » nécessite un approvisionnement de crédits complémentaires de 464 965.20 €,
- L'opération « Création vestiaire / tribune et divers foot Cazaux Clavier » se réduit de 201 455.95 €,
- Une marge de manœuvre est dégagée sur l'opération « Schéma Directeur Immobilier 2022 à 2026 » pour 263 509.25 €.

2 - Le deuxième programme d'AP/CP relatif aux **travaux de voirie et infrastructures** pour un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 32 010 000 € et est réparti en Crédits de Paiements comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
32 010 000 €	4 293 808,52	7 663 831,48	10 022 360,00	7 180 000,00	2 850 000,00

- Aucune modification n'intervient sur cette Autorisation de Programme.

3 - Le troisième programme d'AP/CP relatif aux **matériels de transports et véhicules** d'un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 1 522 000 € et est réparti en Crédits de Paiements comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
1 522 000 €	260 496,78	779 903,22	300 000,00	181 600,00	0,00

- Aucune modification n'intervient sur cette Autorisation de Programme.

4 - Le quatrième programme d'AP/CP relatif à l'innovation numérique et aux systèmes d'information d'un montant global d'Autorisation de Programme est stabilisé à 2 040 000 € et est réparti en Crédits de Paiements comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
2 040 000 €	0,00	610 000,00	610 000,00	535 000,00	285 000,00

- Aucune modification n'intervient sur cette Autorisation de Programme.

Les programmes détaillés des interventions des services de la ville sont annexés à la présente délibération.

La délibération a donc pour objet :

- D'ADOPTER la révision Numéro 5 avec quatre programmes d'AP/CP pour un montant total stabilisé à 63 987 000 € pour les exercices 2022 à 2026,

- INSCRIRE les crédits correspondants à la décision modificative n°1 de l'exercice 2023 du budget principal de la ville,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et actes y afférents.

Révision N°5 AP / CP de 2022 à 2026

AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENTS (AP/CP)

AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)
Chapitre comptable 2022003

N°AP/CP	MATERIELS DE TRANSPORTS ET VEHICULES	Années AP	CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2022 CP	2023 CP	2024 CP	2025 CP	2026 CP	PÉRIODE QUINQUENNALE AP/CP AP	CP
2022003-05	MATERIELS DE TRANSPORTS ET VEHICULES	2022	260 496,78	779 903,22	300 000	181 600		1 522 000,00	1 522 000,00
G411 - MATERIELS DE TRANSPORTS ET VEHICULES			*260 496,78*	*779 903,22*	*300 000*	*181 600*	-	*1 522 000,00*	*1 522 000,00*

AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)
Chapitre comptable 2022001

N°AP/CP	TRAVAUX BATIMENTS	Années AP	CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2022 CP	2023 CP	2024 CP	2025 CP	2026 CP	PÉRIODE QUINQUENNALE AP/CP AP	CP
2022001-01	CONSTRUCTION HOTEL DE POLICE MUNICIPALE	2022	139 463,38	2 675 501,82	160 000			2 974 965,20	2 974 965,20
2022001-02	AMENAGEMENT CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	2022	137 194,88	837 805,12	4 890 000	2 885 000		8 750 000,00	8 750 000,00
2022001-03	MAISON DE QUARTIER COQS ROUGES(BRAMELOUP)	2022	47 280,00	1 652 720,00	1 000 000			2 700 000,00	2 700 000,00
2022001-04	CRÉATION VESTIAIRE / TRIBUNE ET DIVERS FOOT CAZAUX CLAVIER	2022	149 966,74	343 577,31	625 000	185 000		1 303 544,05	1 303 544,05
2022001-05	ALSH BONNEVAL / ABORDS (VOIRIE+OA)	2022	392,40	321 607,60	1 100 000	578 000		2 000 000,00	2 000 000,00
2022001-06	TRAVAUX COURANTS ET EXTENSION CTM 2024 : EXTENSION HANGAR / STOCKAGE 2025 : BUREAUX	2024			100 000	350 000	150 000	600 000,00	600 000,00
2022001-07	BATIMENTS ARCHIVES	2022	0,00	150 000,00	1 050 000	800 000		2 000 000,00	2 000 000,00
2022001-08	RÉNOVATION SPOT POINT GLISSE	2024			35 000	265 000		300 000,00	300 000,00
2022001-12	SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER **2022 à 2026**	2022	155 958,06	590 532,69	2 450 000	2 600 000	1 990 000	7 786 490,75	7 786 490,75
G450 - TRAVAUX BATIMENTS			*630 255,46*	*6 571 744,54*	*11 410 000*	*7 663 000*	*2 140 000*	*28 415 000,00*	*28 415 000,00*

AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)
Chapitre comptable 2023004

N°AP/CP	INNOVATION NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION	Années AP	CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2022	2023 CP	2024 CP	2025 CP	2026 CP	PÉRIODE QUINQUENNALE AP/CP AP	CP
2023004-01	REFONTE DE L'INFRASTRUCTURE RESEAU ET TELEPHONIE IP	2023		120 000,00	25 000			145 000,00	145 000,00
2023004-02	RACCORDEMENT FIBRE DES SITES DISTANTS	2023		300 000,00	150 000	150 000		600 000,00	600 000,00
2023004-03	MODERNISATION PARC DES ORDINATEURS + LICENCES	2023		155 000,00	100 000	50 000	50 000	355 000,00	355 000,00
2023004-04	VIDEOPROTECTION	2024			300 000	300 000	200 000	800 000,00	800 000,00
2023004-05	MODERNISATION INFRASTRUCTURES SERVEURS ET SAUVEGARDES	2023		35 000,00	35 000	35 000	35 000	140 000,00	140 000,00
G250 - INNOVATION NURERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION				*610 000,00*	*610 000*	*535 000*	*285 000*	*2 040 000,00*	*2 040 000,00*

RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL

	CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2022 CP CUMULES	2023 CP CUMULES	2024 CP CUMULES	2025 CP CUMULES	2026 CP CUMULES		
TOTAL GÉNÉRAL	*5 184 560,76*	*15 625 479,24*	*22 342 360*	*15 559 600*	*5 275 000*	*63 987 000*	*63 987 000*

AP/CP initiale	59 255 000,00
Révision N°1	840 000,00
Révision N°2	- 1 080 000,00
Révision N°3	4 972 000,00
Révision N°4	-
Révision N°5	-

AUTORISATIONS DE PROGRAMMES
ET CREDITS DE PAIEMENTS (AP/CP)

Révision N°5 AP / CP de 2022 à 2026

ANNEXE DM1 2023

AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)
Chapitre comptable 2022002

			CREDITS DE PAIEMENTS (CP)					PÉRIODE QUINQUENNALE	
			2022	2023	2024	2025	2026	AP/CP	
N°AP/CP	*TRAVAUX VOIRIES INFRASTRUCTURES*	*Années AP*	CP	CP	CP	CP	CP	AP	CP
2022002-1	AMGT SECTEUR MONTAIGNE / JOLIOT CURIE / LA PÉROUSE - LTDB	2023			860 000			860 000,00	860 000,00
2022002-2	SECTEUR BRAQUET L'OUSTALET	2022	1 163 122,52	206 877,48	150 000			1 520 000,00	1 520 000,00
2022002-3	AMENAGEMENT RUE PIERRE DE COUBERTIN	2022	1 017 635,93	182 364,07				1 200 000,00	1 200 000,00
2022002-4	AMENAGEMENT RUE DU CAPITAINE	2023		70 000,00	100 000	410 000		580 000,00	580 000,00
2022002-5	RUE DU PORT	2022	297 897,07	1 002 102,93	600 000			1 900 000,00	1 900 000,00
2022002-6	PLACE JEAN HAMEAU - RÉAMÉNAGEMENT	2023		50 000,00		150 000		200 000,00	200 000,00
2022002-7	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE (RD217)	2023		1 100 000,00	200 000			1 300 000,00	1 300 000,00
2022002-8	RUE CHANZY / PLACE JEAN JAURÈS / RUE CAMILLE PELLETAN	2023		400 000,00				400 000,00	400 000,00
2022002-9	AMÉNAGEMENT RUE DES FACTEURS	2023		600 000,00	800 000			1 400 000,00	1 400 000,00
2022002-10	ÉCLAIRAGE BOULEVARD MIQUELOTSE(HORS ZONE AMÉNAGEMENT NEUF)	2024			800 000			800 000,00	800 000,00
2022002-11	RUE EDMOND DORÉ	2023		30 000,00	570 000			600 000,00	600 000,00
2022002-12	RUE GUYNEMER	2023		40 000,00	300 000	440 000		780 000,00	780 000,00
2022002-13	AVENUE DE VERDUN	2024			200 000	200 000		400 000,00	400 000,00
2022002-14	AMÉNAGEMENT PLACE BLOCH - PYLA	2024			40 000	360 000		400 000,00	400 000,00
2022002-15	CHEMIN DE BRAQUET (FIN)	2023		500 000,00				500 000,00	500 000,00
2022002-16	AMÉNAGEMENT RUE DU PRÉSIDENT CARNOT (RD112)	2023		80 000,00	670 000	400 000		1 150 000,00	1 150 000,00
2022002-17	RUE DES POILUS	2024			100 000	450 000	300 000	850 000,00	850 000,00
2022002-18	RUE HENRI DHEURLE	2023		70 000,00	930 000	500 000		1 500 000,00	1 500 000,00
2022002-19	AVENUE DU PAYS DE BUCH	2024			110 000	890 000	100 000	1 100 000,00	1 100 000,00
2022002-20	RUE BÉRANGER	2024			130 000	720 000	520 000	1 370 000,00	1 370 000,00
2022002-21	RUE DES BORDES	2023		5 000,00	395 000			400 000,00	400 000,00
2022002-28	FIBRE POUR VIDÉO PROTECTION	2023			50 000	50 000	100 000	200 000,00	200 000,00
2022002-29	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2022**	2022	232 009,27	7 990,73				240 000,00	240 000,00
2022002-30	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2023**	2023		300 000,00	100 000			400 000,00	400 000,00
2022002-31	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2024**	2024			200 000	150 000	150 000	500 000,00	500 000,00
2022002-32	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2022**	2022	62 556,00	137 444,00				200 000,00	200 000,00
2022002-33	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2023**	2023		100 000,00				100 000,00	100 000,00
2022002-34	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2024**	2024			200 000	140 000	200 000	540 000,00	540 000,00
2022002-35	SIGNALISATION HORIZONTALE CRÉATION	2022	19 344,94	100 655,06	40 000	40 000		200 000,00	200 000,00
2022002-36	TRAVAUX DIVERS PERRÉS / DESCENTE PLAGE **AP/CP 2022**	2022	6 144,00	193 856,00				200 000,00	200 000,00
2022002-37	TRAVAUX DIVERS PERRÉS / DESCENTE PLAGE **AP/CP 2024**	2024			100 000	100 000	100 000	300 000,00	300 000,00
2022002-38	ÉTUDES VOIRIE	2022	3 960,00	56 040,00	20 000	20 000	20 000	120 000,00	120 000,00
2022002-39	COUCHES DE ROULEMENT ET CHAUSSÉE **2022 à 2026**	2022	948 466,02	1 721 533,98	810 000	1 560 000	1 060 000	6 100 000,00	6 100 000,00
2022002-40	ÉCLAIRAGE PUBLIC REM AP/CP **2022 à 2026**		542 672,77	557 327,23	800 000	600 000	300 000	2 800 000,00	2 800 000,00
2022002-41	SECTEUR CORNICHE/AVENUE DES DUNES	2023		2 640,00	697 360			700 000,00	700 000,00
2022002-42	SECTEUR ANCIEN STADE LAFON CAZAUX- Parking salle fêtes	2023		150 000,00	50 000			200 000,00	200 000,00
G430 TRAVAUX VOIRIES INFRASTRUCTURES			***4 293 808,52***	***7 663 831,48***	***10 022 360***	***7 180 000***	***2 850 000***	***32 010 000,00***	***32 010 000,00***

Monsieur le Maire :
Merci Mme Reau, je salue l'arrivée depuis quelques minutes de M Pastoureau (pendant le débat sur le rapport CRC)

Madame DELMAS :

Le montant global n'est pas modifié c'est un redéploiement interne mais nous alertons à nouveau sur ce mécanisme qui nécessite a minima un bilan de l'exécution comptable des crédits de paiement en fin d'année (restes à engager et restes à mandater) nous nous abstiendrons.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : Mme MONTEIL MACARD – Mme DELMAS – Mme PHILIP – M. MAISONNAVE – M. DUCASSE par procuration – Mme PAMIES

Le dossier est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2023-09-479**

DECISION MODIFICATIVE N°1
EXERCICE 2023 - BUDGET PRINCIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-1 à L 1616-20 et L 2311-1 à L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique, de présentation du budget et de ses modifications à compter du 01/01/2023 ;

Vu la délibération n°2022-12-663 du 09 décembre 2022 adoptant le budget primitif pour l'exercice 2023 pour le budget principal et ses deux budgets annexes,

Vu la délibération n°2022-04-180 du 12 avril 2023 adoptant le budget supplémentaire pour le budget principal et ses deux budgets annexes,

Mes chers collègues,

Considérant que le budget principal est voté au niveau du chapitre pour les sections de d'investissement et de fonctionnement, avec chapitres "opérations d'équipement" et sans vote formel pour chacun des chapitres.

Considérant que la sincérité du budget nécessite d'ajuster les inscriptions budgétaires.

Considérant que la Décision Modificative n°1 du budget principal pour l'exercice 2023 s'équilibre pour les sections d'investissement et de fonctionnement en dépenses et en recettes de la façon suivante :

SECTION D'INVESTISSEMENT

Chapitre		Nature	Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
Chapitre	10	10222		F.C.T.V.A		66 549,83 €
Chapitre	13	1311		Etat et établissements nationaux		-5 856,00 €
Chapitre	13	1312		Régions		-87 565,00 €
Chapitre	13	1345		Amendes de police		170 290,00 €
Chapitre	2022001	21318	2022001-01	Autres bâtiments publics	464 965,20 €	
Chapitre	2022001	21318	2022001-10	Autres bâtiments publics	-77 509,25 €	
Chapitre	2022001	21318	2022001-12	Autres bâtiments publics	-186 000,00 €	
Chapitre	2022001	2313	2022001-04	Constructions	-201 455,95 €	
Chapitre	204	204112		Bâtiments et installations	263 820,00 €	
Chapitre	204	2041582		Bâtiments et installations	-93 430,00 €	
Chapitre	21	2117		Bois et forêts	120 000,00 €	
Chapitre	45	458110		Opérations sous mandat	-376 584,00 €	
Chapitre	45	458210		Opérations sous mandat		-376 584,00 €
				Total mouvements réels	**-86 194,00 €**	**-233 165,17 €**
Chapitre	021	021		Virement de la section de fonctionnement		191 887,17 €
Chapitre	040	2031		Frais d'études	44 916,00 €	
				Total mouvements pour ordre	**44 916,00 €**	**0,00 €**
Total Section d'Investissement					**-41 278,00 €**	**-41 278,00 €**

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitre		Nature	Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
Chapitre	011	6042		Achats de prestations de services	21 000,00 €	
Chapitre	011	611		Contrats de prestations de service	2 830,00 €	
Chapitre	011	6188		Autres frais divers	41 470,00 €	
Chapitre	012	6331		Versement mobilité	-392,74 €	
Chapitre	014	739116		Prélèvement au tire de l'article 55 de la loi SRU	-10 911,00 €	
Chapitre	014	7392221		Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	85 093,00 €	
Chapitre	65	65314		Cotisations de sécurité sociale - part patronale	1 000,00 €	
Chapitre	65	6541		Créances admises en non-valeur	-4 780,00 €	
Chapitre	65	6542		Créances éteintes	13 500,00 €	
Chapitre	65	6558		Autres contributions obligatoires	-12 638,03 €	
Chapitre	65	657358		Autres groupements	161 113,98 €	
Chapitre	65	65888		Autres	1 600,00 €	
Chapitre	731	73111		Impôts directs locaux		222 292,00 €
Chapitre	74	74111		Dotation forfaitaire des communes		79 416,00 €
Chapitre	74	741127		Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes		12 865,00 €
Chapitre	74	744		F.C.T.V.A		-27 287,46 €
Chapitre	74	74718		Autres		5 283,84 €
Chapitre	74	7472		Régions		153 287,00 €
				Total mouvements réels	**298 885,21 €**	**445 856,38 €**
Chapitre	023	023		Virement à la section d'investissement	191 887,17 €	
Chapitre	042	722		Immobilisations corporelles		44 916,00 €
				Total mouvements pour ordre	**0,00 €**	**44 916,00 €**
Total Section De Fonctionnement					**490 772,38 €**	**490 772,38 €**

TOTAL GENERAL	**449 494,38 €**	**449 494,38 €**

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, service à la population du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget principal,

- ADOPTER la décision modificative n°1 de l'exercice 2023 du budget principal, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et actes y afférents.

DECISION MODIFICATIVE N°1
EXERCICE 2023 - BUDGET PRINCIPAL
Note explicative de synthèse

Le budget primitif 2023 du budget principal a été voté le 09 décembre 2022. Depuis cette date ce budget a été modifié le 12 avril 2023 dans le cadre du budget supplémentaire 2023.

Aujourd'hui, nous vous proposons d'ajuster les crédits ouverts au budget principal de cet exercice 2023 dans le cadre de la décision modificative n°1.

Les mouvements d'ajustements de la sincérité du budget principal impactent les sections d'investissement et de fonctionnement, en dépenses et en recettes aussi bien en réel et qu'en ordre.

Elle se décompose par section comme suivant :

I – Section d'investissement :

A) Recettes :

Les recettes d'investissement diminuent de – 41 278 €.

a) Les recettes réelles d'investissement diminuent de – 233 165.17 €.

Cette variation des recettes correspond :

- Ajustement du F.C.T.V.A pour 66 549.83 €,
- Transfert en fonctionnement de la Stratégie Locale pour – 93 421 €,
- Ajustement du montant des amendes de police pour 170 290 €,
- Transformation de l'opération sous mandat du Plan Plage Salie Nord en subvention d'équipement versée à l'ONF pour – 376 584 €.

b) Virement de la section de fonctionnement de 191 887.17 €

La décision modificative n°1 s'équilibre par un virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement pour un montant de 191 887.17 €.

B) Dépenses :

Les dépenses réelles d'investissement diminuent de – 41 278 €.

a) Les dépenses réelles d'investissement diminuent de – 86 194 €.

Les dépenses réelles d'investissement se composent :

- Virements qui s'équilibrent entre opérations de l'Autorisation de Programme n°2022001 « Travaux de bâtiments » au profit de l'Hôtel de police,

- Reversement de la subvention FEDER à l'ONF dans le cadre du Plan Plage Salie Nord pour 263 820 €,
- Transfert en fonctionnement de la Stratégie Locale avec – 93 430 €,
- Préemption de 43 hectares de forêt pour 120 000 €,
- Transformation de l'opération sous mandat Plan Plage Salie Nord pour – 376 584 € en subventions d'équipements versées (cf subvention FEDER versée à l'ONF) suivant la réception par la Ville de subventions en fonctionnement.

b) Les dépenses d'ordre d'investissement augmentent de 44 916 €.

Des travaux en régie 2022 d'audit énergétique d'un montant de 44 916 € sont valorisés pour intégration dans le patrimoine.

II – Section de fonctionnement :

A) Recettes :

Les recettes de fonctionnement augmentent de 490 772.38 €.

a) Les recettes réelles de fonctionnement augmentent de 445 856.38 €.

Les recettes de fonctionnement se constituent de :

- Ajustement des Impôts Directs Locaux pour 222 292 €,
- Ajustement de la Dotation Forfaitaire pour 79 416 €,
- Ajustement de la Dotation Nationale de Péréquation pour 12 865 €,
- Réduction du F.C.T.VA. de fonctionnement pour – 27 287.46 €,
- Positionnement de la Stratégie Locale pour 5 283.84 € de l'Etat et pour 153 287 € de la Région.

b) Les recettes d'ordre de fonctionnement augmentent de 44 916 €.

Des travaux en régie 2022 d'audit énergétique d'un montant de 44 916 € sont valorisés pour intégration dans le patrimoine.

B) Dépenses :

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 490 772.38 €.

a) Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 298 885.21 €.

Les dépenses réelles de fonctionnement se composent :

- Complément de repas et goûters pour ALSH de 21 000 €,
- Interface de logiciel pour tickets restaurant pour 2 830 €,
- Reconstitution de crédits pour 41 470 € suite à des transpositions aux nouvelles normes comptables M 57,
- Correction d'imputation comptable de frais de transports des élus pour – 392.74 €,
- Réduction de la Solidarité de Renouvellement Urbain pour – 10 911 €,

- Ajustement du Fonds de Péréquation des ressources communales et intercommunales pour 85 093 €,
- Rectification des frais de transports des élus pour 1 000 €,
- Réduction des créances admises en non-valeur de – 4 780 €,
- Ajustement des créances éteintes de 13 500 €,
- Ajustement de la participation financière aux écoles privées pour – 12 638.03 €,
- Positionnement de la Stratégie Locale pour 161 113.98 €,
- Ajustement d'imputation comptable suite à la fin du remboursement du viager pour 1 600 €.

b) Virement à la section d'investissement de 191 887.17 €

La décision modificative n°1 s'équilibre par un virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement pour un montant de 191 887.17 €.

III – Total général :

La décision modificative n°1 2023 s'établit pour la section d'investissement à – 41 278 € et pour la section de fonctionnement à 490 772.38 € et se totalise pour l'ensemble du budget à 449 494.38 €.

La délibération a donc pour objet de :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget principal,
- ADOPTER la décision modificative n°1 du budget principal,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération et les actes y afférents.

Monsieur BOUDIGUE :
Avant de lire la délibération je voudrais faire une présentation sur les forêts à partir du moment où l'incendie a été déclaré, arrêté, aujourd'hui et l'avenir aussi voir comment se dessinent les travaux qui vont être exécutés.
Je le fais maintenant, car vous allez voir d'autres délibérations qui tiennent compte de cette présentation en particulier des acquisitions qui sont concernées par la DM qui va être présentée après.

Il s'est passé beaucoup de choses depuis septembre l'an dernier et on tenait à ce que tout le monde soit informé de la même façon sur « qu'est ce qui s'est passé et que va-t-il se passer pour les 6 mois voire l'année à venir ».
Je vous rappelle qu'à la Teste il y a 4 types de forêts, communales, domaniale, privées, et privées grevées de droits d'usage que l'on appelle la forêt usagère.
(*Présentation des limites diapo 1*)

La forêt domaniale est une forêt appartenant à l'État.
Sa gestion est assurée par l'Office National des Forêts(ONF) en application du Code Forestier.
5 800 ha de forêt brûlée à La Teste-de-Buch dont 1 028 ha de forêt domaniale sur 2 300 ha.
3 sites "plans-plages" touchés : le Petit-Nice, la Lagune et la Salie qui accueillaient avant l'incendie, 800 000 visiteurs, 100 ha de dune impactés.
L'ONF défini 3 niveaux d'indice de sévérité qui permettent de qualifier l'état des forêts après un incendie.

Concernant l'incendie de la Teste-de-Buch, sur les 1 028 ha de forêt domaniale brûlés :
Totalement brûlés : 29,13%
Bois parcourus par les flammes : 28,80%
Bois parcourus plus légèrement par l'incendie : 42,08%

La forêt usagère, elle rentre dans les 5 800 ha de forêt brûlés, elle fait 3 800 ha et il y a environ 3 200 ha de forêt brulée en forêt usagère.
Le 25 Aout 2022, le feu a été officiellement déclaré éteint, par la Préfète de la Gironde.
Elle a écrit aux Syndics Généraux en leur demandant d'exploiter et d'enlever immédiatement les arbres fragilisés par le feu situés en bordure des routes et bordures accessibles de la forêt usagère.
De surveiller, exploiter et évacuer les bois incendiés, fragilisés ou appétents pour les scolytes dès que les conditions de sécurité le permettront. S'agissant des coupes sanitaires, dont l'objectif est de préserver les pinèdes épargnées par l'incendie, ces travaux devront être achevés avant le 1er mars 2023, vous voyez que l'on en est bien loin.
Au cours de l'année 2022, 84 usagers ont demandé du bois d'œuvre pour leurs travaux pendant les 6 premiers mois dont 17 demandes annulées ou non réalisées en cause incendie.
Une moyenne de demande de bois en m3 tourne autour de 200 m3 par an et pour l'année 2023 pour l'instant 108 pins délivrés à ce stade.

Des missions prévues par la Transaction de 1917, rappelée par madame la Préfète qui définit les missions pour les syndics généraux, Les bois sinistrés seront immédiatement vendus par les Syndics généraux en forme des adjudications publiques et ne seront pas compris dans cette vente les arbres non mortellement atteints par l'incendie.
Le prix à provenir des adjudications sera touché par les Syndics généraux et par eux versés pour :
3/6 aux propriétaires,
2/6 aux communes de La Teste et Gujan-Mestras
1/6 à la Caisse syndicale

Devant l'urgence de la situation, le 05 septembre 2022, en tant que représentant légal des Usagers de La Teste de Buch, notre maire Patrick DAVET assisté de Mme Marie Hélène DES ESGAULX maire de Gujan-Mestras et représentante des Usagers de Gujan-Mestras, ont convoqué les Syndics généraux titulaires et le Président du Syndicat des propriétaires.
Malheureusement les Syndics titulaires des propriétaires ne se sont pas présentés (à l'exception d'un suppléant).
Le lendemain le 06 septembre 2022, devant cet état de fait inconcevable, le maire de La Teste de Buch a demandé par courrier au Président du Syndicat des Propriétaires de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire des propriétaires en Forêt Usagère afin de doter le Syndicat de représentants responsables.
Une Assemblée Générale Extraordinaire a été convoquée pour le 28 octobre 2022 au siège du Syndicat des propriétaires conformément aux statuts, c'est-à-dire à la Mairie de La Teste de Buch.
La mairie en tant que propriétaire de parcelles en forêt usagère a reçu une convocation le 05 octobre 2022. Il en a été de même pour tous les propriétaires référencés au cadastre de La Teste de Buch possédant plus de 10 ha, condition nécessaire selon les statuts du Syndicat des propriétaires pour pouvoir voter, 10 ha = 1 voie.
Pour résumer, l'ordre du jour de cette convocation était :
Motion 1 : démission de leur mandat de l'ensemble des représentants actuels, Syndics titulaires et suppléants et membres de la Commission Consultative.
Election des Syndics des Propriétaires.
Election de la Commission Consultative.
L'assemblée générale extraordinaire s'est tenue comme prévu le vendredi 28 octobre 2022.
De nouveaux syndics généraux représentant les propriétaires ont été élus qui sont M Combecave, suppléant M Barde, M Dubrous, suppléant M Cabaussel.
Les syndics des usagers n'ont pas changé, ce n'est pas eux qui étaient en cause pour la Teste M Fulon suppléant Mme Labat et Gujan une démission de M Diaz remplacé par M Mora.
Les syndics généraux administrent l'usage de la forêt usagère.

Le Syndicat des Propriétaires de la Forêt Usagère, de nouveaux Commissaires du Syndicat des propriétaires ont été élus (14 sur 15 possible) dont voici la liste :
BODIN François-Xavier.
BOURDET Pascal.
CONSERVATOIRE DU LITTORAL, Directrice MADRID Nathalie ou son représentant.
DELAYTERMOZ Alain.
DEMARTY Christophe.
DUPHIL Jean-Pierre.
DUPIN Didier.
SCPU (Société Civile du Patrimoine des Usagers), Gérante GOUSSET Pilar.
FONVIELLE Marc.
LACHAISE Laurent.
MARZAT Bénédicte.
MARZAT Pierre.
RIVIERE Vianney.
VILLE DE LA TESTE, maire DAVET Patrick ou son représentant
Vous noterez que dans ces nouveaux commissaires, les institutionnels sont rentrés, le conservatoire ainsi que la mairie ce qui n'avait jamais été fait auparavant.
On pourra toujours nous reprocher d'être à la fois représentant des usagers et représentant des propriétaires mais hélas on est aussi propriétaire.

Mise en œuvre de la transaction de 1917, début des opérations, il y a eu une adjudication publique le 15/12/2022, les syndics généraux ont préparé ça, découpé en 23 lots en forêt usagère tenant compte topographie et parcelles mères, des lots de 72 à 334 ha.

Chaque Syndic est responsable d'un secteur de 3 à 5 lots.
Chaque syndic titulaire et suppléant a dû travailler de concert vous imaginez le travail qu'il y a réalisé sur l'ensemble de la forêt usagère, ils sont 8.
L'adjudication publique, des prix de vente en dessous des attentes, parce que, il a fallu un certain temps pour arriver à nommer des syndics généraux qui puissent discuter entre eux pour arriver à faire cette adjudication publique.
La dégradation des bois sur pied depuis l'été 2022, l'adjudication s'est faite le 15/12 entre la fin aout et début décembre, le bois s'est dégradé.
La topographie et l'absence d'infrastructures d'exploitation
Le refus de certification PEFC en dépit des démarches entreprises par les Syndics.
PEFC c'est un label qui permet de vendre plus facilement le bois, SMURFIT qui utilise beaucoup de bois ne peut utiliser que 20% de bois qui n'est pas PEFC.
SMURFIT qui a tout le bois qui se trouve à coté doit faire venir du bois d'ailleurs pour pouvoir l'utiliser.
La mauvaise réputation de la FU (contexte juridique et sociétal)
Néanmoins, tous les lots ont trouvé preneurs.
Vous voyez les prix attribués *(diapo 11)*

La DDTM avait demandé un diagnostic sanitaire avant de couper le bois, ça a été fait il y a eu un diagnostic commandé par les Syndics généraux, un outil d'aide à la mise en application du critère « houppier » de sélection des pins viables.
Un outil à destination des entreprises, accessible à l'ensemble des acteurs de la FU.
Une analyse de l'activité chlorophyllienne
Une cartographie « optimiste » des pins viables
Les cartes du diagnostic sanitaire sont téléchargeables à l'adresse suivante :
http://sylgeco.fr/la-teste-de-buch/

La découpe des lots a été faite lot n°1 *(diapo17)* vous voyez la partie brûlée et non brûlée, on peut voir la zone du Pyla avec la corniche le feu s'est arrêté là.
Un autre exemple le port de cazaux *(diapo 19)* vous voyez l'impact de l'incendie.

Le début des opérations, les 4 semaines de mi-décembre à mi-janvier ont été consacrées à la contractualisation avec les entreprises, et à la mise en place de tout le dispositif opérationnel permettant le démarrage des travaux.
Les travaux au 01/09/2023 en forêt usagère on en est aujourd'hui à 250 000 T en sachant que le mois d'aout n'a pas été bien comptabilisé, les photos (diapo 24) ce sont les bords de la piste 214, pour vous donner une idée du bois qui est stocké qui rentre en bordure de la 214 et qui ressort.
Ce qui s'est passé on estime à 250 000 T ce qui a été sorti à début juillet, un ralentissement voire un arrêt cet été, la fin des coupes initialement prévues pour fin juin ont déjà été prolongées à fin 2023. Les entreprises n'auront pas terminé il y a eu déjà des avenants avec les entreprises pour prolonger jusqu'à fin 2023.

On constate les mortalités induites par le scolyte qui vont augmenter significativement les volumes de bois à extraire. Un avenant avec les entreprises pour une fin de chantier à juin 2024.
La prolifération du scolyte est généralisée à l'échelle de la FU.
Une augmentation significative des mortalités des arbres cet été.
Des rotations de bois en priorité sur les « hauts de piles » (bois verts).
Un contexte de marché défavorable.
Refus de certification dérogatoire que nous avons demandé de la part de PEFC.
Il y a des négociations en cours, M le Maire a réuni le directeur PEFC nouvel Aquitaine, les Syndics généraux pour trouver des solutions.

Les Scolytes ce sont de petits coléoptères on reconnaît un arbre infesté à des dépôts de sciure sur son tronc et à son pied. Sur le terrain, une des premières mesures à prendre pour enrayer une épidémie de scolytes est la détection précoce. Ce travail demande une minutie toute particulière. Les trous font à peine quelques millimètres de diamètre.
Une fois repéré, l'arbre infesté doit être coupé. Il faut ensuite le débarder le plus vite possible, avant la fin du cycle larvaire pour éviter de contaminer les autres arbres. Le bois est ensuite amené en scierie, plongé sous l'eau ou encore écorcé de manière à ce que les larves ne puissent pas terminer leur cycle. Les larves n'aiment pas du tout la lumière. *(diapo28)*

La DRAAF nous a communiqué récemment une note qui montre *(diapo 29)* la partie de la forêt domaniale qui a été exploitée tout de suite est beaucoup moins infestée aujourd'hui que la forêt usagère. Cela va augmenter certainement considérablement le volume de bois.
Le pôle santé des forêts maintient ses recommandations formulées dans les précédents messages d'information. A ce titre, les pins affaiblis par les incendies ainsi que les pins porteurs de scolytes sont à exploiter et évacuer des peuplements ou à défaut devraient être écorcés. Il est fortement recommandé de purger les foyers de scolytes impérativement avant le 1er mars 2024. Parce que la nouvelle génération de scolytes va arriver il faudrait arriver à les purger avant mars 2024.
Les scolytes n'attaquent pas les arbres morts, la surveillance et les efforts d'exploitation/évacuation sont donc à porter sur les pins incendiés partiellement verts. L'exploitation des pins dont les houppiers ont déjà viré ne parait pas prioritaire sur le plan phytosanitaire, les insectes étant généralement déjà partis.

Sur la forêt usagère : a été nommé un garde forestier, les syndics généraux ont commissionné Jean-François DEUTSCH agréé par la Préfecture de la Gironde, ancien agent ONF à la retraite, ancien garde, ni usager ni propriétaire, une bonne connaissance du massif, du contexte local et de nombreux acteurs.
Le commissionnement : en fait il est quadripartite pour des problèmes économiques, le garde est à la retraite, il n'a pas demandé de rémunération mais il a demandé la fourniture d'une voiture pour circuler en forêt usagère, les mairies de la Teste, Gujan et la caisse syndicale vont financer cette voiture. La convention est en cours de réalisation.

L'ASA-DFCI : la commune de la Teste de Buch a décidé de rentrer au conseil syndical de l'ASA-DFCI, cela nous permet d'avoir une vision de ce qui se passe et d'orienter ce que nous souhaitons faire sur la forêt usagère.
Il a été décidé avec le SDIS de définir un axe Nord/Sud à 12 mètres, existant ou à créer en calcaire, définir des axes Est/Ouest à 12 mètres, existant ou à créer en calcaire, passer les autres pistes DFCI à 8 mètres.
Il a été aussi indiqué que ce n'était pas la peine de multiplier les forages n'importe où, il valait mieux que les forages soient le long de ces grands axes pour l'approvisionnement, il fallait des forages qui débitent.
Pouvoir accéder aussi rapidement le long du lac pour faire des pompages.
Quid des zones d'appuis créées à la demande du SDIS pendant l'incendie : en cours de réflexion avec le SDIS, il y a des zones d'appuis qui se trouvent en bordure des Miquelots, le grand pare feu qui a été fait à la limite qui fait 300/400M de large et qui rejoint l'océan au lac.

La société IMMOBILIERE ATHANOR, une délibération va suivre, on a dû provisionner certaines sommes dans la DM, Société en cours de liquidation. Le liquidateur a demandé qu'une offre puisse être réalisée pas forcément par la Teste mais par toutes les personnes qui veulent postuler, une offre à présenter avant le 31/08/2023 pour la parcelle de M Thibaud Lemaire. Nous avons fait une offre.

M le Maire a souhaité un petit peu rouvrir le massif forestier tout en respectant certaines règles avec un arrêté au 04/08/2023
En semaine il y a tous les engins qui circulent en forêt c'est très dangereux, pour éviter qu'il y ait des accidents, (inaudible….) on a différents paramètres à gérer en particulier la prolifération des sangliers qui commencent à arriver en ville, le Maire a décidé d'ouvrir la chasse pour limiter les sangliers, le sanglier laboure tout et va labourer tous les petits pins qui vont être replantés.
Les propriétaires des cabanes forestières pourront accéder à leur cabane uniquement le dimanche.
L'accès au massif forestier de Cazaux sera autorisé uniquement le dimanche aux usagers relevant du régime des baillettes et transactions, aux marcheurs, joggeurs, promeneurs et cyclistes circulant sur les chemins carrossables situés sur la route des puits de pétrole.

Cet arrêté va certainement évoluer, en fonction de l'évolution des travaux, on a reçu l'ADDUFU à ce sujet, on reçoit les propriétaires la semaine prochaine et certainement que M le Maire fera évoluer l'arrêté.

Des incivilités ont eu lieu il y a une quinzaine de jours, quelqu'un a été mettre des planches cloutées sur la route des puits, des camions de Vermillion et d'entreprises forestières ont crevé, je tiens à le signaler, les usagers peuvent y aller le dimanche, il faut faire attention, et sur la piste 214 des sacs d'éverite amiante.

Les syndics généraux ont également procédé à une collecte de graines de pin matures avant que les cônes immatures pourrissant pour faire une aide à la régénération naturelle qui sera difficile, pas de préjudice pour les propriétaires, les cônes immatures ne contribuent pas à la régénération.
Une conservation du patrimoine génétique de la FU, constitution d'un stock de sécurité, fertile jusqu'à 10 ans, les propriétaires qui le souhaitent peuvent refuser l'opération, l'opération est financée par la Caisse Syndicale.
On a environ 1 million de graines collectées cela sera une opportunité pour réaliser des plants plus que du semis de sécurité.
Quand on circule dans la forêt on voit beaucoup de petits pins qui ont poussé, il faut les préserver, il faudrait évacuer le plus rapidement possible les engins de la forêt, ce qui est très difficile, car on a besoin de nettoyer, mais l'objectif est d'aller très vite et de ne pas détruire les petits pins, on veut préserver cette régénération naturelle.

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue très intéressant et, qui reflète bien tout ce qui a été fait depuis le 12 juillet 2022 et qui vous permet de voir le travail qui a été fait pour sécuriser et anticiper un éventuel accident que l'on ne souhaite pas, mais il faut savoir que si on prend tous les moyens.
Sachez que le 11 juillet 2023, il y a eu un début d'incendie criminel au niveau du Petit Nice qui heureusement a été arrêté très rapidement, les pompiers du Pyla sont arrivés entre 15 et 17 mm on a pu rapidement éradiquer ce feu.
Heureusement quelque part qu'il a tenté de mettre le feu dans un endroit où le feu était passé, il n'y avait plus de sous-bois, ce qui fait que le feu était monté à 2 Ml au niveau des pins mais à quelques minutes près s'il montait en cime on aurait eu aussi de mauvais souvenirs aujourd'hui.
Ce geste avec les planches et les clous, ce n'est pas des touristes, cela reste des guerres de forêt que l'on a réussi en partie aussi à contenir, mais il y a toujours ces actes isolés.
Vous avez pu voir tout le travail que nous avons pu faire en forêt on fait beaucoup, on avance beaucoup et je tiens à remercier personnellement les syndics avec lesquels nous travaillons de concert, l'ADDUFU avec lequel on a des relations apaisées, ils ont compris

que l'on était là aussi pour les aider et pour mettre de l'autorité, tout le monde en est conscient , l'ONF… tous ceux qui ont travaillé avec nous sur la forêt.
Des questions sur l'intervention ?

Madame PAMIES :
La parcelle où vous avez fait une offre, quel est le projet sur cette parcelle, est ce que vous avez envisagé un arboretum ?

Monsieur le Maire :
On va en parler, on va d'abord la voter et on va en parler

Monsieur MAISONNAVE :
Merci M Boudigue pour ce rapport, nous de notre côté on n'était pas au courant de tout ce qui se faisait, par rapport avant les incendies, j'aimais bien aller dans cette forêt et je m'étais aperçu qu'il y avait des problèmes au niveau des citernes d'eau car cela peut craindre car il y en avait de pas nettoyées, vides et est-ce qu'il va y avoir une étude là-dessus et derrière, la DFCI va-t-elle prendre les choses en main pour éviter ces problématiques que nous avons rencontrées, les pompiers ont dû rencontrer aussi durant les incendies, cela va-t-il être corrigé à l'avenir ?

Monsieur le Maire :
Bien sûr que ça va être corrigé, le problème, pourquoi ces points d'eau n'étaient pas en activité, tout simplement c'était la mésentente qu'il y avait en forêt certains mettaient de l'eau, d'autres qui bouchaient, d'autres mettaient des produits dedans, c'était une guerre sans cesse et le jour où le feu est arrivé, les pompiers ont dit on ne peut pas se brancher il n'y a pas d'eau.
Aujourd'hui ces relations apaisées font que l'on va remettre en place tous ces points d'eau, notre service forêt M Miranda a déjà travaillé pour les remettre en activité.
Ces points d'eau servaient aussi aux animaux pour boire et quand il y avait besoin d'eau en plein milieu de la forêt.
Il y a plus de 60 départements qui sont venus nous aider pendant l'incendie, il y en a quelques-uns ils étaient totalement perdus dans cette forêt, aujourd'hui c'est une priorité.

Monsieur BOUDIGUE :
La DFCI travaille dessus avec le SDIS, nous on fait partie des commissions, maintenant on a un regard là-dessus que l'on n'avait pas avant, on peut intervenir, orienter certaines choses et surtout l'idée d'avoir des puits qui débitent plus que des puits qui sont perdus n'importe où et inaccessibles et avoir le long de ces axes, cela est l'expérience du SDIS qui nous sert.

Lecture de la délibération

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : Mme MONTEIL MACARD – Mme DELMAS – Mme PHILIP – M. MAISONNAVE – M. DUCASSE par procuration – Mme PAMIES

Le dossier est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2023-09-480**

RÉTRIBUTION DES MEMBRES QUALIFIÉS DU JURY DE CONCOURS ORGANISÉ DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEL ALSH MUTUALISÉ

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2020-07-199 portant élection des membres de la Commission d'appel d'offres modifiée par délibération n°2022-12-653 ;

Mes chers collègues,

Considérant que le projet du nouvel Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) porte sur la construction d'un bâtiment neuf sur le site de l'ancien Cap Giresse pour une enveloppe financière prévisionnelle affectée au programme travaux de 3 440 000 € HT.

Considérant que la consultation pour la maîtrise d'œuvre liée à la construction de cet ALSH s'effectue sous la forme d'un concours restreint en application des articles L.2125-1 et R.2162-15 à 21 du Code de la Commande Publique, dont la finalité est l'attribution d'un marché négocié.

Considérant que l'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre suppose la constitution d'un jury chargé de donner un avis sur les dossiers de candidature et sur les projets remis. En application des articles R.2162-22 et R.2162-24 du Code de la Commande Publique, ce jury est composé de 9 membres à voix délibérative dirigé par un Président et constitué de la façon suivante :

- Six membres, dont le Président du Jury, au titre des représentants de l'acheteur (lesquels sont également membres de la Commission d'appel d'offres) ;

- Trois membres au titre des personnes possédant la qualification exigée aux candidats ou équivalente, désignés ultérieurement par arrêté du Maire comme suit :
    - Un architecte sur proposition du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de la Gironde ;
    - Un architecte sur proposition de la Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques (MIQCP) ;
    - Un économiste de la construction sur proposition de l'Union Nationale des Economistes de la Construction (UNTEC).

Le jury est complété des membres à voix consultative suivants :
- Madame la Responsable du SGC de Belin-Beliet ;
- Un représentant de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP).

Considérant que l'expertise apportée par les membres qualifiés nécessite une rétribution pour couvrir leurs frais de déplacement et le temps passé au sein du jury. Il est proposé de fixer cette indemnité à 500 euros TTC par réunion du jury, en sus du remboursement des frais de déplacement sur présentation de justificatifs.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- APPROUVER la composition du jury, présidé par Monsieur le Maire, telle que décrite ci-dessus ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à verser une indemnisation de participation aux membres qualifiés présents au sein du jury, d'un montant de 500 euros TTC par réunion du jury, en sus des frais de déplacement sur présentation de justificatifs.
- INSCRIRE au budget les sommes correspondantes.

RETRIBUTION DES MEMBRES QUALIFIÉS DU JURY DE CONCOURS ORGANISÉ DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEL ALSH MUTUALISE

Note explicative de synthèse

Le projet du nouvel Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) a pour objet la construction d'un bâtiment neuf sur le site de l'ancien Cap Giresse. Les objectifs principaux de cet ALSH sont de :

- Permettre une équité de l'offre de loisirs à tous les enfants inscrits sur les ALSH, sans sectorisation en fonction de leur lieu scolaire ;
- Accueillir 220 enfants sur un même site réparti en deux unités selon l'âge ;
- Proposer un service de restauration en liaison froide ;
- Créer des espaces en lien avec l'extérieur ;
- Proposer des espaces communs intergénérationnels ;
- Créer des places de stationnements dédiés à l'utilisation de l'ALSH (personnel et usagers), potentiellement mutualisable suivant les utilisations de la Plaine.

Afin de l'accompagner dans ce projet, la Ville a missionné la société VERDI CONSEIL MIDI ATLANTIQUE en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage pour effectuer notamment la rédaction du programme travaux. A ce titre, celui-ci envisage une surface utile du projet de 1203m², décomposée en cinq types de sous-espaces :

- Espaces d'accueil et administration
- Espaces restauration
- Espaces 3 à 6 ans
- Espaces 6 à 12 ans
- Espaces mutualisés enfants
- Espaces extérieurs

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux a été estimée à 3 440 000 € HT (hors mobilier) en date de valeur au mois de juillet 2023.

Compte tenu du montant envisagé des travaux et la nature de l'opération, la consultation pour la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre doit être organisée sous la forme du concours (article R.2172-2 du Code de la Commande Publique).

Dans le cadre de cette procédure, deux phases sont organisées :

- La 1ère phase – la sélection des candidatures : le jury doit donner un avis motivé sur les candidatures reçues. L'acheteur public choisit, au regard des avis émis, 3 candidats admis à présenter un projet.

- La 2ème phase – la sélection des projets : les candidats sélectionnés sont invités à remettre un projet correspondant à une esquisse +. Le jury examine les projets présentés de manière anonyme sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours.
  L'acheteur public choisit le ou les lauréats du concours au vu des procès-verbaux et de l'avis du jury.

En application des dispositions des articles R.2172-4 et R.2172-6 du Code de la Commande publique, une prime doit indemniser le travail effectué par les candidats dont le montant est égal au prix estimé des études à effectuer affecté d'un abattement de 20%. A ce titre, le montant de la prime a été fixé à 15 000€ pour la remise d'une esquisse +.

La rémunération du contrat de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime reçue par le lauréat.

Conformément aux articles R.2162-22 et suivants du Code de la Commande Publique, le jury composé comme suit :

- Les membres élus de la CAO, au nombre de 6 dont le Président de la Commission ;
- Lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente.
  Ainsi, le jury est composé de 3 membres dits « qualifiés » comprenant deux architectes et un économiste de la construction.

Ces 9 jurés ont voix délibérative au sein du jury. Le jury est complété des membres à voix consultative suivants :

- Madame la Responsable du SGC de Belin-Beliet ;
- Un représentant de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP).

Il convient par ailleurs de fixer l'indemnisation des membres du jury composant le tiers de personnalités qualifiées. En effet, ces derniers ne sont pas rémunérés dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles pour participer au jury. Il est ainsi proposé de fixer ce montant à 500 euros TTC par réunion du jury, en sus du remboursement des frais de déplacement sur présentation de justificatifs.

Le jury peut valablement délibérer si au moins la moitié des membres à voix délibérative régulièrement convoqués est présente. Les convocations aux réunions du jury seront envoyées à ses membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion. Le jury dresse le procès-verbal de ses réunions. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

A l'issue du concours, conformément aux articles R. 2122-6 et R. 2172-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur aura recours à une procédure sans publicité ni mise en

concurrence lui permettant de négocier avec le ou les lauréats les conditions techniques, administratives et financières du marché de maitrise d'œuvre.

La délibération a donc pour objet de :

- D'APPROUVER la composition du jury, présidé par Monsieur le Maire, telle que décrite ci-dessus ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à verser une indemnisation de participation aux membres qualifiés présents au sein du jury, d'un montant de 500 euros TTC par réunion du jury, en sus des frais de déplacement sur présentation de justificatifs ;
- D'INSCRIRE au budget les sommes correspondantes.

PROJET ALSH



Parcelle concerné par le projet d'aménagement de la plaine

Implantation du projet d'A.L.S.H

Monsieur le Maire
Merci M Pastoureau

Madame DELMAS :

Lors du conseil municipal de 9 décembre 2022 nous nous sommes opposés à la mise en œuvre opérationnelle de la 1ere tranche du schéma directeur immobilier notamment car nous ne partageons pas votre décision de regrouper les ALSH de la TESTE en un seul lieu sur BONNEVAL.
S'il s'avère efficient parfois de regrouper certaines activités, vouloir mutualiser les accueils de loisirs sans hébergement sur un territoire aussi étendu que celui de la teste est une aberration. C'est un service municipal qui se doit être de proximité.
Ce regroupement des 3 ALSH à BONNEVAL est d'autant plus infondé alors que parallèlement la COBAS lance le projet de réhabilitation et d'extension de l'ALSH mutualisé communautaire avec un dispositif de micro folies pour un investissement avoisinant les 5 M€
Il y aura donc 2 ALSH mutualisés une Ville de la teste, une COBAS à moins de 5 kms pour un investissement global de plus de 8 m€ et une noria de bus.

Madame PHILIP
Je vais être un peu plus terre à terre et pratico pratique, j'aimerais avoir un petit éclaircissement sur ce dossier, est-ce que cela signifie que vous allez fermer les ALSH de Cazaux et Chambrelent, pour tout centraliser à ce nouvel endroit ? D'accord.
Du coup, prévoir un gros projet à ce montant qui dépasse les 3,5 millions pour créer finalement que quelques places en plus, vous n'allez pas doubler les effectifs, cela ne va pas résoudre le problème d'un grand nombre de familles pendant les vacances scolaires.
C'est vrai que pour un Cazalin faire plus de 20 kms le matin et le soir pour déposer son enfant dans un centre de loisirs ça peut être difficile et surtout en cette période où le prix de l'essence s'envole.
La politique de centralisation, il ne faut pas qu'elle porte préjudice sur les familles qui vivent sur le territoire notamment à Cazaux.

Monsieur le Maire :
Je l'entends, mais sachez que les petits cazalins ils allaient au Pyla aussi parfois.
Mme Delmas vous me surprenez, vous êtes en train de me reprocher ce que vous avez fait avec les 3 piscines, pourquoi vous n'avez pas dit, à la Teste on va faire qu'une grande piscine plutôt qu'une à Arcachon, La Teste et Gujan ?
Moi je ne l'ai pas voté rappelez-vous, y compris la fosse qui aujourd'hui est un véritable gouffre.
On le fait parce que on pense que c'est une excellente chose et de surcroît nous pensons aussi à la qualité de vie des enfants qui vont se retrouver dans un environnement avec la forêt, la piscine, tous les terrains nécessaires, les tennis, ils pourront tout faire au même endroit et de sortir de l'école, de rencontrer d'autres personnes, pédagogiquement c'est une excellente chose.

Madame PAMIES :
J'ai encore mes enfants qui sont à Cazaux sur le centre de loisirs, et je connais bien ce que font les enfants quand ils sont regroupés en collectivité.
Aujourd'hui au centre de loisirs de Cazaux, les enfants tous les jours l'été ils vont au lac, en vélo ils ne prennent pas le bus, sauf quand ils ont une sortie exceptionnelle en tout cas ils bénéficient de ce lac et ils sont heureux de bénéficier de ce lieu exceptionnel et c'est le lieu des petits cazalins.
En plus les enfants des Miquelots aujourd'hui bénéficient aussi de ce trajet là et peuvent emmener leur vélo, quel dommage ça se fera en bus alors que ces enfants-là habitent à côté.

Il va falloir que les animateurs réfléchissent bien au déroulement de leur journée, en soi c'est bien de rencontrer d'autres enfants mais un gros gros centre pour l'avoir pratiqué avec mes enfants, un gros centre avec énormément d'enfants c'est beaucoup moins confortable pour un enfant en termes de socialisation je parle que dans un petit groupe et là si ils se retrouvent à 50 sur une même catégorie d'âge plutôt qu'à 10 ou à 20 quand ils étaient sur une structure ça va pas être beaucoup plus compliqué pour certains enfants, je ne suis pas d'accord avec ça.
Même si on y trouve plein d'avantages il peut y avoir plein d'inconvénients

Monsieur le Maire
C'est la vie, il y a des avantages et des inconvénients, on va les préparer à la vie, quant à Cazaux vos enfants vous les emmènerez le week-end s'ils n'y vont pas la semaine.

Monsieur AMBROISE :
Dans le futur numéro de la Teste Mag, j'ai lu la longue litanie des anaphores en stop de M Ducasse qui n'est pas là aujourd'hui, mais je pense que vous êtes solidaires de ses propos et ce que vous venez de dire le montre.
Je voudrais attirer votre attention sur le haut de la page 24 qui suit la délibération que je lirai tout à l'heure où l'on voit que les personnes qui ont répondu à un sondage sur ce qu'ils pensaient des lieux d'accueil pour les 3/12 ans ont fait des remarques récurrentes.
« Actuellement les locaux ne sont pas toujours adaptés, les lieux ne sont pas toujours adaptés, et il serait très pertinent de regrouper tous les ALSH en un seul »
Donc les usagers n'ont pas l'air de penser que c'est un projet de non-sens comme dit M Ducasse ; ce n'est pas un projet de non-sens, on peut le discuter peut-être mais il n'est pas de non-sens.
Je pense que là vous êtes une illustration du travers qui guette tous ceux qui pensent « en tant que ». C'est Simone Weil, la philosophe pas la femme politique, qui expliquait ça : chaque fois que l'on pense en tant que membre d'un parti, membre d'un groupe, d'une communauté, on risque une défaite de la pensée parce qu'on s'enferme dans le carcan de la doxa du groupe auquel on appartient.
Je pense que vous tombez ici comme souvent, dans ce travers et ça nuit à la qualité de nos échanges, parce que la contradiction est bonne à condition qu'elle ne soit pas systématique et a priori.

Monsieur PASTOUREAU :
Tous les arguments ont été donnés, sauf que je ne comprends pas bien pourquoi on oppose l'ALSH de la COBAS et le nôtre, en fait ils sont complémentaires puisqu'ils sont tous les 2 pleins à craquer. Que les 2 soient refaits c'est une très bonne chose, puisque on a besoin de places, on en créera des supplémentaires dans l'ALSH qui va être construit sur la commune et les petits Testerins peuvent aller aussi à celui de la COBAS, il n'y a pas d'opposition à avoir entre les deux, les deux sont complémentaires.
Quand nous allons dans les conseils d'écoles on entend de manière récurrente les parents d'élèves et les collègues qui disent qu'ils en ont un peu assez d'avoir dans le même lieu l'école et l'ALSH, il faut que les enfants sortent, ne soient pas toujours à l'école, et dans l'idée de retourner à l'école et c'est bien de créer un lieu dédié. Maintenant quand on va le construire il faudra veiller à ce a qu'il n'y ait pas un effet de groupe et que les structures soient assez éclatées et séparées pour justement éviter ce genre de désagréments.
Mais c'est bien que les populations soient un peu brassées pour le savoir vivre ensemble.

Monsieur le Maire
Nous passons au vote

Oppositions : Mme MONTEIL MACARD – Mme DELMAS – Mme PHILIP – M. MAISONNAVE – M. DUCASSE par procuration

Abstention : Mme PAMIES

Le dossier est adopté à la majorité.

Rapporteur : Mme DELFAUD **DEL2023-09-481**

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC A CAZAUX
ATTRIBUTION DES AUTORISATIONS

Mes chers collègues

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) et notamment son article L2122-1-1,

Vu l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du conseil municipal n° DEL2023-02-67 en date du 22 février 2023 portant autorisation de lancement d'une procédure de sélection préalable pour occupation du domaine public à Cazaux,

Vu la délibération du conseil municipal n° DEL2023-02-68 en date du 22 février 2023 portant création d'une commission ad hoc pour l'attribution des autorisations d'occupation temporaire du domaine public de restauration à Cazaux,

Vu le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation des lots 1 à 5 (projet de convention d'occupation du domaine public) et annexé à la présente délibération,

Considérant la procédure de publicité effectuée sur le site internet de la commune, sur le journal SUD OUEST et le site e-marchéspublics.com conformément aux prescriptions de l'article L. 2122-1-1 du CG3P ;

Considérant les documents de consultation, les 8 offres remises, le rapport d'analyse des offres émis après avis de la commission ad hoc en date du 07 septembre 2023,

Considérant qu'après l'analyse qui a été faite des offres, les offres suivantes sont retenues pour les lots 1 à 5 :

Lots	Section cadastrale et numéro de parcelle	Adresse postale / Désignation commerciale actuelle	biens mis à disposition – surface mise à disposition	Offres retenues
N°1 (Restaurant rapide)	CY n° 19p et n°76p	Plage de Larrouet 33260 Cazaux « La Cabane du Lac »	Parcelle d'une superficie de 192,44 m² du DPC + parcelle triangulaire de 100 m² soit au total 292,44 m² située plage de Larrouet Cazaux. Cet emplacement se décompose de la manière suivante : - 192,44 m² comprenant le cabanon, une terrasse couverte fermée, une terrasse ouverte et un espace de rangement/local poubelles, - une emprise de 100 m² qui devra rester engazonnée et affectée à l'usage exclusif d'aire de repas avec l'installation uniquement de mobilier tels que tables, chaises et parasols.	**société à responsabilité limitée BERDI,** M. Pierre BARDOU
N°2 (Restaurant rapide)	CY n°106 p	Plage de Laouga 33260 Cazaux « Chez Juliette »	La superficie autorisée de 114.02 m² se décompose comme suit : - cabanon / cuisine : 29,10 m² (9,70m X 3m) - terrasse couverte : 38,80 m² (9,70m X 4m), - terrasse ouverte : 25,65 m². -une extension autorisée de la terrasse d'une surface de 20,47 m² (3,50 m X 5,85 m).	**société à responsabilité limitée JULIETTE**, M.Charly GONDER
N°3 (Restaurant rapide)	CY n° 18	Esplanade Jean Labat lieu-dit La Gemeyre 33260 Cazaux « La Cazaute »	Parcelle d'une superficie de 133,50 m² située esplanade Jean Labat Cazaux.	**SARL LOTAN** LA CAZAUTE M. Franck LETOURNEAU

			La superficie autorisée de 133,50 m² se décompose comme suit : - cabanon / cuisine : 58,80 m², - pergola /terrasse couverte : 48 m², - terrasse ouverte : 26,70 m².	
N°4 **(Restaurant rapide)**	CY n° 106 p	Plage de Laouga 33260 Cazaux « Resto Laouga »	Parcelle d'une superficie de 197,64 m² située plage de Laouga Cazaux La superficie autorisée de 197,64 m² se décompose comme suit : - cuisine : 18,40 m² - cabanon : 25,76 m² - pergola : 16,80 m², - terrasse couverte fermée : 38,88 m², - terrasse ouverte : 97,80 m².	**société par actions simplifiées BDL,** Monsieur Patrick DENOEL, Président et Madame BENECH Léa, Directeur général
N°5 **(Restaurant rapide)**	CP n° 76p	Camping du lac 33260 Cazaux « La Paillote »	Parcelle d'une superficie de 108 m² située devant le camping municipal Cazaux La superficie autorisée de 108 m² se décompose comme suit : - le cabanon : 7,20 m X 5,40 m - la terrasse : 9,60 m X 7,20 m	**société par actions simplifiées à associé unique** **LA PAILLOTTE** M. Florent BATTELIER

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget en date du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer pour le lot 1 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Pierre BARDOU, gérant de la société à responsabilité limitée BERDI, siret 509 800 991 00028, à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 2% (révisables conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer pour le lot 2 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Charles GONDER, gérant de la société à responsabilité limitée JULIETTE, siret 809 790 553 00014, à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 2% (révisables conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer pour le lot 3 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Franck LETOURNEAU, gérant de la société à responsabilité limitée LOTAN, siret 799 660 121 00028, à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 3% (révisables conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer pour le lot 4 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Patrick DENOEL, Président et Madame BENECH Léa, Directeur général de la société par actions simplifiées BDL, siret 911 561 777 00010, à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 1% (révisable conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer pour le lot 5 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Florent BATTELIER, gérant de la société par actions simplifiées à associé unique LA PAILLOTTE, siret 835 367 210 00019 , à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros (4 500 euros à voir avec DGS) et variable de 2% (révisable conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- Autoriser Monsieur Le Maire à prendre toute décision, à signer tout acte ou engager toute procédure utile à la pleine exécution de la présente délibération.

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC A CAZAUX
ATTRIBUTION DES AUTORISATIONS

Le tourisme balnéaire est très développé dans la commune qui est classée station de tourisme.

Dans le cadre de cette gestion, la Ville de La Teste de Buch est autorisée à accorder des autorisations d'occupation temporaire sur le domaine public pour des activités économiques et commerciales et ce en application des dispositions suivantes :

- du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment son article L2122-1, qui dispose que « Nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique oul'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous » ;

- de l'ordonnance N° 2017-562 du 19 avril 2017 qui a modifié le régime d'attribution des autorisations d'occupation privative du domaine public et impose une publicité et une mise en concurrence préalable à la délivrance des autorisations ou la conclusion de contrats d'occupation et d'exploitation ;

La Ville de La Teste de Buch propriétaire des équipements et espaces implantés à Cazaux comme précisé ci-dessous a procédé au lancement d'un appel à candidature effectué sur le site internet de la commune, sur le journal SUD OUEST et le site e-marchéspublics.com conformément aux prescriptions de l'article L. 2122-1-1 du CG3P en vue de désigner les attributaires des Autorisations d'Occupation Temporaire à compter du 1er janvier 2024, afin de poursuivre une activité de restauration.

Pour se faire, la Commune souhaite lancer la procédure nécessaire afin de permettre le choix de la meilleure proposition possible dans l'intérêt du domaine public et de ses usagers et de définir les conditions administratives, techniques et financières par lesquelles la Ville de La teste de Buch autorise l'exploitation des futures AOT.

Lots	Section cadastrale et numéro de parcelle	Adresse postale / Désignation commerciale actuelle	biens mis à disposition – surface mise à disposition	Activité
N°1 (Restaurant rapide)	CY n° 19p et n°76p	Plage de Larrouet 33260 Cazaux « La Cabane du Lac »	parcelle d'une superficie de 192,44 m² du DPC + parcelle triangulaire de 100 m² soit au total 292,44 m² située plage de Larrouet Cazaux. Cet emplacement se décompose de la manière suivante : - 192,44 m² comprenant le cabanon, une terrasse couverte fermée, une terrasse ouverte et un espace de rangement/local poubelles, - une emprise de 100 m² qui devra rester engazonnée et affectée à l'usage exclusif d'aire de repas avec l'installation uniquement de mobilier tels que tables, chaises et parasols.	restauration
N°2 (Restaurant rapide)	CY n°106 p	Plage de Laouga 33260 Cazaux « Chez Juliette »	La superficie autorisée de 114.02 m² se décompose comme suit : - cabanon / cuisine : 29,10 m² (9,70m X 3m) - terrasse couverte : 38,80 m² (9,70m X 4m), - terrasse ouverte : 25,65 m². -une extension autorisée de la terrasse d'une surface de 20,47 m² (3,50 m X 5,85 m).	restauration
N°3 (Restaurant rapide)	CY n° 18	Esplanade Jean Labat lieu-dit La Gemeyre 332630 Cazaux « La Cazaute »	parcelle d'une superficie de 133,50 m² située esplanade Jean Labat Cazaux. La superficie autorisée de 133,50 m² se décompose comme suit : - cabanon / cuisine : 58,80 m², - pergola /terrasse couverte : 48 m², - terrasse ouverte : 26,70 m².	restauration

N°4 (Restaurant rapide)	CY n° 106 p	Plage de Laouga 33260 Cazaux « Resto Laouga »	parcelle d'une superficie de 197,64 m² située plage de Laouga Cazaux La superficie autorisée de 197,64 m² se décompose comme suit : - cuisine : 18,40 m² - cabanon : 25,76 m² - pergola : 16,80 m², - terrasse couverte fermée : 38,88 m², - terrasse ouverte : 97,80 m².	restauration
N°5 (Restaurant rapide)	CP n° 76p	Camping du lac 33260 Cazaux « La Paillote »	parcelle d'une superficie de 108 m² située devant le camping municipal Cazaux La superficie autorisée de 108 m² se décompose comme suit : - le cabanon : 7,20 m X 5,40 m - la terrasse : 9,60 m X 7,20 m	restauration

8 offres ont été remises :

N° d'ordre d'arrivée	Nom candidat	Date de réception du pli	Observations
1	SAS BOUCARD	19/04/2023	LOT 3
2	EURL Juliette	20/04/2023	LOT 2
3	DIYARISIS RESTAURATION	25/04/2023	LOT 3
4	SARL BERDI BARDOU Pierre	25/04/2023	LOT 1
5	RECTON SARL LE CABANON	26/04/2023	LOT 3
6	SARL BDL	26/04/2023	LOT 4
7	LA PAILLOTE	27/04/2023 à 10h05	LOT 5
8	LA CAZAUTE	27/04/2023 à 11h40	LOT 3

Des négociations ont été menées avec les 4 candidats du lot 3.

La Commission Ad'Hoc s'est déroulée le 07 septembre 2023.

Aux regards du rapport d'analyse des offres et de l'avis de la commission en date du 07 septembre 2023 les offres suivantes sont retenues pour les lots 1 à 5 :

Lots	Section cadastrale et numéro de parcelle	Adresse postale / Désignation commerciale actuelle	biens mis à disposition – surface mise à disposition	Offres retenues
N°1 (Restaurant rapide)	CY n° 19p et n°76p	Plage de Larrouet 33260 Cazaux « La Cabane du Lac »	parcelle d'une superficie de 192,44 m² du DPC + parcelle triangulaire de 100 m² soit au total 292,44 m² située plage de Larrouet Cazaux. Cet emplacement se décompose de la manière suivante : - 192,44 m² comprenant le cabanon, une terrasse couverte fermée, une terrasse ouverte et un espace de rangement/local poubelles, - une emprise de 100 m² qui devra rester engazonnée et affectée à l'usage exclusif d'aire de repas avec l'installation uniquement de mobilier tels que tables, chaises et parasols.	**société à responsabilité limitée BERDI,** M. Pierre BARDOU
N°2 (Restaurant rapide)	CY n°106 p	Plage de Laouga 33260 Cazaux « Chez Juliette »	La superficie autorisée de 114.02 m² se décompose comme suit : - cabanon / cuisine : 29,10 m² (9,70m X 3m) - terrasse couverte : 38,80 m² (9,70m X 4m), - terrasse ouverte : 25,65 m². -une extension autorisée de la terrasse d'une surface de 20,47 m² (3,50 m X 5,85 m).	**société à responsabilité limitée JULIETTE**, M.Charly GONDER
N°3 (Restaurant rapide)	CY n° 18	Esplanade Jean Labat lieu-dit La Gemeyre 332630 Cazaux « La Cazaute »	parcelle d'une superficie de 133,50 m² située esplanade Jean Labat Cazaux. La superficie autorisée de 133,50 m² se décompose comme suit : - cabanon / cuisine : 58,80 m², - pergola /terrasse couverte : 48 m², - terrasse ouverte : 26,70 m².	**SARL LOTAN** LA CAZAUTE M. Franck LETOURNEAU

N°4 (Restaurant rapide)	CY n° 106 p	Plage de Laouga 33260 Cazaux « Resto Laouga »	parcelle d'une superficie de 197,64 m² située plage de Laouga Cazaux La superficie autorisée de 197,64 m² se décompose comme suit : - cuisine : 18,40 m² - cabanon : 25,76 m² - pergola : 16,80 m², - terrasse couverte fermée : 38,88 m², - terrasse ouverte : 97,80 m².	**société par actions simplifiées BDL,** Monsieur Patrick DENOEL, Président et Madame BENECH Léa, Directeur général
N°5 (Restaurant rapide)	CP n° 76p	Camping du lac 33260 Cazaux « La Paillote »	parcelle d'une sup de 108 m² située devant le camping municipal Cazaux La superficie autorisée de 108 m² se décompose comme suit : - le cabanon : 7,20 m X 5,40 m - la terrasse : 9,60 m X 7,20 m	**société par actions simplifiées à associé unique** **LA PAILLOTTE** M. Florent BATTELIER

La délibération a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer:

- pour le lot 1 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Pierre BARDOU, gérant de la société à responsabilité limitée BERDI, siret 509 800 991 00028, à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 2% (révisables conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- pour le lot 2 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Charles GONDER, gérant de la société à responsabilité limitée JULIETTE, siret 809 790 553 00014, à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 2% (révisables conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- pour le lot 3 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Franck LETOURNEAU, gérant de la société à responsabilité limitée LOTAN, siret 799 660 121 00028, à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 3% (révisables conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- pour le lot 4 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Patrick DENOEL, Président et Madame BENECH Léa, Directeur général de la société par actions simplifiées BDL, siret 911 561 777 00010, à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 1% (révisable conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- pour le lot 5 le règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation (convention d'occupation du domaine public) autorisant Monsieur Florent BATTELIER, gérant de la société par actions simplifiées à associé unique LA PAILLOTTE, siret 835 367 210 00019 , à occuper le bien et la parcelle mis à disposition conformément à la convention pour une redevance annuelle fixe de 15 000 euros et variable de 2% (révisable conformément au règlement susvisé) pour une durée de 7 ans à compter du 1/01/2024,

- D'Autoriser Monsieur Le Maire à prendre toute décision, à signer tout acte ou engager toute procédure utile à la pleine exécution de la présente délibération.

VILLE DE LA TESTE DE BUCH

Occupation temporaire du domaine public de la Ville de La Teste de Buch pour l'exploitation de restaurants (activités à vocation économique) à CAZAUX

Règlement relatif aux conditions d'autorisation, d'occupation et d'exploitation des lots 1 à 5

(projet de convention d'occupation du domaine public)

Le présent règlement a pour but de préciser les règles et conditions d'occupation et d'exploitation des lots, objets de l'appel à concurrence, de fournir les informations se rapportant à ces lots, ainsi que celles relatives aux autorisations et aux modalités d'attribution desdites autorisations.

ARTICLE 1 : PRESENTATION DES LOTS
Article 1.1 : Identification des lots
Article 1.2 : Description des lots
Article 1.3 : Destination des lots (activités autorisées)

ARTICLE 2 : CONDITIONS LIEES A L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
Article 2.1 : Régime juridique de l'autorisation
Article 2.2 : Caractère « Intuitu personae » de l'occupation
Article 2.3 : Incessibilité de l'autorisation
Article 2.4 : Durée de l'autorisation
Article 2.5 : Forme de l'autorisation

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES
Article 3.1 : Redevances d'occupation
Article 3.2 : Modalités de paiement des redevances
Article 3.3 : Défaut de paiement
Article 3.4 : Non réduction des redevances et indemnités
Article 3.5 : révision de la redevance d'occupation du domaine public
Article 3.6 : Impôts, taxes et frais
Article 3.7 : Dépenses de fonctionnement

ARTICLE 4 : CONDITIONS LIEES A L'OCCUPATION DES LOTS
Article 4.1 : Prise de possession des lots
Article 4.2 : Aménagement et travaux sur les lots
Article 4.3 : Entretien et réparations
Article 4.4 : Nettoyage et déchets
Article 4.5 : Défaillance de l'Occupant
Article 4.6 : Protection de l'environnement

ARTICLE 5 : CONDITIONS LIEES A L'EXPLOITATION DES LOTS
Article 5.1 : Mise en œuvre du projet
Article 5.2 : Mobilier et équipements
Article 5.3 : Horaires d'ouverture et de fermeture
Article 5.4 : Respect des lois et règlements
Article 5.5 : Ambiance musicale et diffusion de musique amplifiée
Article 5.6 : Hygiène et sécurité
Article 5.7 : Prestations
Article 5.8 : Réclamations et suggestions des clients
Article. 5.9 : Autres prescriptions particulières

ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES
Article 6.1 : Assurances responsabilité civile
Article 6.1.1 : Responsabilité civile pour dommages de toute nature du fait de l'Occupant ou des personnes, ou des biens dont il répond
Article 6.1.2 : Responsabilité civile liée à l'occupation du domaine public par l'Occupant
Article 6.2 : Assurances dommages aux biens (multirisque incendie et risques annexes)
Article 6.3 : Renonciation à recours et garanties

ARTICLE 7 : CONDITIONS ET MODALITES DE RESILIATION DE L'AUTORISATION
Article 7.1 : Résiliation de plein droit
Article 7.2 : Résiliation à l'initiative de la Ville de La Teste de Buch
Article 7.3 : Résiliation à l'initiative de l'Occupant
Article 7.4 : Libération des lieux
Article 7.5 : Remise en état
Article 7.6 : Sort des installations
Article 7.7 : Contrôles et respect du Règlement
Article 7.8 : Règlement des litiges

ENTRE LES

SOUSSIGNES

D'UNE PART

La commune de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré (33260), représentée par son Maire en exercice, Patrick DAVET, dûment habilité à cet effet par une *délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2023*

Ci-après désignée « *La Commune ou La Ville de La Teste de Buch* »,

ET

D'AUTRE PART

La Société ……..... inscrite au RCS de

……..sous le numéro ……

dont le siègesocial est……. à ……. représentée par

……..

Ci-après désignée « l'*Occupant* »,

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DES LOTS

Article 1.1 : Identification des lots

Sont concernés par le présent appel à candidature, les lots présentés dans le tableau ci-dessous :

Lots	Section cadastrale et numéro de parcelle-	Adresse postale / Désignation commerciale actuelle	Activité
N°1 (Restaurant rapide)	CY n° 19p et n°76p	Plage de Larrouet 33260 Cazaux « La Cabane du Lac »	restauration
N°2 (Restaurant rapide)	CY n°106 p	Plage de Laouga 33260 Cazaux « Chez Juliette »	restauration
N°3 (Restaurant rapide)	CY n° 18	Esplanade Jean Labat lieu-dit La Gemeyre 332630 Cazaux « La Cazaute »	restauration
N°4 (Restaurant rapide)	CY n° 106 p	Plage de Laouga 33260 Cazaux « Resto Laouga »	restauration
N°5 (Restaurant rapide)	CP n° 76p	Camping du lac 33260 Cazaux « La Paillote »	restauration

Article 1.2 : Description des lots

Lots	Section cadastrale et numéro de parcelle	Adresse postale / Désignation commerciale actuelle	biens mis à disposition – surface mise à disposition	Activité
N°1 (Restaurant)	CY n° 19p et n°76p	Plage de Larrouet 33260 Cazaux « La Cabane du Lac »	parcelle d'une superficie de 192,44 m² du DPC + parcelle triangulaire de 100 m² soit au total 292,44 m² située plage de Larrouet Cazaux. Cet emplacement se décompose de la manière suivante : - 192,44 m² comprenant le cabanon, une terrasse couverte fermée, une terrasse ouverte et un espace de rangement/local	restauration

			poubelles, - une emprise de 100 m² qui devra rester engazonnée et affectée à l'usage exclusif d'aire de repas avec l'installation uniquement de mobilier tels que tables, chaises et parasols.	
N°2 (Restaurant)	CY n°106 p	Restaurant n°1 Plage de Laouga 33260 Cazaux « Chez Juliette »	La superficie autorisée de 179 m² se décompose comme suit : - cabanon /cuisine - terrasse couverte, terrasse ouverte, annexes accès	restauration
N°3 (Restaurant)	CY n° 18	Esplanade Jean Labat lieu-dit La Gemeyre 33260 Cazaux « La Cazaute »	parcelle d'une superficie de 168 m² située esplanade Jean Labat Cazaux. La superficie autorisée ² se décompose comme suit : cabanon / cuisine - pergola terrasse couverte, terrasse ouverte - accès	restauration
N°4 (Restaurant)	CY n° 106 p	Restaurant n°2 Plage de Laouga 33260 Cazaux « Resto Laouga »	parcelle d'une superficie de 241 m² située plage de Laouga Cazaux La superficie autorisée se décompose comme suit : - cabanon /cuisine - terrasse couverte fermée terrasse ouverte, accès	restauration
N°5 (Restaurant)	CP n° 76p	Camping du lac 33260 Cazaux « La Paillote »	parcelle d'une sup de 150 m² située devant le camping municipal Cazaux se décompose comme suit : - le cabanon - la terrasse	restauration

Les relevés de géomètre en annexe 1feront foi.

Article 1.3 : Destination des lots (activités autorisées)

Les activités autorisées dans les lots, objets du présent appel à candidature, sont :
Pour l'ensemble des lots : activités liées au secteur de la petite restauration et de la vente à emporter des produits alimentaires.

ARTICLE 2 : CONDITIONS LIÉES A L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

Article 2.1 : Régime juridique de l'autorisation

L'autorisation est accordée sous le régime des occupations du domaine public, suivant les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment son article L2122-1, qui dispose que « Nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique ou l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous ».
L'autorisation accordée est précaire et révocable, et non constitutive de droits réels.

Article 2.2 : Caractère « Intuitu personae » de l'autorisation

L'autorisation est accordée « Intuitu personae ». Aussi, tout changement susceptible de rompre ce caractère « Intuitu personae », - notamment le changement de dénomination sociale, de nom commercial, d'enseigne ou de marque, la modification des organes de direction ou de majorité dans le capital, la cession, location, apport, etc.… - devra être notifié **préalablement** à la Ville de La Teste de Buch, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le non-respect de cette disposition pourra entraîner la résiliation de l'autorisation.

Article 2.3 : Incessibilité de l'autorisation

L'autorisation n'est ni cessible, ni transmissible, directement ou indirectement, à qui que ce soit.

En conséquence des dispositions exposées ci-avant, l'Occupant est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom les équipements et espaces qui lui ont été attribués.

Il n'a pas qualité pour autoriser un tiers à occuper les équipements et espaces qui lui ont été attribués. L'utilisation des lieux par un tiers constitue une inexécution des obligations contractuelles et entraîne une résiliation pour faute prononcée dans les conditions du présent cahier des charges.

Il ne peut accorder à des tiers les droits qui lui ont été consentis, sauf agrément préalable écrit de la Ville de La Teste de Buch.

Avec l'agrément préalable et écrit de la Ville de La Teste de Buch, l'Occupant peut toutefois confier l'exploitation de tout ou partie des droits résultant de la Convention, étant précisé qu'il demeurera personnellement et solidairement responsable envers la Ville de La Teste de Buch et les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations imposées par la Convention ;

Par ailleurs, l'Occupant s'engage à porter à la connaissance de la Ville de La Teste de Buch, dans un délai d'une semaine à compter de sa constatation, tout fait quel qu'il soit, notamment toute usurpation susceptible de porter préjudice au domaine public et/ou aux droits de la Ville de La Teste de Buch.

Article 2.4 : Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable **pour une durée ferme de sept (7) ans, sans possibilité de renouvellement**. Avant le terme de cette durée, une nouvelle procédure de mise en concurrence sera initiée, pour l'attribution des nouvelles autorisations d'occupation temporaire.

Article 2.5 : Forme de l'autorisation

L'autorisation prend la forme d'une CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE (COT) sur le Domaine Public. Cette convention est régie par les seules règles du droit

administratif, notamment des dispositions du Code Générale de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) et échappe aux autres règles en matière de location.
Les législations relatives aux baux ruraux, aux baux commerciaux et aux baux professionnels ou d'habitation ne lui sont pas applicables. De même, **la Convention n'accorde aucun droit à la propriété commerciale.**

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 3.1 : Redevances d'occupation

L'occupation des lots, objets de l'appel à candidature, est accordée moyennant le versement d'une redevance domaniale comportant deux parties, telles que précisées ci-après :
Une redevance fixe annuelle qui ne pourra pas être inférieure au plancher tel que fixé dans le tableau ci-dessous et qui sera arrêtée en fonction de la proposition du candidat retenu.
Une redevance variable annuelle, qui sera calculée à partir du pourcentage à appliquer sur le chiffre d'affaires HT de l'année N-1 d'exploitation ; chiffres d'affaires HT qui aura été certifié par un expert-comptable agréé. Le pourcentage applicable pour cette part variable, qui ne pourra pas être inférieur au pourcentage plancher tel qu' arrêté en fonction de la proposition du candidat retenu.
L'Occupant veillera à fournir les bilans financiers et comptes de résultat, certifiés par un expert-comptable agréé, au plus tard avant la fin du premier trimestre de l'année suivant l'exercice de clôture.

Tableau récapitulatif des redevances (part fixe et part variable) minimales applicables pour les différents lots :

Pour les lots 1à 4	**Une part fixe annuelle (plancher)** ne pouvant être inférieure à 15 000 euros (15 000 €) pour l'immeuble et le terrain mis à disposition :	**Une part variable annuelle** (plancher) calculée sur la base d'un pourcentage conformément à la proposition faite par le candidat retenu lors de son offre appliqué au chiffre d'affaires hors taxes de l'année précédente de ….%

Pour le lot 5	**Une part fixe annuelle (plancher)** ne pouvant être inférieure à 4 500 euros (4 500 €) pour l'immeuble et le terrain mis à disposition	**Une part variable annuelle** (plancher) calculée sur la base d'un pourcentage conformément à la proposition faite par le candidat retenu lors de son offre appliqué au chiffre d'affaires hors taxes de l'année précédente de …..%.

Tableau récapitulatif de la redevance (part fixe et part variable) applicable pour le lot concerné au regard de la proposition faite par le candidat retenu lors de son offre:

Pour le lot n°……..	**Une part fixe annuelle (plancher)** pour l'immeuble et le terrain mis à disposition d'un montant de ……. Euros.	**Une part variable annuelle** (plancher) calculée sur la base d'un pourcentage conformément à la proposition faite par le candidat retenu lors de son offre appliqué au chiffre d'affaires hors taxes de l'année précédente soit……..%.

Article 3.2 : Modalités de paiement des redevances

Redevance fixe : La redevance fixe est payable annuellement et d'avance par virement ou prélèvement bancaire sur la base d'un titre de recettes annuel émis par le service Finances de la Ville de La Teste de Buch.

Redevance variable : La redevance variable annuelle applicable aux lots est exigible à compter de la deuxième (2ème) année d'occupation. Elle est payable annuellement, par virement ou prélèvement bancaire sur la base d'un titre de recettes annuel émis par le service Finances de la Ville de La Teste de Buch, dans un délai ne pouvant dépasser trois mois à compter de la date de l'émission du titre de recettes.

Article 3.3 : Défaut de paiement

Part fixe : le défaut de paiement au titre de la redevance fixe entraîne la résiliation de l'autorisation, dans les conditions prévues à **l'article 7.2,** (motif faute de l'Occupant).

Part variable : le défaut de paiement de la part variable, **trois mois après émission du titre de recettes** entraîne la résiliation de l'autorisation, dans les conditions prévues à **l'article 7.2**, (motif faute de l'Occupant).

Article 3.4 : Non réduction des redevances et indemnités

Hormis les cas de force majeure et les cas de destruction totale ou partielle des biens ou privation totale de jouissance des locaux par la survenance d'un évènement étranger à sa volonté, entraînant l'impossibilité d'exercer son activité, l'Occupant ne peut prétendre à aucune réduction de redevances pour inutilisation momentanée des lieux attribués.
De même, et sans que cette liste de ne soit exhaustive, il ne peut réclamer aucune réduction de redevance ni indemnité quelconque :
Sous prétexte d'erreur, d'omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol ou du sous-sol, incompatibilité avec l'utilisation prévue, les lots étant mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au jour de l'attribution, sans aucune garantie
Pour les réparations que la Ville de Saint-leu, viendrait à effectuer, quelle qu'en soit la durée ;
Pour le motif que son activité subirait une entrave quelconque du fait des lois, règlements ou consignes visées à **l'article 5.4** (Respect des lois et règlements).

Article 3.5 : Révision de la redevance d'occupation du domaine public

Le montant de la part fixe de la redevance fixée fera l'objet d'une révision annuelle en janvier de l'année par application de la formule et des indices ci-dessous définis :

Nouveau loyer = loyer en cours x nouvel IRL du trimestre de référence du contrat / IRL du même trimestre de l'année précédente

IRL : indice de référence des loyer (IRL), publié par l'INSEE, sera utilisé comme indice de révision de la redevance.

Le trimestre de référence de l'indice de référence est le 1er trimestre.

La part variable de la redevance est payable annuellement le 30 juin de l'année n+1. Pour permettre l'établissement du titre de recettes correspondant, l'occupant remettra à la Ville son bilan comptable avant le 15 juin de l'année n+1, au plus tard.

Article 3.6 : Impôts, taxes et frais

L'Occupant supporte tous les frais inhérents à l'autorisation, ainsi que tous les impôts et taxes, auxquels sont assujettis les terrains, constructions et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui sont exploités en vertu de l'autorisation.
En fin d'occupation, quelque qu'en soit la cause, avant tout enlèvement de mobilier, matériel ou marchandises, l'Occupant doit justifier à la Ville de La Teste de buch du paiement de tous impôts, contributions et taxes dont il est redevable.

Article 3.7 : Dépenses de fonctionnement

Pour l'ensemble des lots, les dépenses de fonctionnement liées à l'occupation et l'exploitation des lots sont à la charge exclusive de l'Occupant, directement et hors redevance, notamment le coût des abonnements pour la fourniture des fluides (eau, électricité, télécommunications…), ainsi que celui des consommations afférentes.

ARTICLE 4 : CONDITIONS LIÉES A L'OCCUPATION DES LOTS

Article 4.1 : Prise de possession des lots

Au moment de la prise de possession, un procès-verbal d'état des lieux, complété, si besoin est, par un inventaire, est dressé contradictoirement entre un représentant de la Ville de La Teste de Buch et l'Occupant ou un représentant dument mandaté par lui.
Des états des lieux et des inventaires sont dressés, dans les mêmes conditions, lors du départ de l'Occupant, pour quelque cause que ce soit.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes ou mobiles de matériel ou de mobilier, effectuées ou imposées par l'Occupant, des états des lieux et des inventaires complémentaires sont établis.
La comparaison des états des lieux d'entrée et de sortie servira, le cas échéant, à déterminer les travaux de remise en état et à fixer le montant des frais correspondants qui seront supportés par l'Occupant, sachant que ce dernier devra faire bon usage constant des lieux et ne pourra apporter aucune modification au lot, sans en avoir reçu l'autorisation expresse écrite de la Ville de La Teste de Buch.

Article 4.2 : Aménagement et travaux sur les lots

L'Occupant ne sera admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et des dispositions du terrain qu'il est censé bien connaître.
A l'intérieur de l'emprise qu'il est autorisé à occuper, l'Occupant ne pourra effectuer :
Aucune construction nouvelle, de quelque nature que ce soit (bâtiment, ouvrage, clôture, muret, terrasse, estrade, etc…) ;

Aucune extension de l'emprise du bâtiment et installations existantes ;
Aucun aménagement dans le bien ;
sans avoir préalablement reçu l'autorisation expresse de la Ville de La Teste de Buch et obtenu toutes les autorisations administratives nécessaires.
L'Occupant s'engage à communiquer, en même temps que sa demande d'autorisation, un descriptif détaillé des travaux et/ou aménagements envisagés.
L'occupant pourra proposer la réalisation de tous travaux compatibles avec l'activité proposée, dans le respect des dispositions du code de l'urbanisme et du PLU en vigueur, auquel les travaux, quels qu'ils soient, devront être conformes.

Tous les travaux réalisés par l'occupant dans les locaux mis à disposition devront avoir été soumis préalablement pour accord à la commune, propriétaire. A cette fin, l'occupant s'engage, avant toute intervention, à saisir la commune par tout moyen mis à sa disposition, afin d'obtenir son accord préalable et exprès. Le silence de cette dernière, gardé pendant un délai de deux mois après sa saisine, vaudra décision implicite d'acceptation.

Cette autorisation préalable obligatoire ne se substitue pas aux diverses autorisations prévues par la règlementation en vigueur, notamment en matière d'urbanisme, de sécurité ou encore d'accessibilité, pour lesquelles l'occupant devra déposer les dossiers de demande correspondants auprès des autorités compétentes.

Tous les travaux, embellissements, améliorations, installations et décors qui seraient réalisés par l'occupant dans le bien mis à disposition, y compris avec l'autorisation de la commune, deviendront à l'issue de la présente convention, de quelque manière ou à quelque époque que celle-ci se produise, la propriété de cette dernière, sans que cela donne droit à une quelconque indemnité au profit de l'occupant. La commune ne pourra exiger de l'occupant le rétablissement des lieux dans leur état primitif, sauf à ce que les travaux réalisés l'aient été sans son accord : dans ce cas, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs de l'occupant.

Article 4.3 : Entretien – réparation

L'Occupant est tenu de maintenir en parfait état l'équipement et/ou le site mis à sa disposition. Il répond de toutes les détériorations survenues par suite d'abus de jouissance, de son fait, du fait de son personnel ou de celui de sa clientèle.

L'Occupant prend à sa charge toutes les réparations nécessaires dont il est responsable et qui lui incombent en sa qualité d'occupant, pour maintenir les lieux attribués en bon état d'entretien et d'usage y compris, s'il y a lieu, les installations, le matériel et le mobilier.

La Ville de La Teste de Buch se réserve le droit de visiter à tout moment les locaux et/ou les sites et de prescrire à l'Occupant les travaux à effectuer pour un bon entretien.

Faute pour l'Occupant de pourvoir à l'entretien des locaux et/ou des sites, la Ville de La Teste de Buch pourra mettre fin à la Convention d'Occupation Temporaire, après une mise en demeure de procéder aux travaux d'entretien dans le délai d'un mois, restée sans effet.

La Ville de La Teste de Buch fera alors procéder à l'exécution d'une remise en l'état ou aux travaux nécessaires, aux frais de l'Occupant.

Article 4.4 : Nettoyage et déchets

Il incombe à l'Occupant d'assurer la bonne tenue des lieux et de leurs abords immédiats, y compris l'évacuation des déchets. Ainsi, tout au long de la durée de la Convention, l'Occupant s'engage :
à maintenir les biens et espaces concédés dans un bon état de propreté ;
à mettre en œuvre une gestion des déchets (tri et réduction des déchets) et à respecter le planning et les modalités de collecte de l'entité compétente ;
à limiter l'impact de son activité sur le Domaine Public Maritime ;
à exploiter son activité dans le respect des dispositions légales avec des emballages respectueux de l'environnement (de préférence recyclables) ;
à veiller à ce que l'évacuation des déchets ne cause aucune nuisance (bruit excessif, entrave à la circulation, odeurs, …).

Rappel : les poubelles publiques disposées sur le linéaire du littoral ne sont pas destinées aux activités des lots. L'Occupant doit donc prendre ses dispositions pour recueillir et évacuer ses déchets, y compris ceux laissés par sa clientèle.

Article 4.5 : Défaillance de l'Occupant

En cas de défaillance de l'Occupant, sur simple constat et après mise en demeure restée infructueuse, la Ville de La Teste de Buch pourra réaliser les travaux de réparation ou de nettoyages nécessaires, les frais correspondants étant supportés par l'Occupant, en sus de la redevance et sans préjudice de l'application des dispositions de la convention. Cette procédure s'applique également dans le cadre de défaillances atres telles que nuisances…

Article 4.6 : Protection de l'environnement

La protection de l'environnement et le respect de la tranquillité du voisinage par tout moyen de prévention doivent être de règle.

ARTICLE 5 : CONDITIONS LIÉES A L'EXPLOITATION DES LOTS

Article 5.1 : Mise en œuvre du projet

L'Occupant s'engage à la mise en œuvre de son projet d'exploitation présenté dans le cadre de l'appel à candidature : concept, type de cuisine, type d'attraction, services proposés à la clientèle, nombre d'emplois créés, …).

Un constat d'huissier relatif à la mise en œuvre du projet tel que validé lors de la procédure d'appel à candidature, pourra être effectué par la Ville de La Commune de La Teste de Buch.

Article 5.2 : Mobilier – Equipement

Tout le matériel nécessaire à l'activité envisagée est à la charge de l'Occupant. L'Occupant veillera à installer un mobilier qui s'intègre avec le caractère naturel du littoral.

Un plan d'implantation devra obligatoirement être fourni préalablement à la Ville de La Teste de Buch qui se réserve le droit de refuser la mise en place d'un matériel non adapté, encombrant ou en trop grand nombre.

L'Occupant s'interdit formellement tout dépôt de matériel, tout aménagement et toute activité, commerciale ou non, en dehors de l'emprise qu'il est autorisé à occuper.

Article 5.3 : Horaires d'ouverture et de fermeture

L'Occupant est libre d'ouvrir aux dates et horaires qu'il décide et conformément aux plages horaires indiquées dans son offre.
Dans tous les cas, les horaires d'ouverture et de fermeture seront calqués sur les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons, en vigueur.

L'ensemble de ces préconisations sont de nature à conforter le **respect de la tranquillité des lieux et de l'environnement sensible sur lequel ils sont implantés.**

Article 5.4 : Respect des lois et règlement

L'Occupant doit se conformer aux lois, règlements et consignes en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art et, notamment, s**ans que cette liste soit exhaustive ni limitative** :
aux lois et règlements d'ordre général et aux éventuelles mesures de police générales et ou spéciales, ainsi qu'à toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires ;
aux lois et règlements relatifs aux nuisances sonores
aux lois et règlements relatifs aux contrôles aux frontières et à la douane ;
aux lois et règlements sur les dépôts de matières dangereuses ;
aux lois et règlements relatifs à la protection de l'urbanisme et notamment aux dispositions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (IPCE) ;
aux lois et règlements fixant, pour l'Occupant, les conditions d'exercice de sa profession et, d'une manière générale, de son activité ;
à la règlementation en vigueur en matière de sécurité ;
aux lois et règlements en vigueur en matière sociale ;
aux lois et règlements en vigueur en matière d'abattage des arbres et plus généralement de protection de l'Environnement

Il appartient à l'Occupant de se pourvoir des autorisations nécessaires pour l'exercice de son activité et d'accomplir lui-même toutes les formalités administratives de telle sorte que la Ville de La Teste de Buch ne puisse jamais être inquiétée à ce sujet.

Article 5.5 : Ambiance musicale et diffusion de musique amplifiée

Si une ambiance musicale est prévue par l'Occupant, par le biais d'un quelconque moyen de diffusion, la puissance sonore ne devra pas être source de nuisance pour le voisinage immédiat.
Ces dispositions sont impératives et obligatoires.

Article 5.6 : Hygiène et sécurité

Hygiène : L'Occupant doit prendre toutes les dispositions pour assurer les conditions d'hygiène dans le cadre de la réglementation sanitaire applicable à son activité.

L'activité ainsi que l'ensemble des matériels et équipement devront être conformes aux dispositions réglementaires nationales qui encadrent notamment les règles d'hygiène des aliments remis directement au consommateur et à toutes les règles de sécurités relatives à l'exercice de son activité.

L'Occupant devra fournir à la Ville une copie des certificats de conformité en matière d'hygiène sanitaire.

Sécurité : Les appareils et installations électriques, devront être conformes aux normes NF les concernant et au Code du Travail.

Tous les appareils électriques et de cuisson devront être situés à l'intérieur des locaux prévus à cet effet, dans tous les cas, hors de portée des clients et adaptés à la puissance électrique disponible.

L'Occupant s'engage à effectuer, à ses frais, toutes les vérifications réglementaires afférentes aux installations et équipements situés dans les biens et espaces mis à sa disposition.

Il devra fournir à la Ville copie des contrats d'entretien des installations dont il a la charge, notamment électriques et au gaz, des contrôles techniques obligatoires et des procès-verbaux de contrôle du matériel établis par des organismes habilités.

Au cas où ces documents seraient renouvelés ou modifiés pendant la durée de l'AOT, il en fournira spontanément une nouvelle copie à la Ville de La Teste de Buch
L'Occupant sera seul responsable de la sécurité du public qu'il accueillera dans le cadre de son activité.

Article 5.7 : Prestations

L'Occupant doit fournir un service répondant à l'activité pour laquelle l'autorisation lui a été délivrée et maintenir un niveau constant dans la qualité des prestations offertes.

Pour les activités de restauration, l'Occupant veillera à :

Proposer des produits alimentaires et des boissons chaudes et fraiches,
Privilégier les emballages recyclables, conformément à la réglementation en vigueur ;
Adapter son offre à la population fréquentant le littoral et donc proposer des tarifs accessibles au plus grand nombre ;
Fournir systématiquement une copie des rapports de contrôle de qualité qu'il doit faire effectuer ;
Afficher ses tarifs en euros, en permanence et de manière apparente sur le lieu de l'exploitation.

Pour les lots 1 à 5, la vente d'alcool est autorisée sous réserve de détenir les licences afférentes

L'accueil de la clientèle devra être à l'image du lieu : familial et chaleureux. Une attention particulière sera portée à la convivialité du lieu ainsi qu'à l'intégration esthétique du mobilier extérieur dans l'environnement.

Article 5.8 : Réclamations et suggestions des clients

La Ville de La Teste de Buch se réserve la faculté de recueillir, par tous procédés de son choix, les appréciations des clients de l'Occupant.

Article 5.9 : Autres prescriptions particulières

La responsabilité d'un comportement bruyant des clients à la sortie de l'établissement peut être imputée à l'Occupant. Toute structure d'hébergement est interdite.
Tout affichage ou publicité autres que les enseignes se rapportant directement à l'activité exercée dans les lieux et support de sensibilisation aux politiques publiques environnementales ou sociales, sont interdits.

ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

Article 6.1 : Assurances responsabilité civile

L'Occupant est tenu de contracter toutes les assurances nécessaires auprès d'organismes d'assurance notoirement solvables et ce, pendant toute la durée de la Convention. Il s'agit notamment des assurances suivantes :
Assurance de responsabilité civile d'exploitation et/ou professionnelle, assortie d'une limite de garantie suffisante au regard de son activité et de l'exercice de celle-ci, et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber, en raison de l'occupation ou de l'utilisation du domaine public ou de l'exploitation de ses activités sur ce domaine, de son propre fait ou de celui de tout autre personne intervenant pour son compte à quel titre que ce soit, ainsi que des biens dont il répond, sans que la ville ne puisse être inquiétée ou poursuivie de ce chef.

De même, il souscrira une assurance contre les risques d'atteintes à l'environnement incluant notamment les frais de dépollution des sols et de remise en état des installations.

Article 6.1.1 : Responsabilité civile pour dommages de toute nature du fait de l'Occupant ou despersonnes, ou des biens dont il répond

L'Occupant supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés, soit par lui-même, soit par ses préposés ou par toute personne dont il est civilement responsable, soit par ses biens, et subis par les tiers, lui-même, ses propres biens et ceux qui lui sont confiés ou dont il est détenteur à quelque titre que ce soit, les locaux mis à disposition (y compris les terrains, bâtiments, emplacements, installations, aménagements extérieurs et embellissements), ses préposés ou toute personne dont il est civilement responsable.

Ceci quelles qu'en soient les victimes et alors que lesdits dommages sont causés notamment :
du fait ou à l'occasion de l'usage du domaine public, ou des activités réalisées par l'Occupant dans le cadre desautorisations délivrées ;
du fait de l'occupation des lieux objets de la Convention ;
A l'occasion de travaux réalisés par l'Occupant ou qu'il fait réaliser dans les lieux mis à disposition ou à proximité de ceux-ci.
L'Occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objets des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

Article 6.1.2 : Responsabilité civile liée à l'occupation du domaine public par l'Occupant

L'occupant veille à la conservation des biens mis à sa disposition et s'engage à dénoncer immédiatement à la Ville de La Teste de Buch, tout dommage, quels qu'en soient les auteurs, préjudiciables au domaine qu'il est autorisé à occuper.

L'occupant devra fournir à la Ville de La Teste de Buch, dans le mois suivant la notification de la convention, les attestations d'assurance correspondantes, faisant mention non exhaustivement des informations suivantes : les coordonnées complètes del'assureur, la validité de l'attestation, les activités et montants garantis.

A chaque début d'année, il veillera à fournir spontanément à la Ville de La Teste de Buch, la copie de contrats valides pour l'année concernée.

Article 6.2 Assurance dommages aux biens (Multirisque incendie et risques annexes)

L'Occupant est tenu de contracter toutes les assurances nécessaires auprès d'organismes d'assurance notoirement solvables et ce, pendant toute la durée de la Convention.

Il devra ainsi justifier des assurances garantissant notamment contre les risques incendie, explosion, dommages électriques, dégâts des eaux, vol et vandalisme, tempêtes, ouragan cyclone, frais et pertes complémentaires, catastrophes naturelles, les risques locatifs et risques locatifs supplémentaires, les pertes de loyer du propriétaire, le recours des voisins et des tiers et tous autres risques qu'il jugera nécessaires.
Son contrat d'assurance devra comprendre la garantie des agencements, aménagements, embellissements, installations des locaux, objets de la présente convention, les matériels et marchandises et d'une manière générale tout ce qui est inclus à l'intérieur desdits locaux privatifs qui sont sous la garde de l'occupant et dont celui-ci est contractuellement responsable en qualité de détenteur ou gardien à concurrence de leur valeur de remplacement.

L'occupant s'engage à laisser libre accès des lieux à l'assureur de la Ville de La Teste de Buch, ainsi qu'à tout autre organisme concourant à la sécurité, prévention, protection et/ou respect de la réglementation en vigueur relative à l'affectation des locaux concernés.
L'occupant souscrira également une garantie privation de jouissance, de perte d'exploitation consécutive à un dommage direct survenu dans son local.

Et en tant que de besoin, pour ses travaux d'aménagement et pour les travaux autorisés éventuellement par la Ville de La Teste de Buch, l'occupant sera tenu de souscrire les contrats d'assurance permettant la couverture de ses propres travaux et de satisfaire aux obligations légales en matière de garantie décennale, édictées par le Code des assurances, conformément aux dispositions de la loi 78-12 du 4 janvier 1978.

Les attestations d'assurance correspondantes, faisant mention non exhaustivement des informations suivantes : les coordonnées complètes de l'assureur, la validité de l'attestation, les activités et montants garantis, seront à fournir à la Ville de La Teste de Buch dans le mois suivant la notification de la convention.
A chaque début d'année, il veillera à fournir spontanément à la Ville de La Teste de Buch, la copie de contrats valides pour l'année concernée.
L'occupant devra maintenir en vigueur les assurances ci-dessus mentionnées pendant toute la durée de l'occupation, payer régulièrement les primes d'assurance et en justifier en début de chaque année civile par la transmission d'une attestation et, en toute hypothèse, à toute réquisition de la Ville de La Teste de Buch.

L'occupant s'engage à informer, dès qu'il en a connaissance, la Ville de La Teste de Buch, de toute suspension et/ou résiliation de ses contrats d'assurance couvrant les risques mentionnés aux paragraphes précédents. Il s'engage à fournir à la Ville de La

Teste de Buch une nouvelle attestation d'assurance dans le mois suivant le remplacement et/ou la reprise d'effet du contrat d'assurance résiliéet/ou suspendu.

Article 6.3 : Renonciation à recours et garanties

Au titre de l'ensemble des dommages évoqués aux paragraphes ci-dessus ainsi que des pertes d'exploitation en découlant, l'Occupant et ses assureurs renoncent à tout recours à l'encontre de la Ville de La Commune de La Teste de Buch et ses assureurs, quel qu'en soit lefondement juridique de son recours ou la juridiction saisie.
L'Occupant et ses assureurs garantissent la Ville de La Teste de Buch et ses assureurs contre tout recours de quelque nature que ce soit, qui serait engagé contre ces derniers pour lesdits dommages. Cette garantie inclut les frais que la Ville de La Teste de Buch ou sesassureurs pourraient être conduits à exposer pour assurer leur défense.

L'occupant et ses assureurs renoncent également à réclamer à la Ville de La Teste de Buch et à ses assureurs respectifs, en cas de dommages matériels ou immatériels, des indemnités pour privation de jouissance ou perte d'exploitation du fait de l'interruption, totale ou partielle de son exploitation pour quelle que cause que ce soit.

Les contrats d'assurance de l'Occupant comporteront ces clauses de renonciation de recours et de garantie.

ARTICLE 7 : CONDITIONS ET MODALITÉS DE RÉSILIATION DE L'AUTORISATION

La convention pourra être résiliée :
De plein droit ;
A l'initiative de la Ville de La Teste de Buch,
A l'initiative de l'occupant.
En cas de résiliation de la convention, une nouvelle procédure de mise en concurrence sera lancée par la Ville de La Teste de Buch.

Article 7.1 : Résiliation de plein droit

La convention est résiliée de plein droit en cas :
De dissolution ou liquidation judiciaire de la société Occupante ;
De condamnation pénale de l'Occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité ;
Du refus ou de retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exercice de ses activités;
Cas de force majeure (décès de l'Occupant).

La résiliation de plein droit intervient sans préavis, dès connaissance des motifs par la Ville de La Teste de Buch. Elle est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La date de première présentation du courrier de résiliation fixe le délai imparti pour évacuer les lieux. Ce délai pour quitter les lieux est d'un mois calendaire.
La résiliation intervient sans indemnité d'aucune sorte à la charge de la Ville

Article 7.2 : Résiliation à l'initiative de la Ville de La Teste de Buch

La convention peut être résiliée à l'initiative de la Ville de La Teste de Buch pour les motifs suivants :

Intérêt général : du fait du caractère précaire et révocable de l'autorisation, résiliation à tout moment.
La résiliation interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception, 30 jours après sa première présentation, date qui fixe le délai imparti à l'Occupant pour évacuer les lieux. Le délai pour quitter les lieux est d'un mois calendaire.
La résiliation intervient sans indemnité d'aucune sorte à la charge de la Ville de La Teste de Buch.

Faute de l'Occupant : en cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations contractuelles résultant de la convention, et notamment :
Le non-paiement de redevances;
La cession de la convention ;
Le non-respect du caractère personnel du droit d'occupation et d'exploitation reconnu par la convention ;
Tout manquement aux obligations contenues dans la présente convention ;
La réalisation de tous travaux non autorisés à l'intérieur de l'emprise autorisée (nouvelle construction ou extension sur les installations, bâtiments…) ;
L'exercice de toutes activités non autorisées dans le cadre de la convention ;
La cessation de l'usage des installations pendant une durée de trois (3) mois sans motifs valables portés à la connaissance de la Ville de La Teste de Buch;
Le non-respect de la règlementation relative au respect de l'environnement ;
Le non-respect de la règlementation spécifique à l'activité autorisée et au droit du travail ;
L'occupation hors périmètre de l'emprise autorisée.

La résiliation interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception, **15 jours**, suivant une mise en demeure envoyée dans les mêmes formes à l'Occupant, restée en tout ou partie sans effet.

La date impartie à l'Occupant pour évacuer et libérer les lieux sera fixée dans le courrier de résiliation, sans pouvoir dépasser un mois calendaire à compter de la notification de la résiliation.

La résiliation devenue effective ne pourra donner lieu à aucune indemnité d'aucune sorte.

Article 7.3 : Résiliation à l'initiative de l'Occupant

La convention peut être résiliée à l'initiative de l'Occupant :
Sur demande spontanée de l'Occupant ;
Dans le cas d'une destruction totale ou partielle des lieux, pour quelque cause que ce soit, s'il ne peut plus faire un usager normal des lieux ;
Dans le cas d'une cessation définitive, pour quelque motif que ce soit, de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux qu'il occupe.

La résiliation interviendra 30 jours après réception d'un courrier adressé en en recommandé avec accusé de réception, à la Ville de La Teste de Buch par l'occupant. Dans ce cas, le délai pour évacuer et libérer les lieux sera fixé entre les parties sans pouvoir dépasser un mois calendaire à compter de la date de réception de la demande résiliation.

La résiliation intervient sans indemnité d'aucune sorte à la charge de la Ville de La Teste de Buch. A contrario, l'Occupant restera redevable des loyers dus jusqu'au dernier jour d'occupation. De même, les redevances payées d'avance resteront acquises à la Ville de La Teste de Buch, sans préjudice du droit pour cette dernière de poursuivre le recouvrement de toutes sommes lui restant dues.

A défaut d'accord amiable, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la convention, seront de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Article 7.4 : Libération des lieux

La convention ne confère à l'Occupant aucun droit de maintien dans les lieux après son terme ou de sa résiliation pour quelqueque motif que ce soit.
Le délai pour libérer les lieux suivant le terme de la convention, qui prend fin de plein droit, est fixé à **un mois.**
Les délais pour libérer les lieux en cas de résiliation de la convention sont fixés **aux articles 7.1 à 7.3.**
A compter de la date fixée pour la libération des lieux, l'Occupant qui se maintient est tenu de payer à la Ville de La Teste de Buch, sans mise en demeure préalable, par jour de retard à libérer les lieux ou à les remettre en état si la Ville de La Teste de Buch l'exige, une indemnité égale à un centième de la redevance annuelle fixe, et dans le cas de redevances proportionnelles, à 1 % de la dernière redevance annuelle échue, ou à défaut de la redevance annuelle prévisionnelle. La Ville de La Teste de Buch se réservant lechoix de la somme qui lui sera la plus favorable.

Article 7.5 : Remise en état

A l'expiration de la période d'occupation et avant la date fixée pour la libération des lieux, l'Occupant devra remettre, à ses frais, le lot concédé dans son état initial, sur la base exhaustive des conclusions de l'état des lieux et autres inventaires. En cas de non-respect par l'Occupant de cette obligation, la Ville de La Teste de Buch procédera d'office et aux frais de l'Occupant, aux travaux de remise en état nécessaires.

Article 7.6 : Sort des installations
A l'expiration de la période d'occupation ou à la libération des lieux, les installations réalisées sur les locaux devront être enlevées par l'Occupant.
A défaut de celui-ci de s'être acquitté de cette obligation, dans le délai fixé, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par la Ville de La Teste de Buch, sauf dans le cas où la Ville de La Teste de Buch décide unilatéralement de récupérer les aménagements et installations réalisés.

Article 7.7 : Contrôles et respect du Règlement
La Ville de La Teste de Buch se réserve le droit d'effectuer tous les contrôles qu'elle jugera nécessaire pendant la durée de l'occupation.

Tout manquement à l'une quelconque des dispositions du présent règlement sera sanctionné par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à **l'article 7.2** (faute de l'Occupant)

Article 7.8 : Règlements des litiges

A défaut d'accord amiable, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la convention, seront de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux, Rue Tastet, 33000 Bordeaux.

Nom, prénom
.....

Date
.....
.....

Signature (précédée de la mention «Lu et approuvé») :

Monsieur le Maire :
Merci Mme Delfaud, vous avez vu que ce sont ceux qui étaient en place qui sont renouvelés avec évidemment ce coup-ci un appel à concurrence et des redevances revues à la hausse et une partie variable, nous passons au vote.

Opposition : pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERNARD **DEL2023-09-482**

CRÉATION DE LA RÉSERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE DE LA TESTE DE BUCH

Mes chers collègues,

Vu, la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004 avec les nouveaux articles L. 1424-8-1 à L. 1424-8-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), visant à créer un nouvel outil de mobilisation civique ayant vocation à apporter un soutien et une assistance aux populations : les réserves communales de sécurité civile (RCSC),

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L724-7 à L724-14,

Vu, la délibération municipale du 27 juin 2023 portant approbation du nouveau Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du nouveau Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM),

Considérant les risques majeurs auxquels le territoire de la commune peut être confronté,

Considérant que plus de 200 bénévoles se sont impliqués spontanément et de manière importante auprès des élus et des services lors de l'incendie de juillet 2022,

Considérant que la commune de La Teste de Buch souhaite se doter d'une Réserve Communale de Sécurité Civile qui sera intégrée au Plan Communal de Sauvegarde afin de structurer les missions des bénévoles et déployer plus rapidement leurs interventions.

Considérant que, constituée de cinquante bénévoles, hommes et femmes volontaires, résidant à La Teste de Buch, la RCSC sera placée sous l'autorité du Maire au titre de ses pouvoirs de police. Elle a vocation à intervenir uniquement pour des actions de sauvegarde, tels que le soutien et l'assistance de la population. Elle ne se substitue en aucun cas ou ne concurrence les services publics de secours et d'urgence.

Considérant que les missions et les limites d'intervention de la RCSC ainsi que les modalités et les conditions d'engagement sont définies dans le règlement intérieur fixé par arrêté du Maire,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

– AUTORISER Monsieur le Maire à créer la Réserve Communale de Sécurité Civile de la Ville, chargée d'apporter son concours au Maire en matière :

- d'information et de préparation de la population face aux risques encourus par la commune
- de soutien et d'assistance aux populations en cas de sinistres ;
- d'appui logistique et de rétablissement des activités.

Un arrêté municipal en précisera les missions et l'organisation.

CRÉATION DE LA RÉSERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE DE LA TESTE DE BUCH

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Création de la Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) de la Ville

I - Cadre réglementaire

La loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004 a créé, avec les nouveaux articles L.1424-8-1 à L. 1424-8-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), un nouvel outil de mobilisation civique, ayant vocation à apporter un soutien et une assistance aux populations : **les réserves communales de sécurité civile (RCSC).**

Ce dispositif est décrit dans la circulaire du ministère de l'Intérieur du 12 août 2005 (publiée au JO du 13 septembre 2005) et depuis 2012, codifié au chapitre IV du code de la sécurité intérieure aux articles L724-1 à L724-14.

- Définition et utilité de la RCSC

En situation de catastrophe ou de crise, la conduite et l'organisation des secours sont de la responsabilité des services publics qui en ont la mission, et notamment des services d'incendie et de secours.
Même si la direction des opérations de secours est assurée par le Préfet, le Maire reste responsable de l'évaluation de la situation et du soutien à apporter aux populations sinistrées. Il est assisté par les membres du conseil municipal et le personnel communal.

Lors des incendies de 2022, plus de deux cents bénévoles se sont impliqués spontanément pour épauler les services de la Ville.

La création d'une RCSC permettra de structurer plus rapidement les actions nécessaires à la gestion de crise.

Objet des réserves communales de sécurité civile :

- Appuyer les services concourant à la sécurité civile en cas d'événements excédant leurs moyens habituels ou dans des situations particulières ?

- Participer au soutien et à l'assistance des populations, à l'appui logistique et au rétablissement des activités.

Elles peuvent également contribuer à la préparation de la population face aux risques.

- Domaine d'intervention de la RCSC

La RCSC a vocation à agir dans le seul champ des compétences communales. Elle ne vise en aucune manière à se substituer ou à concurrencer les services publics de secours et d'urgence. De la même manière, son action est complémentaire et respectueuse de celle des associations de sécurité civile, caritatives, humanitaires ou d'entraide. Elle participe au soutien et à l'assistance aux populations, à l'appui logistique et au rétablissement des activités et contribue à la préparation de la population face aux risques.

Bénévole, facultative et placée sous la seule autorité du maire, elle est chargée d'apporter son concours au maire dans les situations de crise, mais aussi dans les actions de préparation et d'information de la population.

- Qui peut intégrer la RCSC ?

La réserve communale de sécurité civile est constituée sur la base du bénévolat.

Elle est ouverte à toute personne « ayant les capacités et les compétences correspondant aux missions qui leur sont dévolues » (art. L. 724-1 du CSI).

Il n'y a donc pas de critère particulier de recrutement, de condition d'âge ou d'aptitude physique.

La loi prévoit la signature d'un « contrat d'engagement » entre le réserviste et l'autorité communale (art. L. 724-4 du CSI). Il s'agit d'un acte permettant d'établir clairement la situation du bénévole quand il agit comme collaborateur du service public. Cet engagement doit bien sûr être approuvé par le Maire, qui demeure le seul juge des « compétences et capacités » requises. L'acte d'engagement constate le libre accord des deux parties. Il ne s'agit en aucune manière d'un contrat de travail ou d'un contrat d'engagement au sens militaire.

L'engagement à servir dans la réserve de sécurité civile est souscrit pour une durée d'un à cinq ans renouvelable. Dans le cas d'un salarié, ce dernier devra au préalable obtenir l'accord de son employeur pour participer aux missions de la réserve communale potentiellement pendant son temps de travail. Une convention devra être établie entre l'employeur et l'autorité de gestion de la réserve.

La durée des activités à accomplir au titre de la réserve de sécurité civile ne peut excéder quinze jours ouvrables par année civile.

- Modalités pratiques de création de la RCSC

Les bénévoles deviennent des membres de la réserve en signant un acte d'engagement, co-signé par le Maire. Ils reconnaissent ainsi avoir pris connaissance et accepté le règlement intérieur.

Mesures d'accompagnement ou d'encadrement des bénévoles :

- formation spécifique des réservistes ;
- participation à des exercices du PCS ;
- modalités pratiques d'intervention de cette réserve dans la politique de prévention de la commune ;

- Protection des bénévoles

Pendant sa période d'activité dans la réserve de sécurité civile, l'intéressé bénéficie, pour lui et pour ses ayants droit, des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès, dans les conditions définies à l'article L. 161-8 du code de la sécurité sociale, du régime de sécurité sociale dont il relève en dehors de son service dans la réserve.

Le réserviste victime de dommages subis dans le service ou à l'occasion du service et, en cas de décès, ses ayants droit obtiennent de l'autorité de gestion, lorsque la responsabilité de cette dernière est engagée, la réparation intégrale du dommage subi.

Aucun licenciement ou déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un salarié en raison des absences résultant de son engagement à servir dans la réserve de sécurité civile.

B – Démarche

La Réserve Communale est co-pilotée par le service Vie des quartiers - Démocratie participative et le Pôle Sécurité extérieure et Prévention.

Année 2023 : phase de création

- **2/09 Forum des associations : Stand Vie des quartiers / Café des Conseils**

Information sur la création de la Réserve

- **26/09 Conseil municipal**

Présentation en Conseil Municipal

- **2 octobre / 15 novembre**

Candidature via le site de la Ville

- Formulaire d'inscription
- Documents accessibles : formulaire d'inscription et Règlement Intérieur
- **Novembre**

  Etape de pré-sélection des candidatures
- **Décembre**

  « Speed-dating de la Réserve » (2 dates prévues)

  Accueil de la Réserve par M. le Maire **le mercredi 20/12/2023 - 18h30**

Année 2024 : phase opérationnelle

- **12 janvier 2024 – Vœux du Maire à la Population**

  Présentation de la Réserve.
- **Janvier - juin** : mise en place d'un plan de formation pour les réservistes.

Monsieur le Maire :
Merci M Bernard,

Monsieur BERNARD :
On a vu dans la délibération tout l'intérêt des ressources en situation de sinistre majeur, on a été tous les témoins ça a été une solidarité à la fois spontanée et magique.
Il s'agit de comprendre que cela s'adresse à tout le monde, jeunes comme moins jeunes, hommes comme femmes et que leurs missions ne se substituent absolument pas aux autorités qui ont le pouvoir régalien d'assurer l'assistance et les compétences sur le territoire.
C'est une force armée, qui n'est pas armée, de ressources qui est utile et ça tisse des liens de solidarité sur l'ensemble du territoire.
Ils seront formés, accompagnés, structurés, encadrés de façon à ce qu'ils soient en soutien des populations, on a vu que quand toutes les ressources sont mobilisées il faut un lien entre les acteurs de terrain qui sont impliqués avec leur compétence et leur professionnalisme et les citoyens qui ont besoin d'être accompagnés, rassurés, pour des personnes moins mobiles, des enfants et on a vu l'été dernier, les populations étaient aussi là et ont soutenu toutes les logistiques auprès et à côté des services.
C'est un vaste programme ça s'inscrit dans le volontariat, il y aura une convention qui sera signée entre la commune et eux, et des garanties personnelles dans la mesure où appelés par la commune sur des actions de terrain, ils auront aussi des garanties. Ils seront couverts vis-à-vis des employeurs dans la mesure où l'employeur ne pourra pas prétexter une absence dans le cadre de l'engagement communal pour apporter des sanctions de toutes natures auprès de l'individu.
C'est ambitieux, ce n'est pas pratiqué que par nous, on va chercher ailleurs la bonne idée de façon à être efficace et rapide puisqu'il s'agit de le mettre en œuvre pour le 1er trimestre 2024.

Monsieur le Maire :
On débutera par environ une cinquantaine de personnes, il y a des possibilités de faire évoluer bien évidemment.

Madame PAMIES :
Est-ce que ça va agir essentiellement en situation de crise où est ce que l'on peut envisager que des réservistes puissent intervenir pour faire de la prévention dans la forêt, avoir ce rôle plus préventif que d'urgence ?

Monsieur BERNARD :
Dans les missions qui leur sont dévolues, pour être clair on pense davantage à la crise, mais il faut les former, et on va les mettre en lien avec la population de façon à ce qu'ils apportent aussi un éclairage aux populations.
C'est prématuré, c'est une démarche novatrice sur la commune on n'a pas encore tous les éléments, mais on sent qu'il y a des volontaires, il faut animer, encadrer, former et on aura l'occasion de les mettre en situation notamment lors d'exercices que l'on va créer en début d'année 2024 de façon à faire vite des situations simulées.

Monsieur le Maire :
En clair c'est surtout pour répondre à une crise. Nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme SECQUES **DEL2023-09-483**

Exercices 2016 à 2022

Constatation d'extinction de créance suite à un jugement de clôture pour insuffisance d'actif
Et
Demande d'admission en non-valeur de produits irrécouvrables par le Comptable Public

———

Vu *le code général des collectivités territoriales,*
Vu *la loi de finances rectificative n°2010-1658 du 29 décembre 2010 et des décrets consécutifs, notamment l'article 55,*
Vu *l'instruction codificatrice numéro 11-022-MO du 16/12/2011 sur le recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,*
Vu *les demandes d'admission en non-valeur de produits irrécouvrables N°5958800215 et N°6460850015 établies par Madame la responsable du SGC de Belin Beliet en date du 03 août 2023 et du 30 août 2023,*

Mes chers collègues,

Considérant que les demandes d'admission en non-valeur de produits irrécouvrables du comptable public référencées « liste 59588000215 » en date du 03 août 2023 et la « liste 6460850015 » en date du 30 août 2023, s'élèvent à un montant cumulé de 23 846,13 € et se répartissent sur les comptes suivants :

ANV N°	COMPTE2	LIBELLE COMPTE	MONTANT PRESENTE
ANV5958800215	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	3 866,77
	Total 6541		**3 866,77**
	6542	CREANCES ETEINTES	18 463,83
	Total 6542		**18 463,83**
Total ANV5958800215			**22 330,60**
ANV6460850015	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	1 515,53
	Total 6541		**1 515,53**
Total ANV6460850015			**1 515,53**
Total général			**23 846,13**

Considérant que ces demandes sont motivées comme suit :

1) Pour la liste 59588000215 : les demandes d'admission en non-valeur se décomposent comme suit :

   a. Compte 6541 « créances admises en non-valeur » pour un montant de 3 866,77 €, se décomposant comme suit :

ANV N°	COMPTE	LIBELLE COMPTE	MOTIF DE LA PRESENTATION	Exercice	N° DE PIECE	OBJET DU TITRE	MONTANT PRESENTE
ANV5958800215	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	COMBINAISON INFRUCTUEUSE D'ACTES / POURSUITES SANS	2016	T-1554	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	868,13
				Total 2016			868,13
				2019	T-2369	DROITS DE PLACE MARCHE	61,20
					T-2380	DROITS DE PLACE MARCHE	61,20
					T-2381	DROITS DE PLACE MARCHE	61,20
				Total 2019			183,60
			Total COMBINAISON INFRUCTUEUSE D'ACTES / POURSUITES SANS EFFETS				1 051,73
			RESTE A RECOUVRER INFERIEUR AUX SEUIL DES POURSUITES	2019	T-1373	TROP PERCU SUR REMUNERATION	0,01
				Total 2019			0,01
				2020	T-1306	DROITS DE PLACE MARCHE	0,64
				Total 2020			0,64
				2021	T-1603	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	167,95
					T-294	LOYER	0,01
				Total 2021			167,96
				2022	T-1014	LOYER	0,01
					T-1222	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	0,08
					T-1246	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	0,80
					T-1603	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	0,80
					T-1711	ACCUEIL ALSH	0,82
					T-391	LOYER	0,01
					T-618	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	0,01
					T-6522260215	ORDRE DE REVERSEMENT	0,08
					T-670	LOYER	0,01
					T-812	LOYER	0,01
					T-917	LOYER	0,01
				Total 2022			2,64
			Total RESTE A RECOUVRER INFERIEUR AUX SEUIL DES POURSUITES				171,25
			PERSONNE DISPARUE	2022	T-905	LOCATION	2 000,00
				Total 2022			2 000,00
			Total PERSONNE DISPARUE				2 000,00
			POURSUITE SANS EFFET	2015	T-7	JUGEMENT	643,79
				Total 2015			643,79
			Total POURSUITE SANS EFFET				643,79
	Total 6541						3 866,77
Total ANV5958800215							3 866,77
Total général							3 866,77

b. Compte 6542 « créances éteintes » pour un montant de 18 463,83 €, se décomposant comme suit :

ANV N°	COMPTE	LIBELLE COMPTE	MOTIF DE LA PRESENTATION	Exercice	N° DE PIECE	OBJET DU TITRE	MONTANT PRESENTE
ANV5958800215	6542	CREANCES ETEINTES	SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE	2019	T-1091	ACCUEIL ALSH	149,16
					T-130	ACCUEIL ALSH	26,23
				Total 2019			175,39
				2020	T-351	ACCUEIL PERISCOLAIRE	102,56
					T-61	ACCUEIL PERISCOLAIRE	135,74
				Total 2020			238,30
			Total SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE				413,69
			CLOTURE INSUFFISANCE D'ACTIF SUR REDRESSEMENT JUDICIAIRE-LIQUIDATION JUDICIAIRE	2019	T-35	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	259,20
					T-43	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	270,00
				Total 2019			529,20
				2021	T-1569	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	7 500,00
					T-1757	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	1 521,14
					T-1758	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	4 385,53
				Total 2021			13 406,67
				2022	T-337	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	1 348,55
					T-338	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	526,80
					T-453	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	2 238,92
				Total 2022			4 114,27
			Total CLOTURE INSUFFISANCE D'ACTIF SUR REDRESSEMENT JUDICIAIRE-LIQUIDATION JUDICIAIRE				18 050,14
	Total 6542						18 463,83
Total ANV5958800215							18 463,83
Total général							18 463,83

2) <u>Pour la liste 64608500015</u> : les demandes d'admission en non-valeur d'un montant de 1515,53 € se décomposent comme suit :

ANV N°	COMPTE2	LIBELLE COMPTE	MOTIF DE LA PRESENTATION	Exercice	N° DE PIECE	OBJET DU TITRE	MONTANT PRESENTE
ANV6460850015	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	PV PERQUISITION ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NEGATIVE	2019	T-1900	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	58,69
				Total 2019			58,69
			Total PV PERQUISITION ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NEGATIVE				58,69
			PV PERQUISITION ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NEGATIVE CREANCES ADMISES EN NON	2020	T-1392	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	397,32
				Total 2020			397,32
				2021	T-1576	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	529,76
				Total 2021			529,76
				2022	T-1504	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	529,76
				Total 2022			529,76
			Total PV PERQUISITION ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NEGATIVE CREANCES ADMISES EN NON VALEUR				1 456,84
	Total 6541						1 515,53
Total ANV6460850015							1 515,53
Total général							1 515,53

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- CONSTATER l'effacement des titres figurants sur l'état d'admission en non-valeur n° 5958800215 du 03/08/2023 pour un montant total de 22 330,60 €,

- CONSTATER l'effacement des titres figurant sur l'état d'admission en non-valeur n° 6460850015 du 30 août 2023 pour un montant total de 1 515,53 €,

- IMPUTER ces dépenses pour un montant 5 382,30 € au compte 6541, fonction 01 du budget principal 2023 de la commune,

- IMPUTER ces dépenses d'un montant 18 463,83 € au compte 6542, fonction 01 du budget principal 2023 de la commune,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ce dossier.

Exercices 2016 à 2022

Constatation d'extinction de créance suite à un jugement de clôture pour insuffisance d'actif

Et

Demande d'admission en non-valeur de produits irrécouvrables par le Comptable Public

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Conformément au principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable posé par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 (article L2343-1 du CGCT), le comptable de la commune est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes, de poursuivre la rentrée de tous les revenus de la commune et de toutes les sommes qui lui sont dues.

Pour cela et conformément à l'instruction comptable n°11-022-MO en date du 16 décembre 2011, relative au recouvrement des recettes publiques des collectivités territoriales, en application de l'article 55 de la loi de finances rectificative n°2010-1658 et de ses décrets consécutifs, le comptable public dispose d'un panel de moyens amiables et contentieux à l'encontre des débiteurs de la commune.

Lorsque le comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites à sa disposition, n'a pas pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander à la collectivité l'admission en non-valeur de ces sommes.

L'admission en non-valeur doit être prononcée par le Conseil Municipal sur présentation d'un état des sommes non recouvrées détaillant les noms des débiteurs, les montants, les motifs du non recouvrement.

Cette procédure correspond à un apurement comptable qui se traduit par une charge dans le budget au compte 6541.

L'instruction comptable M14 fait la distinction depuis le 01 janvier 2012 entre les créances éteintes et les créances à admettre en non-valeur (poursuites sans effet, créances minimes, personnes disparues, …).

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fonds mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement. Cette procédure se traduit par une charge dans le budget au compte 6542.

Il s'agit notamment :

- Du prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article 643-11 du code du commerce) ;

- Du prononcé de la décision du juge du Tribunal d'Instance de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (article L332-5 du code de la consommation) ;
- Du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (article L332-9 du code de la consommation).

Par courriers datés du 03 août 2023 et du 30 août 2023, Madame Responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Belin Beliet expose qu'elle n'a pu recouvrir les titres figurant dans les listes de demande d'admission en non-valeur référencées 5958800215 et 6460850015 tel que décrit ci-dessous :

ANV N°	COMPTE2	LIBELLE COMPTE	Exercic	MONTANT PRESENTE
ANV5958800215	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	2015	643,79
			2016	868,13
			2019	183,61
			2020	0,64
			2021	167,96
			2022	2 002,64
	Total 6541			**3 866,77**
	6542	CREANCES ETEINTES	2019	704,59
			2020	238,30
			2021	13 406,67
			2022	4 114,27
	Total 6542			**18 463,83**
Total ANV5958800215				**22 330,60**
ANV6460850015	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	2019	58,69
			2020	397,32
			2021	529,76
			2022	529,76
	Total 6541			**1 515,53**
Total ANV6460850015				**1 515,53**
Total général				**23 846,13**

1) Admission en non-valeur :

Par courriers du 03 août 2023 et du 30 août 2023, Madame Responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Belin Beliet a demandé l'admission en non-valeur des produits irrécouvrables sur le compte 6541 pour un montant cumulé sur les 2 listes de 5 382,30 €.

Cette charge est imputée au compte 6541 « créances admises en non-valeur » du budget principal.

Ces demandes d'admission en non-valeur sont justifiées comme suit :

ANV N°	COMPTE	LIBELLE COMPTE	MOTIF DE LA PRESENTATION	Exercice	N° DE PIECE	OBJET DU TITRE	MONTANT PRESENTE
ANV5958800215	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	COMBINAISON INFRUCTUEUSE D'ACTES / POURSUITES SANS	2016	T-1554	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	868,13
				Total 2016			868,13
				2019	T-2369	DROITS DE PLACE MARCHE	61,20
					T-2380	DROITS DE PLACE MARCHE	61,20
					T-2381	DROITS DE PLACE MARCHE	61,20
				Total 2019			183,60
			Total COMBINAISON INFRUCTUEUSE D'ACTES / POURSUITES SANS EFFETS				1 051,73
			RESTE A RECOUVRER INFERIEUR AUX SEUIL DES POURSUITES	2019	T-1373	TROP PERCU SUR REMUNERATION	0,01
				Total 2019			0,01
				2020	T-1306	DROITS DE PLACE MARCHE	0,64
				Total 2020			0,64
				2021	T-1603	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	167,95
					T-294	LOYER	0,01
				Total 2021			167,96
				2022	T-1014	LOYER	0,01
					T-1222	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	0,08
					T-1246	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	0,80
					T-1603	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	0,80
					T-1711	ACCUEIL ALSH	0,82
					T-391	LOYER	0,01
					T-618	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	0,01
					T-6522260215	ORDRE DE REVERSEMENT	0,08
					T-670	LOYER	0,01
					T-812	LOYER	0,01
					T-917	LOYER	0,01
				Total 2022			2,64
			Total RESTE A RECOUVRER INFERIEUR AUX SEUIL DES POURSUITES				171,25
			PERSONNE DISPARUE	2022	T-905	LOCATION	2 000,00
				Total 2022			2 000,00
			Total PERSONNE DISPARUE				2 000,00
			POURSUITE SANS EFFET	2015	T-7	JUGEMENT	643,79
				Total 2015			643,79
			Total POURSUITE SANS EFFET				643,79
	Total 6541						3 866,77
Total ANV5958800215							3 866,77
ANV6460850015	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	PV PERQUISITION ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NEGATIVE	2019	T-1900	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	58,69
				Total 2019			58,69
			Total PV PERQUISITION ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NEGATIVE				58,69
			PV PERQUISITION ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NEGATIVE CREANCES ADMISES EN NON	2020	T-1392	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	397,32
				Total 2020			397,32
				2021	T-1576	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	529,76
				Total 2021			529,76
				2022	T-1504	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTEI	529,76
				Total 2022			529,76
			Total PV PERQUISITION ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NEGATIVE CREANCES ADMISES EN NON VALEUR				1 456,84
	Total 6541						1 515,53
Total ANV6460850015							1 515,53
Total général							5 382,30

2) Extinction de créances :

Par courrier en date du 30/08/2023, Madame Responsable du Service de Gestion Comptable de Belin Beliet, nous a informés que dans le cadre de procédures de liquidations, de redressements judiciaires et de surendettement, les dettes ci-après avaient été annulées pour un montant cumulé de 18 463,83 €.

Le tableau ci-dessous détaille le montant de la charge liée à ces procédures :

ANV N°	COMPTE	LIBELLE COMPTE	MOTIF DE LA PRESENTATION	Exercice	N° DE PIECE	OBJET DU TITRE	MONTANT PRESENTE
ANV5958800215	6542	CREANCES ETEINTES	SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE	2019	T-1091	ACCUEIL ALSH	149,16
					T-130	ACCUEIL ALSH	26,23
				Total 2019			175,39
				2020	T-351	ACCUEIL PERISCOLAIRE	102,56
					T-61	ACCUEIL PERISCOLAIRE	135,74
				Total 2020			238,30
			Total SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE				413,69
			CLOTURE INSUFFISANCE D'ACTIF SUR REDRESSEMENT JUDICIAIRE-LIQUIDATION JUDICIAIRE	2019	T-35	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	259,20
					T-43	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	270,00
				Total 2019			529,20
				2021	T-1569	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	7 500,00
					T-1757	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	1 521,14
					T-1758	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	4 385,53
				Total 2021			13 406,67
				2022	T-337	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	1 348,55
					T-338	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	526,80
					T-453	OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	2 238,92
				Total 2022			4 114,27
			Total CLOTURE INSUFFISANCE D'ACTIF SUR REDRESSEMENT JUDICIAIRE-LIQUIDATION JUDICIAIRE				18 050,14
	Total 6542						18 463,83
Total ANV5958800215							18 463,83
Total général							18 463,83

Cette charge est imputée au compte 6542 « créances éteintes » du budget principal.

La délibération a donc pour objet de proposer au Conseil Municipal de bien vouloir constater l'effacement de ces dettes pour un montant de 5382,30 € sur le compte 6541 « créances admises en non-valeur » et 18 463,83 € sur le compte 6542 « créances éteintes » sur le budget principal 2023.

Monsieur le Maire
Merci Mme Secques, nous passons au vote. Des interventions ?

Opposition : pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme TILLEUL **DEL2023-09-484**

AMENAGEMENT DE LA FORET COMMUNALE : PROGRAMME DES COUPES DE BOIS POUR LES ANNEES 2023-2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Forestier et notamment les articles L.211-1, L214-3, R.214-1, R214-2 et R.214-6 à 8,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2019 approuvant l'application du régime forestier,
Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2020 portant application du régime forestier sur la commune de La Teste de Buch,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 avril 2022 approuvant l'Aménagement de la forêt communale pour la période 2022-2036,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 approuvant un programme de travaux pour les années 2022-2023,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 novembre 2022 approuvant un nouveau programme de travaux pour les années 2022-2023 suite aux incendies,
Vu le programme de coupes pour les années 2023- 2024 proposé par l'Office National des Forêts ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que la proposition de programme de coupes des années 2023 et 2024 présenté par l'Office National des Forêts fait suite à l'approbation par délibération du Conseil Municipal du 12 avril 2022 de l'Aménagement de la forêt communale sur la période 2022-2036,

Considérant que la vente de bois façonné permet une exploitation du bois par l'Office National des Forêts,

Considérant que les bois participeront aux ventes groupées de l'Office National des Forêts en vue d'alimenter les contrats d'approvisionnement existants avec des transformateurs de bois, conformément aux articles L214-7, L214-8, D214-22 et D214-23 du Code Forestier,

Considérant que l'exploitation sera réalisée par l'Office National des Forêts dans le cadre de conventions de vente et exploitation groupées,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- APPROUVER le programme des coupes de bois pour les années 2023-2024 proposé par l'ONF,
- APPROUVER la vente en bois façonné des parcelles concernées par ce programme de coupes,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention d'exploitation groupée de bois avec l'ONF et à engager tout acte à intervenir nécessaire à la bonne réalisation des opérations de commercialisation des bois.

AMENAGEMENT DE LA FORET COMMUNALE :
PROGRAMME DES COUPES DE BOIS POUR
LES ANNEES 2023-2024
Note explicative de synthèse

I. Rappel : mise en place du régime forestier et premiers travaux réalisés

Le régime forestier énonce un ensemble de principes visant à assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine forestier des collectivités territoriales. La mise en œuvre de ce régime est confiée par la loi à un opérateur unique, l'Office National des Forêts (ONF). L'entrée en vigueur de ce régime sur la commune a été officialisée par un arrêté préfectoral en date du 30 mars 2020 pour une surface de 216,38 ha de forêts.

Le document de gestion de la forêt pour la période 2022-2036, intitulé « Aménagement forestier » a quant à lui été approuvé par une délibération du Conseil Municipal en date du 12 avril 2022.

Un premier programme de travaux a été voté lors du Conseil Municipal du 28 juin 2022 conformément à l'Aménagement forestier.

Toutefois, suite aux incendies de l'été 2022, une délibération du Conseil Municipal du 2 novembre 2022 est venue modifier ce programme dont la mise en œuvre n'avait pas débuté. L'objectif était alors d'intervenir uniquement sur la parcelle n°3 impactée par les incendies (pour des raisons sanitaires et de sécurité du public) tout en maintenant les travaux prévus au niveau des parcelles de compensation liées à l'écoquartier « Les Portes du Pyla » (parcelles 6 et 7) mais en reportant les autres travaux de coupes.

Pour rappel les objectifs de gestion des parcelles de compensation sont :
- la diversification des espèces végétales au sein du boisement,
- l'amélioration du biotope et augmentation de ses capacités d'accueil vis à vis du cortège d'espèces faunistiques faisant l'objet de la demande de dérogation

II. Nouveau programme de travaux pour les années 2023-2024

Le programme de coupes pour les années 2023- 2024, proposé par l'ONF (voir tableau ci-joint), est issu de l'Aménagement de la forêt communale 2022-2036.
Il prévoit les types de coupes suivants :
- des coupes d'éclaircies
- des coupes en futaie irrégulière
- de l'extraction de petits bois

L'ensemble de ces travaux représente un volume présumé réalisable total de 3068 m3.

Comme pour les travaux précédemment réalisés, le mode de vente proposé est la vente en bois façonné, car elle permet de maitriser la qualité d'exploitation avec un

encadrement réalisé par l'ONF à chaque étape et de valoriser au lieux le matériaux bois en adéquation avec les besoins de la filière locale.

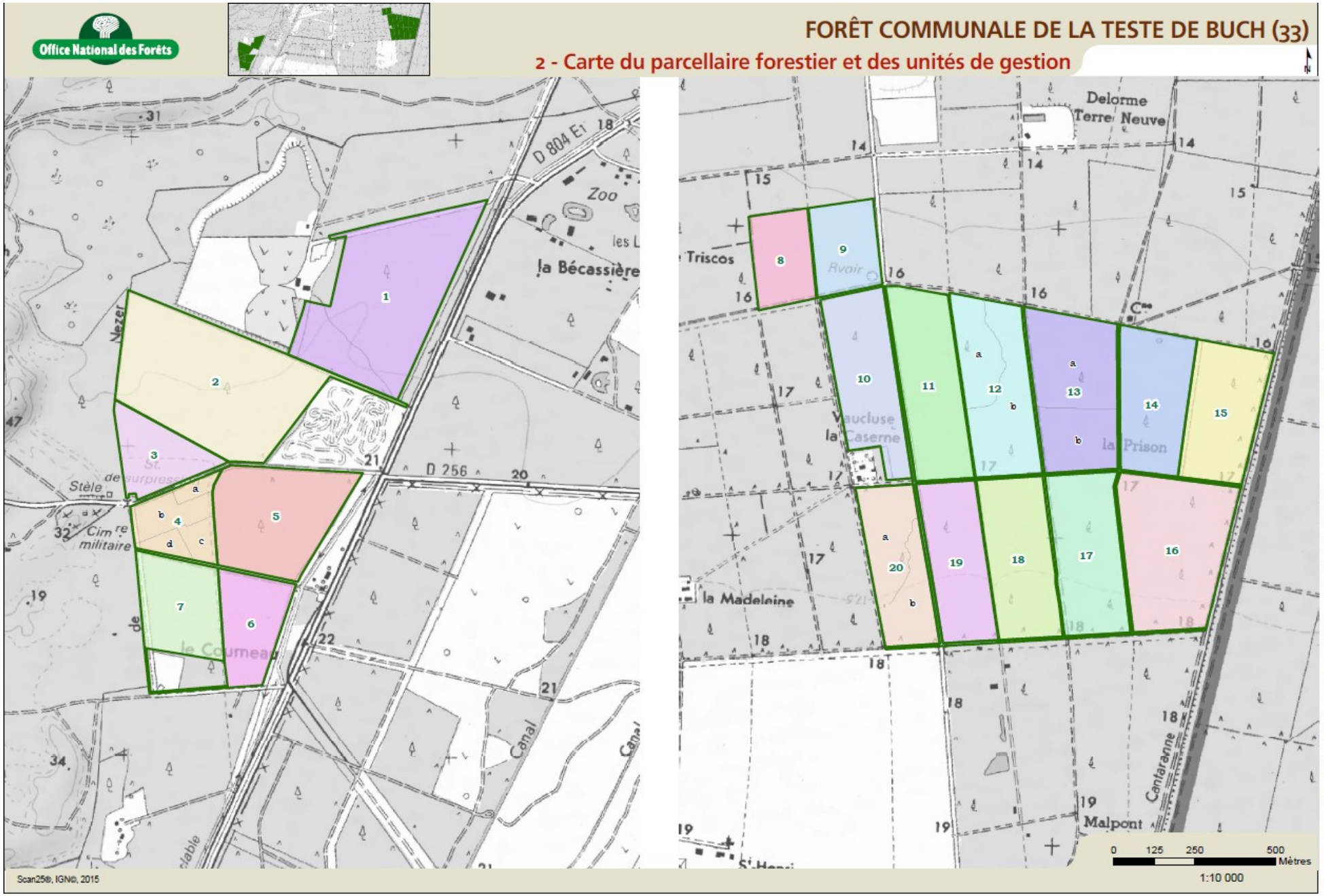
Les ventes sont réalisées par l'ONF dans le cadre de contrats d'approvisionnement existants avec des transformateurs de bois locaux (voir carte des acheteurs de bois locaux ci-jointe). Les modalités de vente et d'exploitation des bois par l'ONF sont précisées dans le modèle de convention d'exploitation groupée de bois ci-annexé.

La délibération a donc pour objet d' :

- APPROUVER le nouveau programme des coupes de bois pour les années 2023-2024 proposé par l'ONF,
- APPROUVER la vente en bois façonné des parcelles concernées par ce programme de coupes,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention d'exploitation groupée de bois avec l'ONF et à engager tout acte à intervenir nécessaire à la bonne réalisation des opérations de commercialisation des bois.

PJ :

- carte du parcellaire forestier et des unités de gestion
- programme de travaux 2023-2024 proposé par l'ONF
- carte des acheteurs de bois locaux
- schéma explicatif sur la convention d'exploitation groupée de bois
- modèle de convention de vente et exploitation groupées

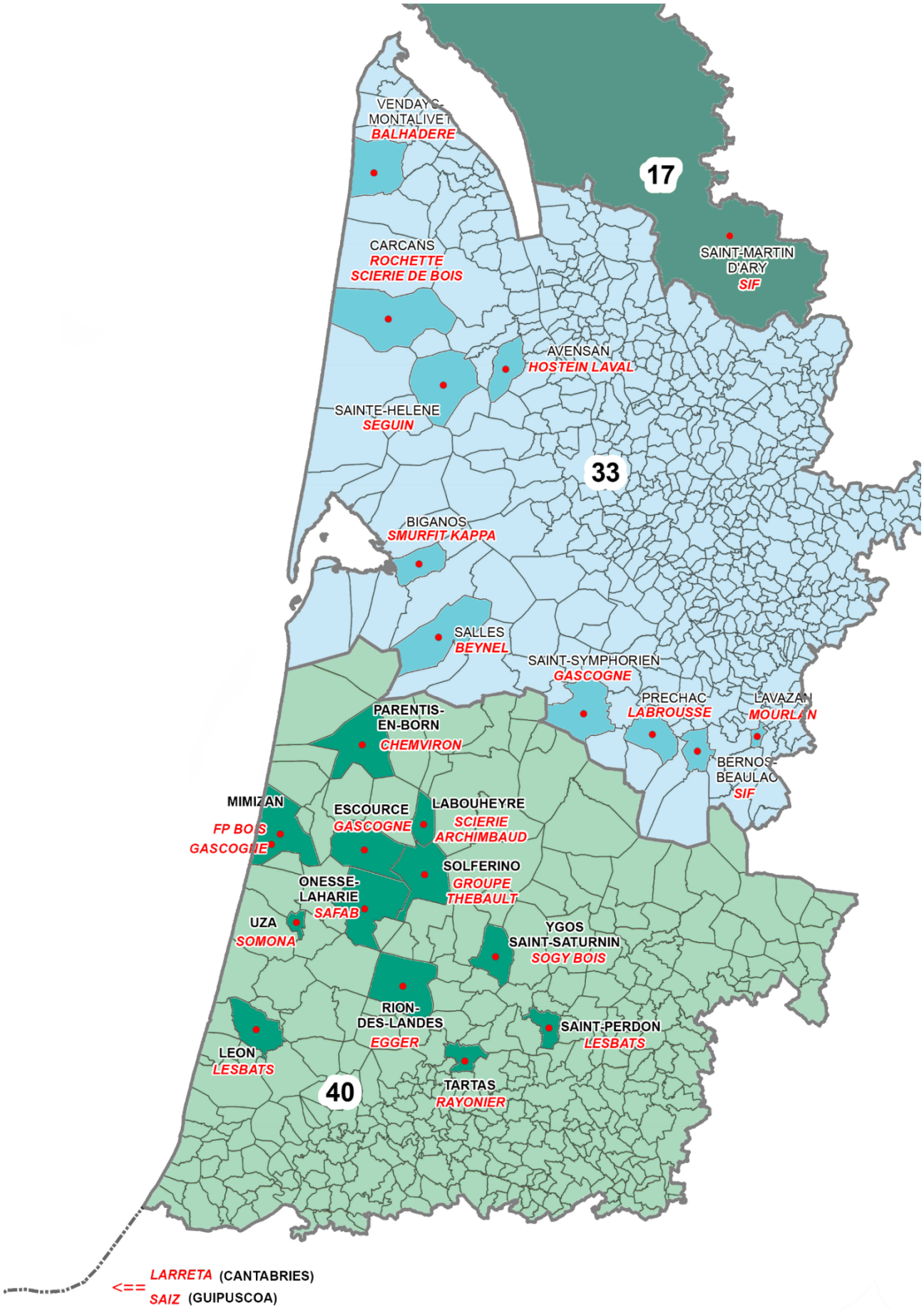

Office National des Forêts
FORÊT COMMUNALE DE LA TESTE DE BUCH (33)
2 - Carte du parcellaire forestier et des unités de gestion
D 804 E1
D 256
Zoo
la Bécassière
Stèle
Cimetière militaire
le Courneau
Canal
Triscos
Delorme
Terre Neuve
Vaucluse
la Caserne
la Prison
la Madeleine
Malpont
Cantaranne
0 125 250 500 Mètres
1:10 000
Scan25®, IGN©, 2015
Réalisation : Agence LNA -Date: 15 07 21 - Chemin: K:\Doss\X8945010_amgt\dep33\Teste\fc_2021_032_parcellaire_paysage_A3.mxd - Auteur: CT

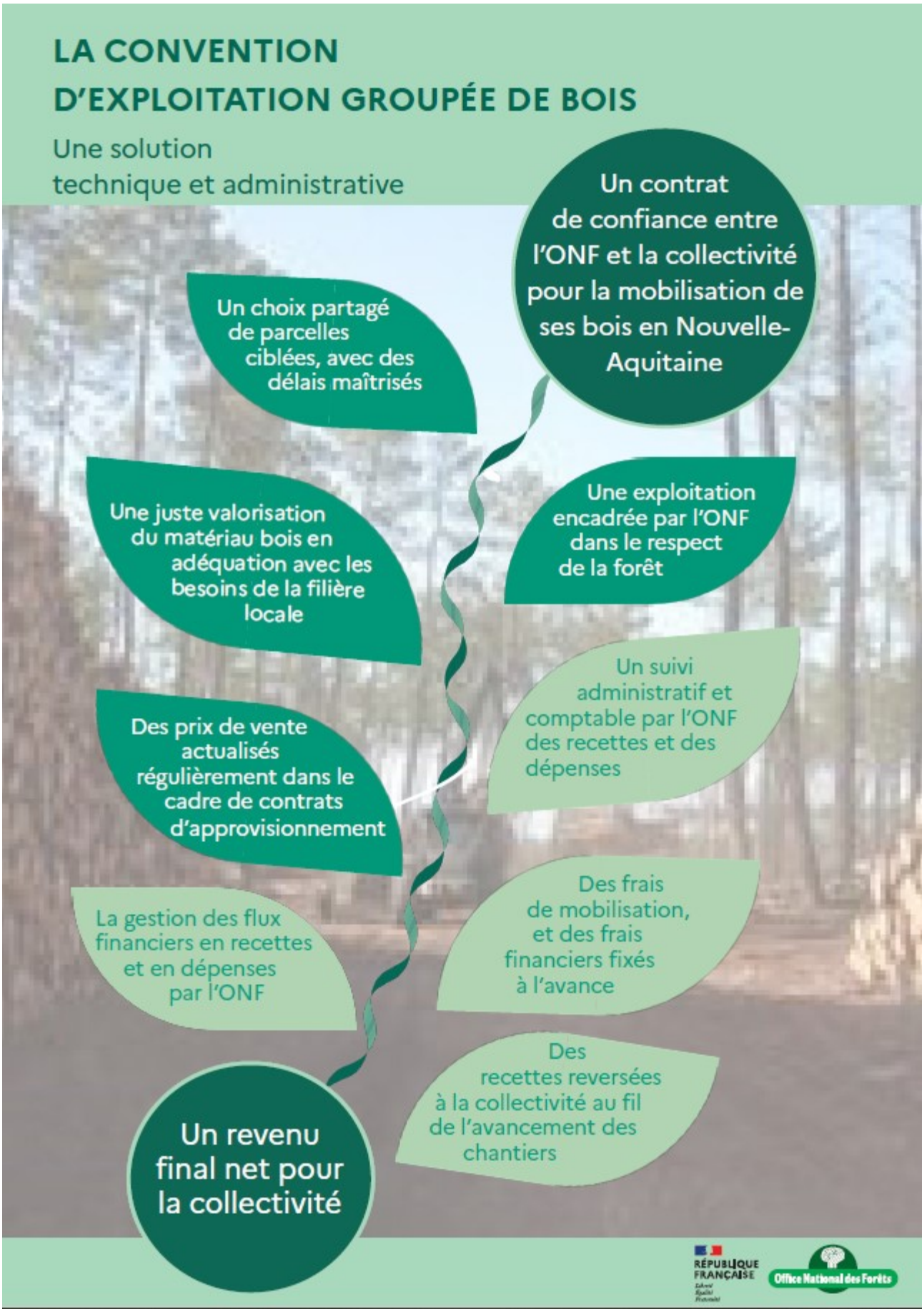
PROGRAMME DE TRAVAUX 2023-2024

RECOLTE DE BOIS 2023 - 2024							
Commune	**Canton**	**PARCELLE FORESTIERE**	**SURFACE COUPE**	**TYPE DE COUPE**	**VPR M3/HA**	**VOLUME TOTAL**	**Mode de vente**
La Teste	Le Courneau	**1**	20,46	IRR	25	511,50	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**2**	22,06	IRR	20	441,20	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**3**	2,00	IRR	15	30,00	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**4a**	0,77	E2	25	19,25	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**4b**	2,59	E1	15	38,85	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**8**	4,00	E4	30	120,00	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**9**	2,00	E4	30	60,00	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**11**	11,53	E2	10	115,30	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**12a**	4,17	E2	15	62,55	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**12b**	7,96	REX	5	39,80	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**13a**	8,14	E2	15	122,10	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**13b**	4,85	REX	10	48,50	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**14**	9,69	E2	35	339,15	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**15**	9,77	E2	35	341,95	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**16**	13,10	E2	35	458,50	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**17**	10,86	REX	5	54,30	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**18**	10,55	REX	5	52,75	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**19**	9,23	REX	10	92,30	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**20b**	4,03	E2	30	120,90	Bois façonné
		TOTAL	**157,76**	**ha**		**3068,90**	**m3**

E 1 : Première éclaircie
E 2 : Deuxième éclaircie
E 4 : Quatrième éclaircie
IRR : Coupe de régénération irrégulière (enlèvement des semenciers dans zones régénérées)
REX : Extraction de pins épars avant reboisement

CARTE DES ACHETEURS DE BOIS LOCAUX




LA CONVENTION
D'EXPLOITATION GROUPÉE DE BOIS
Une solution
technique et administrative
Un contrat de confiance entre l'ONF et la collectivité pour la mobilisation de ses bois en Nouvelle-Aquitaine
Un choix partagé de parcelles ciblées, avec des délais maîtrisés
Une exploitation encadrée par l'ONF dans le respect de la forêt
Une juste valorisation du matériau bois en adéquation avec les besoins de la filière locale
Un suivi administratif et comptable par l'ONF des recettes et des dépenses
Des prix de vente actualisés régulièrement dans le cadre de contrats d'approvisionnement
Des frais de mobilisation, et des frais financiers fixés à l'avance
La gestion des flux financiers en recettes et en dépenses par l'ONF
Des recettes reversées à la collectivité au fil de l'avancement des chantiers
Un revenu final net pour la collectivité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Office National des Forêts

CONVENTION D'EXPLOITATION GROUPEE DE BOIS
ENREGISTREE SOUS LE N° XXXX 21 E XXX

CONCLUE ENTRE :

L'Office National des Forêts, Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro SIREN 662 043 116 PARIS RCS, dont le siège social est au 2 avenue de St Mandé, 75570 Paris Cedex 12, représenté par Yann ROLLAND..... en sa qualité de Chef du Service Bois Agence LNA.....
Ci-après désigné par « **l'ONF** »,

ET

Le .....
Collectivité / Personne morale propriétaire *(barrer mention inutile)*,
immatriculée sous le numéro SIRET .....
représenté par ..... en sa qualité de... .....
Ci-après désigné par « **le Propriétaire** »,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La présente convention est conclue en application des articles L 214-7 et L 214-8 du Code Forestier. En application de ces articles :

- **L'exploitation groupée des bois** désigne l'opération par laquelle une collectivité ou personne morale propriétaire met les bois à disposition de l'ONF alors qu'ils sont encore sur pied, afin qu'ils soient vendus façonnés dans le cadre de ventes groupées (en particulier de contrats d'approvisionnement), l'ONF prenant alors la responsabilité de leur exploitation, en qualité de donneur d'ordre.
- **Une vente groupée de bois** désigne l'opération par laquelle l'ONF procède, dans un contrat de vente unique conclu en son nom, à la mise en vente de bois provenant de plusieurs propriétaires de forêt relevant du régime forestier et reverse ensuite à chaque propriétaire la part qui lui revient, déduction faite des frais de recouvrement-reversement (article D214-22) et, en cas d'exploitation groupée, des charges engagées par l'ONF pour l'exploitation des bois.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est de définir les conditions particulières selon lesquelles le Propriétaire et l'ONF conviennent de mettre en œuvre une opération d'exploitation groupée conformément à la délibération du Propriétaire en date du ..... prise en application de l'article L214-7.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à l'exploitation des chantiers définis à l'article 3, et au suivi de la vente des bois qui en sont issus, notamment les opérations de recouvrement et de reversement du produit correspondant incluant les opérations de déduction des charges d'exploitation.

ARTICLE 3 - IDENTIFICATION DES BOIS MIS A DISPOSITION DE L'ONF

Les chantiers mis à disposition de l'ONF par le Propriétaire dans le cadre de la présente convention sont détaillés en annexe A.

ARTICLE 4 - MODALITES DE VENTE DES PRODUITS DE L'EXPLOITATION GROUPEE

Toutes les ventes s'effectuent conformément aux dispositions des règlements, conditions générales et clauses générales des ventes approuvées par le Conseil d'Administration de l'ONF.

Tous les produits issus des chantiers visés à l'article 3 sont destinés à être vendus dans le cadre du dispositif des ventes groupées. L'ONF assure la facturation au client, le recouvrement et reverse, après encaissement, le produit de la vente au Propriétaire déduction faites des frais de recouvrement et de reversement.

Une partie minoritaire des produits issus des chantiers visés à l'article 3 peut être également délivrée.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXPLOITATION DES BOIS PAR L'ONF

5.1 - Organisation de l'exploitation des bois par l'ONF

L'organisation de l'ensemble des opérations liées à l'exploitation et la livraison des bois assurée par l'ONF comprend notamment les missions suivantes :

- Etablissement du cahier des charges pour l'exploitation ;
- Passation des marchés de services forestiers ;
- Direction de l'exécution des travaux (planification en conformité avec les plannings de livraison des bois, délivrance des ordres de service et ordre de transport le cas échéant, surveillance des prestations commandées, réception des travaux) ;
- Paiement des travaux (vérification des décomptes, mise en paiement des factures) ;
- Gestion de la logistique et du transport si nécessaire ;
- Préparation des opérations de livraison et de réception des bois.

5.2 - Précisions sur la définition du cahier des charges

Le cahier des charges prévoit notamment :

- Le respect des dispositions du Cahier National des Prescriptions d'Exploitation Forestière ;
- Le respect des clauses particulières propres à chaque chantier ;
- Les prescriptions relatives à la bonne réalisation de chaque chantier, incluant les spécifications des produits à façonner et, le cas échéant, des dispositions spécifiques ajoutées à la demande de la commune.

5.3 - Précisions sur le cadre d'intervention des prestataires de services

Les travaux de bûcheronnage, de débardage et le cas échéant de transport, sont réalisés dans le cadre de marchés de services forestiers passés par l'ONF, conformément aux règles de la commande publique.

ARTICLE 6 - GESTION DES CHARGES ENGAGEES POUR L'EXPLOITATION DES BOIS

6.1 - Détermination du montant total des charges

Les charges dues par le propriétaire intègrent :

- Le coût des prestations de bûcheronnage et de débardage des bois issus des chantiers visés à l'article 3 de la présente convention ;
- Les autres charges éventuelles (par exemple : transport ou stockage, pour tout ou partie de ces bois) ;
- Le coût de l'organisation de l'ensemble de ces opérations par l'ONF.

Le coût des charges d'exploitation s'établit par chantier sur la base de prix unitaires contractuels définis en annexe B2. Ces prix unitaires s'appliquent aux quantités livrées et facturées aux acheteurs ainsi qu'aux quantités délivrées. Lorsque les unités appliquées aux quantités facturées ou délivrées sont différentes des unités utilisées pour le calcul des coûts unitaires, ces quantités sont converties par application des coefficients prévus en annexe B4.

Dans le cas où une partie des produits issus des chantiers concernés sont délivrés, les charges afférentes à leur exploitation sont prises en compte dans le calcul des charges prévisionnelles prélevées détaillé dans l'article 6.2 puis au moment du calcul du solde prévu à l'article 6.3.

Dans le cas où une partie des bois sont livrés sur le site d'un client et facturés « rendu-usine », le coût des charges afférentes s'établit comme la somme des moyens réels engagés par l'ONF pour réaliser ces missions de transport majorés des coûts d'organisation liés détaillés en Annexe B2.

6.2 - Déduction des charges lors des reversements au Propriétaire des produits des ventes groupées

Les charges engagées, définies ci-dessus, sont déduites lors des reversements du produit des ventes.

Dans le cas de bois livrés et facturés « bord de route », le montant déduit à chaque reversement est égal à 57 % du montant brut à reverser. Ce montant est arrondi à la centaine d'euro inférieure.

Dans le cas des bois livrés et facturés « rendu usine », le montant déduit à chaque reversement correspond aux charges de transports engagées, d'une part, et, aux charges d'exploitation égales à 57 % du montant brut à reverser après déduction des charges de transport, d'autre part. Le montant des charges de transport est calculé par application du prix unitaire défini en annexe B2-2 au volume livré et facturé. Ce montant est arrondi à la centaine d'euro inférieure.

6.3 - Traitement du solde des charges

A l'issue de l'opération, l'ONF établit le décompte final des charges dues par le Propriétaire au titre de la présente convention (cf. 6.1 ci-dessus).

Le montant du solde des charges est établi par différence entre la valeur de ce décompte et la somme des charges déduites lors des reversements des produits (cf. 6.2 ci-dessus).

Si le montant des charges réellement dues au titre de la présente convention est inférieur aux montants des charges prélevées, le versement du solde dû par l'ONF fait l'objet d'avis de mise en paiement de solde transmis au Propriétaire et à son comptable.

Le cas échéant, si le montant des charges réellement dues au titre de la présente convention est supérieur aux montants des charges prélevées, le solde fait l'objet d'une facture émise par l'ONF et libellée au nom du Propriétaire.

6.4 - Régime TVA des charges

Le montant des charges d'exploitation, déduites à chaque reversement, est majorée de la TVA, au taux en vigueur au moment de la vente, applicable aux travaux d'exploitation forestière.

De même, au solde, le montant des charges restant dues par le Propriétaire ou à reverser au Propriétaire est majorée de la TVA, au taux en vigueur au moment de la vente, applicable aux travaux d'exploitation forestière.

ARTICLE 7 - PERSONNES RESPONSABLES DE L'EXECUTION DE LA CONVENTION

7.1 - Pour l'ONF

La personne responsable de l'exécution de la présente convention est : Yann ROLLAND..... en sa qualité de Chef du service Bois de l'agence Landes Nord Aquitaine

7.2 - Pour le Propriétaire

La personne responsable de l'exécution de la présente convention est : ..... en sa qualité de...

ARTICLE 8 - COMPTABLE DESTINATAIRE DES VERSEMENTS AU PROPRIETAIRE

Le comptable destinataire des versements est le comptable du Propriétaire. A ce titre :

- Il est destinataire d'une copie de la présente convention.
- Il est destinataire des avis de mise en paiement et du décompte récapitulatif de l'opération qui lui sont transmis directement par l'ONF.

ARTICLE 9 - REGIME DES RESPONSABILITES

Le Propriétaire reste propriétaire des bois jusqu'au transfert de propriété à l'acheteur de bois matérialisé conformément aux clauses générales de vente. A ce titre, il assume les risques de perte, dépréciation ou vol des bois inhérents à sa qualité de propriétaire.

L'ONF assume les responsabilités inhérentes à sa qualité de donneur d'ordre, notamment les dommages causés à la propriété forestière, à charge pour lui d'appeler en garantie les prestataires auteurs de ces dommages. A ce titre également :

- Il contrôle la régularité de la situation des entreprises intervenant sur les chantiers au regard des législations sociale et fiscale ;
- Il veille au respect, par les entrepreneurs, des prescriptions sécurité sur les chantiers et à leurs abords immédiats.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent de tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable de tout litige relatif à l'exécution du présent contrat.

En l'absence de règlement amiable, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour en connaître.

Le ..... à

Pour l'ONF,	Pour le Propriétaire,
.....	.....

ANNEXE A – Liste des chantiers mis à disposition de l'ONF (art. 3)

Forêt	Parcelle	N° Etat d'assiette	Type de coupe	Principaux produits	Volume prévisionnel

Monsieur le Maire

Merci Mme Tilleul, nous passons au vote, des interventions ?

Opposition : pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. AMBROISE **DEL2023-09-485**

APPROBATION DU PROJET EDUCATIF TERRITORIAL 2023-2026

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la circulaire 2013-036 du 20 mars 2013 portant sur la mise en œuvre du projet éducatif territorial,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 aout 2014 n° 2014-08-316 portant sur le précédent projet éducatif territorial,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2017 n° 2017-07-299 portant sur l'avenant renouvelant le P.E.T voté en 2014,

Considérant que Le Projet Educatif Territorial, mentionné à l'article D. 521-12 du code de l'Education, formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales volontaires de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs.

Considérant que le Projet Educatif Territorial de La Teste de Buch, voté en 2014 et renouvelé en 2017, doit désormais être réécrit au regard des évolutions apportées,

Considérant que la commune souhaite se doter d'un Projet Educatif Territorial actualisé et tenant compte des actions et des ressources proposées à l'intention des 0-17 ans.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du mardi 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- APPROUVER le Projet Educatif Territorial 2023-2026 ci-joint,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer le Projet Educatif Territorial 2023-2026 et à le déposer auprès des services Départementaux de l'Education Nationale et du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports.

PROJET EDUCATIF TERRITORIAL 2023-2026

Note explicative de synthèse

Le Projet Educatif Territorial (P.E.T), mentionné à l'article D. 521-12 du code de l'Education, formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales volontaires de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs. Ce projet relève, à l'initiative de la collectivité territoriale compétente, d'une démarche partenariale avec les services de l'État concernés et l'ensemble des acteurs éducatifs locaux. Il permet de soutenir des actions correspondant à des besoins identifiés sur chaque territoire. Il favorise les échanges entre les acteurs et contribue à une politique de réussite éducative et de lutte contre les inégalités scolaires ou d'accès aux pratiques de loisirs éducatifs.

En outre, le P.E.T est l'occasion d'un diagnostic partagé relatif aux différents dispositifs et actions existants à l'intention des 0-17 ans sur un territoire. Il permet de recenser l'offre globale ainsi que la nature des différents acteurs éducatifs présents. Enfin, il dégage des axes, appelés objectifs éducatifs généraux, qui devront permettre, une fois déclinés en actions, de renforcer l'offre éducative en l'ajustant au plus près des usagers.

A La Teste de Buch, le P.E.T précédent portait principalement sur l'organisation mise en place sur la commune en septembre 2014 à l'occasion de la réforme des rythmes scolaires. Considérant le retour à la semaine scolaire de quatre jours et des évolutions apportées, il convient de se doter d'un nouveau P.E.T qui intègre l'ensemble des actions mises en place à ce jour.

Le présent document est donc le résultat d'un recensement d'information et d'une démarche consultative qui ont amené aux 3 objectifs éducatifs généraux qui sont :

- Adapter au mieux l'offre éducative aux spécificités du territoire
- Mieux faire connaitre et développer l'offre éducative en matière de Sport, de Culture, de Citoyenneté, d'Environnement, de Préservation du Patrimoine, de Numérique
- Favoriser l'accessibilité et l'inclusion en faveur des Enfants et des Jeunes en situation de handicap

La mise en œuvre, l'évolution et les éventuels ajustements de ce P.E.T seront évalués tout au long de sa période de validité (2023-2026) par un comité de pilotage constitué d'élus, de professionnels et d'institutionnels concernés par l'action éducative.

ci-dessous PET modifié suite observations de Mme Pamies

VILLE DE LA TESTE DE BUCH





PROJET EDUCATIF TERRITORIAL 2023/2026



II. PREAMBULE

1. **Un P.E.T, c'est-à-dire ?**
2. **Les enjeux**

II. LE TERRITOIRE

1. **Géographie**
2. **Démographie**

III. LES RESSOURCES DU TERRITOIRE EN MATIERE D'EDUCATION POUR LES 0/17 ANS

1. **Scolarisation du territoire**
2. **Temps périscolaires et extrascolaires**
3. **Le Conseil Municipal des Jeunes**
4. **Le secteur Jeunesse : L'Entrepot(e)s**
5. **La Petite Enfance**
6. **Les Sports**
7. **Les Maisons de Quartiers**
8. **La Culture**
9. **La Vie Associative**
10. **Information, Orientation et Insertions : les partenaires du territoire**

IV. RESULTATS DU SONDAGE PROPOSE AUX PARTENAIRES

V. LES OBJECTIFS EDUCATIFS GENERAUX

1. **Adapter au mieux l'offre éducative aux spécificités du territoire**
2. **Mieux faire connaitre et développer l'offre éducative en matière de Sport, de Culture, de Citoyenneté, d'Environnement, de Préservation du Patrimoine, de Numérique**
3. **Favoriser l'accessibilité et l'inclusion en faveur des Enfants et des Jeunes en situation de handicap**

VI. LES PROJETS, LES ACTIONS

VII. L'EVALUATION DU P.E.T

I. PREAMBULE

La Municipalité de la Teste de Buch affirme ici sa volonté de participer au dispositif éducatif global œuvrant à renforcer la réussite scolaire, l'intégration sociale et l'épanouissement de tous les jeunes du territoire.
La Ville confirme la mise en place d'actions cohérentes et coordonnées existantes. Elle émet aussi le souhait de formaliser un partenariat renforcé avec les différents acteurs institutionnels et locaux afin de pouvoir optimiser une offre de service répondant aux besoins de nos enfants et de nos jeunes de 0 à 17 ans et être ainsi acteur d'une éducation partagée.
Au niveau local, l'action éducative s'exprime dans différents champs d'interventions (loisirs, sportifs, culturels, social, citoyenneté, insertion...) Elle intervient dans le cadre d'actions concrètes et principalement dans les différentes infrastructures d'accueil et de pratique, mais aussi au quotidien dans la vie de tous les jours.
Articuler, fluidifier, équilibrer et enrichir les temps scolaires et les temps libres est une priorité pour la réussite et l'insertion des plus jeunes.
C'est cet objectif qu'a souhaité mettre en place la Municipalité par la mise en œuvre d'un Projet Educatif Territorial.

1. Un Projet Educatif Territorial, c'est-à-dire ?

Le principe d'éducation partagée place l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de l'éducation : administrations de l'Etat, parents, écoles, associations, institutions culturelles et sportives, etc… comme responsables collectivement du devenir des enfants.
C'est pourquoi la politique éducative conduite à l'échelle de la commune s'attache à mettre en cohérence l'action de l'ensemble des co-éducateurs (enseignants, parents, animateurs, éducateurs sportifs, intervenants associatifs…) au sein d'un Projet Educatif Territorial (PET) partenarial.
La construction du PET s'appuie sur l'expérience déjà acquise et vient la renforcer en incitant au rapprochement des acteurs éducatifs.

2. Les enjeux

Cette démarche s'inscrit dans une volonté de cohérence qui favorise le développement de la continuité éducative par le rapprochement de ses acteurs. Par acteurs éducatifs, on désigne ici l'ensemble des adultes intervenant dans la prise en charge des différents temps de l'enfant.

A la Teste de Buch, l'enjeu du P.E.T est donc de construire un engagement commun fondé sur des objectifs partagés. Il mobilise, à cette fin l'ensemble des acteurs institutionnels (État, Collectivités Territoriales, CAF…) et associatifs du territoire.

Le P.E.T propose des axes communs à l'échelle de la ville pour les jeunes âgés de 0 à 17 ans.
Les orientations générales définies dans le cadre du P.E.T devront être déclinées et adaptées à l'échelle des lieux de vie des habitants et des zones d'interventions des professionnels.

II. LE TERRITOIRE

1. Géographie

La Teste-de-Buch est une commune du Sud-Ouest de la France, située près d'Arcachon dans le département de la Gironde, en région Nouvelle-Aquitaine. Elle fait partie de la région historique de la Gascogne. C'est une des plus grandes communes de France en superficie (180,20 km^2)

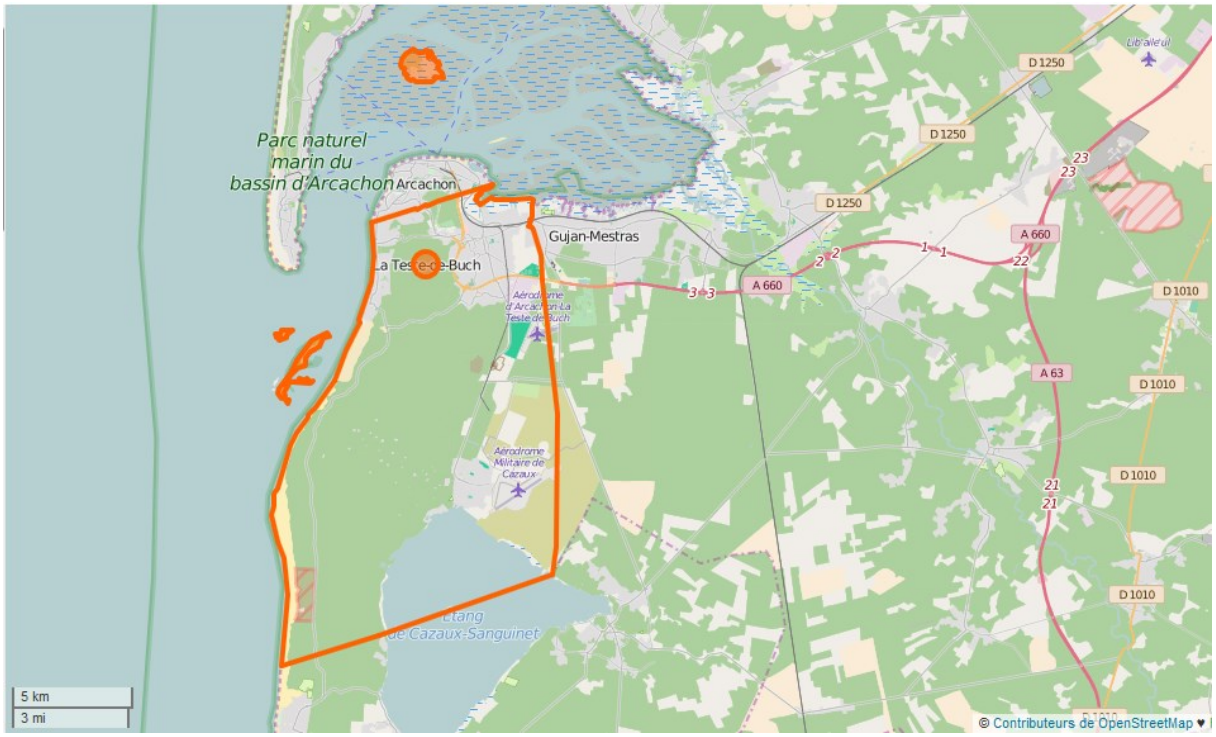
Elle fait partie de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) qui regroupe également Arcachon, Gujan-Mestras et le Teich.

Elle comporte trois secteurs urbains séparés par une immense forêt domaniale : La Teste-Centre, de loin le plus peuplé, Cazaux et Pyla-sur-Mer.

Capitale du pays de Buch, située dans le département de la Gironde au cœur des Landes de Gascogne, La Teste-de-Buch est une commune localisée au sud du bassin d'Arcachon, entre Arcachon et Gujan-Mestras. Avec les eaux du Bassin pour le nord, elle limite au sud la ville d'Arcachon, ancien hameau de La Teste. Elle est limitrophe du département des Landes.

À l'ouest de la commune, se trouve la dune du Pilat continuée vers le sud par les plages océanes. Au sud, se trouve l'étang de Cazaux et de Sanguinet, appelé lac de Cazaux, partagé entre le département de la Gironde et celui des Landes.

L'essentiel du reste de la commune est constitué de dunes anciennes, couvertes en particulier par l'étonnante forêt usagère dont le boisement naturel a peu évolué au cours des siècles. C'est une des rares forêts naturelles des Landes de Gascogne. La station balnéaire de Pyla-sur-Mer, le village de Cazaux, l'île aux oiseaux et le banc d'Arguin appartiennent au territoire communal de La Teste-de-Buch.



2. Démographie (***Sources : Insee RP2020)***

En 2020, la population totale de la Teste de Buch s'élève à **26 269 habitants** (*24 384 en 2008, 18 038 en 1982 et 15 064 en 1968*).

La densité moyenne est de **145,8 habitants au km²** (135,3 hab/km² en 2008, 100,1 hab/km² en 1982 et 83,6 hab/km² en 1968)

La population par grandes tranches d'âges en 2020 est la suivante :

0 à 14 ans : 3 246 habitants (12,4 %)

15 à 29 ans : 3 903 habitants (14,9 %)

30 à 44 ans : 3 895 habitants (14,8 %)

45 à 59 ans : 5 369 habitants (20,4 %)

60 à 74 ans : 6 037 habitants (23 %)

75 ans et plus : 3 819habitants (14,5 %)

La tranche d'âge des 0/14 ans représentait 14,8 % en 2013 et 15,3 % en 2008

De 2014 à 2020 le taux de natalité était de **7,6 %**, il était de 9,1 % de 2008 à 2013

III. LES RESSOURCES DU TERRITOIRE EN MATIERE D'EDUCATION POUR LES 0/17 ANS

1. Scolarisation du territoire

Huit écoles publiques (quatre maternelles et quatre élémentaires) **ainsi qu'une école privée** maternelle et élémentaire sont implantées sur la commune. Quatre périmètres scolaires sont identifiés afin d'affecter les enfants sur les écoles les plus proches de leur domicile. A chaque maternelle correspond une élémentaire de secteur.

Ecoles maternelles publiques : Victor Hugo, Chambrelent, Miquelots et La Farandole.

Ecoles élémentaires publiques : Gambetta, Brémontier, Miquelots et Lafon.

Ecole maternelle et élémentaire privée : Saint Vincent.

Le service Education opère une pré-inscription en école maternelle, à la fin de l'année qui suit l'année de naissance de l'enfant ; l'inscription est confirmée avant la rentrée scolaire de l'enfant. L'admission de l'enfant est à réaliser auprès du directeur d'école.

Les horaires des écoles :

Les maternelles

Lundi, mardi, jeudi et vendredi

7h15-8h20	Accueil périscolaire (durée 1h05)
8h30-12h00	Enseignement (durée 3h30)
12h00-13h50	Pause méridienne (durée 1h50)
14h00-16h30	Enseignement (durée 2h30)
16h30-18h30	Accueil périscolaire (durée 2h)

Les élémentaires

Lundi, mardi, jeudi et vendredi

7h15-8h30	Accueil périscolaire (durée 1h15)
8h40-11h50	Enseignement (durée 3h10)
11h50-13h40	Pause méridienne (durée 1h50)
13h50-16h40	Enseignement (durée 2h50)
16h40-18h30	Accueil périscolaire (durée 1h50)

La Ville est présente sur le temps scolaire. Outre les travaux d'entretien des bâtiments, elle finance l'achat de livres, de fournitures, de jeux, de mobilier, les équipements numériques, les transports en bus, les visites. Elle organise également des évènements qui viennent enrichir les programmes scolaires.

Ainsi, elle offre, grâce au service des Sports, des cours de natation scolaire au stade nautique municipal et en milieu naturel (au lac et à l'océan), des stages de voile et de surf. Elle organise, grâce à la Police Municipale, des pistes d'éducation routière, des exercices de sécurité comme l'évacuation de bus, et délivre le permis piéton. Elle permet aux classes d'assister à des spectacles jeune public planifiés par la Direction Culturelle. Des intervenants rémunérés par la Ville viennent aider les enseignants sur des projets d'éducation artistique.

Depuis plusieurs années, la Ville participe à la découverte du patrimoine naturel, et offre à chaque niveau scolaire élémentaire une visite dans le cadre du Projet d'Education à l'Environnement :

Pour les CP : La Dune du Pilat (animation par le syndicat mixte de la Dune du Pilat)

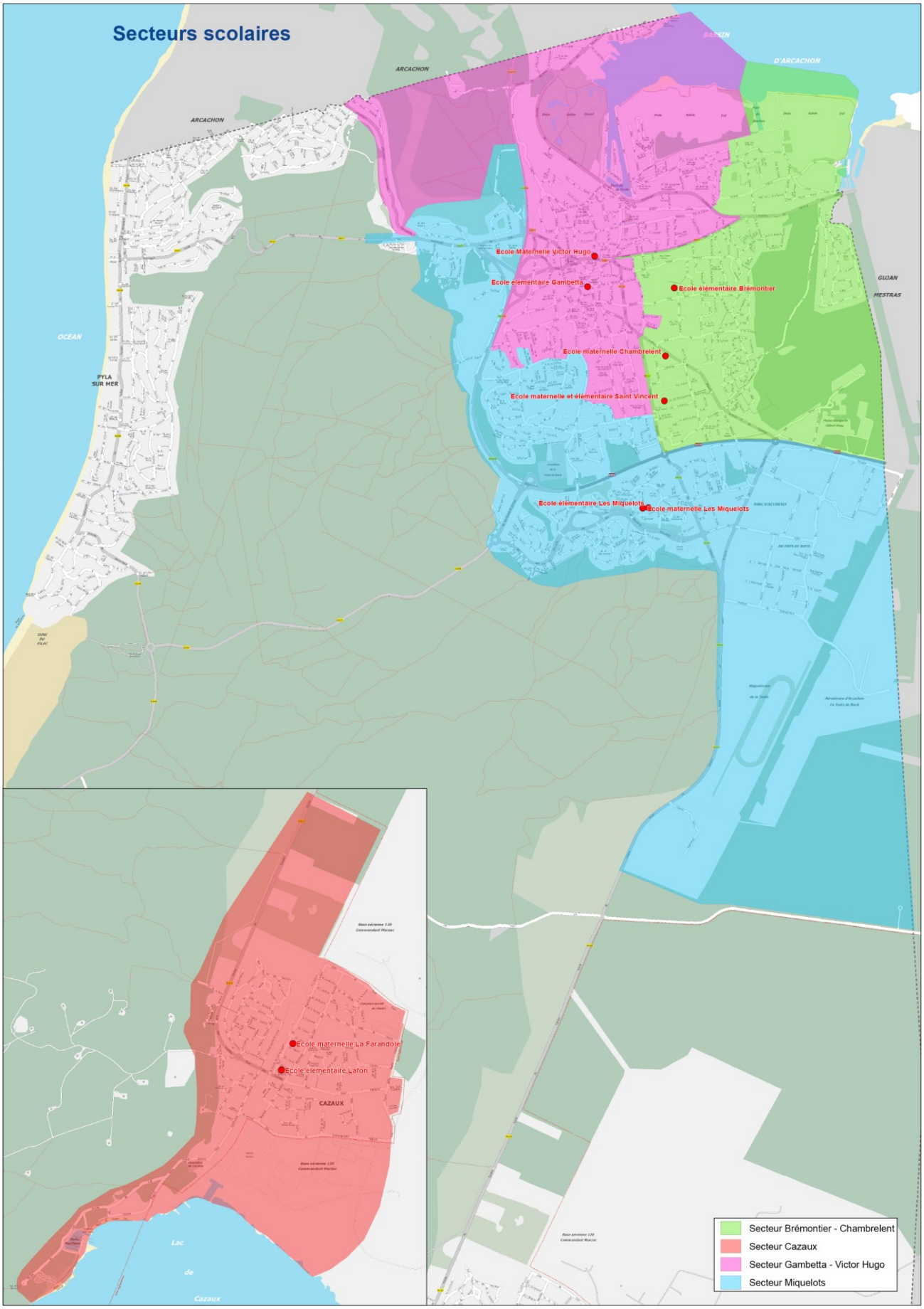
Pour les CE1 : Les Prés Salés Ouest (visite et ateliers animés par la responsable des Prés Salés)

Pour les CE2 : Découverte de la Réserve Naturelle du Banc d'Arguin pour étudier les chaînes alimentaires (animation par la SEPANSO)

Pour les CM1 : une journée de sensibilisation à l'océan pour comprendre les phénomènes naturels tels que vents, courants, baïnes (animation par les ETAPS du service des sports)

Pour les CM2 : une journée pour découvrir l'Ile aux Oiseaux avec une escale à la Cabane Tchanquée n°53 (animation par le garde gestionnaire de l'Ile aux Oiseaux).

Carte des secteurs scolaires



EVOLUTION EFFECTIFS SCOLAIRES AUX 1er JANVIER DE CHAQUE ANNEE

ECOLES	ANNEES SCOLAIRES															
	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022
MATERNELLES																
BREMONTIER	4 classes 94	4 classes 107	4 classes 109	4 classes 104	4 classes 109	4 classes 95										
VICTOR HUGO	4 classes 103	4 classes 116	4 classes 117	4 classes 104	4 classes 116	4 classes 117	5 classes 132	5 classes 118	5 classes 139	5 classes 137	5 classes 142	5 classes 137	5 classes 132	5 classes 138	5 classes 130	5 classes 129
CHAMBRELENT	5 classes 122	5 classes 119	5 classes 119	5 classes 125	5 classes 108	4 classes 104	7 classes 180	6 classes 154	6 classes 174	6 classes 172	6 classes 165	6 classes 177	6 classes 162	6 classes 161	6 classes 139	5 classes 133
MIQUELOTS	5 classes 128	4 classes 111	4 classes 112	4 classes 111	4 classes 130	5 classes 131	5 classes 129	5 classes 120	4 classes 113	4 classes 103	4 classes 104	4 classes 108	4 classes 102	4 classes 92	4 classes 100	4 classes 104
LA FARANDOLE	7 classes 166	6 classes 154	6 classes 154	6 classes 165	6 classes 168	6 classes 164	6 classes 169	6 classes 171	6 classes 168	6 classes 170	6 classes 161	6 classes 146	6 classes 133	5 classes 128	5 classes 121	5 classes 128
Total maternelles publiques	25 classes **613**	23 classes **607**	23 classes **611**	23 classes **609**	23 classes **631**	23 classes **611**	23 classes **610**	22 classes **563**	21 classes **594**	21 classes **582**	21 classes **572**	21 classes **568**	21 classes **529**	20 classes **519**	20 classes **490**	19 classes **494**
Evolution % N/N-1		-0,98%	0,66%	-0,33%	3,61%	-3,17%	-0,16%	-7,70%	5,51%	-2,02%	-1,72%	-0,70%	-6,87%	-1,89%	-5,59%	-0,82%
CALANDRETA	1 classe 18	1 classe 10	1 classe 10													
ST VINCENT	3 classes 70	3 classes 66	3 classes 66	3 classes 47	3 classes 45	3 classes 51	2 classes *45*	2 classes 60	2 classes 62	2 classes 77	2 classes 72	2 classes 77	3 classes 70	3 classes 76	3 classes 64	3 classes 73
Total maternelle privée	**88**	**76**	**76**	**47**	**45**	**51**	**45**	**60**	**62**	**77**	**72**	**77**	**70**	**76**	**64**	**73**
TOTAL MATERNELLES	**701**	**683**	**687**	**656**	**676**	**662**	**655**	**623**	**656**	**659**	**644**	**645**	**599**	**595**	**554**	**567**
ELEMENTAIRES	**Evolution % N/N-1**	-2,57%	0,59%	-4,51%	3,05%	-2,07%	-1,06%	-4,89%	5,30%	0,46%	-2,28%	0,16%	-7,13%	-0,67%	-6,89%	2,35%
BREMONTIER	9+2 classes 228	9+2 classes 231	9+2 classes 234	9+2 classes 230	9+2 classes 229	9+2 classes 229	13+2 classes 307	12+2 classes 300	12+2 classes 289	12+2 classes 303	12+2 classes 303	12+2 classes 316	13+2 classes 337	13+2 classes 327	13+2 classes 313	13+2 classes 292
GAMBETTA *	10 classes 251	10 classes 240	10 classes 242	10 classes 229	11 classes 273	11 classes 280	11 classes 264	11 classes 279	11 classes 250	11 classes 260	11 classes 241	10 classes 243	10 classes 254	11 classes 268	11 classes 265	11 classes 260
JEAN JAURES	7 classes 174	7 classes 161	7 classes 161	7 classes 138	6 classes 132	6 classes 119										
MIQUELOTS	10 classes 249	10 classes 249	10 classes 249	10 classes 227	9 classes 219	9 classes 225	9 classes 235	9 classes 227	9 classes 229	9 classes 216	9 classes 209	8 classes 201	8 classes 193	8 classes 197	8 classes 190	8 classes 180
LAFON	10 classes 217	9 classes 213	9 classes 214	9 classes 235	9 classes 232	9 classes 229	9 classes 232	9 classes 234	9 classes 246	10 classes 255	10 classes 275	11 classes 293	11 classes 253	10 classes 229	9 classes 211	8 classes 200
PYLA	4 classes 48	4 classes 35	4 classes 35	2 classes 44	2 classes 30	2 classes 32	2 classes 28	1 classe 21	1 classe 22	1 classe 23	1 classe 16	1 classe 20	Transfert de la calsse à l'école du Moulleau Arcachon			
Total élémentaires publiques	52 classes **1167**	51 classes **1129**	51 classes **1135**	49 classes **1103**	48 classes **1115**	48 classes **1114**	46 classes **1066**	44 classes **1061**	44 classes **1036**	45 classes **1057**	45 classes **1044**	44 classes **1073**	44 classes **1037**	44 classes **1021**	43 classes **979**	43 classes **932**
Evolution % N/N-1		-3,26%	0,53%	-2,82%	1,09%	-0,09%	-4,31%	-0,47%	-2,36%	2,03%	-1,23%	2,78%	-3,36%	-1,54%	-4,11%	-4,80%
CALANDRETA	2 classes 1	2 classes 4	2 classes 4													
SAINT VINCENT*	7 classes 127	7 classes 121	5 classes 121	5 classes 117	5 classes 97	4 classes 87	5 classes 63	5 classes 78	5 classes 92	5 classes 119	6 classes 131	6 classes 133	6 classes 138	6 classes 133	6 classes 126	6 classes 129
Total élémentaire privée	**128**	**125**	**125**	**117**	**97**	**87**	**63**	**78**	**92**	**119**	**131**	**133**	**138**	**133**	**126**	**129**
TOTAL ELEMENTAIRES	**1295**	**1254**	**1260**	**1220**	**1212**	**1201**	**1129**	**1139**	**1128**	**1176**	**1175**	**1206**	**1175**	**1154**	**1105**	**1061**
Evolution % N/N-1		-3,17%	0,48%	-3,17%	-0,66%	-0,91%	-6,00%	0,89%	-0,97%	4,26%	-0,09%	2,64%	-2,57%	-1,79%	-4,25%	-3,98%
TOTAL PRIVEES	216	201	201	164	142	138	*108*	138	154	196	203	210	208	209	190	202
TOTAL PUBLIQUES	1780	1736	1746	1712	1746	1725	1676	1624	1630	1639	1616	1641	1566	1540	1469	1426
TOTAL GENERAL	**90 classes 1996**	**87 classes 1937**	**85 classes 1947**	**80 classes 1876**	**79 classes 1888**	**78 classes 1863**	**76 classes 1784**	**73 classes 1762**	**72 classes 1784**	**73 classes 1835**	**74 classes 1819**	**73 classes 1851**	**74 classes 1774**	**73 classes 1749**	**72 classes 1659**	**72 classes 1628**
Evolution % N/N-1		-2,96%	0,52%	-3,65%	0,64%	-1,32%	-4,24%	-1,23%	1,25%	2,86%	-0,87%	1,76%	-4,16%	-1,41%	-5,15%	-1,87%

* Effectifs avec la classe U.L.I.S. comprise

Sur les 5 dernières années: **-223**

-14%

EFFECTIFS SCOLAIRES 2022-2023 et Inscriptions 2023-2024

ECOLES MATERNELLES PUBLIQUES

CHAMBRELENT	TPS	PS	MS	GS	Effectif total	Classes	Moyenne/classe
Effectifs réels 2022-2023		**44**	**42**	**47**	**133**	**5 classes**	**26,6**
Pré Inscriptions 2023-2024		29			29	5 classes	5,8
Inscrits 2023-2024		**43**	**45**	**38**	**126**	**5 classes**	**25,2**
Prévisions 2023-2024 (naissances 2020)		*41*			41	*5 classes*	*8,2*
VICTOR HUGO	TPS	PS	MS	GS	Effectif total	Classes	Moyenne/classe
Effectifs réels 2022-2023		**39**	**41**	**40**	**120**	**5 classes**	**24,0**
Pré Inscriptions 2023-2024		30			30	5 classes	6,0
Inscrits 2023-2024		**37**	**41**	**49**	**127**	**5 classes**	**25,4**
Prévisions 2023-2024 (naissances 2020)		*59*			*59*	*5 classes*	*11,8*
MIQUELOTS	TPS	PS	MS	GS	Effectif total	Classes	Moyenne/classe
Effectifs réels2022-2023		**31**	**31**	**36**	**98**	**4 classes**	**24,5**
Pré Inscriptions 2023-2024		39			39	4 classes	9,8
Inscrits 2023-2024		**36**	**30**	**27**	**93**	**4 classes**	**23,3**
Prévisions 2023-2024 (naissances 2020)		*59*			*59*	*4 classes*	*14,8*
LA FARANDOLE	TPS	PS	MS	GS	Effectif total	Classes	Moyenne/classe
Effectifs réels 2022-2023		**35**	**37**	**32**	**104**	**5 classes**	**20,8**
Pré Inscriptions 2023-2024		27			27	5 classes	5,4
Inscrits 2023-2024		**28**	**37**	**39**	**104**	**5 classes**	**20,8**
Prévisions 2023-2024 (naissances 2020)		*32*			*32*	*5 classes*	*6,4*
TOTAL MATERNELLES PUBLIQUES	**TPS**	**PS**	**MS**	**GS**	**Effectif total**	**Classes**	**Moyenne/classe**
Effectifs réels 2022-2023	**0**	**149**	**151**	**155**	**455**	**19 classes**	**23,9**
Inscriptions 2023-2024	**0**	**144**	**153**	**153**	**450**	**19 classes**	**23,7**

ECOLES ELEMENTAIRES PUBLIQUES

BREMONTIER	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	ULIS école	Effectif total	Classes	Moyenne/classe	
Effectifs réels 2022-2023	**47**	**50**	**67**	**53**	**61**		**278**	**12 classes + 2 Sing**	**23,2**	
Inscrits 2023-2024	***51***	***46***	***49***	***66***	***53***		***265***	**11 classes + 2 Sing**	**24,1**	Fermeture 1 classe 2022-2023 et 1 classe en 2023-2024
GAMBETTA	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	ULIS école	Effectif total avec ULIS	Classes	Moyenne/classe sans Ulis	
Effectifs réels2022-2023	**42**	**45**	**48**	**42**	**53**	**12**	**242**	**10 classes + 1 Ulis**	**23,0**	
Inscrits 2023-2024	***35***	***39***	***49***	***44***	***41***	**11**	***219***	**10 classes + 1 Ulis**	**20,8**	Fermeture 1 classe 2022-2023
MIQUELOTS	CP	CE1	CE2	CM1	CM2		Effectif total	Classes	Moyenne/classe	
Effectifs réels 2022-2023	**38**	**31**	**33**	**34**	**33**		**169**	**8 classes**	**21,1**	
Inscrits 2023-2024	***38***	***39***	***33***	***32***	***34***		***176***	**7 classes**	**25,1**	Fermeture 1 classe 2023-2024
LAFON	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	ULIS école	Effectif total	Classes	Moyenne/classe	
Effectifs réels 2022-2023	**44**	**35**	**41**	**44**	**29**		**193**	**8 classes**	**24,1**	**Fermeture 2021/2022**
Inscrits 2023-2024	***28***	***43***	***39***	***38***	***47***		***195***	**8 classes**	**24,4**	
TOTAL ELEMENTAIRES PUBLIQUES	**CP**	**CE1**	**CE2**	**CM1**	**CM2**	**ULIS école**	**Effectif total (avec ULIS)**	**Classes**	**Moyenne/classe sans Singapouriennes et Ulis**	
Effectifs réels 2022-2023	**171**	**161**	**189**	**173**	**176**	**12**	**882**	**43 classes**	**22,1**	
Inscriptions 2023-2024	**152**	**167**	**170**	**180**	**175**	**11**	**855**	**41 classes**	**21,4**	

* incluant les 2 classes de Singapouriens et l'Ulis école

TOTAL PUBLIQUES réelles 2022-2023	1337	Différence par rapport à N-1	
		-1337	-100,00%
Inscriptions 2023-2024	1305	-32	-2,39%

ECOLE MATERNELLE ET ELEMENTAIRE PRIVEE SAINT VINCENT

MATERNELLE	TPS	PS	MS	GS	Effectif total	Classes	Moyenne/classe		
Effectifs réels 2022-2023	**8**	**15**	**26**	**26**	**75**	3 classes	25,0		
Inscriptions 2023-2024						*3 classes*	*0,0*		
ELEMENTAIRE	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	ULIS école	Effectif total avec ULIS	Classes	Moyenne/classe sans Ulis
Effectifs réels 2022-2023	**17**	**27**	**25**	**25**	**24**	**9**	**127**	5 classes + 1 Ulis	23,6
Inscriptions 2023-2024						***0***	***0***	*5 classes + 1 Ulis*	*0,0*

TOTAL SAINT VINCENT			
Effectifs réels 2020-2021	202	différence / N-1	
Inscriptions 2022-2023	0	-202	-100

TOTAL MATERNELLES PUBLIQUES ET PRIVEES 2022-2023	530	TOTAL ÉLEMENTAIRES PUBLIQUES ET PRIVEES 2021-2022	1009
TOTAL MATERNELLES PUBLIQUES ET PRIVEES 2023-2024	450	TOTAL ÉLEMENTAIRES PUBLIQUES ET PRIVEES 2022-2023	855
Différence par rapport à N-1	-80	Différence par rapport à N-1	-154

TOTAL GÉNÉRAL 2022-2023	1539
TOTAL GÉNÉRAL 2023-2024	1305
Différence par rapport à N-1	-234
	-15,20%

Maternelle			
Anciens seuils fermeture		Anciens seuils ouverture	
8 classes → 7 classes	208	4 classes → 5 classes	124
7 classes → 6 classes	178	5 classes → 6 classes	155
6 classes → 5 classes	148	6 classes → 7 classes	186
5 classes → 4 classes	118		
4 classes → 3 classes	88		

Elémentaire			
Anciens seuils fermeture		Anciens seuils ouverture	
14 classes → 13 classes	338	5 classes → 6 classes	140
13 classes → 12 classes	312	6 classes → 7 classes	168
12 classes → 11 classes	286	7 classes → 8 classes	196
11 classes → 10 classes	260	8 classes → 9 classes	224
10 classes → 9 classes	234	9 classes → 10 classes	252
9 classes → 8 classes	208	10 classes → 11 classes	280
8 classes → 7 classes	182	11 classes → 12 classes	308
7 classes → 6 classes	156	12 classes → 13 classes	336
6 classes → 5 classes	130	13 classes → 14 classes	364

2. Temps périscolaires et extrascolaires :

➢ Les Accueils de Loisirs sans Hébergement :

2 structures accueillent tout au long de l'année, les enfants de 3 à 6 ans :

. **La Caz'aux Bambins**, située avenue du Général Leclerc à Cazaux
&
. **Les Bambins du Bassin**, située avenue de Bisserié en centre-ville
Avec une capacité totale et maximale de 100 enfants.

2 structures accueillent tout au long de l'année, les enfants de 6 à 12 ans :

. **Graine de Sable** située allée de la Chapelle au Pyla-sur-Mer
&
. **Les Ecureuils du Lac**, située place du Général de Gaule à Cazaux
Avec une capacité maximale de 110 enfants.

Déclarées auprès de la SDJES (Service Départemental Jeunesse, Engagement et Sports), ces structures fonctionnent tous les mercredis, en journée entière ou en ½ journée avec repas, ainsi qu'à chaque période de vacances scolaires (hors vacances de Noël) en journée entière.

Un ramassage en bus et des garderies sont proposés et inclus dans le prix de journée, le matin et le soir, pour faciliter l'organisation des parents.

Les prix de journées ou ½ journées, sont modulés en fonction des revenus des familles et de la domiciliation (commune ou extérieur).
Ils incluent, la garderie du matin et du soir, les transports en bus, les activités, sorties, visites, séjours, les repas et goûters.

Les objectifs pédagogiques généraux des structures, sont :
. Assurer la sécurité physique et affective des enfants, respecter leur rythme biologique
. Favoriser la socialisation de l'enfant et l'apprentissage de la vie en groupe.
. Développer leur créativité, leur imagination,
. Favoriser leur autonomie et développer leur prise de responsabilité,
. Favoriser l'accueil d'enfants en situation de handicap,
. Favoriser une relation de confiance entre les parents et l'équipe d'animation.

Les valeurs des équipes d'animation de la Ville, sont principalement le bien-être des enfants, l'écoute, le respect et l'entraide. Leurs projets s'inscrivent dans une logique de complémentarité avec les autres espaces éducatifs que sont la famille, l'école, les loisirs.

- **Les accueils périscolaires**

Un accueil périscolaire, géré par le service Education-Jeunesse, fonctionne sur chaque école publique, à partir de 7h15 jusqu'à l'entrée en classe et de la sortie des classes jusqu'à 18h30. Des activités périscolaires sont également organisées pendant la pause méridienne. Les accueils sont organisés par les équipes d'animateurs diplômés recrutées par la Ville.

L'objectif de ces accueils est de proposer aux enfants des apprentissages variés et ludiques qui leur permettent de découvrir des pratiques et de s'épanouir après la classe.

Les activités que l'on y retrouve :

Sports et expression corporelle : acrosport, activités du cirque, badminton, balle américaine, basket-ball, danse, football, gymnastique, handball, hip-hop, jeux de raquette, parcours de motricité, relaxation, tournois sportifs inter écoles…

Activités manuelles et créatives : ateliers coiffure, cuisine, mode, couture, recyclage divers, broderie, création de bijoux, déguisements et masques, fabrication de bougies, de maquettes, origami, ateliers de Noël…

Découverte culturelle : arts plastiques, hand painting, peinture sur vitre, ateliers lecture, écriture, chant, musique, atelier théâtre, spectacles, éveil musical, initiation à l'anglais, découverte de la culture japonaise…

Nature et environnement : peindre la nature avec des yeux d'enfants, jeux sur l'écosystème, jardinage, découverte des continents en jeux, orientation en pleine nature avec lecture d'une carte, utilisation d'une boussole…

Jeux : bridge, jeux de construction, marionnettes, grands jeux collectifs, jeux de ballon, de lancer, mimes, jeux de société…

- **La restauration scolaire**

La Ville a confié la préparation et la livraison des repas scolaires à la société SOGERES, pour une restauration saine, gourmande et responsable, respectueuse de l'équilibre alimentaire et des saisons, à partir de produits frais et de qualité, dont 20% au minimum de produits issus de l'agriculture Biologique, favorisant également la découverte et l'apprentissage des saveurs.

3. Le Conseil Municipal des Jeunes (C.M.J)

Chaque année, des élections ont lieu dans les écoles publiques et privée de la ville pour élire les jeunes Conseillers Municipaux. Ainsi, entre 24 et 26 enfants de CM1 et CM2 composent cette instance qui respecte la parité (garçons/filles).

Les animateurs ont pour mission d'initier les enfants à la citoyenneté et de les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets.

Exemples de quelques projets portés par les jeunes élus :

. Participer à la collecte de cadeaux de Noël pour les plus démunis,

. Organiser des projets avec les résidents des maisons de retraite,

. Fabriquer et installer des boites à lire dans la ville,

. Participer à la distribution des denrées alimentaires aux Restaurants du Cœur,

. Participer à des événements solidaires, tels que le Téléthon,

Les enfants élus du CMJ sont également présents lors des différentes commémorations officielles.

4. Le secteur Jeunesse :

Il est composé de 2 structures complémentaires sous la responsabilité d'un coordinateur

L'Entrepot(e)s :

La structure jeunesse, L'Entrepot(e)s est déclarée auprès du Service Départemental Jeunesse, Engagement et Sports sous la forme législative d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement. Cette institution est dédiée à l'accueil des jeunes âgés entre 11 et 17 ans, et ouverte sur les périodes scolaires et de vacances scolaires (sauf Noël).

Le public se retrouve sur un lieu dédié à la jeunesse, avec un parc de matériel adapté aux adolescents âgés de11 à 17 ans. Cet accueil se déroule sur le site Jean de Grailly, en centre-ville de la commune. Proche de l'ensemble des commodités (gare, arrêts de bus, pistes cyclables, etc.), d'infrastructures sportives et culturelles mais également du collège Henri Dheurle, ce lieu de rendez-vous de la jeunesse testerine se compose des espaces suivants :

- Une cuisine pédagogique
- Deux espaces numériques
- Un espace bibliothèque
- Un atelier créatif
- Des espaces conviviaux

Le projet est axé sur des valeurs sociales et culturelles, et basé sur une réflexion pédagogique et éducative adaptée aux besoins et au potentiel du territoire. Le but est d'accompagner le public dans des parcours citoyens et d'ouvertures culturelles. Pour cela l'équipe d'animation se base sur les fonctions de l'animation socioculturelle (fonctions d'intégration, de solidarité, d'éducation, etc.). Cette base de travail permet à chaque professionnel de développer des actions à vocation sociale et culturelle.

Les programmations se formalisent par différents dispositifs qui permettent de travailler autour de formes et contenus divers et variés, afin de s'adapter à l'ensemble des adhérents de la structure jeunesse.

Les dispositifs d'accueil :

- L'accueil libre : L'Entrepot(e)s est une structure dite « libre ». Les jeunes viennent selon leurs envies et leurs disponibilités. Cet accueil ouvert permet de développer l'autonomie et fait de l'Entrepot(e)s un lieu de rendez-vous.
- L'accompagnement à la scolarité : Méthodologie, Aides aux Devoirs, Cycles d'activités et accompagnement sur les stages de découverte professionnelle.

- Les Stages Curieux : Une progression pédagogique sur une semaine. Une thématique sportive, culturelle, artistique… proposée sur une forme ou un fond toujours original.
- Le Fais Ta Prog : Les premiers pas dans le mode projet. A disposition des jeunes : un budget, des moyens de transport…avec l'accompagnement des animateurs.
- Une Junior Association : Un accompagnement en mode projet formalisé en association. A l'Entrepot(e)s, les jeunes sont réunis autour de la sensibilisation écologique au sein de l'association, la TRAVEL GREEN TEENS.
- Le B'Aratin : Un dispositif atypique (décoration, terrasse de bar éphémère…) de médiation sociale et culturelle implanté sur des dates exceptionnelles sur le site Jean de Grailly.
- Les échappées : Des sorties pour partir à la découverte de son territoire, avec à chaque fois une activité spécifique, rendant l'échappée ludique.
- Les ateliers thématiques : Des ateliers ponctuels sur des thématiques diverses et variées (sport, créa, art culinaire, etc.).
- L'événementiel : Des créations d'événements dédiées aux adolescents âgés entre 11 et 17 ans. Ces manifestations sont sur des thématiques différentes pour compléter les démarches de projets collectifs auprès du public.

En parallèle de ces dispositifs et de ce lieu d'accueil, des actions hors les murs viennent compléter les champs d'intervention de l'équipe d'animation. Elles permettent aux animateurs d'aller vers un public qui n'est pas présent directement dans ses locaux et de gagner en visibilité auprès du public et de différents partenaires institutionnels.

Quelques actions hors les murs :

- Intervention au collège Henri Dheurle (médiation, atelier, etc.)
- Tournois sportifs sur les infrastructures city-stades
- Participation à des événements culturels et solidaires de la commune (Radio mobile et stand de sensibilisation écologique sur le festival Teste à têtes, etc.)

L'Information Jeunesse (I.J) :

Basé dans les mêmes locaux que L'Entrepot(e)s, l'Information Jeunesse est un lieu ressource pour les 11/30 ans gratuit et ouvert à tous. Ses objectifs sont d'informer et d'orienter les jeunes sur tous les sujets qui les concernent (emploi, formation, loisirs, projets santé…).

Les animatrices de l'I.J accueillent les jeunes au sein de leurs locaux mais, grâce à l'acquisition d'un triporteur, elles se déplacent également à leur rencontre dans les établissements scolaires,

les lieux identifiés de rassemblement de jeunes et diverses manifestations organisées sur le territoire.

L'I.J organise des temps de rencontre, de sensibilisation, d'information et de formation en sollicitant le cas échéant des professionnels pour animer ces temps.

Véritable outil de transversalité favorisant la cohérence éducative du territoire, l'Information Jeunesse propose une réelle mission de service public reconnue et définie par l'Etat. C'est un dispositif rattaché à un réseau national fort et reconnu qui œuvre en faveur de l'autonomie des jeunes.

5. La Petite Enfance

Quatre structures différentes composent le Service petite enfance de la ville :
Deux multi-accueils offrent 60 places en accueil collectif et 15 places en accueil familial,
Un relais assistantes maternelles (RAM) ou Relais Petite Enfance (RPE),
Un lieu d'accueil enfants parents (LAEP),

Les multi-accueils

L'accueil collectif est un lieu de vie collectif pour les enfants de 8 semaines jusqu'à leur entrée à l'école maternelle. Les enfants sont accueillis dans des unités de vie adaptées à leur âge et à leur développement, par une équipe pluridisciplinaire de professionnels de la petite enfance (infirmière puéricultrice, éducatrice de jeunes enfants, auxiliaires de puériculture, assistantes petite enfance, psychologue…).
L'accueil est adapté aux besoins des familles, allant de 1 à 5 jours par semaine. L'accueil est régulier ou occasionnel en fonction des disponibilités et des demandes des familles.
Une période d'adaptation est proposée à chaque enfant et ses parents, dans le but de se familiariser avec les équipes et les locaux.

L'accueil familial emploie des assistantes maternelles agréées par le conseil départemental qui accueillent à leur domicile des enfants âgés de 8 semaines à l'entrée à l'école. Ce service est ouvert du lundi au vendredi de 7 heures à 19 heures.
Ce mode d'accueil conjugue deux aspects :

- L'accueil individualisé au sein du domicile d'une assistante maternelle employée par le multi-accueil collectif et familial,
- Et des temps collectifs, organisés au sein du Service Petite Enfance.

Deux à trois fois par semaine, les assistantes maternelles viennent avec les enfants au Service petite enfance pour partager des temps au sein de la collectivité. Ces regroupements favorisent l'éveil et la socialisation de l'enfant.
Les assistantes maternelles de ce service font l'objet d'un encadrement et d'un accompagnement professionnel par le personnel diplômé du service.

Le multi-accueil Alexis Fleury (MAAF) est ouvert du lundi au vendredi de 8h à 18h30.

Le multi-accueil Collectif et Familial (MACF) est ouvert du lundi au vendredi de 8h à 18h30 et son accueil familial est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 19h.

Les deux multi-accueils sont fermés deux semaines pendant les vacances scolaires de Noël. En août, les enfants des accueils collectifs sont regroupés, durant quatre semaines, sur un même établissement. Du personnel des deux établissements assure l'accueil des enfants.

Le multi-accueil Les Farfadets

Il est géré par le Ministère de la Défense (IGESA) et offre 22 places. Cette structure répond principalement à la demande des militaires de la Base Aérienne de Cazaux. Cependant la municipalité a réservé des places aux familles non ressortissantes du Ministère de la Défense. Pour ces familles, la demande d'accueil se déroule également au Service Petite Enfance.

Ouvert du lundi au vendredi de 7h30 à 18h.

Le RAM (Relais assistants maternels) ou Relais Petite Enfance (RPE)

Ce n'est pas un service de contrôle mais un service d'accompagnement. Les assistants maternels indépendants n'ont pas l'obligation de fréquenter un relais, ils le font sur la base du volontariat avec l'autorisation des parents employeurs.

Le relais informe et accompagne les familles dans leurs recherches d'un mode d'accueil.

Pour les assistants maternels et les gardes à domicile, le relais valorise la profession, favorise les départs en formation, sensibilise à l'éveil du jeune enfant grâce, entre autres, aux ateliers pédagogiques.

Pour l'enfant, le relais met à sa disposition des espaces de jeux adaptés, favorise sa socialisation, et l'accompagne dans son autonomie avec des espaces riches et sécurisant

Le LAEP (Lieu d'accueil enfants parents)

Lieu convivial, anonyme et gratuit, il offre à l'enfant de 0 à 6 ans un espace de jeux adaptés à ses besoins. Pour l'adulte qui l'accompagne le LAEP est un lieu d'échanges avec des professionnels de la petite enfance formée à l'écoute et au soutien à la parentalité. Il permet aussi de rompre l'isolement, d'échanger sur les pratiques éducatives et contribue à l'accès à l'autonomie et à la socialisation du jeune enfant.

Dispositif itinérant, il intervient au sein de la Maison de la Petite Enfance et de la Maison de Quartier de Cazaux.

6. Les Sports

L'action du service des Sports en faveur du territoire

Les Clubs sportifs subventionnés :

- 38 Associations sportives subventionnées sur le territoire représentant 7 351 licenciés.

- 3 086 résidants testerins (de 0 à 70 ans) soit 41,65 % des licenciés sportifs dans les clubs sportifs de la Ville.

- 1 503 jeunes résidants testerins (**de moins de 18 ans**) sont licenciés dans les clubs de la Ville soit 50% des pratiquants Testerins :

Effectif des jeunes Testerins :

Moins 10 ans : 571 jeunes ; 11/13 ans : 438 jeunes ; 14/16 ans : 326 jeunes ; 17/18ans : 168 jeunes.

Ces chiffres montrent une baisse des jeunes adhérents sportifs au sein des clubs au fur et à mesure de l'augmentation de l'âge (entre 10 et 18 ans) malgré une forte attractivité de nos associations sportives.

Les pratiques sportives en temps scolaire

Les classes (du CP au CM1) bénéficient de l'apprentissage de la natation scolaire au stade nautique tout au long de l'année scolaire. Un cycle de 10 séances/année scolaire, est proposé à chaque élève par les éducateurs sportifs de la Ville dans le temps scolaire.

Natation en milieu naturel

Les classes de CE2 ou mixte (CE2/CM1) bénéficient d'une journée de natation en milieu naturel au lac de Cazaux permettant de compléter l'apprentissage de la natation, encadrée par 4 ETAPS de la Ville titulaire du diplôme de Maitre-Nageur Sauveteur.

Les classes de CM1 bénéficient d'une journée de découverte du milieu océanique au SPOT de La Salie (nage dans les vagues/sauvetage côtier/connaissances du milieu) encadrés par 4 ETAPS de La Ville titulaire du diplôme de maitre-nageur sauveteur.

Voile et Surf scolaire

Les classes de CM2 bénéficient d'un stage de 4 jours dans l'un des 3 Clubs de voile ou de surf (Cazaux, Pyla ou SPOT de La Salie) permettant aux enfants de découvrir les pratiques sportives aquatiques et nautiques liées à notre territoire. L'encadrement est réalisé par les brevets d'Etat sportifs des Clubs.

La ville soutient le sport scolaire (EPS) avec la mise à disposition de 5 éducateurs sportifs (ETAPS) à plein temps tout au long de l'année dans les 5 écoles élémentaires de la Ville.

Les pratiques sportives hors temps scolaire

CAP33

Le dispositif CAP33 propose aux familles des découvertes gratuites d'activités sportives sur la période Juillet/Aout.

Cette opération est cofinancée par le Conseil Départemental de la Gironde.

Plusieurs sites répartis sur la Ville (plage de la Salie Nord, de Cazaux lac, Place Meller au Pyla, salle Turpin, salle de Gymnastique) avec l'intervention des clubs et des comités départementaux 33 accueillent les publics pour une trentaine d'activités sportives.

Handisurf et Handisports

La Ville a offert à une trentaine d'enfants de l'associations M en Rouge, une dizaine de séances de familiarisation avec le milieu aquatique au stade nautique encadrée par les Brevet d'Etat surf du Club (Union des surfs clubs du Bassin d'Arcachon).

Ces séances ont permis de recevoir 30 enfants en situation de handicap sur le site du SPOT de la Salie, pour 2 Journées Handisurf organisée par le service des sports et le club de surf labellisé Handisurf.

D'autre part, 6 Clubs sont labellisés handisport sur le territoire communal : Le Cercle de Voile de Cazaux, Les Archers du Bassin, Les planeurs du Bassin d'Arcachon, Les jeunes du Captalat, l'AST escrime, Action Plein'R (association affiliée au comité Départemental du Sport Adapté).
La Ville, dans le cadre de sa charte sur le Handicap.

7. Les Maisons de Quartiers

Actions spécifiques dédiées aux 0-17 ans et à la Parentalité :

5 structures de proximité situées à Cazaux, à la Règue verte, quartier Est, centre-ville et Miquelots existent sur le territoire de la Ville.

Au sein des Maisons de Quartier, les actions de soutien à la parentalité visent à favoriser la conciliation vie familiale/vie professionnelle et à accompagner les parents en difficulté durable ou passagère dans leur rôle éducatif quotidien auprès de leurs enfants.
Le soutien à la Parentalité est un des axes prioritaires : l'ensemble des activités à destination des enfants et des familles visent à créer du lien entre elles, entre les parents et les enfants.

Accompagnement à la scolarité
Le projet d'accompagnement à la scolarité est inscrit dans un Contrat Local d'Accompagnement à la scolarité financé par la CAF et le Département.

Familles
Le projet Famille est construit autour des activités en direction des enfants, des activités partagées enfants / parents et des sorties conviviales et ludiques ainsi que le séjour à partager en famille avec des seniors. Il s'agit de créer du lien entre les parents et enfants,
Le projet famille est co-piloté par une Conseillère en Economie Sociale Familiale et une animatrice socioculturelle.

8. La Culture

Les actions de la Direction de la Vie Culturelle vers l'Enfance et la Jeunesse se traduisent par de nombreux partenariats permettant la réalisation de projets sur les temps scolaires (maternels, élémentaire et collège) et périscolaires, les ALSH et le secteur Jeunesse.

Au-delà de la programmation de spectacles Jeune Public, riche et variée, plusieurs actions couvrant l'ensemble du spectre culturel et artistique donnent à la jeunesse testerine la possibilité de développer sa sensibilité et ses connaissances dans ce domaine : Salon de la Bande Dessinée, Mouvement d'Arts, Festival de Street Art…

Force de proposition permanente, l'équipe de la Direction de la Vie Culturelle permet aux enfants et aux jeunes de tous âges d'avoir accès et de participer à des projets de qualité par le biais de médiations culturelles.

Les équipements culturels municipaux :

La bibliothèque municipale
Le conservatoire de musique
La salle d'exposition « la Source »
La salle de cours d'Arts Plastiques et de lieu de résidence d'artistes, le Garage
Le théâtre Cravey
La salle de spectacle le Zik Zac

9. La Vie Associative

Nombre d'associations :

642 associations recensées au J.O.

Le service vie associative a élaboré le « répertoire des associations » et en fait la mise à jour tous les ans en juillet pour une parution en août avant la rentrée.

352 sont actives sur la commune et connues à la vie associative avec un dossier à jour : cf. répertoire des associations.

Classification par thèmes

- Associations culturelles et diverses (383 recensées – 190 dans le répertoire)

  (Amicales vétérans, anciens combattants, animaux, archéologie, généalogie, arts plastiques, travaux manuels, astronomie, enfants/parents, chasse, comités des fêtes et d'animations, commerçants et artisans, consommateur, formation, insertion, informatique, jeux divers, jumelage, lecture, mer, ostréiculture, plaisance, musique, chant, théâtre, cinéma, parents d'élèves, philatélie, numismatique, prévention sécurité, santé, solidarité, troisième âge, diverses…).
- Associations de quartiers, du patrimoine et de l'environnement (84 recensées – 38 dans le répertoire)
- Associations sportives (175 recensées – 124 dans le répertoire)

10. Information, Orientation et Insertion, les partenaires du territoire

Les partenaires des services municipaux de la Jeunesse et de l'Enfance :

Le CCAS

La Maison des Adolescents

L'Association laïque du Prado, Passerel

La MDSI, la PMI,

Le CEID (Comité d'Etudes et d'Information sur les drogues et addictions)

Le Collège Henri Dheurle

La MECS (Foyer St Vincent de Paul)

Le SESSAD,

L'Education Nationale

La DDCS

La CAF,

La MSA,

Le Département,

La COBAS

IV. RESULTATS DU SONGAGE PROPOSE AUX ACTEURS EDUCATIFS DU TERRITOIRE

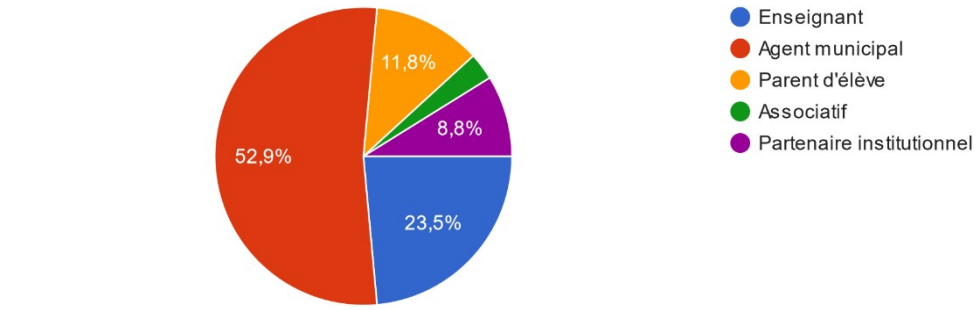
(Agents municipaux, Enseignants, parents d'élèves, Associatifs, Institutionnels)

Nombre de personnes consultées : 115

Nombre de réponses : 34

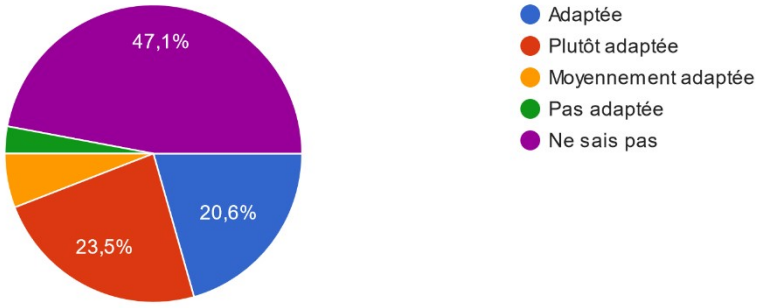
Vous êtes :

34 réponses



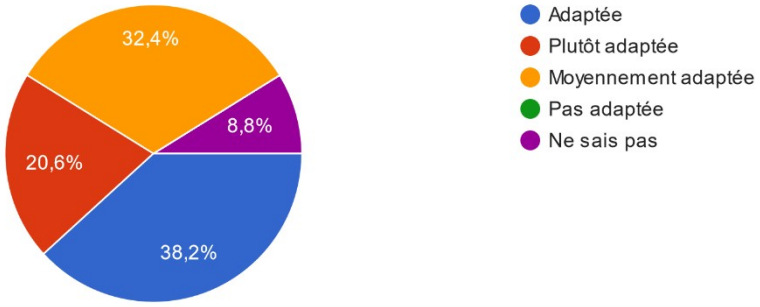
L'offre municipale concernant les lieux d'accueil (multi-accueils collectifs, multi-accueil familial) destinés aux 0/3 ans vous paraît :

34 réponses



L'offre municipale concernant les lieux d'accueil et de loisirs (centres de loisirs, accueils périscolaires, aide aux devoirs) destinés aux 3/12 ans vous paraît :

34 réponses



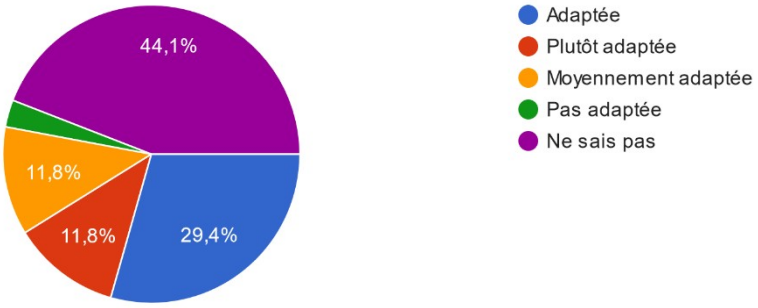
<u>Réponses récurrentes à cette question</u> :

« Manque de personnels et salles / espaces pas toujours adaptés »

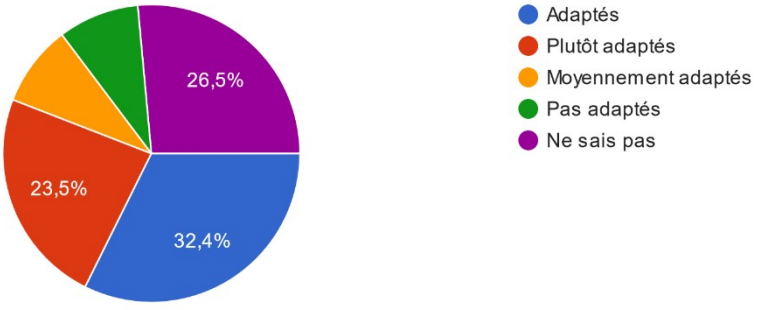
« L'ouverture d'une structure ALSH serait plus avantageuse que de faire les ALSH dans les écoles »

« Locaux parfois mal adaptés »

L'offre municipale concernant les lieux et dispositifs d'accueil, de loisirs et d'accompagnement (Accueil Jeunes l'Entrepotes, accompagnement à la ...n du collège) destinés aux 12/17 ans vous paraît :
34 réponses



Les différents partenariats menés par la Ville avec l'Education Nationale dans le cadre de projets diversifiés (culturels, artistiques, environnementau...s) proposés sur le temps scolaire vous paraissent :
34 réponses

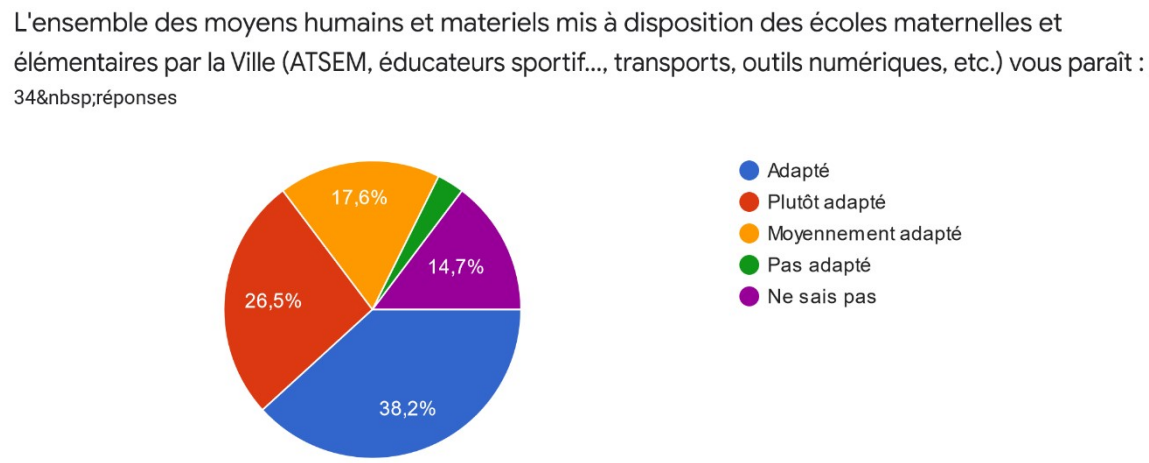


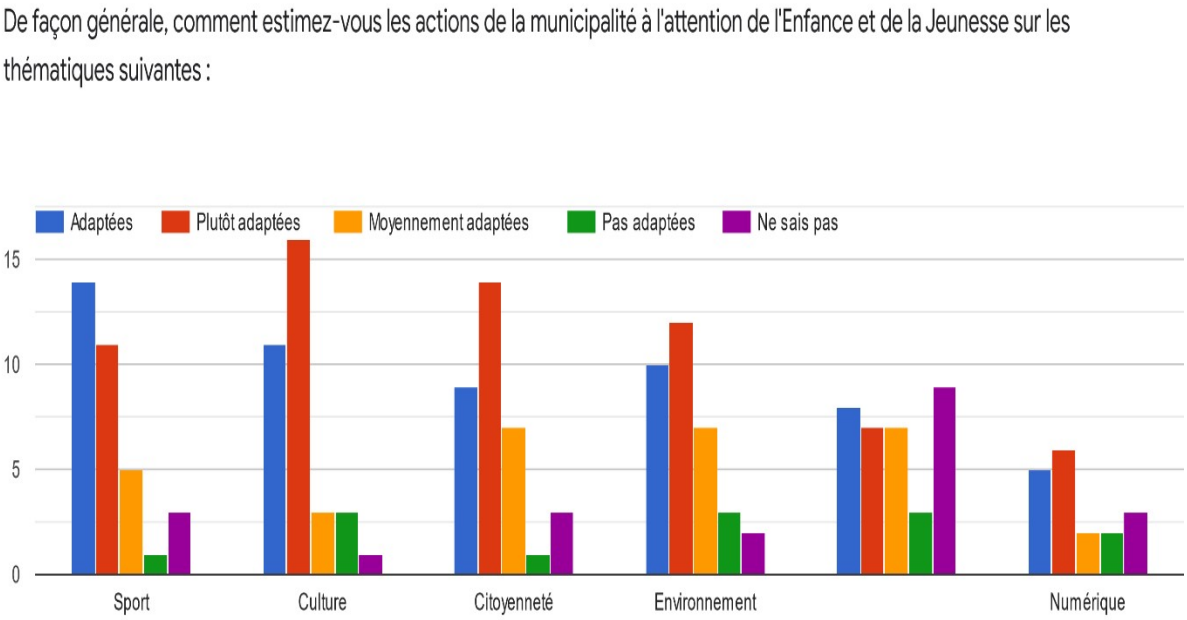
<u>Réponses récurrentes à cette question</u> :

« Projets riches pédagogiquement et variés. »

« Propositions riches concernant l'éducation à notre environnement. Spectacles vivants offerts chaque année. »

« Ils sont plutôt adaptés, mais souvent répétitifs. »





<u>Réponses récurrentes à cette question</u> :

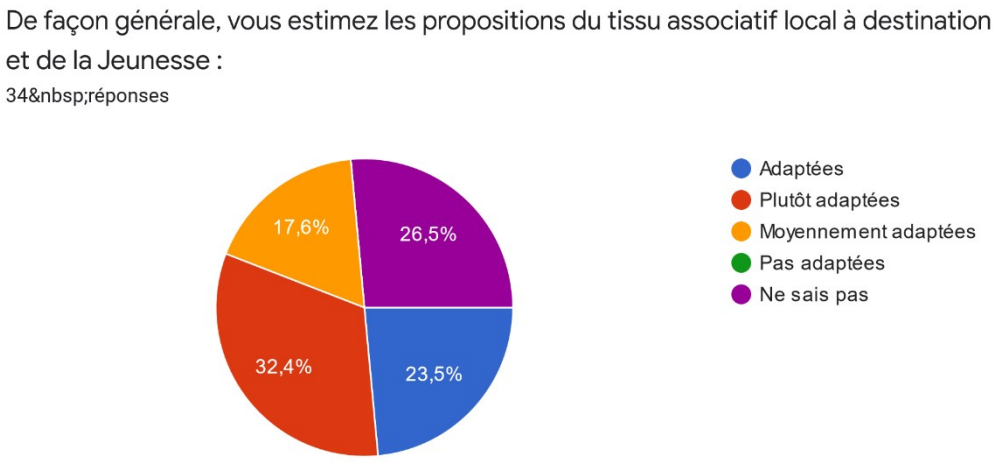
« L'offre culturelle devrait être développée pour l'enfance et la jeunesse »

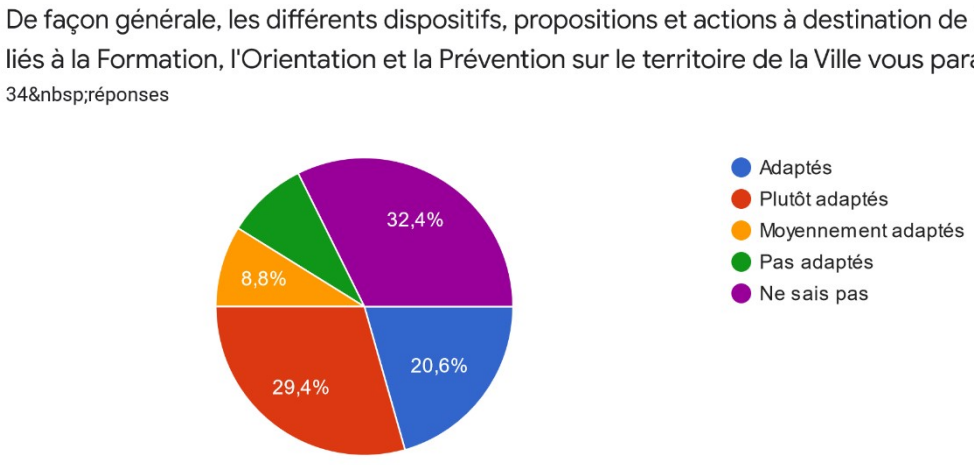
« SPORT : pas assez de manifestations sportives mises en place pour les jeunes. Structures trop éloignées (Skate Park, terrain de Beach Volley...) »

« Adapter et proposer des activités nouvelles aux 3 / 12 ans »

« Environnement (…) il faudrait réussir à sensibiliser l'enfant à l'environnement qui l'entoure »

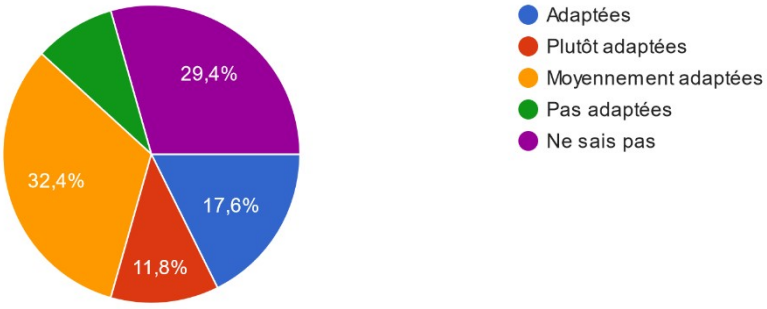
« Patrimoine : il faudrait impliquer tous les publics (maternels, primaires, ados) »





Sur le territoire, les actions et initiatives favorisant l'inclusion des mineurs porteurs de handicap vous paraissent :

34 réponses



<u>Réponses récurrentes à cette question</u> :

« Peu d'inclusion des mineurs en situation de handicap, locaux et aménagement extérieur dans la commune pas adaptés. »

« Pas de personnels spécialisés »

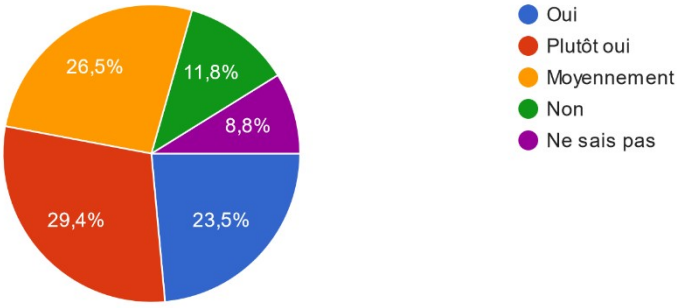
« Pour que cela soit adapté ; il faudrait favoriser la formation des directeurs de structures, des animateurs et toutes personnes intervenant auprès de l'enfant »

« Pour des actions sportives comme handi-surf et l'association M en rouge cela est très porteurs. Par contre il manque des moyens humains pour encadrer ces mineurs sur les ALSH et les écoles sur les temps méridienne et périscolaire »

« Sur les ACM manquent d'animateurs spécialisés pour accueillir les enfants porteurs de handicap »

De façon générale, l'action éducative globale mise en place par la Ville, ainsi que les différents partenariats qu'elle entretient avec l'ensemble des...ducatifs vous apparaît-elle suffisamment visible ?

34 réponses



V. LES OBJECIFS EDUCATIFS GENERAUX

1. Adapter au mieux l'offre éducative aux spécificités du territoire

Entre autres spécificité, le territoire de la Teste de Buch se distingue par ses particularités géographiques, démographiques et sociologiques.

Une politique éducative de qualité doit nécessairement tenir compte de ces particularités afin de répondre de la façon la plus pertinente qui soit aux besoins des plus jeunes et de leurs familles.

L'évolution de l'offre éducative devra être réfléchie en favorisant à la fois le développement de la proximité et la possibilité pour tous de mieux accéder aux équipements, aux sites, aux ressources et services déjà existants.

2. Mieux faire connaitre et développer l'offre éducative en matière de Sport, de Culture, de Citoyenneté, d'Environnement, de Préservation du Patrimoine, de Numérique

L'offre existante dans la plupart de ces domaines existe déjà sous de nombreuses formes. Il apparait cependant qu'elle manque parfois de visibilité, ce qui provoque certains freins à l'accessibilité.

De plus, certains axes (Citoyenneté, Environnement, Préservation du Patrimoine, Numérique) ont encore besoin d'être développés.

3. Favoriser l'accessibilité et l'inclusion en faveur des Enfants et des Jeunes en situation de handicap

Le développement de l'accessibilité et de l'inclusion des citoyens porteurs de handicap est un enjeu majeur dans notre Société. Il est donc logique qu'une politique éducative ambitieuse tienne compte de cet aspect en le déclinant à l'attention des plus jeunes.

VI. LES PROJETS, LES ACTIONS :

A partir des objectifs généraux établis, il convient de faire apparaitre les offres déjà existantes afin de les mettre en lumière et de les réinterroger. En effet, de

nombreuses actions sont en place depuis plusieurs années, qu'elles soient portées par un seul service ou bien menées de façon transversale.

D'autre part, des actions et projets innovants ont récemment débuté ou sont actuellement en phase de construction. Le P.E.T étant évolutif, ces projets se verront complétés par d'autres initiatives et propositions issues de la réflexion actuelle.

L'offre globale, ainsi précisée et enrichie, illustrera la déclinaison concrète et progressive des axes qui permettront de répondre aux objectifs généraux de ce P.E.T.

I Adapter au mieux l'offre éducative aux spécificités du territoire

L'existant :

- **L'offre éducative globale actuelle proposée par la Municipalité et ses différents partenaires, présentée dans le diagnostic ci-dessus. La structuration de la politique éducative permettant des offres et des services ciblés à l'attention de la Petite Enfance, de l'Enfance et de la Jeunesse.**

- **Les nombreux liens partenariaux et transversaux tissés depuis plusieurs années.**

- **L'ouverture de nouvelles Maisons de Quartier permettant un maillage plus pertinent du territoire en favorisant la proximité.**

Exemples de projets à venir :

- **Construction d'un ALSH unique permettant de proposer à tous les enfants les mêmes conditions d'accueil de qualité dans des locaux exclusifs et mieux adaptés. La construction est prévue sur un site stratégique (Plaine des sports et des loisirs G. Moga) qui facilitera l'accès aux nombreuses ressources sur place et à proximité.**

- **La reconstruction des écoles maternelle et élémentaire des Miquelots dans le but d'améliorer les conditions générales de scolarité des élèves.**

- **Le B'aratin Itinérant : dispositif itinérant de médiation socio-culturelle proposé par le secteur Jeunesse.**

2 Mieux faire connaitre et développer l'offre éducative en matière de Sport, de Culture, de Citoyenneté, d'Environnement, de Préservation du Patrimoine, de Numérique

a) *En matière de Sport* :

L'existant :

- **La présence d'1 ETAPS par école élémentaire. Véritables référents en matière d'éducation sportive, ils interviennent au sein de l'école et durant les séances de natation scolaire.**

- **Le dispositif Sport Vacances. Action transversale proposée par le service des Sports et le service Education/Jeunesse (en partenariat avec le Département), elle permet aux plus grands des ALSH de s'inscrire pour des stages sportifs thématiques proposés et encadrés par les ETAPS**

Exemples de projets à venir :

- **L'organisation au Printemps 2024 d'une grande manifestation de découverte et d'initiation sportive organisée dans le cadre des Jeux Olympiques, avec la participation de plusieurs associations sportives testerines.**

b) *En matière de Culture* :

L'existant :

- **Les nombreuses propositions culturelles et artistiques (spectacles, interventions, projets spécifiques…) proposées par la Direction de la Vie Culturelle à l'attention des enfants et des jeunes sur les temps scolaires et périscolaires.**

Exemples de projets à venir :

- **Le projet E.A.C (Education Artistique et Culturelle)**

c) *En matière de Citoyenneté* :

L'existant :

- **Le Conseil Municipal de Jeunes (C.M.J) et ses différentes actions en lien avec la citoyenneté**
- **La création d'une Junior Association (la Travel Green Teens) accompagnée par le secteur Jeunes.**

Exemples de projets à venir :

- **La création d'un organe représentatif de la Jeunesse**

d) <u>En matière d'Environnement et de préservation du Patrimoine</u>

L'existant :

- **Le Projet D'Education à l'Environnement proposé aux élève durant tout leur cursus élémentaire.**
- **L'opération « Des Sapins pour nos Dunes »**
- **Les actions du C.M.J en matière d'Environnement**

Exemples de projets à venir :

- **Le projet de découverte de l'histoire des cabanes Tchanquées proposé aux classes de CM2 pour l'année scolaire 2023/2024. A l'occasion de la rénovation de la cabane numéro 3, ce projet est proposé aux enseignants et à leurs élèves par le service Education/Jeunesse en partenariat avec le service Environnement et Développement Durable et le service Archives et Gestion Documentaire.**

e) <u>En matière de Numérique :</u>

L'existant :

- **Le programme d'équipement informatique et numérique à l'attention des écoles**

Exemples de projets à venir :

- **Le renforcement et le renouvellement progressif du matériel informatique et numérique mis à disposition des écoles de la Ville.**

3 <u>Favoriser l'accessibilité et l'inclusion en faveur des Enfants et des Jeunes en situation de handicap</u>

L'existant :

- L'action Handi-Holly proposée sur les ALSH et le secteur Jeunes permettant d'accueillir, en partenariat avec le monde associatif, des enfants et des jeunes porteurs de handicap dans une logique d'inclusion (action arrêtée durant la période Covid et qui doit reprendre progressivement)

- L'action Handi-Surf, menée en collaboration avec une association locale, permet d'initier des enfants porteurs de handicap à la pratique du Surf.

Exemples de projets à venir :

- Le renforcement de la dynamique initiée de formation spécifique d'animateurs des ALSH et du périscolaire permettant de faciliter et d'adapter l'accueil d'enfants porteurs de handicap.

- La sollicitation auprès de la C.A.F d'un partenariat (Fonds d'Accompagnement Publiques et Territoires) permettant de renforcer les moyens humains et organisationnels pour l'accueil d'enfants porteurs de handicap.

A toutes les actions présentes et à venir viendront se rajouter les actions décrites dans la Convention de territoire Globale (C.T.G) 2022/2026. En effet, bien qu'ayant une dimension intercommunale, cette C.T.G propose et décrit des actions à venir qui se déclineront de façon concrète sur le territoire de La Teste de Buch

VII. L'EVALUATION DU P.E.T

Une fois le P.E.T 2023/2026 voté par le Conseil Municipal de La Teste de Buch et transmis à la S.D.J.E.S et à la C.A.F, un comité de pilotage sera constitué. Afin que ce comité de pilotage soit le plus représentatif possible, l'ensemble des partenaires seront contactés et se verront proposer d'y participer (Elus et agents de la ville, Education Nationale, parents d'élèves, C.A.F, Département, monde associatif…). Le comité de pilotage sera présidé par le Maire ou un de ses adjoints.

Ainsi, par des rencontres régulières dont la fréquence sera définie par les membres, le comité de pilotage suivra l'évolution du P.E.T. Il prendra connaissance évaluera les futures actions notées ci-dessus ainsi que toutes celles qui viendront s'ajouter durant la durée du P.E.T. Il pourra faire des propositions d'actions en relations avec les objectifs pédagogiques généraux et leur faisabilité sera étudiée.

A l'issue du P.E.T (2026) un bilan global sera fait, permettant ainsi de juger de la pertinence des actions menées. Ce bilan sera également la première pierre qui permettra la construction d'un prochain Projet Educatif Territorial.

Monsieur le Maire

Merci M Ambroise ;

Madame PAMIES :

Il y a une erreur sur les horaires des écoles, vous avez inversé les maternelles et élémentaires, c'est l'inverse.

Sur ce document on parle de tous les enfants, l'école est obligatoire depuis 2019 à partir de 3 ans et encore une fois je trouve qu'il manque beaucoup d'actions pour les enfants de 3/6 ans.

C'est vraiment une réalité ce n'est pas la directrice de maternelle qui parle, on a une obligation dans plusieurs domaines en tant qu'enseignant dont l'apprentissage de la natation en grande section, aujourd'hui les écoles maternelles de la Teste n'ont pas accès à la piscine, je vais encore renouveler cette demande pour pouvoir trouver des créneaux pour les grandes sections à la piscine, nous n'avons pas de cours alors que toutes les autres communes bénéficient de ça même les plus reculées. C'est dommage que les enfants testerins ne puissent pas démarrer les cours de natation en grande section alors que l'on a un très grand domaine maritime.

J'aurais également voulu que les enfants de maternelle puissent bénéficier d'actions sur les projets d'éducation à l'environnement, j'avais déjà proposé que les élèves de grande section puissent avoir une visite avec l'ONF, on l'avait fait avant les incendies et je pensais que ça allait être intégré dans le nouveau PEDT, si on pouvait intégrer « découverte de la forêt « pour les grandes sections de maternelle, je trouve que ce que l'on fait avec l'ONF c'est extrêmement riche, les enfants sont très actifs et on peut faire plein de choses autour de la forêt.

Autre action où là encore les enfants de maternelle ne sont pas intégrés, c'est sur l'éducation artistique et culturelle, on bénéficie comme tous les enfants testerins de ce spectacle qui est offert chaque année, mais pouvoir y intégrer également des actions, cette année il y a le salon de la littérature- jeunesse à Arcachon, ils nous envoient des courriers aux directeurs pour que l'on puisse avoir un auteur et illustrateur qui viennent faire des animations en maternelle.

Avec toutes les actions que l'on fait sur la commune pour la Biblio on pourrait au moins aussi faire venir un auteur illustrateur qu'il vienne faire des actions sur nos maternelles.

Monsieur PASTOUREAU :

Je pense que nous sommes ouverts à toutes propositions et nous pourrons en discuter, toutes ces actions importantes ont un coût financier pour la commune, évidemment on a quelques limites à respecter mais on est ouvert à discussion.

Il faut faire attention, j'étais avec les élèves de 6ème en Camargue, on a visité le parc avec des gardes, les enfants n'étaient pas intéressés, bizarrement, ils m'ont dit « on l'a déjà fait en CM2 », et donc cela faisait redondance, et je n'avais pas pensé à ça, j'ai senti tout de suite les enfants pas intéressés, je me suis aperçu qu'ils avaient déjà eu les explications il ne faut pas que ce soit redondant entre les 2 niveaux il faut qu'en maternelle ils ne fassent pas des choses qu'ils vont refaire en primaire. Il faut faire attention à ça.

Après on est ouvert aux propositions tant que l'on a le financement qui va avec, pourquoi pas.

Monsieur le Maire

Pour la piscine je vais essayer de voir.

Madame PHILIP :

Je rejoins Mme Pamies, sur son intervention, je voulais vous féliciter par rapport à l'enquête que vous avez pu mener et les témoignages que vous avez pu avoir, moi ce n'est pas tant l'école qui m'inquiète mais c'est plutôt les périodes estivales et de vacances sur notre territoire, qui je rappelle est touristique, et donc afin d'avoir toutes les pistes j'ai quelques témoignages de Testerins.

Une maman « je fais des ménages entrées et sorties de locations saisonnières à mon compte, cet été je m'y suis prise 24h après l'ouverture des inscriptions au centre de loisirs sur le portail citoyen de la mairie et je n'ai pas pu avoir de place, j'ai dû me reconnecter sans cesse pour trouver quelques créneaux c'était très compliqué, il y a des jours je n'ai pas pu aller travailler, j'ai eu un gros manque de revenus cet été. »

Un entrepreneur « nous sommes dans le secteur du tourisme et obligés de donner à nos salariés en plein mois d'aout 2 semaines de congés car pas de solutions de garde pour les enfants, Déjà que l'on a du mal à recruter du personnel . »

Une maman « adore vivre à La Teste mais trouve que pour les enfants ce n'est pas optimal, manque cruellement de places en centres de loisirs, ou de solutions de garde à prix corrects, il y a aussi cette alternative. J'ai dû laisser tomber mon ancien travail où je gagnais bien ma vie pour m'occuper de mes enfants, pas le choix. »

Un papa « j'ai besoin d'une solution un peu à la carte, flexible pour la garderie ce qui me permet de profiter de mes enfants quand je le peux avec ma femme nous avons dû alterner nos congés sur les vacances d'été pour alterner à tour de rôle nos enfants »

C'est un vrai sujet et je tenais à vous le rappeler.

Monsieur PASTOUREAU :

Je ne comprends donc pas l'intervention de tout à l'heure où vous vous opposez, la COBAS et nous, puisque les 2 sont complémentaires et permettent d'avoir des places supplémentaires.

Après dans aucune ville de France et de Navarre vous aurez 100% des demandes qui vont être acceptées malheureusement, les gens qui ont besoin d'un système à la carte on ne peut pas toujours leur offrir, pas toujours possible et ça a un coût financier et le but ce n'est pas de dépenser l'argent public à tort et à travers.

On essaie de répondre au maximum, on a déjà mis en place quelque chose pour essayer de freiner les gens qui réservent et qui ne viennent pas, on est très vigilant là-dessus et on ne pourra pas accepter 100% des personnes.

Il n'y a aucune commune de France qui le fait et on a besoin de quelques places supplémentaires, donc il faut construire un peu plus, je ne comprends pas la délibération de tout à l'heure.

Madame PHILIP :

C'était sur la proximité, le vote contre, donc c'est différent.

Monsieur PASTOUREAU :

Oui, la proximité, j'ai compris mais je n'ai pas compris que vous vous opposiez à l'ALSH de la COBAS, et la proximité côte à côte, et alors ils ne seront pas ensemble dans le même secteur, il y quand même 4/5 kms. Franchement je ne comprends pas.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DEVARIEUX **DEL2023-09-486**

AVENANT A LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE 2022-2026
Intégration du plan d'actions

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 18 février 2021 portant sur les Conventions d'Objectifs et de Financement 2020-2023 passées avec la CAF de la Gironde ;

Vu que la Caisse d'Allocations Familiales formalise son partenariat avec les collectivités territoriales dans le cadre des Conventions Territoriales Globales en remplacement des Contrats Enfance Jeunesse,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 novembre 2022 relative à l'approbation de la Convention Territoriale Globale 2022-2026 ;

Considérant que la Caisse d'Allocations Familiales indique que les Conventions Territoriales Globales doivent désormais être signées au niveau intercommunal, tout en assurant à chaque commune le versement direct des subventions sous forme de bonus territoriaux,

Considérant que la Convention Territoriale Globale 2022-2026 votée le 2 novembre 2022 par le Conseil Municipal précise dans son article 3 que : *« Le Plan d'actions complet de la CTG déclinera les objectifs généraux et les axes spécifiques en fiches actions suivant un calendrier déterminé conjointement entre les partenaires de la CTG. L'année 2023 sera consacrée à l'établissement du plan d'actions qui sera ajouté à la présente convention par voie d'avenant en 2023. »*

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du mardi 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de l'avenant de la Convention Territoriale Globale 2022-2026 ci- annexé,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant et tous documents y afférents.

AVENANT A LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (C.T.G) 2022-2026
Intégration du plan d'actions

Note explicative de synthèse

La Convention Territoriale Globale 2022-2026 a été votée lors du Conseil Municipal du 2 novembre 2022. Cette convention cadre passée avec la C.A.F (Caisse d'Allocations Familiales), qui a désormais une dimension intercommunale, est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'action adapté.

Comme le précise l'annexe 3 de cette convention : *« Le Plan d'actions complet de la CTG déclinera les objectifs généraux et les axes spécifiques en fiches actions suivant un calendrier déterminé conjointement entre les partenaires de la CTG. L'année 2023 sera consacrée à l'établissement du plan d'actions qui sera ajouté à la présente convention par voie d'avenant en 2023. »*

Ainsi, les chargés de coopération (agents des collectivités interlocuteurs de la C.A.F) se sont appuyés sur un diagnostic qu'ils ont réalisé et partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'action adapté. De là ont été rédigées des fiches actions qui ont été soumises au comité de pilotage C.T.G de la COBAS du jeudi 15 juin 2023. Lors de ce comité de pilotage, les élus représentant la COBAS et les 4 communes qui la composent ont retenu 12 fiches actions.

Ces fiches actions découlent des 3 axes stratégiques qui ont été déterminés à la suite du diagnostic partagé :

- Axe stratégique 1 : améliorer la qualité d'accueil pour les enfants et leurs familles en consolidant les équipes professionnelles.

- Axe stratégique 2 : Améliorer l'accompagnement des jeunes et des familles sur le territoire en favorisant les échanges d'information et le partage des compétences entre les acteurs sociaux-éducatifs.

- Axe stratégique 3 : Faciliter l'accès aux droits et aux services sur tout le territoire.

Ainsi, les 12 fiches actions retenues sont les suivantes :

- Identifier les besoins de formation et organiser des programmes de sensibilisation et/ou de formation en direction des personnels d'accueil et d'encadrement des services et des structures (Petite Enfance, Enfance et Jeunesse)

- Mettre en place des temps d'analyse de la pratique professionnelle pour les personnels d'accueil et d'encadrement

- Valoriser et soutenir les évènements et/ou manifestations liés à la découverte des métiers du médico-socio-éducatif

- Valoriser et développer l'apprentissage dans les secteurs médico-sociaux et éducatifs sur le territoire

- Recenser les outils, les ressources disponibles destinés aux professionnels et aux familles pour favoriser l'inclusion des enfants et des jeunes à besoins spécifiques

- Articuler la mise en place et l'animation des différents réseaux

- Organiser des rencontres dans le cadre d'action « aller vers » avec les parents d'élèves, les centres sociaux, les structures Petite Enfance, Jeunesse…

- Créer des temps d'échanges entre les parents

- Repenser la place des parents au sein des structures

- Lutter contre la fracture numérique

- Accompagner une démarche d'animation de la vie locale sur le territoire

- Renforcer les liens des acteurs du territoire autour de l'alimentaire

Une évaluation des actions sera conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la C.T.G lors des revues du plan d'actions.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Le présent avenant doit faire l'objet de délibérations de la part des conseils municipaux et communautaires des collectivités concernées. A l'issus de ce processus, une signature de la C.T.G 2022-2026 ainsi finalisée entre la CAF de la Gironde, la COBAS et les 4 communes est prévue le 10 octobre 2023.

Convention Territoriale 2022-2026

Axe stratégique 1	Axe stratégique 2	Axe stratégique 3
Améliorer la qualité d'accueil pour les enfants et leurs familles en consolidant les équipes professionnelles	**Améliorer l'accompagnement des jeunes et des familles sur le territoire en favorisant les échanges d'informations et le partage de compétences entre les acteurs socio-éducatifs**	**Faciliter l'accès aux droits et aux services sur tout le territoire**
Objectifs opérationnels		
- Consolider les équipes professionnelles par un développement des compétences et les accompagner dans leurs pratiques - Valoriser et promouvoir les métiers du médico-social et socio-éducatif - Veiller à l'accueil des enfants aux besoins spécifiques et accompagner leurs familles	- Structurer des réseaux de professionnels (par thématiques) afin de favoriser l'interconnaissance et la coopération - Rendre plus lisibles les ressources existantes du territoire - Renforcer les liens avec les familles et les impliquer avec les acteurs socio-éducatifs	- Recenser l'offre existante à destination de la population pour la rendre plus accessible - Développer une complémentarité et mettre en dynamique l'offre du territoire pour améliorer l'accès aux droits et aux services
Plan d'actions *		
Fiche- action n°1 Identifier les besoins de formations et organiser des programmes de sensibilisation et /ou de formation en direction des personnels d'accueil et d'encadrement des	**Fiche- action n° 6** Articuler la mise en place et l'animation des différents réseaux	**Fiche- action n°10** Lutter contre la fracture numérique

services / des structures petite enfance, enfance et jeunesse sur le territoire **Fiche- action n°2** Mettre en place des temps d'analyse de la pratique professionnelle pour les personnels d'accueil et d'encadrement **Fiche- action n° 3** Valoriser et soutenir les évènements et / ou manifestations liés à la découverte des métiers du médico-socio-éducatif **Fiche- action n° 4** Valoriser et développer l'apprentissage dans les secteurs médico-sociaux et éducatifs sur le territoire **Fiche- action n°5** Recenser les outils, les ressources disponibles destinés aux professionnels et aux familles pour favoriser l'inclusion des enfants et des jeunes à besoins spécifiques	**Fiche- action n°7** Organiser des rencontres dans le cadre d'actions « aller-vers » avec les parents d'élèves, les centres sociaux, les structures jeunesses… **Fiche action n°8** Créer des temps d'échanges entre les parents **Fiche action n° 9** Repenser la place des parents au sein des structures	**Fiche- action n°11** Accompagner une démarche d'animation de la vie locale sur le territoire. **Fiche- action °12** Renforcer les liens des acteurs du territoire autour de l'alimentaire

* **La question du logement est prise en compte dans d'autres instances communales et intercommunales.**

MAJ le 15 juin 2023

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de la Gironde

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

Mairie d'Arcachon

LA TESTE DE BUCH

Gujan-Mestras
Bassin par nature

Ville le Teich
Bassin d'Arcachon
la ville choisie par la nature

Avenant
à la Convention territoriale globale

Commune : Arcachon
Gestionnaire : 455 - COBAS
Nature Aide : PS CTG
Année : 2023
Type de pièce : convention

Entre :

- **La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS)** représentée par sa Présidente, Madame Marie-Hélène DES ESGAULX dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son conseil communautaire ;

- **Les Communes d'Arcachon, de la Teste de Buch, de Gujan-Mestras et de Le Teich** représentées par leurs maires respectifs : Monsieur Yves FOULON, Monsieur Patrick DAVET, Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, Madame Karine DESMOULIN, dûment autorisés à signer la présente convention par délibération de leurs conseils municipaux ;

Ci-après dénommées « **la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) et ses communes membres** » ;

Et :

- La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, représentée par Madame Christine MANSIET, Directrice, dont le siège est situé rue du Docteur Gabriel Pery, 33078 BORDEAUX CEDEX

Ci-après désignée **« la Caf de la Gironde ».**

****

Préambule

Le présent avenant vise à intégrer au titre de la Convention Territoriale Globale en cours 2022/2026 le plan d'actions issu du travail mené conjointement par les partenaires, conformément aux engagement pris par ces derniers, au titre de la convention territoriale globale initiale.

Il est convenu que la convention territoriale globale 2022/2026 de La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) et de ses communes membres soit modifiée et complétée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 1 : L'objet de l'avenant

Les articles de la convention territoriale globale initiale relatifs aux engagements des partenaires sont modifiés de la façon suivante.

1.1- plan d'action

La Caf de la Gironde, la COBAS et ses communes membres, tel que précisé dans la Ctg initiale, acceptent l'intégration du plan d'actions dûment rédigé par les parties.

1.2- Engagements des partenaires

La(es) nouvelle(s) collectivité(s) signataire(s), s'engage(nt) à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs que l'ensemble des partenaires se sont assignés dans le plan d'actions de la convention territoriale globale, présenté en annexe du présent avenant.

Le présent avenant est conclu dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Il est mis en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

Article 2 – Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son(ses) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant, Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 3 – Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant, prend effet à compter du **01/10/2023 et jusqu'au 31/12/2026**.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des cosignataires.

Fait à Bordeaux le 1er octobre 2023, en 6 exemplaires originaux

La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde	**La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS)**
Madame Christine MANSIET La Directrice	Madame Marie-Hélène DES ESGAULX La Présidente

La Commune d'Arcachon	**La Commune de La Teste de Buch**
Monsieur Yves FOULON Le Maire, Conseiller Régional	Monsieur Patrick DAVET Le Maire, Conseiller Départemental

La Commune de Gujan Mestras	**La Commune de Le Teich**
Madame Marie-Hélène DES ESGAULX Le Maire	Madame Karine DESMOULIN Le Maire, Conseillère Départementale

ANNEXES

Plan et Fiches d'action

Convention Territoriale 2022-2026

Axe stratégique 1 **Améliorer la qualité d'accueil pour les enfants et leurs familles en consolidant les équipes professionnelles**	Axe stratégique 2 **Améliorer l'accompagnement des jeunes et des familles sur le territoire en favorisant les échanges d'informations et le partage de compétences entre les acteurs socio-éducatifs**	Axe stratégique 3 **Faciliter l'accès aux droits et aux services sur tout le territoire**
Objectifs opérationnels		
- Consolider les équipes professionnelles par un développement des compétences et les accompagner dans leurs pratiques - Valoriser et promouvoir les métiers du médico-social et socio-éducatif - Veiller à l'accueil des enfants aux besoins spécifiques et accompagner leurs familles	- Structurer des réseaux de professionnels (par thématiques) afin de favoriser l'interconnaissance et la coopération - Rendre plus lisibles les ressources existantes du territoire - Renforcer les liens avec les familles et les impliquer avec les acteurs socio-éducatifs	- Recenser l'offre existante à destination de la population pour la rendre plus accessible - Développer une complémentarité et mettre en dynamique l'offre du territoire pour améliorer l'accès aux droits et aux services
Plan d'actions *		
Fiche- action n°1 Identifier les besoins de formations et organiser des programmes de sensibilisation et /ou de formation en direction des personnels d'accueil et d'encadrement des services / des structures petite enfance, enfance et jeunesse sur le territoire **Fiche- action n°2** Mettre en place des temps d'analyse de la pratique professionnelle pour les personnels d'accueil et d'encadrement **Fiche- action n° 3** Valoriser et soutenir les évènements et / ou manifestations liés à la découverte des métiers du médico-socio-éducatif **Fiche- action n° 4** Valoriser et développer l'apprentissage dans les secteurs médico-sociaux et éducatifs sur le territoire **Fiche- action n°5** Recenser les outils, les ressources disponibles destinés aux professionnels et aux familles pour favoriser l'inclusion des enfants et des jeunes à besoins spécifiques	**Fiche- action n° 6** Articuler la mise en place et l'animation des différents réseaux **Fiche- action n°7** Organiser des rencontres dans le cadre d'actions « aller-vers » avec les parents d'élèves, les centres sociaux, les structures jeunesses… **Fiche action n°8** Créer des temps d'échanges entre les parents **Fiche action n° 9** Repenser la place des parents au sein des structures	**Fiche- action n°10** Lutter contre la fracture numérique **Fiche- action n°11** Accompagner une démarche d'animation de la vie locale sur le territoire. **Fiche- action °12** Renforcer les liens des acteurs du territoire autour de l'alimentaire

* **La question du logement est prise en compte dans d'autres instances communales et intercommunales.**

MAJ le 15 juin 2023

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n° **1**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer la qualité de l'accueil pour les enfants et leurs familles en consolidant les équipes professionnelles

OBJECTIF OPERATIONNEL : Consolider les équipes professionnelles par un développement des compétences et les accompagner dans leurs pratiques

INTITULE DE L'ACTION :

Identifier les besoins de formations et organiser des programmes de sensibilisation et/ou de formation en direction des personnels d'accueil et d'encadrement des services et des structures

(Petite Enfance, Enfance et Jeunesse)

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Recenser les besoins en formations pour les professionnels du territoire qui accueillent des publics de la Petite Enfance, de l'Enfance, et de la Jeunesse.
- Recenser l'offre de formations existantes sur le territoire et développer des partenariats de proximité pour répondre aux besoins identifiés.
- Développer et améliorer les compétences professionnelles, les qualifications des équipes chargées de l'accueil et de l'encadrement des publics
- Valoriser les compétences personnelles et spécifiques des professionnels
- Permettre aux professionnels de faire évoluer leurs pratiques notamment dans le cadre de l'accueil de publics ayant des besoins éducatifs spécifiques
- Redynamiser le travail quotidien en permettant l'accès à des temps de sensibilisation et de formation
- Permettre la formation de nouveaux professionnels pour venir renforcer les équipes

❖ Déroulement / Description / Publics :

- Identifier le personnel à former : titulaire, stagiaire, vacataire, saisonnier…
- Consultations, rencontres et échanges avec l'ensemble des responsables de structures d'accueil concernées (publiques/privées/associatives) et des services RH des collectivités
- Organiser une formation BAFA mutualisée sur le territoire
- Organiser une formation Auxiliaire de Puériculture sur le territoire
- Coconstruire un « Programme de Sensibilisation et de Formation » en direction des professionnels d'accueil et d'encadrement du public et du privé

❖ Partenaires

- Les structures d'accueil petite enfance, enfance, jeunesse
- Les collectivités , le CNFPT, Pôle Emploi , Mission locale…
- RGPE (Réseau Girondin Petite Enfance), ACEPP 33/47 (Association des collectifs enfants parents professionnels)
- Les organismes de formation et d'Education Populaire (CEMEA, FRANCAS, la Ligue de l'enseignement, UFCV …)

❖ Moyens : financiers / humains /techniques

- Chargés de Coopération avec du temps dédié
- Constitution d'un groupe de travail dédié avec les partenaires
- Mobilisation des responsables de structures pour participer à l'élaboration des programmes de sensibilisation et de formation
- Financement à définir en fonction des actions à mener

❖ Echéancier

2023-2026

❖ Résultats attendus :

Quantitatifs :

- Nombre de formations nécessaires, de sensibilisation et/ou formation
- Nombre d'agents concernés et de personnes formées
- Evaluation des coûts des formations recensées

Qualitatifs :

- Connaissance des ressources existantes
- Meilleure appréciation des besoins en formations du territoire
- Enquête de satisfaction auprès des personnels et des encadrants des structures

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**2**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer la qualité d'accueil pour les enfants et leurs familles en consolidant les équipes professionnelles

OBJECTIF OPERATIONNEL : Consolider les équipes professionnelles par un développement des compétences et les accompagner dans leurs pratiques

INTITULE DE L'ACTION :

Mettre en place des temps d'analyse de la pratique professionnelle pour les personnels d'accueil et d'encadrement

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Accompagner et soutenir les professionnels de terrain dans les difficultés rencontrées au quotidien dans l'exercice de leurs missions (enfants à besoins particuliers, communication avec les familles, gestion de conflits…)
- Faciliter l'expression des professionnels en étant à l'écoute de leurs besoins
- Mutualiser cette démarche à l'échelle du territoire
- Favoriser les rencontres entre les professionnels

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Recenser auprès des directeurs de structures ALSH extra et périscolaires, du secteur de la Petite Enfance, la nature des besoins et des attentes des équipes
- Favoriser les échanges de pratiques et d'expériences entre les professionnels
- Faire intervenir un professionnel de l'analyse de la pratique professionnelle (psychologue par exemple)

❖ **Partenaires**

- Dispositifs d'accompagnement (Récréamix, IREPS, RGPE…)
- Secteur associatif (ADAPEI, DON BOSCO, PRADO…)
- Professions libérales (psychologue, orthophoniste…)
- Education Nationale
- Institutions départementales, CAF…

❖ Moyens : financiers / humains /techniques

- Mise à disposition de professionnels sur des temps dédiés
- Rémunération d'intervenants spécifiques

❖ Echéancier

2024 - 2026

❖ Résultats attendus :

Quantitatifs :
- Nombre de séances d'échanges de pratiques
- Nombre de séances de l'analyse de la pratique professionnelle
- Nombre de participants aux différents temps d'analyse de la pratique professionnelle

Qualitatifs :
- Disposer d'outils pour mieux appréhender sa pratique professionnelle

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**3**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer la qualité de l'accueil pour les enfants et leurs familles en consolidant les équipes professionnelles

OBJECTIF OPERATIONNEL : Valoriser et promouvoir les métiers du médico-social et socio-éducatif

INTITULE DE L'ACTION :

Valoriser et soutenir les évènements et/ou manifestations liés à la découverte des métiers du médico-socio-éducatif

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Référencer les évènements et manifestations existants sur le territoire
- Identifier les réseaux de diffusion de l'information du territoire
- Communiquer à travers les réseaux identifiés pour promouvoir les actions
- Participer aux actions et aller vers les publics

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Contacter les différents partenaires pour recenser les évènements et manifestations tels que : forums des métiers, jobs d'été, carrefour des métiers, portes ouvertes…
- Créer "un agenda" des évènements et manifestations
- Contacter les chargés de communication de chaque collectivité afin d'identifier les différents supports de communication possibles
- Créer un support recensant les canaux de diffusion pour faciliter la transmission des informations
- Accompagner la diffusion de "l'agenda"
- Être présents lors des évènements et manifestations pour représenter l'ensemble des métiers médico-socio-éducatifs.

❖ **Partenaires**

- Collectivités du territoire (exemple : BIJ/PIJ, service communication, Petite Enfance...)
- Mission locale (exemple : Espace Régional d'Information de Proximité)
- Collèges et Lycées du territoire
- Organismes de formation (GRETA, Bassin Formation...) et autres partenaires à identifier

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Mobilisation de personnels pour intervenir dans les évènements et manifestations (Chargés de coopération, professionnels de terrain…)

❖ **Echéancier**

- 2023 – 2026

❖ **Résultats attendus :**

Quantitatifs :

- Nombre d'évènements et manifestations listés
- Nombre de participations aux évènements
- Nombre de professionnels participants

Qualitatifs :

- Enquête de satisfaction lors de chaque évènement : comment la personne a eu connaissance de l'action et quel impact a eu l'évènement sur son orientation ou sa réorientation professionnelle.
- Enquête de satisfaction auprès des organisateurs.

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**4**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer la qualité de l'accueil pour les enfants et leur famille en consolidant les équipes professionnelles

OBJECTIF OPERATIONNEL : Valoriser et promouvoir les métiers du médico-social et socio-éducatif

INTITULE DE L'ACTION :

Valoriser et développer l'apprentissage dans les secteurs médico-sociaux et éducatifs sur le territoire

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Donner de la visibilité aux métiers de la petite enfance, enfance et jeunesse
- Proposer des stages aux jeunes du territoire pour des mises en situation professionnelle
- Faciliter les recrutements dans les différentes structures
- Fidéliser les professionnels dans les structures

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Participer aux différentes manifestations de présentation des métiers (orientation, forum...) à destination de collégiens et lycéens
- Créer une unité mobile de professionnels (représentatifs tant par leur formation initiale que leur métier) destinée à promouvoir les différents métiers en allant à la rencontre des publics (BIJ, PIJ, Centres Commerciaux, Manifestations sportives ou culturelles...)
- Renforcer le partenariat avec les organismes de formation
- -Former des maîtres d'apprentissage parmi les équipes de professionnels pour accueillir et accompagner les apprentis
- Faire remonter les besoins en recrutement des structures aux organismes de formation
- Créer des ateliers ludiques pour découvrir l'environnement professionnel (exemple utilisation de casques de réalité virtuelle par la Mission locale)

❖ **Partenaires**

- Mission locale (Espace Régional d'Information de Proximité)
- Lycée professionnels (exemple Lycée des métiers CONDORCET)
- Organismes de formation (GRETA, Bassin Formation...)
- Autres partenaires

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Mobilisation de professionnels pour l'unité mobile (Chargés de coopération, animateurs...)
- Rapprochement avec les services Ressources Humaines

❖ **Echéancier**

- 2023-2026

❖ **Résultats attendus :**

Quantitatifs :

- Augmentation du nombre de demandes d'apprentissage pour les métiers en tension
- Nombre d'apprentis accueillis dans les structures du territoire

Qualitatifs :

- Recrutement des professionnels avec une formation plus concrète et plus solide correspondant mieux aux attentes et aux besoins des structures
- Enquête de satisfaction des structures

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**5**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer la qualité d'accueil pour les enfants et leurs familles en consolidant les équipes professionnelles

OBJECTIF OPERATIONNEL : Veiller à l'accueil des enfants aux besoins spécifiques et accompagner leurs familles

INTITULE DE L'ACTION :

Recenser les outils, les ressources disponibles destinés aux professionnels et aux familles pour favoriser l'inclusion des enfants et des jeunes à besoins spécifiques

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Faire connaître auprès des professionnels les ressources dédiées sur le territoire
- Doter les structures et les équipes de matériels adaptés pour leur permettre de mieux prendre en charge les besoins spécifiques
- Savoir accueillir et orienter les familles en fonction de l'offre d'accueil sur le territoire

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Faire intervenir auprès des structures les associations et /ou personnes ressources reconnues et recensées sur le territoire (M en Rouge, TypiK'AtypiK 33, Action Plein'R, Grain de Folie, AVEC, Calista…)
- Repérer les outils nécessaires à l'accueil et accompagner les équipes dans cette appropriation
- Mettre en commun et échanger les pratiques liées aux modalités d'accueil des enfants et des jeunes à besoins spécifiques
- Favoriser la participation des associations ressources lors d'événements grand public (exemple dans le cadre des forums d'associations…)
- S'appuyer sur des manifestations socio-culturelles, sportives… pour valoriser des initiatives ou proposer des projets inclusifs (Salon Littérature Jeunesse…)

❖ Partenaires

- Dispositifs d'accompagnement (Récréamix, IREPS…)
- Secteur associatif
- Collectivités
- Institutions départementales
- Education Nationale
- CAF…

❖ Moyens : financiers / humains /techniques

- Mise à disposition de temps de professionnels
- Rémunération d'intervenants spécifiques en fonction de la nature du projet
- Budget pour l'achat de matériel spécifiques

❖ Echéancier

- 2024 - 2026

❖ Résultats attendus :

Quantitatifs :

- Nombre d'associations et de partenaires institutionnels mobilisés

Qualitatifs :

- Acquérir des outils, des process, des méthodes…

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**6**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer l'accompagnement des jeunes et des familles sur le territoire en favorisant les échanges d'informations et le partage de compétences entre les acteurs socio-éducatifs

OBJECTIF OPERATIONNEL : Structurer des réseaux de professionnels (par thématiques) afin de favoriser l'interconnaissance et la coopération

INTITULE DE L'ACTION :

Articuler la mise en place et l'animation des différents réseaux

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Mieux se connaître entre professionnels
- Partager une analyse collective (handicap, risques des réseaux sociaux...)
- Favoriser les échanges de pratiques
- Réfléchir à des actions communes
- Soutenir les initiatives de projets de structures

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Mise en place selon les thématiques d'un calendrier annuel de rencontres entre professionnels (associatif, partenaires institutionnels, structures communales, COBAS...)

❖ **Partenaires**

- Associations, partenaires institutionnels, collectivités

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Organisation d'une équipe d'animation territoriale chargée de mettre en place les rencontres
- Mise à disposition d'espaces de réunion sur le territoire
- Mobilisation de ressources spécifiques (intervenants, supports...)

❖ **Echéancier**

- Premières rencontres début 2024

❖ **Résultats attendus :**

Quantitatifs :
- Nombre de rencontres organisées, nombre de thématiques abordées en commun
- Nombre de projets communs

Qualitatifs :
- Ressenti des participants

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**7**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer l'accompagnement des jeunes et des familles sur le territoire en favorisant les échanges d'informations et le partage de compétences entre les acteurs socio-éducatifs

OBJECTIF OPERATIONNEL : Renforcer les liens avec les familles et les impliquer avec les acteurs médico-socio-éducatifs

INTITULE DE L'ACTION :

Organiser des rencontres dans le cadre d'actions « aller-vers » avec les parents d'élèves, les centres sociaux, les structures petite enfance, jeunesse

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Mieux faire connaître aux familles les professionnels et les structures
- Fluidifier les échanges entre les familles et les professionnels
- Créer du lien avec les familles

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Recenser les actions « aller-vers » déjà existantes (Info jeunesse itinérante, info vacances CAF…) et en proposer de nouvelles
- Identifier les personnes ressources qui vont intervenir dans les actions
- Identifier dans les lieux d'intervention les interlocuteurs privilégiés
- Définir les modalités des rencontres

❖ **Partenaires**

- Collectivités du territoire, CAF, et d'autres partenaires à identifier

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Mobilisation de personnels (Chargés de coopération, professionnels de terrain…)
- Budget à définir selon les actions à développer

❖ **Echéancier**

- 2023-2026

❖ **Résultats attendus :**

Quantitatifs :

- Nombre d'actions mises en place
- Nombre de participants

Qualitatifs :

- Enquête de satisfaction auprès des professionnels et des participants.

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**8**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer l'accompagnement des jeunes et des familles sur le territoire en favorisant les échanges d'informations et le partage de compétences entre les acteurs socio-éducatifs

OBJECTIF OPERATIONNEL : Renforcer les liens avec les familles et les impliquer avec les acteurs socio-éducatifs

INTITULE DE L'ACTION :

Créer des temps d'échanges entre les parents

❖ Pilotage (Référent) de l'action :

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ Objectifs de l'action :

- Soutenir la fonction parentale de la petite enfance à l'adolescence
- Accompagner les actions sur le territoire dans le cadre de l'animation d'un Réseau Parentalité

❖ Déroulement / Description / Publics :

- Etat des lieux de l'existant sur le territoire de la COBAS (Structures bénéficiant ou pas des subventions REAAP)
- Utilisation du diagnostic parentalité pour mettre en lumière les besoins exprimés par les familles
- Intégration des parents à la réflexion
- Création de nouvelles actions d'accompagnement ou de soutien à la fonction parentale :
  - ✓ Organisation de temps forts à destination des parents
  - ✓ Mise en place de groupes de paroles et d'activités partagées
  - ✓ Proposition de temps d'échanges entre parents et parents/enfants

❖ Partenaires

- Centres sociaux, Espaces de vie sociale, associations...
- Collectivités, CAF
- Lien avec le Contrat Local de Santé

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Financement REAAP possible

❖ **Echéancier**

- 2023-2026

❖ **Résultats attendus**

Quantitatifs :

- -Nombre de familles participantes
- Nouvelles actions destinées aux familles

Qualitatifs:

- Connaissance des actions parentalité du territoire
- Questionnaire de satisfaction aux familles

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**9**

AXE STRATEGIQUE : Améliorer l'accompagnement des jeunes et des familles sur le territoire en favorisant les échanges d'informations et le partage des compétences entre les acteurs socio-éducatifs

OBJECTIF OPERATIONNEL : Renforcer les liens avec les familles et les impliquer avec les acteurs socio-éducatifs

INTITULE DE L'ACTION :

Repenser la place des parents au sein des structures

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Engager une réflexion sur les modalités d'implication des familles et de leur place au sein des structures petite enfance, enfance et jeunesse du territoire.

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Echanges autour des projets pédagogiques des structures sur les éléments relatifs aux familles pour faire un état des lieux.
- Mise en place d'un groupe de travail pour impulser avec les équipes une réflexion collective sur les modalités de participation des familles.
- Intégration d'un axe parentalité aux différents projets pédagogiques
- Implication des parents dans la réflexion

❖ **Partenaires**

- Responsables petite enfance, enfance et jeunesse
- Directrices des crèches, animatrices Relais Petite Enfance, directeurs ALSH
- Conseillers thématiques CAF, Associations de parents

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Mise à disposition des professionnels sur le groupe de travail

❖ **Echéancier**

- 2024-2026

❖ **Résultats attendus**

Quantitatif :

- Nombre de nouvelles actions destinées aux familles
- Nombre de familles participantes

Qualitatif :

- Intégration de la place des parents dans les projets pédagogiques
- Questionnaire de satisfaction aux familles

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**10**

AXE STRATEGIQUE : Faciliter l'accès aux droits et aux services sur tout le territoire

OBJECTIF OPERATIONNEL : Recenser l'offre existante à destination de la population pour la rendre plus accessible

INTITULE DE L'ACTION :

Lutter contre la fracture numérique

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec des partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Répertorier les acteurs et /ou les lieux en lien avec le numérique
- Faire connaître l'offre proposée sur le territoire de la COBAS
- Développer sur le territoire des ateliers liés aux usages du numérique

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Faire connaître l'offre en s'appuyant sur les outils de communication des 4 villes et de la COBAS
- Développer la formation par exemple « Aidants connect » pour les personnes en charge de l'accueil
- Développer des espaces d'accueil et d'accompagnement au numérique (assistance individuelle)
- Développer la formation auprès du milieu associatif pour faciliter l'utilisation du numérique
- Développer le conseil en numérique dans le cadre d'une itinérance sur le territoire

❖ **Partenaires**

- - Centres sociaux, espaces jeunes, maisons de quartier, services d'accueil des familles, médiathèques, milieu associatif, CCAS, Point Justice....
- - Département, Gironde numérique, CAF, La Poste, France service, Pôle Emploi...

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Temps de travail dédiés par les acteurs du numérique
- Mise à disposition de matériels, de lieux ressources...

❖ **Echéancier**

- 2023-2026

❖ **Résultats attendus :**

Quantitatifs :

- Nombre de formations
- Nombre de personnes formées
- Nombre de personnes aidées

Qualitatifs :

- Enquête de satisfaction dans les structures pour les usagers
- Enquête auprès des personnes en charge de l'accueil sur l'évolution des demandes concernant l'utilisation du numérique

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**11**

AXE STRATEGIQUE : Faciliter l'accès aux droits et aux services sur tout le territoire

OBJECTIF OPERATIONNEL : Développer une complémentarité et mettre en dynamique l'offre du territoire pour améliorer l'accès aux droits et aux services

INTITULE DE L'ACTION :

Accompagner une démarche d'animation de la vie locale sur le territoire

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération, Caf et autres partenaires spécifiques

❖ **Objectifs de l'action :**

- Favoriser les échanges de pratiques entre les acteurs de l'animation de la vie locale : Centres sociaux, espaces de vie sociale, associations locales…
- Réfléchir à des actions communes

❖ **Déroulement / Description / Publics :**

- Etat des lieux de l'existant sur le territoire de la COBAS
- Partage des outils sur les modes de participation des habitants en s'appuyant sur des expériences existantes
- Réflexion sur la place des habitants dans l'animation de la vie locale

❖ **Partenaires**

- Centres sociaux, Espaces de vie sociale, associations,
- Maisons des associations, offices du tourisme, maisons et conseils de quartier...
- Collectivités, CAF

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Mobilisation des professionnels
- Financement selon les actions (Caf, Département …)

❖ **Echéancier**

- 2023-2026

❖ **Résultats attendus**

Quantitatifs :
- Nombre de réunions organisées
- Nombre de participants

Qualitatifs:
- Actions communes réalisées

Convention Territoriale Globale 2022-2026
Fiche Action n°**12**

AXE STRATEGIQUE : Faciliter l'accès aux droits et aux services sur tout le territoire

OBJECTIF OPERATIONNEL : Développer une complémentarité et mettre en dynamique l'offre du territoire pour améliorer l'accès aux droits et aux services

INTITULE DE L'ACTION :

Renforcer les liens des acteurs du territoire autour de l'alimentaire

❖ **Pilotage (Référent) de l'action :**

Chargés de coopération en lien avec les directeurs
des Centres Communaux d'Action Sociale des 4 communes.

❖ **Objectifs de l'action :**

- Faciliter la mise en réseau et la coordination des intervenants institutionnels et associatifs en lien avec l'offre alimentaire sous toutes ses formes ((banque alimentaire, bons alimentaires, tickets services, épicerie sociale ...), en respectant la complémentarité de chacun.

- Identifier les besoins de nouvelles catégories de population : travailleurs précaires, jeunes 16-25 ans, emplois à temps partiels et contrats à durée déterminée, personnes âgées (minimum vieillesse et retraités), familles monoparentales au regard du contexte socio-économique actuel.

- Favoriser le lien entre santé et alimentation : habitudes alimentaires, accessibilité physique et économique de l'offre …

❖ **Partenaires**

Collectivités du territoire, CAF, et d'autres partenaires à identifier

❖ **Moyens : financiers / humains /techniques**

- Mobilisation de personnels (Chargés de coopération, professionnels de terrain…)
- Budget à définir selon les actions à développer

❖ **Echéancier**

2023-2026

❖ **Résultats attendus :**

Quantitatifs :

- Nombre d'actions mises en place
- Nombre de participants

Qualitatifs :

- Enquête de satisfaction auprès des professionnels et des participants.

Monsieur le Maire
Merci Mme Devarieux, des interventions ? nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme POULAIN **DEL2023-09-487**

MUTUALISATION DES MÉDIATHÈQUES : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT D'UN PORTAIL INTERNET ET D'UNE CARTE RÉSEAU À DESTINATION DES USAGERS

Convention avec la COBAS

Mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5216-7-1 et L.5215-27 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 12 février 2015 approuvant le schéma de mutualisation présenté par la COBAS ;

Vu la délibération de la COBAS du 27 mars 2015, approuvant le schéma de mutualisation des services 2014/2020 ;

Vu la délibération de la COBAS du 27 février 2017 relative à la mise en place des portails numériques ;

Vu la délibération du conseil municipal du 11 juillet 2017 approuvant la convention de mise à disposition des bibliothèques municipales du Sud Bassin d'un portail Internet mutualisé présenté par la COBAS ;

VU le projet de convention d'organisation et de fonctionnement d'un portail Internet des médiathèques et d'une carte réseau à destination des usagers, ci annexé ;

VU le règlement d'utilisation de la carte réseau à destination des usagers, ci annexé,

Considérant que la Ville de La Teste de Buch, comme les trois autres communes et la COBAS, s'est engagée à mettre en place la mutualisation des fonds de collections des médiathèques et bibliothèques du territoire.

Considérant qu'afin de poursuivre cette coopération, il vous est proposé d'approuver la convention d'organisation et de fonctionnement d'un portail Internet et d'une carte réseau à destination des usagers des médiathèques de la COBAS ainsi que le règlement d'utilisation de cette carte.

Cette convention, passée à titre gratuit pour une durée de trois ans entre les quatre villes et la COBAS, formalise les modalités de fonctionnement du réseau des médiathèques et comprend :

- la mutualisation des fonds de collections avec un logiciel de gestion et un portail Internet communs ;
- la mutualisation des adhésions avec la mise à disposition d'une carte réseau unique pour l'ensemble des usagers.

Le règlement d'utilisation de la carte est à destination des usagers. Il a pour objet de déterminer les conditions d'accès au réseau de lecture publique de la COBAS. Il vient compléter le règlement intérieur de chacun des établissements.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 19 septembre 2023, de bien vouloir :

- APPROUVER le projet de convention d'organisation et de fonctionnement d'un portail internet et d'une carte réseau à destination des usagers des médiathèques des quatre communes de la COBAS ;

- APPROUVER le règlement d'utilisation de la carte réseau ;

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la présente convention avec la COBAS.

MUTUALISATION DES MÉDIATHÈQUES :
ANISATION ET FONCTIONNEMENT D'UN PORTAIL INTERNET ET D'UNE CARTE RÉSEAU À DESTINATION DES USAGERS

Convention avec la COBAS

Note explicative de synthèse

Dans le cadre plus général du schéma de mutualisation des services, les quatre communes du territoire de la COBAS ont mutualisé les fonds de collections des médiathèques / bibliothèques.

L'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) a financé la mise en place d'un portail Internet des bibliothèques du Sud Bassin. Ce portail permet notamment d'accéder au catalogue en ligne de toutes les structures du territoire, de faire connaitre le fonctionnement et informations pratiques des bibliothèques et médiathèques, de présenter leurs événements et des opérations communes, de proposer des contenus mutualisés (tels que « coup de cœur ») mais aussi de mettre à disposition en ligne des ressources numériques.

Le Système Intégré de Gestion des Bibliothèques (SIGB) de Decalog, financé par la COBAS, est donc commun à tous les établissements communaux.

Afin de poursuivre cette coopération, il est proposé à l'assemblée délibérante d'approuver une nouvelle convention d'organisation et de fonctionnement d'un portail Internet et d'une carte réseau à destination des usagers des médiathèques de la COBAS ainsi que le règlement d'utilisation de cette carte qui permet la mutualisation des adhésions.

Avec cette carte réseau, les usagers du territoire de l'EPCI disposent d'un compte lecteur unique pour se connecter au portail. Ils peuvent emprunter des documents sur l'ensemble du réseau avec un abonnement unique et accéder plus facilement aux fonds documentaires des médiathèques / bibliothèques des quatre communes. L'accès à La Biblio, culture partagée de La Teste de Buch est gratuit pour tous les publics.

La délibération a donc pour objet d'approuver les termes de la convention d'organisation et de fonctionnement d'un portail internet et d'une carte réseau à destination des usagers des médiathèques des quatre communes de la COBAS, d'approuver le règlement d'utilisation de la carte réseau et d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention avec la COBAS.

Pièces jointes :

- *Convention d'organisation et de fonctionnement d'un portail internet des médiathèques et d'une carte réseau à destination des usagers entre la COBAS et la ville de La Teste de Buch,*
- *Règlement de l'abonnement unique du réseau de lecture publique de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud.*

Convention d'organisation et de fonctionnement d'un portail internet des médiathèques et d'une carte réseau à destination des usagers entre la COBAS et la ville de La Teste de Buch

ENTRE

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, sise 2 Allée d'Espagne, 33120 Arcachon, représentée par sa Présidente, Marie-Hélène DES ESGAULX, par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 septembre 2023.

Ci-après dénommée « La COBAS »

D'une part,

ET

La commune de La Teste de Buch, sise Esplanade Edmond Doré – BP 50105 – 33164 La Teste de Buch Cedex, représentée par son Maire, Patrick DAVET, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023

Ci-après dénommée « La commune »

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5216-7-1 et L.5215-27 ;
Vu la délibération n°15-31 du 27 mars 2015 du Conseil Communautaire portant sur l'adoption du schéma de mutualisation des services 2014/2020 dont la mise en place de la mutualisation des fonds de collection des médiathèques ;
Vu la délibération n°17-24 du 27 février 2017 du Conseil Communautaire portant sur la mise en place du portail des médiathèques.

Considérant que, dans ce cadre, dans l'intérêt d'une bonne gestion, et pour permettre d'assurer un accès aux fonds documentaires des médiathèques du territoire de la COBAS, à l'ensemble de ses usagers, il apparaît nécessaire de mettre en place par convention :

- Une mutualisation de leur portail internet ;
- Une mutualisation des adhésions des usagers, via le logiciel de gestion des bibliothèques, et matérialisée par la mise à disposition d'une carte d'adhérent unique « réseau des médiathèques » entre les communes signataires de cette convention.

Considérant qu'il convient de fixer les modalités par lesquelles la COBAS entend :
- - Mettre à disposition ledit portail ;
- - Mutualiser les adhésions et mettre à disposition ladite carte réseau.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

1.1 Le portail

La présente convention a pour objet, de mettre à la disposition de la commune un portail internet mutualisé des médiathèques.

Les services apportés par le portail sont notamment les suivants :
- la mutualisation des fonds documentaires des médiathèques ;
- l'accès au catalogue en ligne pour l'ensemble des usagers du territoire ;
- l'accès à des contenus mutualisés et à diverses informations culturelles.

1.2 La carte réseau

La présente convention a pour objet de mutualiser les adhésions usagers des médiathèques et de mettre à disposition une carte réseau sur les Communes signataires de cette convention.

Les services apportés par la mutualisation des adhésions sont :
- l'emprunt de documents sur l'ensemble du réseau avec un abonnement unique ;
- l'accès facilité aux fonds documentaires des médiathèques ;
- un compte lecteur unique pour se connecter au portail.

ARTICLE 2 : DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de trois (3) années à compter de sa notification aux parties.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE GESTION ET D'EXÉCUTION DES SERVICES

3.1 Le portail

La commune assure la gestion de la partie du portail qui lui échoit : rédaction d'articles, alimentation de l'agenda culturel, mise à jour des informations pratiques relatives à sa médiathèque.

Elle s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne utilisation du portail ;
- utiliser le portail conformément à sa destination ;
- informer la COBAS de tout dysfonctionnement majeur de l'outil.

Les modalités d'administration de l'outil seront déterminées en concertation entre la COBAS et l'ensemble des communes.

Le personnel en charge de la coordination du réseau des médiathèques est l'administrateur principal. Il a pour rôle :

- l'accompagnement et la formation des équipes à l'utilisation du portail ;
- la coordination des publications (articles, agenda culturel) ;
- le lien avec les services informatiques et le webmaster.

3.2 La carte réseau

La commune assure l'inscription des usagers et la distribution des cartes.

Elle s'engage à :

- mettre à disposition le règlement d'utilisation des cartes aux usagers ;
- informer les usagers des modalités de l'adhésion unique et de l'utilisation de la carte ;
- informer la COBAS de tout dysfonctionnement majeur et des besoins de réassort de cartes.

Les modalités de mise en place de la mutualisation des adhésions et de la mise à disposition de la carte unique seront déterminées en concertation entre la COBAS et l'ensemble des communes et feront l'objet d'un règlement d'utilisation.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIÈRES

La présente convention est passée à titre gratuit.

La COBAS s'acquitte de la totalité des charges nécessaires à l'achat et au fonctionnement régulier des prestations.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

La COBAS s'engage à prendre à sa charge les coûts inhérents à la création, l'édition, la publication des supports de communication du réseau, dans la limite de ses inscriptions budgétaires.

La commune et sa bibliothèque/médiathèque s'engagent à utiliser les visuels fournis par la COBAS dédiés au réseau pour toutes communications relatives au portail, à la carte réseau et aux actions culturelles communes.

ARTICLE 6 : RÉSILIATION

La présente convention prendra fin par :

- la résiliation amiable entre la COBAS et la commune, celle-ci pouvant intervenir à tout moment pendant la durée de la convention ;
- la résiliation par l'une des parties à la présente convention en cas d'inexécution des obligations essentielles de son cocontractant.

Dans les deux cas, un préavis de trois (3) mois, après réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception, devra être respecté.

La commune sera tenue de remettre à la COBAS tous les biens qu'elle aura entretenus dans le cadre de la gestion du service, et ce en état normal de service.

ARTICLE 7 : LITIGES

Tout litige inhérent à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

Les parties s'engagent, préalablement à une action juridictionnelle, pour tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application et de la mise en œuvre de la présente convention, à se rapprocher afin de rechercher une issue amiable à celui-ci.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS TERMINALES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la commune et de la communauté.

Fait à Arcachon en quatre exemplaires, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud,	Pour la commune de La Teste de Buch,
La Présidente Marie-Hélène DES ESGAULX	Le Maire et Conseiller Départemental Patrick DAVET

Règlement de l'abonnement unique du réseau de lecture publique de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud

---

Ce règlement a pour objet de déterminer les conditions de fonctionnement du réseau de lecture publique de la COBAS.
Il fixe les droits et devoirs des usagers, c'est-à-dire toute personne physique ou morale utilisant ses services.

Ce règlement complète le règlement intérieur de chacun des établissements, les professionnels sont les garants de son application.

Article 1 : Présentation :

Les communes d'Arcachon, La Teste-de-Buch, Gujan-Mestras et Le Teich ont décidé avec la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud de s'associer pour créer un réseau de lecture publique.

Le réseau des médiathèques est un service public gratuit destiné à tous, composé de 4 structures municipales.

Il favorise l'accès à l'information, à la formation, à la culture, et aux loisirs à travers une offre documentaire et culturelle variée et adaptée à tous.

Article 2 : Conditions d'accès aux médiathèques

L'accès aux Médiathèques et Bibliothèques des communes d'Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras et Le Teich est gratuit pour tous ainsi que la consultation des documents sur place.

Les usagers doivent se conformer à la règlementation générale de sécurité concernant les établissements recevant du public.

Certains services (accès Internet, photocopies, animations culturelles etc.) peuvent nécessiter, dans certains établissements du réseau, une inscription spécifique soumise à des conditions particulières (voir le règlement propre à chaque établissement).

Les horaires d'ouverture des médiathèques sont disponibles dans chaque établissement et sur le site internet du réseau des médiathèques.

Article 3 : Conditions d'inscription

a. **Une inscription, renouvelable** chaque année à date anniversaire, est nécessaire pour emprunter, réserver, prolonger des documents, utiliser les ressources en ligne disponibles sur le site Internet du réseau de lecture publique de la COBAS, l'utilisation des outils informatiques.
   Une carte est remise à l'usager, elle est strictement personnelle et nominative. Elle est valable dans l'ensemble des 4 médiathèques de la COBAS.

b. **L'inscription est gratuite** dans les 4 médiathèques pour tous les habitants de la COBAS.

Une cotisation payante est demandée pour les adultes habitants hors COBAS dans les médiathèques d'Arcachon et de Gujan-Mestras.

- 30€ à Arcachon
- 30,50€ à Gujan-Mestras

c. **Pour s'inscrire et se réinscrire**, l'usager doit présenter :
   - Une pièce d'identité par carte concernée
   - Un justificatif de domicile de moins de 3 mois (quittance de loyer, facture EDF ou de téléphone, …)
   - Une autorisation parentale ou du responsable légal pour les mineurs

Il est recommandé aux usagers d'indiquer une adresse e-mail et/ou un numéro de téléphone portable lors de l'inscription afin qu'ils puissent recevoir les informations du Réseau de lecture publique (mise à disposition des réservations, rappel des retards, modification des services, actualités, etc.).

d. **Tout changement de domicile** doit être signalé le plus rapidement possible, avec présentation du justificatif du nouveau domicile (justificatif de moins de 3 mois).

e. **Toute perte de la carte** doit être immédiatement signalée. Pour obtenir une nouvelle carte l'usager doit présenter une pièce d'identité par carte concernée dans une Médiathèque et être à jour de ses prêts sur l'ensemble du réseau.

Article 4 : Conditions de prêts de documents

a. **L'emprunt est accessible aux usagers inscrits sur présentation de leur carte de lecteur.**

L'abonnement unique permet d'emprunter des documents dans n'importe quelle médiathèque partenaire du réseau de lecture publique. Elle est obligatoire dans les médiathèques équipées d'automates de prêt.

b. **Les documents doivent être rendus dans la médiathèque d'emprunt.**

c. **Il est possible d'emprunter de 10 à 15 documents maximum par médiathèque pour une durée d'un mois**

En fonction des médiathèques, certains documents faisant l'objet d'une signalisation particulière ne peuvent être consultés que sur place : ils sont exclus du prêt.

d. **La réservation et la prolongation des documents**

Un document peut être prolongé 1 fois d'un mois supplémentaire, sous conditions. L'opération de prolongation s'effectue auprès des bibliothécaires, sur un automate ou depuis le compte lecteur sur le site internet du réseau (identifiants transmis par e-mail lors de l'inscription).
Un document peut être réservé auprès des bibliothécaires ou depuis le compte lecteur.
Le nombre de réservations maximum par usager et leurs durées varient en fonction des médiathèques.

e. **L'inscription au réseau permet aussi l'accès aux ressources numériques en ligne** (presse, autoformation, e-books, musique, ...) du département sur le site de BiblioGironde via le portail des médiathèques.

f. **Le prêt aux collectivités**

Les collectivités et institutions de toute nature (crèches, écoles, associations, services municipaux, …) peuvent bénéficier d'un droit de prêt gratuit. Les modalités d'accès dépendent du fonctionnement de chaque médiathèque.
L'emprunt de documents se fait prioritairement dans sa commune de rattachement.

g. **Retard et détérioration**

L'usager est tenu de rapporter les documents empruntés au plus tard à la date prévue.
En cas de retard, le prêt peut être suspendu.
Les services des médiathèques relancent par téléphone, mail ou courrier les documents non rendus selon leurs modalités inscrites dans leur règlement intérieur.

En cas de perte, de non restitution ou de détérioration d'un document, l'abonné doit assurer son remplacement ou à défaut son remboursement auprès de la médiathèque propriétaire si celle-ci dispose d'une régie.

———

Monsieur SAGNES
Merci Mme Poulain, des interventions ? nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme JECKEL **DEL2023-09-488**

ADHÉSION AU DISPOSITIF PASS CULTURE

Mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture » ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture » ;

Vu le décret n° 2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du « pass Culture » aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du « pass Culture » aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du « pass Culture » aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée ;

Vu le budget primitif des exercices 2023 et suivants (crédits ouverts au 1er janvier dans la limite des crédits votés l'année précédente conformément à l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales) ;

Considérant la volonté de la Ville de La Teste de Buch d'encourager les jeunes à développer leur goût pour la culture et diversifier leurs expériences artistiques,

Considérant l'intérêt pour la Ville de La Teste de Buch de participer au dispositif Pass Culture porté par la Société par Actions Simplifiées (SAS) Pass Culture,

Considérant le remboursement assuré par la SAS Pass Culture suite aux transactions effectuées dans le cadre du dispositif,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 19 septembre 2023, de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de ladite convention de partenariat ci-annexée,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la présente convention de partenariat avec la SAS Pass Culture pour pouvoir intégrer l'offre des établissements municipaux à l'offre du Pass Culture,

- AUTORISER Monsieur le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

ADHÉSION AU DISPOSITIF PASS CULTURE

Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch entend favoriser et encourager encore davantage l'accès à la culture pour les jeunes de 15 à 20 ans en intégrant le dispositif du pass Culture. Cela permettra de susciter l'envie, de faciliter l'éducation artistique et d'accéder à une vie culturelle de proximité. Des offres gratuites seront également répertoriées afin de promouvoir et de donner de la visibilité aux établissements culturels testerins.

Le pass Culture est un dispositif mis en place par le ministère de la Culture, porté par la société par actions simplifiée (SAS) Pass Culture. Il se présente sous la forme d'une application mobile géolocalisée, qui répond aux pratiques sociales et de consommation des nouvelles générations.

Doté par exemple d'un crédit de 300 euros pour tous les jeunes âgés de 18 ans sans autre condition que leur âge et valable pendant deux ans, le Pass Culture est un outil visant à encourager les jeunes à développer leur goût pour la culture et diversifier leurs expériences artistiques ; c'est autant un dispositif d'aide financière qu'un outil centralisant l'information artistique et culturelle d'un territoire.

Crédits individuels

15 ans	16 et 17 ans	18 ans
20 €	30 €	300 €

Une fois l'inscription a une activité validée, la somme correspondante sera déduite du forfait du jeune inscrit et la Ville de La Teste de Buch percevra, quant à elle, un remboursement équivalent par le ministère de la Culture.

L'adhésion au dispositif est gratuite et ouverte à tous les acteurs culturels qu'ils soient publics, privés ou associatifs.

Afin de pouvoir intégrer l'offre des établissements municipaux à l'offre du Pass Culture, il est proposé d'autoriser la signature d'une convention de partenariat avec la SAS Pass Culture.

La délibération a donc pour objet d'approuver les termes de la convention de partenariat avec la SAS Pass Culture, d'autoriser M. le Maire à la signer mais aussi à prendre les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La **société pass Culture**, Société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 89 Rue de la Boétie, 75008 Paris, immatriculée au R.C.S Paris sous le numéro 853 318 459,
Représentée son Président, Monsieur Sébastien CAVALIER,

Ci-après dénommée « SAS pass Culture »

D'UNE PART,

ET

La **commune de La Teste de Buch**, immatriculée sous le numéro (SIRET/RCS) 21330529500254, dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville – Esplanade Edmond Doré – BP 50105 – 33164 La Teste de Buch Cedex,
Représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « Partenaire »

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées individuellement une « Partie » et, collectivement, les « Parties »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le pass Culture est un dispositif mis en place par le ministère de la Culture, porté par la SAS pass Culture, créée à cet effet. Il s'adresse aux jeunes à partir de 15 ans pour leur offrir, sur une application dédiée et géolocalisée, l'accès à toutes les offres culturelles accessibles autour de chez eux, en ouvrant à chacun d'entre eux un crédit. Il s'agit donc à la fois de lever le frein financier entre de nombreux jeunes et l'offre culturelle, et de permettre à chacun de construire son propre parcours à travers une plateforme éditorialisée qui recense les propositions d'acteurs culturels de tous les secteurs (cinéma, livre, spectacle vivant, musique, musées et expositions, cours et pratiques artistiques les plus variées, etc.). L'application sans crédit est également ouverte à tous et permet à l'ensemble des utilisateurs de découvrir l'offre culturelle présente sur le pass Culture et notamment celle du Partenaire.
Conformément au décret n° 2021-1453 du 6 novembre 2021, le pass Culture est étendu aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée en milieu scolaire à compter de janvier 2022 selon les conditions et modalités fixées par l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n° 2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du « pass Culture » aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée, et à l'arrêté du 20

septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du « pass Culture » aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention entre la SAS pass Culture et le Partenaire a pour objet d'établir les termes de leur partenariat. Celui-ci doit permettre aux détenteurs du pass Culture d'accéder aux offres culturelles relevant de la compétence du Partenaire.

Article 2 – Engagements des Parties

1) Les engagements du Partenaire

Le Partenaire relaie le dispositif pass Culture à travers les canaux de communication dont il dispose afin de garantir la bonne information à destination des utilisateurs du pass Culture et du grand public. Il promeut également le dispositif auprès de ses structures partenaires susceptibles de proposer des offres culturelles éligibles sur le pass Culture.

Les offres culturelles du Partenaire seront proposées sur le pass Culture dans le but d'y faciliter l'accès aux utilisateurs. Ces offres devront respecter le périmètre des domaines d'activités éligibles indiquées dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels (CGU) disponibles sur le site internet du pass Culture (https://pass.culture.fr/cgu-professionnels/).

Pour proposer ces offres sur le pass Culture, le Partenaire ou l'acteur culturel sous la responsabilité du Partenaire devra créer un compte sur la plateforme pass Culture. En outre, le Partenaire peut proposer des activités d'éducation artistique et culturelle à destination des groupes scolaires (offres culturelles collectives), en conformité avec la réglementation applicable au pass Culture et les CGU, dès lors qu'il est préalablement référencé sur l'Application Dédiée À la Généralisation de l'Éducation artistique et culturelle (ADAGE) éditée par le Ministère de l'Education Nationale, conformément à l'arrêté du 20 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du pass Culture aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée.

Afin de garantir le remboursement par la SAS pass Culture des offres réservées, le Partenaire désigne un responsable financier, habilité à renseigner et à modifier l'IBAN du Partenaire et de ses établissements. Le responsable financier est identifié à l'aide de la fiche délégation de gestion financière remplie et signée par le représentant du Partenaire et transmise à la SAS pass Culture ou par un document interne justifiant de cette délégation.

Les informations bancaires et la délégation de gestion financière seront transmises à la SAS pass Culture par le Partenaire ou la structure culturelle qui lui est rattachée, sous sa responsabilité, via une démarche sécurisée et confidentielle sur le site Démarches Simplifiées. D'autres documents complémentaires pourront également être demandés à cette occasion. Le Partenaire s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation du pass Culture

applicables pour les utilisateurs professionnels.

2) Les engagements de la SAS pass Culture

La SAS pass Culture référence les offres culturelles proposées par le Partenaire sur l'application pass Culture dès lors qu'elles satisfont aux conditions stipulées ci-avant. Les offres culturelles du Partenaire pourront également être intégrées à des campagnes de communication menées par la SAS pass Culture.
Les offres culturelles du Partenaire réservées à travers le pass Culture feront l'objet d'un remboursement par la SAS pass Culture dans les conditions prévues par les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels. Ainsi, le montant des réservations sera reversé au Partenaire par la SAS pass Culture selon le barème de remboursement figurant dans les conditions générales d'utilisation disponibles sur le site internet du pass Culture. Ce barème s'applique au niveau de chaque établissement du Partenaire, un établissement s'entendant au sens d'un lieu avec son propre n° de SIRET.
Le remboursement des offres validées par le Partenaire se fait par virement bancaire sur le ou les comptes renseignés par le Partenaire.

Article 3 – Application des conditions générales d'utilisation

La présente convention n'a pas vocation à se substituer aux dispositions inscrites dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels.
Les conditions générales d'utilisation sont susceptibles d'évoluer au cours de la convention.

En cas de modification des CGU, les nouvelles dispositions s'appliqueront de plein droit à la présente convention à compter de leur entrée en vigueur.

Toute modification des CGU est communiquée aux acteurs culturels par courrier électronique 7 (SEPT) jours avant leur entrée en vigueur. En cas de désaccord sur ces modifications, le Partenaire pourra fermer son compte dans un délai d'un mois à compter de la publication de ces modifications sur le site pass.culture.fr, et après la clôture des derniers remboursements. A défaut, le Partenaire sera réputé avoir accepté les CGU modifiées.

Article 4 – Protection des données personnelles

Dans le cadre de ce contrat, le Partenaire peut être amené à utiliser des données personnelles des utilisateurs du pass Culture.

Ces données personnelles sont transmises au Partenaire par la SAS pass Culture dans le seul but de garantir aux utilisateurs du pass Culture l'accès à l'offre culturelle qui aura fait l'objet d'une réservation.

Elles ne pourront en aucun cas être utilisées à d'autres fins, notamment de communications commerciales ou promotionnelles.

Dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent au respect strict du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – RGPD –, et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à

l'informatique, aux fichiers et aux libertés – « Loi informatique et libertés ».
Les Parties ne pourront être tenues responsables du manquement aux dispositions exposées ci-dessus par l'une ou l'autre Partie.

Article 5 – Durée du partenariat - Résiliation

La convention est valable pour un an à compter de la date de signature et est renouvelable par tacite reconduction.
Les Parties peuvent convenir de mettre fin à la convention, d'un commun accord. Elles peuvent également y mettre un terme dans les conditions prévues dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels. La résiliation de la convention entraîne de plein droit la résiliation des services associés.

Article 6 – Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution, la non-exécution et/ou l'interprétation des présentes seront régis par la loi française.
En cas de différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du contrat, les Parties s'engagent, préalablement à toute procédure judiciaire, à tenter de résoudre ce différend à l'amiable.
En cas d'échec de la tentative de solution amiable, les Parties se réfèreront aux tribunaux compétents pour statuer sur tout litige à propos du contrat, notamment de la formation, de l'exécution, de l'interprétation, de la résiliation ou de la résolution du contrat.

Fait à La Teste de Buch en deux exemplaires le .....

Pour le Partenaire,	**Pour la SAS pass Culture,**
Patrick DAVET Maire de La Teste de Buch	Pour le Président de la SAS pass Culture et par délégation Hélène AMBLES Directrice du développement

DÉLÉGATION DE GESTION FINANCIÈRE

Je soussigné(e)

Nom : _____

Prénom : _____

Né(e) le :_____à : _____

En ma qualité de représentant de

Nom de l'organisme : _____

Numéro de SIREN : _____

Autorise la personne mentionnée ci-dessous à renseigner sur la plateforme pass Culture les coordonnées bancaires de l'organisme que je représente :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse email : _____

En outre, par la présente, je m'engage à prévenir l'équipe du pass Culture, en cas de changement relatif à cette autorisation.

JE DÉCLARE AVOIR CONNAISSANCE DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AUXATTESTATIONS OU JUSTIFICATIFS FAISANT ÉTAT DE FAITS MATÉRIELS INEXACTS.

Fait à_____**le** _____

Signature précédée de la mention "Lu et approuvé"

Monsieur SAGNES
Merci Mme Jeckel , des interventions ? nous passons au vote

Opposition : pas d'opposition

Abstention : Pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme POULAIN **DEL2023-09-489**

FESTIVAL DE THÉÂTRE « LES SCÈNES D'OLIVIER MARCHAL »

CONVENTIONS DE MÉCÉNAT

Vu le Code général des collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29 ;

Vu la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et fondations,

Vu les conventions de mécénat ci-jointes ;

Mes chers collègues,

Considérant qu'en raison des contraintes budgétaires qui pèsent sur la commune, la Ville de La Teste de Buch doit diversifier ses sources de financement pour conduire ses missions d'intérêt général,

Considérant que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en place des mécénats avec les acteurs économiques,

Considérant la nécessité d'officialiser, de contractualiser et de détailler chacun des mécénats,

Considérant que le festival de théâtre « Les scènes d'Olivier Marchal » se déroulera du 09 au 18 novembre 2023 au théâtre Pierre Cravey de la Teste de Buch,

Considérant que dans le cadre de leurs politiques de mécénat et leurs actions de valorisation du patrimoine artistique mais aussi de diffusion de la culture, les sociétés :

- Groupe CF - Compagnie Fiduciaire,
- LAGRUA (Intermarché La Teste de Buch),
- STOA Promotion,
- Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique,
- Vermilion REP SAS,
- SARL Office Notarial B'A,

ont, à ce jour, souhaité apporter leur soutien au projet de festival de théâtre précité par le biais d'un mécénat financier,

Considérant qu'il est nécessaire à cet effet, de rédiger une convention pour chacun de ces mécénats, précisant pour chacune de ces actions les modalités propres de ce mécénat,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 19 septembre 2023, de bien vouloir :

- VALIDER l'organisation globale de la démarche de mécénat dans le cadre du festival de théâtre « Les scènes d'Olivier Marchal »,

- ACCEPTER les participations financières effectuées dans le cadre de cette opération de mécénat pour un montant total de 47 500 € (quarante-sept mille cinq cent euros),

- IMPUTER les sommes à l'article 7713 du budget principal,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer les conventions prévues ci-dessus, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.

FESTIVAL DE THÉÂTRE « LES SCÈNES D'OLIVIER MARCHAL »

CONVENTIONS DE MÉCÉNAT

Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch a une volonté de dynamiser la politique culturelle par une programmation culturelle accessible au plus grand nombre permettant d'assister à des spectacles de renom et de qualité.

La deuxième édition du festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal » se déroulera du 9 au 18 novembre 2023 au Théâtre Cravey rue Gilbert Sore à la Teste de Buch. Il proposera sept spectacles :

- en ouverture le jeudi 9 novembre « 90 minutes avec Gérard DEPARDIEU et Pierre RICHARD »,
- vendredi 10 novembre « Au scalpel » avec Davy SARDOU et Bruno SALOMONE ;
- samedi 11 novembre « Je préfère qu'on reste ensemble » avec Michèle BERNIER et Olivier SITRUK ;
- dimanche 12 novembre « Voir les gens » avec Baptiste LECAPLAIN ;
- jeudi 16 novembre « La promesse de l'aube » avec Franck DESMEDT ;
- vendredi 17 novembre « Chers parents », d'Emmanuel et Armelle PATRON,
- samedi 18 novembre « Adieu… Peut-être… Merci… C'est sûr », avec Patrick TIMSIT.

Dans le cadre de sa politique de mécénat et considérant que la recherche de soutien auprès d'entreprises, de fondations et de particuliers constitue une ressource destinée à participer au financement des missions d'intérêt général assumées par la collectivité, la Ville de La Teste de Buch souhaite fédérer un maximum d'acteurs privés autour de son projet de festival de théâtre « Les scènes d'Olivier Marchal ».

Dans le cadre de leurs politiques de mécénat et leurs actions de valorisation du patrimoine artistique mais aussi de diffusion de la culture, les sociétés :

- Groupe CF - Compagnie Fiduciaire,
- LAGRUA (Intermarché La Teste de Buch),
- STOA Promotion,
- Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique,
- Vermilion REP SAS,
- SARL Office Notarial B'A,

ont, à ce jour, souhaité apporter leur soutien au projet de festival de théâtre précité par le biais d'un mécénat financier.

Ces mécénats prennent la forme d'un soutien financier comme suit :

- Le Groupe CF - Compagnie Fiduciaire domiciliée 68 quai de Paludate 33800 Bordeaux pour un montant de 10 000 €,
- La société LAGRUA (dénommée commercialement Intermarché), domiciliée Chemin Lagrua 33260 La Teste de Buch pour un montant de 10 000 €,
- La société STOA Promotion domiciliée 9, cours de Gourgue 33000 Bordeaux pour un montant de 10 000 €,
- La société anonyme coopérative de Banque Populaire domiciliée 10 quai de Queyries 33072 Bordeaux Cedex pour un montant de 5 000 €,
- La société VERMILION REP SAS domiciliée 1762 Route du Pontenx, 40160 Parentis en Born pour un montant de 5 000 €,
- La SARL Office Notarial B'A sise 14 boulevard du Général Leclerc 33120 Arcachon pour un montant de 7 500 €.

A cet effet, une convention a été rédigée pour chacun de ces mécénats, précisant pour chacune de ces actions les modalités propres de ce mécénat.

Places offertes aux mécènes

Mécènes	Participations	Nombres de places offertes pour la durée du festival
Groupe CF – Compagnie Fiduciaire	10 000 €	70
Société LAGRUA	10 000 €	70
STOA Promotion	10 000 €	70
Banque Populaire	5 000 €	28
VERMILION REP SAS	5 000 €	28
SARL Office Notarial B'A	7 500 €	42

Le mécène et ses invités sont également conviés à l'inauguration du festival et au point presse ainsi qu'aux deux cocktails dinatoires organisés les premier et dernier jours du festival.

La délibération correspondante a donc pour objet de :

- VALIDER l'organisation globale de la démarche de mécénat dans le cadre du festival de théâtre « Les scènes d'Olivier Marchal »,
- ACCEPTER les participations financières effectuées dans le cadre de cette opération de mécénat pour un montant total de 47 500 € (quarante-sept mille cinq cent euros).
- IMPUTER les sommes à l'article 7713 du budget principal.
- AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant à signer les conventions prévues ci-après ainsi que l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.

Convention de mécénat
entre la Ville de La Teste de Buch
et le groupe CF – Compagnie Fiduciaire

Festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal »

Entre, d'une part,

La Ville de La Teste de Buch, sise Esplanade Edmond Doré – BP 50105 – 33164 La Teste de Buch Cedex, représentée par son maire Patrick DAVET dûment habilité à cet effet par la délibération n° DEL 2023-09- ??? du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Ville »,

Et, d'autre part,

Le groupe CF – Compagnie Fiduciaire, sis 68 quai de Paludate – 33800 Bordeaux Cedex, représentée par Monsieur Jean-Philippe ROMERO agissant en qualité de Président Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « le mécène »,

Préambule

Le festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal » revient pour sa deuxième édition. Il se déroulera du 9 au 18 novembre 2023 au Théâtre Pierre Cravey de la Teste de Buch.

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice d'un projet d'intérêt général porté par la Ville de La Teste de Buch.

Aussi, en contrepartie, la Ville de La Teste de Buch s'engage à promouvoir l'image du mécène et mettre à disposition des places pour les sept spectacles du festival :

- jeudi 9 novembre : « 90 minutes avec Gérard DEPARDIEU et Pierre RICHARD » ;
- vendredi 10 novembre : « Au scalpel » avec Davy SARDOU et Bruno SALOMONE ;
- samedi 11 novembre : « Je préfère qu'on reste ensemble » avec Michèle BERNIER et Olivier SITRUK ;
- dimanche 12 novembre : « Voir les gens » avec Baptiste LECAPLAIN ;
- jeudi 16 novembre : « La promesse de l'aube » avec Franck DESMEDT ;

- vendredi 17 novembre : « Chers parents », d'Emmanuel et Armelle PATRON,
- samedi 18 novembre : « Adieu… Peut-être… Merci… C'est sûr », avec Patrick TIMSIT.

Le mécène et ses invités sont également conviés à l'inauguration du festival et au point presse ainsi qu'aux deux cocktails dinatoires organisés le premier et le dernier jour du festival.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration établies entre le mécène et la Ville.
Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

Article 2 – Engagements du mécène

2.1 Afin d'apporter son soutien au projet, le mécène s'engage à verser à la Ville, la somme de 10 000 € (dix mille euros) nets de taxes.
La somme devra être versée sur le compte de la Ville par virement à la signature de la convention (RIB communiqué en annexe de la présente convention).

2.2 La Ville gère le projet bénéficiant de financement privé via le mécène en toute indépendance et autonomie. Le mécène s'engage à ne pas tenter d'influer sur le projet tant dans son contenu (intellectuel, artistique, technique, etc.) qu'auprès des acteurs que le projet pourrait mobiliser.

Article 3 – Engagements de la Ville

3.1 Affectation du soutien financier
La Ville s'engage à utiliser la participation financière effectuée dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie dans la présente convention.
Dans le cas de l'annulation du projet, les parties feront leurs meilleurs efforts pour s'accorder sur un nouveau projet permettant de réaffecter la somme versée. Si toutefois aucun accord ne pouvait être trouvé, la Ville s'engage à rembourser la somme versée dans un délai de deux ans à compter du constat de désaccord, sauf contexte particulier.

3.2 Principe de non-exclusivité du mécène
Sauf accord des parties, aucune exclusivité ne peut être réservée au mécène.

3.3 Mention du nom du mécène
Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la ville développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.
La Ville s'engage notamment à faire apparaitre le logo de l'entreprise mécène sur tous les supports de communication.

Article 4 – Suivi du mécénat

La Ville s'attachera à faire un retour d'informations régulier au mécène s'agissant du projet.

Article 5 – Remerciements

Les mécènes peuvent recevoir des « contreparties » en guise de remerciements[1].

Les remerciements qui suivent pourront être consentis au mécène pendant la durée du festival.
Le mécène bénéficiera de :

- un accès privilégié au théâtre Pierre Cravey le 9 novembre 2023 à 18h pour l'inauguration du festival ;
- une invitation aux deux cocktails dînatoires les premier et dernier jours avec ses invités (qui assistent au spectacle selon son quota de places) ;
- sept places par spectacle soit soixante-dix places sur l'ensemble du festival.

5.1 Diffusion de l'image du mécène sur les supports de communication relatifs au projet
La Ville s'engage à faire figurer le nom du mécène et son logotype, à l'exception de tout message publicitaire, sur les supports d'information du projet.
Le mécène autorise la Ville à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité en respectant la charte graphique fournie en annexe. La Ville s'engage notamment à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype est limitée aux supports de la communication relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype du mécène est strictement personnelle à la Ville. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 6 – Communication sur le mécénat

La Ville autorise le mécène à évoquer son mécénat dans sa communication institutionnelle.
Le mécène doit soumettre à la Ville, pour validation expresse et préalable, toute forme et tout support de communication concernant le mécénat que le logotype ou la dénomination de la Ville soit reproduit ou non, trente jours avant la date de diffusion.
La Ville autorise le mécène à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité et en respectant la charte graphique fournie en annexe. Notamment, le mécène s'engage à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est limitée aux supports de la communication institutionnelle du mécène relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est strictement personnelle au mécène. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

[1] Dès lors qu'il existe « *une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la "prestation" rendue* »

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour la durée du festival « les scènes d'Olivier Marchal » de novembre 2023 à compter de sa signature par les parties.

Article 8 – Résiliation

La résiliation de la présente convention sera de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai de trente jours.
En cas de résiliation, les effets sont identiques au cas d'annulation du projet tel que défini à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 9 – Loi de la convention

La loi régissant la présente convention est la loi française.

Article 10 – Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent d'une phase préliminaire de conciliation pendant une période de trente jours.
À défaut d'accord amiable dans les trente jours, les parties conviennent de soumettre tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la convention au tribunal compétent français.

Article 11 – Élection de domicile

Les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

Fait à La Teste de Buch, le .....

Remis en deux exemplaires originaux

Pour la Ville de La Teste de Buch, Patrick DAVET	Pour le mécène, Jean-Philippe ROMERO
Maire de La Teste de Buch	Président directeur générale du groupe CF – Compagnie Fiduciaire

Convention de mécénat entre la Ville de La Teste de Buch et la société par actions simplifiée (SAS) Lagrua – Intermarché

Festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal »

Entre, d'une part,

La Ville de La Teste de Buch, sise Esplanade Edmond Doré – BP 50105 – 33164 La Teste de Buch Cedex, représentée par son maire Patrick DAVET dûment habilité à cet effet par la délibération n° DEL 2023-09- ??? du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Ville »,

Et, d'autre part,

La SAS Lagrua, sise chemin Lagrua – 33260 La Teste de Buch, représentée par Monsieur Éric GIANDUZZO agissant en qualité de Président de la société, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « le mécène »,

Préambule

Le festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal » revient pour sa deuxième édition. Il se déroulera du 9 au 18 novembre 2023 au Théâtre Pierre Cravey de la Teste de Buch.

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice d'un projet d'intérêt général porté par la Ville de La Teste de Buch.

Aussi, en contrepartie, la Ville de La Teste de Buch s'engage à promouvoir l'image du mécène et mettre à disposition des places pour les sept spectacles du festival :

- jeudi 9 novembre : « 90 minutes avec Gérard DEPARDIEU et Pierre RICHARD » ;
- vendredi 10 novembre : « Au scalpel » avec Davy SARDOU et Bruno SALOMONE ;
- samedi 11 novembre : « Je préfère qu'on reste ensemble » avec Michèle BERNIER et Olivier SITRUK ;
- dimanche 12 novembre : « Voir les gens » avec Baptiste LECAPLAIN ;
- jeudi 16 novembre : « La promesse de l'aube » avec Franck DESMEDT ;

- vendredi 17 novembre : « Chers parents », d'Emmanuel et Armelle PATRON,
- samedi 18 novembre : « Adieu… Peut-être… Merci… C'est sûr », avec Patrick TIMSIT.

Le mécène et ses invités sont également conviés à l'inauguration du festival et au point presse ainsi qu'aux deux cocktails dinatoires organisés le premier et le dernier jours du festival.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration établies entre le mécène et la Ville.
Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

Article 2 – Engagements du mécène

2.1 Afin d'apporter son soutien au projet, le mécène s'engage à verser à la Ville, la somme de 10 000 € (dix mille euros) nets de taxes.
La somme devra être versée sur le compte de la Ville par virement à la signature de la convention (RIB communiqué en annexe de la présente convention).

2.2 La Ville gère le projet bénéficiant de financement privé via le mécène en toute indépendance et autonomie. Le mécène s'engage à ne pas tenter d'influer sur le projet tant dans son contenu (intellectuel, artistique, technique, etc.) qu'auprès des acteurs que le projet pourrait mobiliser.

Article 3 – Engagements de la Ville

3.1 Affectation du soutien financier
La Ville s'engage à utiliser la participation financière effectuée dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie dans la présente convention.
Dans le cas de l'annulation du projet, les parties feront leurs meilleurs efforts pour s'accorder sur un nouveau projet permettant de réaffecter la somme versée. Si toutefois aucun accord ne pouvait être trouvé, la Ville s'engage à rembourser la somme versée dans un délai de deux ans à compter du constat de désaccord, sauf contexte particulier.

3.2 Principe de non-exclusivité du mécène
Sauf accord des parties, aucune exclusivité ne peut être réservée au mécène.

3.3 Mention du nom du mécène
Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la ville développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.
La Ville s'engage notamment à faire apparaitre le logo de l'entreprise mécène sur tous les supports de communication.

Article 4 – Suivi du mécénat

La Ville s'attachera à faire un retour d'informations régulier au mécène s'agissant du projet.

Article 5 – Remerciements

Les mécènes peuvent recevoir des « contreparties » en guise de remerciements[2].

Les remerciements qui suivent pourront être consentis au mécène pendant la durée du festival.
Le mécène bénéficiera de :

- un accès privilégié au théâtre Pierre Cravey le 9 novembre 2023 à 18h pour l'inauguration du festival ;
- une invitation aux deux cocktails dînatoires les premier et dernier jours avec ses invités (qui assistent au spectacle selon son quota de places) ;
- dix places par spectacle soit soixante-dix places sur l'ensemble du festival.

5.1 Diffusion de l'image du mécène sur les supports de communication relatifs au projet
La Ville s'engage à faire figurer le nom du mécène et son logotype, à l'exception de tout message publicitaire, sur les supports d'information du projet.
Le mécène autorise la Ville à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité en respectant la charte graphique fournie en annexe. La Ville s'engage notamment à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype est limitée aux supports de la communication relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype du mécène est strictement personnelle à la Ville. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 6 – Communication sur le mécénat

La Ville autorise le mécène à évoquer son mécénat dans sa communication institutionnelle.
Le mécène doit soumettre à la Ville, pour validation expresse et préalable, toute forme et tout support de communication concernant le mécénat que le logotype ou la dénomination de la Ville soit reproduit ou non, trente jours avant la date de diffusion.
La Ville autorise le mécène à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité et en respectant la charte graphique fournie en annexe. Notamment, le mécène s'engage à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est limitée aux supports de la communication institutionnelle du mécène relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est strictement personnelle au mécène. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

[2] Dès lors qu'il existe « *une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la "prestation" rendue »*

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour la durée du festival « les scènes d'Olivier Marchal » de novembre 2023 à compter de sa signature par les parties.

Article 8 – Résiliation

La résiliation de la présente convention sera de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai de trente jours.
En cas de résiliation, les effets sont identiques au cas d'annulation du projet tel que défini à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 9 – Loi de la convention

La loi régissant la présente convention est la loi française.

Article 10 – Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent d'une phase préliminaire de conciliation pendant une période de trente jours.
À défaut d'accord amiable dans les trente jours, les parties conviennent de soumettre tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la convention au tribunal compétent français.

Article 11 – Élection de domicile

Les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

Fait à La Teste de Buch, le .....

Remis en deux exemplaires originaux

Pour la Ville de La Teste de Buch, Patrick DAVET	Pour le mécène, Éric GIANDUZZO
Maire de La Teste de Buch	Président de la SAS Lagrua

Convention de mécénat
entre la Ville de La Teste de Buch
et la société par actions simplifiée (SAS) Stoa Groupe

Festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal »

Entre, d'une part,

La Ville de La Teste de Buch, sise Esplanade Edmond Doré – BP 50105 – 33164 La Teste de Buch Cedex, représentée par son maire Patrick DAVET dûment habilité à cet effet par la délibération n° DEL 2023-09- ??? du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Ville »,

Et, d'autre part,

La SAS Stoa Groupe, sise 9 cours de Gourgue – 33000 Bordeaux, représentée par Monsieur Aurélien MARCONI agissant en qualité de Président de la société Stoa, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « le mécène »,

Préambule

Le festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal » revient pour sa deuxième édition. Il se déroulera du 9 au 18 novembre 2023 au Théâtre Pierre Cravey de la Teste de Buch.

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice d'un projet d'intérêt général porté par la Ville de La Teste de Buch.

Aussi, en contrepartie, la Ville de La Teste de Buch s'engage à promouvoir l'image du mécène et mettre à disposition des places pour les sept spectacles du festival :

- jeudi 9 novembre : « 90 minutes avec Gérard DEPARDIEU et Pierre RICHARD » ;
- vendredi 10 novembre : « Au scalpel » avec Davy SARDOU et Bruno SALOMONE ;
- samedi 11 novembre : « Je préfère qu'on reste ensemble » avec Michèle BERNIER et Olivier SITRUK ;
- dimanche 12 novembre : « Voir les gens » avec Baptiste LECAPLAIN ;
- jeudi 16 novembre : « La promesse de l'aube » avec Franck DESMEDT ;
- vendredi 17 novembre : « Chers parents », d'Emmanuel et Armelle PATRON,
- samedi 18 novembre : « Adieu… Peut-être… Merci… C'est sûr », avec Patrick

TIMSIT.

Le mécène et ses invités sont également conviés à l'inauguration du festival et au point presse ainsi qu'aux deux cocktails dinatoires organisés le premier et le dernier jours du festival.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration établies entre le mécène et la Ville.
Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

Article 2 – Engagements du mécène

2.1 Afin d'apporter son soutien au projet, le mécène s'engage à verser à la Ville, la somme de 10 000 € (dix mille euros) nets de taxes.
La somme devra être versée sur le compte de la Ville par virement à la signature de la convention (RIB communiqué en annexe de la présente convention).

2.2 La Ville gère le projet bénéficiant de financement privé via le mécène en toute indépendance et autonomie. Le mécène s'engage à ne pas tenter d'influer sur le projet tant dans son contenu (intellectuel, artistique, technique, etc.) qu'auprès des acteurs que le projet pourrait mobiliser.

Article 3 – Engagements de la Ville

3.1 Affectation du soutien financier
La Ville s'engage à utiliser la participation financière effectuée dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie dans la présente convention.
Dans le cas de l'annulation du projet, les parties feront leurs meilleurs efforts pour s'accorder sur un nouveau projet permettant de réaffecter la somme versée. Si toutefois aucun accord ne pouvait être trouvé, la Ville s'engage à rembourser la somme versée dans un délai de deux ans à compter du constat de désaccord, sauf contexte particulier.

3.2 Principe de non-exclusivité du mécène
Sauf accord des parties, aucune exclusivité ne peut être réservée au mécène.

3.3 Mention du nom du mécène
Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la ville développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.
La Ville s'engage notamment à faire apparaitre le logo de l'entreprise mécène sur tous les supports de communication.

Article 4 – Suivi du mécénat

La Ville s'attachera à faire un retour d'informations régulier au mécène s'agissant du projet.

Article 5 – Remerciements

Les mécènes peuvent recevoir des « contreparties » en guise de remerciements[3].

Les remerciements qui suivent pourront être consentis au mécène pendant la durée du festival.
Le mécène bénéficiera de :

- un accès privilégié au théâtre Pierre Cravey le 9 novembre 2023 à 18h pour l'inauguration du festival ;
- une invitation aux deux cocktails dînatoires les premier et dernier jours avec ses invités (qui assistent au spectacle selon son quota de places) ;
- sept places par spectacle soit soixante-dix places sur l'ensemble du festival.

5.1 Diffusion de l'image du mécène sur les supports de communication relatifs au projet
La Ville s'engage à faire figurer le nom du mécène et son logotype, à l'exception de tout message publicitaire, sur les supports d'information du projet.
Le mécène autorise la Ville à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité en respectant la charte graphique fournie en annexe. La Ville s'engage notamment à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype est limitée aux supports de la communication relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype du mécène est strictement personnelle à la Ville. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 6 – Communication sur le mécénat

La Ville autorise le mécène à évoquer son mécénat dans sa communication institutionnelle.
Le mécène doit soumettre à la Ville, pour validation expresse et préalable, toute forme et tout support de communication concernant le mécénat que le logotype ou la dénomination de la Ville soit reproduit ou non, trente jours avant la date de diffusion.
La Ville autorise le mécène à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité et en respectant la charte graphique fournie en annexe. Notamment, le mécène s'engage à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est limitée aux supports de la communication institutionnelle du mécène relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est strictement personnelle au mécène. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour la durée du festival « les scènes d'Olivier Marchal » de novembre 2023 à compter de sa signature par les parties.

[3] Dès lors qu'il existe « *une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la "prestation" rendue »*

Article 8 – Résiliation

La résiliation de la présente convention sera de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai de trente jours.
En cas de résiliation, les effets sont identiques au cas d'annulation du projet tel que défini à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 9 – Loi de la convention

La loi régissant la présente convention est la loi française.

Article 10 – Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent d'une phase préliminaire de conciliation pendant une période de trente jours.
À défaut d'accord amiable dans les trente jours, les parties conviennent de soumettre tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la convention au tribunal compétent français.

Article 11 – Élection de domicile

Les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

Fait à La Teste de Buch, le .....

Remis en deux exemplaires originaux

Pour la Ville de La Teste de Buch, Patrick DAVET	Pour le mécène, Aurélien MARCONI
Maire de La Teste de Buch	Président de la SAS Stoa Groupe

Convention de mécénat
entre la Ville de La Teste de Buch
et la Banque Populaire

Festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal »

Entre, d'une part,

La Ville de La Teste de Buch, sise Esplanade Edmond Doré – BP 50105 – 33164 La Teste de Buch Cedex, représentée par son maire Patrick DAVET dûment habilité à cet effet par la délibération n° DEL 2023-09- ??? du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Ville »,

Et, d'autre part,

La Société anonyme coopérative de Banque Populaire, sise 10 quai des Queyries – 33072 Bordeaux Cedex, représentée par Monsieur Denis PILLIEZ agissant en qualité de Directeur de secteur du Bassin d'Arcachon, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « le mécène »,

Préambule

Le festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal » revient pour sa deuxième édition. Il se déroulera du 9 au 18 novembre 2023 au Théâtre Pierre Cravey de la Teste de Buch.

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice d'un projet d'intérêt général porté par la Ville de La Teste de Buch.

Aussi, en contrepartie, la Ville de La Teste de Buch s'engage à promouvoir l'image du mécène et mettre à disposition des places pour les sept spectacles du festival :

- jeudi 9 novembre : « 90 minutes avec Gérard DEPARDIEU et Pierre RICHARD » ;
- vendredi 10 novembre : « Au scalpel » avec Davy SARDOU et Bruno SALOMONE ;
- samedi 11 novembre : « Je préfère qu'on reste ensemble » avec Michèle BERNIER et Olivier SITRUK ;
- dimanche 12 novembre : « Voir les gens » avec Baptiste LECAPLAIN ;
- jeudi 16 novembre : « La promesse de l'aube » avec Franck DESMEDT ;
- vendredi 17 novembre : « Chers parents », d'Emmanuel et Armelle PATRON,
- samedi 18 novembre : « Adieu… Peut-être… Merci… C'est sûr », avec Patrick

TIMSIT.

Le mécène et ses invités sont également conviés à l'inauguration du festival et au point presse ainsi qu'aux deux cocktails dinatoires organisés le premier et le dernier jour du festival.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration établies entre le mécène et la Ville.
Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

Article 2 – Engagements du mécène

2.1 Afin d'apporter son soutien au projet, le mécène s'engage à verser à la Ville, la somme de 5 000 € (cinq mille euros) nets de taxes.
La somme devra être versée sur le compte de la Ville par virement à la signature de la convention (RIB communiqué en annexe de la présente convention).

2.2 La Ville gère le projet bénéficiant de financement privé via le mécène en toute indépendance et autonomie. Le mécène s'engage à ne pas tenter d'influer sur le projet tant dans son contenu (intellectuel, artistique, technique, etc.) qu'auprès des acteurs que le projet pourrait mobiliser.

Article 3 – Engagements de la Ville

3.1 Affectation du soutien financier
La Ville s'engage à utiliser la participation financière effectuée dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie dans la présente convention.
Dans le cas de l'annulation du projet, les parties feront leurs meilleurs efforts pour s'accorder sur un nouveau projet permettant de réaffecter la somme versée. Si toutefois aucun accord ne pouvait être trouvé, la Ville s'engage à rembourser la somme versée dans un délai de deux ans à compter du constat de désaccord, sauf contexte particulier.

3.2 Principe de non-exclusivité du mécène
Sauf accord des parties, aucune exclusivité ne peut être réservée au mécène.

3.3 Mention du nom du mécène
Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la ville développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.
La Ville s'engage notamment à faire apparaitre le logo de l'entreprise mécène sur tous les supports de communication.

Article 4 – Suivi du mécénat

La Ville s'attachera à faire un retour d'informations régulier au mécène s'agissant du projet.

Article 5 – Remerciements

Les mécènes peuvent recevoir des « contreparties » en guise de remerciements[4].

Les remerciements qui suivent pourront être consentis au mécène pendant la durée du festival.
Le mécène bénéficiera de :

- un accès privilégié au théâtre Pierre Cravey le 9 novembre 2023 à 18h pour l'inauguration du festival ;
- une invitation aux deux cocktails dînatoires les premier et dernier jours avec ses invités (qui assistent au spectacle selon son quota de places) ;
- quatre places par spectacle soit vingt-huit places sur l'ensemble du festival.

5.1 Diffusion de l'image du mécène sur les supports de communication relatifs au projet
La Ville s'engage à faire figurer le nom du mécène et son logotype, à l'exception de tout message publicitaire, sur les supports d'information du projet.
Le mécène autorise la Ville à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité en respectant la charte graphique fournie en annexe. La Ville s'engage notamment à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype est limitée aux supports de la communication relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype du mécène est strictement personnelle à la Ville. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 6 – Communication sur le mécénat

La Ville autorise le mécène à évoquer son mécénat dans sa communication institutionnelle.
Le mécène doit soumettre à la Ville, pour validation expresse et préalable, toute forme et tout support de communication concernant le mécénat que le logotype ou la dénomination de la Ville soit reproduit ou non, trente jours avant la date de diffusion.
La Ville autorise le mécène à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité et en respectant la charte graphique fournie en annexe. Notamment, le mécène s'engage à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est limitée aux supports de la communication institutionnelle du mécène relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est strictement personnelle au mécène. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 7 – Durée

[4] Dès lors qu'il existe « *une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la "prestation" rendue »*

La présente convention est conclue pour la durée du festival « les scènes d'Olivier Marchal » de novembre 2023 à compter de sa signature par les parties.

Article 8 – Résiliation

La résiliation de la présente convention sera de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai de trente jours.
En cas de résiliation, les effets sont identiques au cas d'annulation du projet tel que défini à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 9 – Loi de la convention

La loi régissant la présente convention est la loi française.

Article 10 – Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent d'une phase préliminaire de conciliation pendant une période de trente jours.
À défaut d'accord amiable dans les trente jours, les parties conviennent de soumettre tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la convention au tribunal compétent français.

Article 11 – Élection de domicile

Les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

Fait à La Teste de Buch, le .....

Remis en deux exemplaires originaux

Pour la Ville de La Teste de Buch, Patrick DAVET	Pour le mécène, Denis PILLIEZ
Maire de La Teste de Buch	Directeur de secteur du Bassin d'Arcachon de la Banque Populaire

Convention de mécénat
entre la Ville de La Teste de Buch
et la société Vermilion REP SAS

Festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal »

Entre, d'une part,

La Ville de La Teste de Buch, sise Esplanade Edmond Doré – BP 50105 – 33164 La Teste de Buch Cedex, représentée par son maire Patrick DAVET dûment habilité à cet effet par la délibération n° DEL 2023-09- ??? du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Ville »,

Et, d'autre part,

La société Vermilion REP SAS, sise 1762 route de Pontex – 40160 Parentis en Born, représentée par Monsieur Bill LIUTKUS agissant en qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « le mécène »,

Préambule

Le festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal » revient pour sa deuxième édition. Il se déroulera du 9 au 18 novembre 2023 au Théâtre Pierre Cravey de la Teste de Buch.

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice d'un projet d'intérêt général porté par la Ville de La Teste de Buch.

Aussi, en contrepartie, la Ville de La Teste de Buch s'engage à promouvoir l'image du mécène et mettre à disposition des places pour les sept spectacles du festival :

- jeudi 9 novembre : « 90 minutes avec Gérard DEPARDIEU et Pierre RICHARD » ;
- vendredi 10 novembre : « Au scalpel » avec Davy SARDOU et Bruno SALOMONE ;
- samedi 11 novembre : « Je préfère qu'on reste ensemble » avec Michèle BERNIER et Olivier SITRUK ;
- dimanche 12 novembre : « Voir les gens » avec Baptiste LECAPLAIN ;
- jeudi 16 novembre : « La promesse de l'aube » avec Franck DESMEDT ;
- vendredi 17 novembre : « Chers parents », d'Emmanuel et Armelle PATRON,
- samedi 18 novembre : « Adieu… Peut-être… Merci… C'est sûr », avec Patrick

TIMSIT.

Le mécène et ses invités sont également conviés à l'inauguration du festival et au point presse ainsi qu'aux deux cocktails dinatoires organisés le premier et le dernier jour du festival.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration établies entre le mécène et la Ville.
Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

Article 2 – Engagements du mécène

2.1 Afin d'apporter son soutien au projet, le mécène s'engage à verser à la Ville, la somme de 5 000 € (cinq mille euros) nets de taxes.
La somme devra être versée sur le compte de la Ville par virement à la signature de la convention (RIB communiqué en annexe de la présente convention).

2.2 La Ville gère le projet bénéficiant de financement privé via le mécène en toute indépendance et autonomie. Le mécène s'engage à ne pas tenter d'influer sur le projet tant dans son contenu (intellectuel, artistique, technique, etc.) qu'auprès des acteurs que le projet pourrait mobiliser.

Article 3 – Engagements de la Ville

3.1 Affectation du soutien financier
La Ville s'engage à utiliser la participation financière effectuée dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie dans la présente convention.
Dans le cas de l'annulation du projet, les parties feront leurs meilleurs efforts pour s'accorder sur un nouveau projet permettant de réaffecter la somme versée. Si toutefois aucun accord ne pouvait être trouvé, la Ville s'engage à rembourser la somme versée dans un délai de deux ans à compter du constat de désaccord, sauf contexte particulier.

3.2 Principe de non-exclusivité du mécène
Sauf accord des parties, aucune exclusivité ne peut être réservée au mécène.

3.3 Mention du nom du mécène
Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la ville développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.
La Ville s'engage notamment à faire apparaitre le logo de l'entreprise mécène sur tous les supports de communication.

Article 4 – Suivi du mécénat

La Ville s'attachera à faire un retour d'informations régulier au mécène s'agissant du projet.

Article 5 – Remerciements

Les mécènes peuvent recevoir des « contreparties » en guise de remerciements[5].

Les remerciements qui suivent pourront être consentis au mécène pendant la durée du festival.
Le mécène bénéficiera de :

- un accès privilégié au théâtre Pierre Cravey le 9 novembre 2023 à 18h pour l'inauguration du festival ;
- une invitation aux deux cocktails dînatoires les premier et dernier jours avec ses invités (qui assistent au spectacle selon son quota de places) ;
- quatre places par spectacle soit vingt-huit places sur l'ensemble du festival.

5.1 Diffusion de l'image du mécène sur les supports de communication relatifs au projet
La Ville s'engage à faire figurer le nom du mécène et son logotype, à l'exception de tout message publicitaire, sur les supports d'information du projet.
Le mécène autorise la Ville à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité en respectant la charte graphique fournie en annexe. La Ville s'engage notamment à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype est limitée aux supports de la communication relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype du mécène est strictement personnelle à la Ville. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 6 – Communication sur le mécénat

La Ville autorise le mécène à évoquer son mécénat dans sa communication institutionnelle.
Le mécène doit soumettre à la Ville, pour validation expresse et préalable, toute forme et tout support de communication concernant le mécénat que le logotype ou la dénomination de la Ville soit reproduit ou non, trente jours avant la date de diffusion.
La Ville autorise le mécène à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité et en respectant la charte graphique fournie en annexe. Notamment, le mécène s'engage à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est limitée aux supports de la communication institutionnelle du mécène relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est strictement personnelle au mécène. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

[5] Dès lors qu'il existe « *une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la "prestation" rendue »*

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour la durée du festival « les scènes d'Olivier Marchal » de novembre 2023 à compter de sa signature par les parties.

Article 8 – Résiliation

La résiliation de la présente convention sera de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai de trente jours.
En cas de résiliation, les effets sont identiques au cas d'annulation du projet tel que défini à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 9 – Loi de la convention

La loi régissant la présente convention est la loi française.

Article 10 – Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent d'une phase préliminaire de conciliation pendant une période de trente jours.
À défaut d'accord amiable dans les trente jours, les parties conviennent de soumettre tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la convention au tribunal compétent français.

Article 11 – Élection de domicile

Les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

Fait à La Teste de Buch, le .....

Remis en deux exemplaires originaux

Pour la Ville de La Teste de Buch, Patrick DAVET	Pour le mécène, Bill LIUTKUS
Maire de La Teste de Buch	Directeur général de la Société Vermilion REP SAS

Convention de mécénat
entre la Ville de La Teste de Buch
et l'Office Notarial B'A

Festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal »

Entre, d'une part,

La Ville de La Teste de Buch, sise Esplanade Edmond Doré – BP 50105 – 33164 La Teste de Buch Cedex, représentée par son maire Patrick DAVET dûment habilité à cet effet par la délibération n° DEL 2023-09- ??? du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Ville »,

Et, d'autre part,

La SARL Office Notarial B'A, sise 14 boulevard du Général Leclerc – 33120 Arcachon, représentée par Maître Guillaume Moga agissant en qualité de Notaire, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « le mécène »,

Préambule

Le festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal » revient pour sa deuxième édition. Il se déroulera du 9 au 18 novembre 2023 au Théâtre Pierre Cravey de la Teste de Buch.

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice d'un projet d'intérêt général porté par la Ville de La Teste de Buch.

Aussi, en contrepartie, la Ville de La Teste de Buch s'engage à promouvoir l'image du mécène et mettre à disposition des places pour les sept spectacles du festival :

- jeudi 9 novembre : « 90 minutes avec Gérard DEPARDIEU et Pierre RICHARD » ;
- vendredi 10 novembre : « Au scalpel » avec Davy SARDOU et Bruno SALOMONE ;
- samedi 11 novembre : « Je préfère qu'on reste ensemble » avec Michèle BERNIER et Olivier SITRUK ;
- dimanche 12 novembre : « Voir les gens » avec Baptiste LECAPLAIN ;
- jeudi 16 novembre : « La promesse de l'aube » avec Franck DESMEDT ;
- vendredi 17 novembre : « Chers parents », d'Emmanuel et Armelle PATRON,
- samedi 18 novembre : « Adieu… Peut-être… Merci… C'est sûr », avec Patrick

TIMSIT.

Le mécène et ses invités sont également conviés à l'inauguration du festival et au point presse ainsi qu'aux deux cocktails dinatoires organisés le premier et le dernier jours du festival.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration établies entre le mécène et la Ville.
Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

Article 2 – Engagements du mécène

2.1 Afin d'apporter son soutien au projet, le mécène s'engage à verser à la Ville, la somme de 7 500 € (Sept mille cinq cent euros) nets de taxes.
La somme devra être versée sur le compte de la Ville par virement à la signature de la convention (RIB communiqué en annexe de la présente convention).

2.2 La Ville gère le projet bénéficiant de financement privé via le mécène en toute indépendance et autonomie. Le mécène s'engage à ne pas tenter d'influer sur le projet tant dans son contenu (intellectuel, artistique, technique, etc.) qu'auprès des acteurs que le projet pourrait mobiliser.

Article 3 – Engagements de la Ville

3.1 Affectation du soutien financier
La Ville s'engage à utiliser la participation financière effectuée dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie dans la présente convention.
Dans le cas de l'annulation du projet, les parties feront leurs meilleurs efforts pour s'accorder sur un nouveau projet permettant de réaffecter la somme versée. Si toutefois aucun accord ne pouvait être trouvé, la Ville s'engage à rembourser la somme versée dans un délai de deux ans à compter du constat de désaccord, sauf contexte particulier.

3.2 Principe de non-exclusivité du mécène
Sauf accord des parties, aucune exclusivité ne peut être réservée au mécène.

3.3 Mention du nom du mécène
Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la ville développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.
La Ville s'engage notamment à faire apparaitre le logo de l'entreprise mécène sur tous les supports de communication.

Article 4 – Suivi du mécénat

La Ville s'attachera à faire un retour d'informations régulier au mécène s'agissant du projet.

Article 5 – Remerciements

Les mécènes peuvent recevoir des « contreparties » en guise de remerciements[6].

Les remerciements qui suivent pourront être consentis au mécène pendant la durée du festival.
Le mécène bénéficiera de :

- un accès privilégié au théâtre Pierre Cravey le 9 novembre 2023 à 18h pour l'inauguration du festival ;
- une invitation aux deux cocktails dînatoires les premier et dernier jours avec ses invités (qui assistent au spectacle selon son quota de places) ;
- Six places par spectacle soit quarante-deux places sur l'ensemble du festival.

5.1 Diffusion de l'image du mécène sur les supports de communication relatifs au projet
La Ville s'engage à faire figurer le nom du mécène et son logotype, à l'exception de tout message publicitaire, sur les supports d'information du projet.
Le mécène autorise la Ville à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité en respectant la charte graphique fournie en annexe. La Ville s'engage notamment à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype est limitée aux supports de la communication relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype du mécène est strictement personnelle à la Ville. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 6 – Communication sur le mécénat

La Ville autorise le mécène à évoquer son mécénat dans sa communication institutionnelle.
Le mécène doit soumettre à la Ville, pour validation expresse et préalable, toute forme et tout support de communication concernant le mécénat que le logotype ou la dénomination de la Ville soit reproduit ou non, trente jours avant la date de diffusion.
La Ville autorise le mécène à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité et en respectant la charte graphique fournie en annexe. Notamment, le mécène s'engage à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est limitée aux supports de la communication institutionnelle du mécène relative au festival. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.
L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville est strictement personnelle au mécène. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 7 – Durée

[6] Dès lors qu'il existe « *une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la "prestation" rendue »*

La présente convention est conclue pour la durée du festival « les scènes d'Olivier Marchal » de novembre 2023 à compter de sa signature par les parties.

Article 8 – Résiliation

La résiliation de la présente convention sera de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai de trente jours.
En cas de résiliation, les effets sont identiques au cas d'annulation du projet tel que défini à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 9 – Loi de la convention

La loi régissant la présente convention est la loi française.

Article 10 – Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent d'une phase préliminaire de conciliation pendant une période de trente jours.
À défaut d'accord amiable dans les trente jours, les parties conviennent de soumettre tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la convention au tribunal compétent français.

Article 11 – Élection de domicile

Les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

Fait à La Teste de Buch, le .....

Remis en deux exemplaires originaux

Pour la Ville de La Teste de Buch, Patrick DAVET	Pour le mécène, Maître Guillaume Moga
Maire de La Teste de Buch	SARL Office Notarial B'A

Monsieur le Maire
Merci Mme Poulain, on s'aperçoit que les partenaires de la première édition nous ont fait confiance et sont revenus, à cela se sont ajoutés 2 nouveaux partenaires.

Madame DELMAS :

Évidemment nous voterons pour cette délibération, néanmoins pour une vision financière globale de votre manifestation culturelle phare pourriez- vous nous communiquer un compte d'opérations Recettes Dépenses directes et indirectes ?

Monsieur le Maire
Je vous rappelle que vous êtes élue et que vous dites notre opération, c'est l'opération de la ville, vous pouvez rester associée.

Monsieur CHAUTEAU :
Politiquement et par principe de bon sens, je ne suis pas du tout opposé aux partenariats « privé-public » dans tous les domaines d'intérêt général, y compris bien entendu les soutiens financiers d'entreprises et de sociétés privées dans le cadre d'un Mécénat culturel.
Mais, pour autant, je suis particulièrement tatillon sur le distinguo que nous devons faire, de bonne foi, entre le Parrainage/sponsoring de spectacles et le Mécénat de créations culturelles et artistiques.
Les Contributions financières du premier -le sponsoring- ne sont pas déductibles des impôts alors que et le deuxième – le Mécénat- permet à l'entreprise de récupérer 60 % de la somme versée.
Sous toutes réserves, je m'avance prudemment mais je crois pouvoir préciser que 28500 € n'iront pas dans les recettes de l'État. C'est une goutte d'eau me direz-vous, mais aujourd'hui nous le savons, nous manquons d'eau...Cela ne ruisselle pas suffisamment comme d'aucuns nous l'avaient promis...

Bien sûr, nous sommes là à la limite de l'interprétation des textes de Loi sur ce sujet, mais il est clairement dit dans la Loi relative au Mécénat qu'il n'y a aucune contrepartie.
Or, contractuellement, dans les Conventions de partenariat, elles sont clairement explicitées.
Par ailleurs, avec tout le respect et la considération sincère que j'ai pour la Sarl Office Notarial basée à Arcachon, je pense, qu'en sa qualité d'Officier ministériel, la fonction de Notaire doit déontologiquement, en raison de l'aspect non concurrentielle de sa mission publique, s'abstenir de toute communication marketing de notoriété, d'image ou commerciale.
Je salue néanmoins le travail de notre collègue Mme Poulain, Adjointe en charge de la culture.
Monsieur le Maire, ne voyez dans mon intervention qu'une cordiale alerte afin de garder cette indépendance des finances de la Ville, indépendance à laquelle vous tenez, je le sais, et que j'apprécie. Toutefois, au moment du vote de cette délibération, je m'abstiendrai.

Monsieur le Maire
Je ne prends pas offense, la réponse on est en toute légalité, ils ont le droit de faire ce type de mécénat, ce sont des acteurs locaux qui ont voulu participer à cette manifestation.

Madame PHILIP :

On peut les féliciter, les remercier d'avoir donné à la collectivité pour la culture et notamment parmi les sociétés testerines et bordelaises pour leur générosité envers notre territoire.

Monsieur le Maire
Ce sont des entreprises sérieuses, l'entreprise bordelaise, oui il veut participer à la vie locale, il a une ou deux opérations sur la ville, il y en a tellement qui sont venues pendant des années faire des affaires ici, pas toujours de belles affaires et profiter de notre ville, aujourd'hui on leur impose des choses en matière architecturale s'ils veulent travailler avec nous, sinon ils passent leur chemin.
Aujourd'hui on a plus affaire à des partenaires qu'à des gens que nous subissions.

Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : M. CHAUTEAU

Le dossier est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Rapporteur : M. DUFAILLY **DEL2023-09-490**

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON »

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,
Vu, la délibération du Conseil Municipal du 09 décembre 2022 relative à la l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2023,
Vu, la Convention de partenariat entre la Ville de la Teste de Buch et l'Union des Surf Clubs du Bassin d'Arcachon en exécution de la délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2023,

Mes chers collègues,

Considérant que l'association « UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON » (USCBA), présidée par Monsieur Nicolas PADOIS, a pour objet d'organiser, de contrôler et de développer la pratique des activités de vagues sur les plages de La Teste de Buch,

Considérant que dans le cadre de ses activités, le club USCBA a organisé une étape de la Coupe du monde professionnelle de Bodyboard Junior à la plage de la Salie du 25 au 27 août 2023,

Considérant que cet évènement, une première pour notre commune, de portée internationale contribue au rayonnement de notre commune et que, de plus, le premier titre de champion du monde féminin espoir de l'histoire y a été décerné.

Considérant qu'à ce titre, la Ville de La Teste de Buch souhaite allouer une aide financière exceptionnelle à l'USCBA d'un montant de 2 000 euros pour soutenir l'organisation de ce rendez-vous,

Considérant qu'une somme identique était initialement prévue au BP 2023 pour l'organisation du Raid de la Grande Dune par l'AST Triathlon et que ce rendez-vous n'a pas eu lieu cette année, il est proposé de réattribuer cette subvention pour une action de même nature,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 19 septembre 2023, de bien vouloir :

- ACCORDER le soutien de la commune à l'Association « UNION DES SURF CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON » en lui accordant une subvention exceptionnelle de 2000 euros,

- IMPUTER cette subvention à l'article 65748 fonction 326 du budget principal 2023,

- AUTORISER M. Le Maire à signer tout document afférent au versement de cette subvention.

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON »

Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch a décidé de poursuivre son aide aux actions des associations locales dans le domaine des animations sportives. Elle souhaite promouvoir et développer au profit de ses résidents, plus particulièrement auprès des jeunes et du public féminin des actions sportives d'envergure.

A cet effet, la commune souhaite apporter son soutien dans l'organisation des manifestations en ce domaine.

L'association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » (USCBA) a pour but d'organiser, de contrôler et de développer la pratique des activités de vagues sur les plages de La Teste de Buch.

Du 25 au 27 août 2023, l'U.S.C.B.A. a organisé une étape de coupe du monde professionnelle de Bobyboard junior à la Salie. Pour la première fois une compétition internationale comptant pour les championnats du monde a eu lieu sur notre territoire.

De plus, à l'issue de celle-ci était décerné le premier titre de champion du monde féminin espoir de l'histoire de ce sport. Les meilleurs athlètes mondiaux de chaque catégorie étaient présents sur les épreuves. Un public international a répondu présent, venant du Brésil, du Chili ou encore du Portugal ou Hawaï.

Le Bassin d'Arcachon et plus particulièrement notre commune aura bénéficié d'un coup de projecteur à cette occasion avec la diffusion de la compétition en direct sur Youtube.

La Ville a souhaité répondre présent pour l'aide à l'organisation de cet évènement planétaire.

Pour cela, elle a mis à disposition une aide logistique par le prêt de matériel.

Une contribution financière à ce projet est envisagée par l'affectation des crédits initialement prévus à l'organisation du Raid de la Grande Dune par l'AST Triathlon. En effet, cette manifestation n'ayant pas eu lieu cette année, il est proposé de d'allouer cette somme à une action de même nature.

La délibération a donc pour objet d'approuver l'attribution de cette subvention.

Monsieur le Maire :
Merci M Dufailly

Monsieur DUFAILLY
Une très belle compétition, la première organisée à la Salie Nord à côté du Wharf, sur 3 jours, je remercie le Président M Padoie et toute son équipe, il organise régulièrement des actions en faveur du handi surf et aussi il participe à l'éducation des enfants, aux dangers de l'océan, les baïnes, les courants, les vagues, merci à eux pour les enfants de notre commune.

Madame PAMIES :
Ils apportent aussi l'éducation à l'environnement

Monsieur le Maire :
Oui, aussi vous avez remarqué au niveau environnement ce que nous avons mis pour récupérer les mégots.

Madame TILLEUL
Cela fait un petit moment.. les récupérateurs de mégots au niveau des plages, c'est un dispositif que nous souhaiterions mettre sur l'ensemble de la commune.
La « baleine » vient d'arriver sur le parvis du marché.

Monsieur le Maire :
Sur la plage Meller il est interdit de fumer on souhaite le faire aussi sur Cazaux, cela permet en amont d'éteindre leur cigarette où d'aller fumer à un endroit où ils peuvent le faire.

Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'opposition

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2023-09-491**

CONTRAT DE MIXITE SOCIALE 2022-2025

ADAPTANT A LA BAISSE LES OBJECTIFS SRU 2023-2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2112l-29,

VU l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu l'article L302-5 et suivants du Code de la Construction et de l'habitation,

Mes chers collègues,

Considérant que la commune est soumise aux dispositions de l'article 55 de la loi relative à la solidarité et renouvellement urbains (SRU), modifiée par des lois successives, dont la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS) du 21 février 2022.

Considérant que la commune doit atteindre le ratio de 25% de logements sociaux par rapport au parc de résidences principales.

Considérant qu'au 1er janvier 2021, la commune était déficitaire avec un taux de logements sociaux par rapport aux résidences principales de : 14.39 %

Considérant que la commune a délibéré le 15 février 2022, pour que Monsieur le Maire puisse signer un contrat de mixité sociale sur la période 2022-2025

Considérant que la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS) du 21 février 2022 a modifié l'article 55 de la loi SRU en supprimant l'échéance de 2025 tout en maintenant le dispositif de production de logements sociaux pour atteindre 25 %.

Considérant que par courrier en date du 18 novembre 2022, la commune a demandé la conclusion d'un contrat de mixité sociale avec adaptation des objectifs SRU pour la période 2023-2025, comme le prévoit la loi 3DS,

Considérant qu'un accord a été donné par la Préfète de Gironde le 26 décembre 2022,

Considérant qu'il y a lieu de signer un nouveau contrat de mixité sociale afin de prendre en compte les nouveaux objectifs de production,

Considérant que le nouveau contrat de mixité sociale prévoit de retenir pour la période 2023-2025 des objectifs correspondant à 25 % du nombre de logements sociaux manquants au 1er janvier 2022, soit 390 logements à réaliser sur la période triennale 2023-2025, au lieu de 515 logements,

Considérant que la signature et la mise en œuvre d'un contrat de mixité sociale a pour objectif d'instaurer un partenariat constructif avec la Commune, l'Etat, le Département, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, et l'Etablissement Public Foncier de nouvelle Aquitaine en vue de s'approcher des 25% de logements sociaux attendus. Cette démarche partenariale doit permettre de s'assurer que tous les outils juridiques, financiers et opérationnels envisageables sont mobilisés afin de combler le déficit.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- APPROUVER le contrat de mixité sociale 2022-2025 annexé à la présente délibération,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit contrat ainsi que tous les documents y afférents.

Contrat de mixité sociale 2022-2025
adaptant à la baisse les objectifs SRU 2023-2025

Note explicative de synthèse

La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant sur diverses mesures de simplification de l'action publique dite «3DS » est venue adapter le dispositif de l'article 55 de la loi SRU, en pérennisant un mécanisme de rattrapage soutenable pour les communes encore déficitaires en logements sociaux, tout en favorisant une adaptabilité aux territoires.

C'est dans cette perspective que la loi 3DS confère au contrat de mixité sociale une portée juridique inédite ainsi qu'un champ d'application élargi.

Précédemment plutôt orienté en accompagnement ou en alternative des procédures de carence, le nouveau contrat de mixité sociale doit être le lieu d'un dialogue renouvelé entre l'État, les collectivités -communes et intercommunalités –et les acteurs de l'habitat sur la production de logements sociaux et sur l'ensemble des leviers qui doivent être activés pour permettre le rattrapage du déficit.

D'autant que les contrats de mixité sociale qui vont être élaborés pour la période triennale 2023-2025 seront les premiers à pouvoir décliner les nouvelles dispositions de la loi 3DS sur le rythme et les modalités de rattrapage du déficit de logements sociaux.

La commune a déjà signé un contrat de mixité sociale, le 18 août 2022, pour la période 2022- 2025, mais afin de tenir compte des évolutions de la loi 3DS, il est proposé de modifier ce contrat.

Comme le prévoit la loi, la commune a demandé au Préfet, par courrier en date du 18 novembre 2022 d'adapter à la baisse les objectifs SRU 2023- 2025. La loi prévoit une adaptation à la baisse des objectifs de rattrapage durant 3 triennaux consécutifs maximum dans la limite de 25% pour les communes soumises au taux de référence de 33%

La Préfète a donné son accord le 26 décembre 2022 pour adapter à la baisse les objectifs SRU 2023- 2025.

Dans le nouveau contrat de mixité sociale, annexé à la présente note de synthèse et délibération, il est prévu de retenir pour la période 2023-2025 des objectifs correspondant à 25 % du nombre de logements sociaux manquants au 1er janvier 2022, soit 390 logements à réaliser sur la période triennale 2023-2025, au lieu de 515 logements, si le taux de référence de 33% du nombre de logements sociaux manquants avait été maintenu.

La délibération a donc pour objet d ' :

- APPROUVER le contrat de mixité sociale adaptant à la baisse les objectifs SRU pour la période 2023-2025, annexé à la présente délibération.
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit contrat ainsi que tous les documents y afférents.

PRÉFET
DE LA GIRONDE

Liberté
Égalité
Fraternité

LA TESTE DE BUCH
BASSIN D'ARCACHON

Gironde
LE DÉPARTEMENT

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

Contrat de mixité sociale de la commune de La Teste de Buch

2022-2025

1/47

Contrat de mixité sociale

Entre

L'État, représenté par **Monsieur Etienne Guyot**, Préfet de la Gironde

Et

Le Conseil Départemental, représenté par Monsieur **Jean-Luc Gleyze**, Président du Conseil Départemental de la Gironde

Et

La ville de La Teste-de-Buch, représentée par Monsieur **Patrick Davet,** maire de la commune de La Teste-de-Buch

Et

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, représentée par Madame **Marie-Hélène Des Esgaulx**, Présidente de la Communauté d'Agglomération

Vu l'instruction du 30 juin 2015 relative au renforcement de l'application des obligations pour les communes soumises à l'article L. 302-5 du Code de la Construction et de l'Habitation à l'issue du bilan de la quatrième période triennale 2011-2013,

Vu le courrier en date du 22 juin 2020 notifiant l'objectif triennal 2020-2022 de la commune à hauteur de 792 logements locatifs sociaux,

Vu l'arrêté de constat de carence du 18 décembre 2020,

Vu la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides à la pierre de l'Etat au Conseil Départemental en date du 22 décembre 2020,

Vu la délibération du 9 octobre 2023 autorisant le Président du Conseil Départemental à signer le présent contrat.

Vu le courrier de la commune de La Teste-de-Buch en date du 18 novembre 2022 concernant la demande de contrat de mixité sociale avec adaptation des objectifs pour la période 2023-2025.

Vu le courrier de Madame la Préfète de Gironde à la commune de La Teste-de-Buch en date du 26 décembre 2022, en réponse à la demande de contrat de mixité sociale avec adaptation des objectifs pour la période 2023-2025.

Considérant la nécessité de réaliser du logement locatif social sur la commune de La Teste-De-Buch pour faire face aux besoins de la population,

Considérant les obligations de réalisation de logements locatifs sociaux qui s'imposent à la commune de La Teste-de-Buch au titre de l'article 55 de la loi SRU, et qui s'élèvent à 792 logements locatifs sociaux pour la période 2020-2022,

Considérant que la commune a pris du retard dans la réalisation de logements locatifs sociaux durant les périodes triennales précédentes,

Considérant qu'un effort conjugué de l'ensemble des partenaires est nécessaire pour réaliser du logement locatif social.

Préambule

Dans le contexte de pénurie de logements que connaît notre pays, et face au déficit de mixité sociale dont certaines communes sont atteintes, il est nécessaire d'appliquer rigoureusement les dispositions prévues par la loi (articles L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation).

La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains a fixé l'exigence minimale de mixité dans l'habitat à 20 % de logement social. Elle a fixé des obligations de rattrapage pour les communes en retard. La loi du 18 janvier 2013, complétée par la loi ALUR du 24 mars 2014, va plus loin avec une cible de 25 % en 2025 dans les zones tendues.

Le Comité interministériel « Égalité et Citoyenneté, la République en actes » qui s'est tenu le 6 mars 2015, a conclu à l'urgence de renforcer la mixité sociale pour lutter contre la fragmentation de notre société et les coupures territoriales. Or, la mixité sociale est d'abord indispensable dans le secteur du logement. Il ne peut y avoir des villes avec logements sociaux, et des villes sans. Il ne peut être toléré qu'une partie de la population, à la seule raison de son niveau de revenu, soit exclue de communes entières. L'État est le garant du respect par toutes les communes de leurs obligations légales.

Dans ce contexte, le délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat a été institué par le décret n°2015-23 du 15 avril 2015. Il a notamment pour mission d'assurer la coordination de l'animation interministérielle de cette politique (logement, ville, intérieur, finances), de soutenir l'action des services déconcentrés de l'État, d'aider à la conclusion de démarches partenariales, ou, le cas échéant, d'appuyer les actions coercitives à l'encontre de certaines communes.

Plus récemment, la loi Egalité Citoyenneté du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté converge vers un objectif : casser les logiques de ségrégation en conciliant à l'échelle de notre pays, égalité des chances et mixité sociale.
Favoriser le vivre-ensemble et lutter contre les phénomènes de ghettoïsation de certains quartiers est le socle indispensable de la fraternité et de la solidarité.

La loi ELAN du 23 novembre 2018, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, a plusieurs objectifs :
- Construire plus, mieux et moins cher
- Restructurer et renforcer le secteur du logement social
- Répondre aux besoins de chacun et favoriser la mixité sociale
- Améliorer le cadre de vie et renforcer la cohésion sociale

Enfin, la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS) du 21 février 2022 a modifié l'article 55 de la loi SRU en supprimant l'échéance de 2025 tout en maintenant le dispositif de production de logements sociaux pour atteindre 25 %.

Les indicateurs d'évaluation de la situation de la commune de **La-Teste-De-Buch** sont les suivants :

LE PARC

	Données commune de La Teste-de-Buch
TAUX LLS (source inventaire LLS)	
Année 2002	9,60%
Année 2006	9,06%
Année 2010	10,30 %
Année 2016	12,85 %
Année 2019	13,75 %
Année 2020	13,84%
Année 2021	**14,39 %**
RESIDENCES PRINCIPALES AU 01/01/2021	14598
PARC DE LLS AU 01/01/2020	2100
DEFICIT LLS AU 01/01/2020 POUR ATTEINDRE 25 %	1550
OBJECTIFS 2020-2022	**792**
PPPI 2015 sur FILOCOM 2013 (parc privé potentiellement indigne)	515 (4,55%)
PPPI 2021 sur FILOCOM 2017 (parc privé potentiellement indigne)	444 (3,71%)

LA DYNAMIQUE DE CONSTRUCTION

Année	**2001**	**2013**	**2016**	**2019**	**2020**
RP	10099	12390	13070	14092	14399
LLS	986	1468	1680	1938	1993
Taux LLS	9,8%	11,8%	12,9%	13,8%	13,8%
Déficit / objectif 25 %	-1 539	-1 630	-1 588	-1 585	-1 607
Période		2001 - 2013	2013 - 2016	2016 - 2019	2019 - 2020
Augmentation RP		2291	680	1022	307
Croissance annuelle RP		1,7%	1,8%	2,5%	2,2%
Mises en service LLS		482	212	258	55
Croissance annuelle LLS		3,4%	4,6%	4,9%	2,8%
Part de LLS/RP produits		21,0%	31,2%	25,2%	17,9%

Le tableau ci-dessus montre une bonne progression du parc de logements sociaux entre 2013 et 2016, avec une proportion de 31,2 % des résidences principales produites, puis un fléchissement entre 2016 et 2019 encore accentué en 2020.
Le taux de LLS/ RP produits entre 2016 et 2019 s'établit aux environ de 25 %, ce qui permet tout juste de ne pas aggraver le déficit, mais aucunement de le réduire.
Entre 2019 et 2020, proportion de LLS dans la production a chuté à moins de 18 %, ce qui fait à nouveau grimper le déficit. (1607 LLS au 1er janvier 2020).

En tablant sur une production annuelle de l'ordre de 300 logements (comparable à celle des dernières années), le déficit ne peut être significativement réduit qu'en augmentant de manière considérable la part de LLS dans la production de logements : comme indiqué dans le tableau ci-dessous, même une construction exclusivement LLS ne permet pas de combler le déficit.
Même à l'horizon 2030, le déficit ne peut être résorbé qu'en produisant plus de 75 % de LLS parmi les nouvelles résidences principales.

Taux LLS/ RP produites	Taux LLS 2025	Déficit 2025	Taux LLS 2030	Déficit 2030
25%	14,9%	1607	15,8%	1607
50%	17,3%	1232	20,1%	857
75%	19,6%	857	24,4%	107
100%	22,0%	482	28,7%	-643

Ce constat conduit les signataires du présent contrat à s'engager à identifier et mettre en œuvre l'ensemble des leviers d'action existant pour augmenter la part de logements sociaux dans tous les programmes publics ou privés, à accélérer la réalisation des programmes en adaptant les règles d'urbanisme dans un sens facilitateur, et en augmentant la capacité productive du foncier disponible (nouvelles formes urbaines, meilleures densités).

L'OCCUPATION DU PARC ET LE TAUX DE VACANCE

	Commune	EPCI	Gironde
Taux de rotation du parc public (RPLS au 01/01/2019)	10,05%	8,52%	9,14%
Taux de vacance du parc public (RPLS au 01/01/2019)	1,38%	1,75%	1,16%
Taux de vacance parc total (filocom 2015)	6,35%	5,71%	7,88%

La vacance se situe essentiellement au niveau du parc privé.

SUR LA DEMANDE (SNE)

Nombre de demandes de logement social sur la commune (fin janvier 2021)	1 202 demandes
Nombre de demandes satisfaites (année 2020)	176 demandes

	Commune	EPCI	Gironde
Ratio demandes / attributions	6,82	8,43	6,69

SUR LES OBJECTIFS TRIENNAUX DEPUIS 2002

	Objectif	**Réalisé**	**Taux de réalisation**	**Carence**	
				Date arrêté	**Majoration**
Bilan 2002-2004	155	61	39%	Intention de carence levée	
Bilan 2005-2007	175	399	228%		
Bilan 2008-2010	183	206	113%		
Bilan 2011-2013	183	477	261,00 %		
Bilan 2014-2016	407	365	90%	Intention de carence levée	
Bilan 2017-2019	**524**	**294**	**56%**	**18/12/20**	**20%**

	Objectif	**Réalisé**	**Taux de réalisation**
Bilan cumulé sur les 3 dernières périodes triennales	**1 114**	**1 136**	**102%**
Bilan cumulé depuis 2002	**1 627**	**1 802**	**111%**

Objectifs 2020-2022	**792** (minimum de **237 PLAI (30%)** et maximum de **237 PLS (30%)**
Prévisionnel objectifs 2023-2025	**1 490**

Les bilans de réalisation des objectifs triennaux depuis l'entrée en vigueur de la loi pour la Solidarité et le Renouvellement Urbain sont les suivants :

Au 1er bilan triennal 2002-2004, le taux de réalisation de l'objectif triennal était de 39 %.
La commune n'a pas été mise en carence.

Au 2ème bilan triennal 2005-2007, le taux de réalisation de l'objectif triennal était de 228 %.

Au 3ème bilan triennal 2008-2010, le taux de réalisation de l'objectif triennal était de 113 %.

Au 4ème bilan triennal 2011-2013, le taux de réalisation de l'objectif triennal était de 261%.

Au 5ème bilan triennal 2014-2016, le taux de réalisation de l'objectif triennal était de 90%.
La commune n'a pas été mise en carence.

Au 6ème bilan triennal 2017-2019, le taux de réalisation de l'objectif triennal était de 56%.

Le taux de logements sociaux était de 13,75% au 1er janvier 2019, 258 logements sociaux ont été mis en service en 3 ans. Sur la même période, on note une augmentation de 1 022 résidences principales soit une progression de 8%, et une part de 25 % de LLS dans l'augmentation des résidences principales.
Rappel : le déficit de logements locatifs sociaux était de 1 585 logements au 1er janvier 2019.
La commune a été mise en carence par arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 avec un taux de majoration de 20 %.

Au 7ème bilan triennal 2020-2022, et au vu des opérations actuellement engagées qui pourraient être prises en compte dans le cadre de ce prochain bilan, sous réserve bien-sûr des opérations complémentaires résultant d'une action déterminée dans ce domaine, **le taux de réalisation pourrait être voisin de 68 % seulement** (cf article 2 du présent contrat).

SUR LES PRELEVEMENTS

Le montant des prélèvements annuels de la période triennale 2019-2021 se répartit de la façon suivante :

	Prélèvement brut	**Dépenses déductibles**	**Prélèvement net**	**Reliquat à reporter**
Prélèvement 2019	**425 970€**	12 552€ (report)	**413 418€**	0€
Prélèvement 2020	**424 735€**	240 000€ (moins-value de cession)	**184 735€**	0€
Prélèvement 2021	**537 570€** dont 89 596€ de majoration	631 125€ (moins-value de cession)	0,00 €	93 555€

Face à ce constat, l'ensemble des partenaires souhaite s'engager dans une mobilisation accrue pour favoriser le développement du parc locatif conventionné sur la commune de **La Teste-De-Buch**. Afin de permettre l'atteinte des objectifs réglementaires de la commune en termes de diversification de l'offre d'habitat, l'État s'engage au côté des collectivités signataires du présent contrat.

Article 1 : Objet et délai du contrat

Le contrat de mixité sociale est un outil au service des communes, qui leur permet de mettre en place les leviers nécessaires à l'atteinte des objectifs triennaux de rattrapage du déficit de logements locatifs sociaux.

La mise en œuvre du contrat doit permettre d'identifier, d'anticiper et de lever les difficultés au cours de la période triennale et non plus uniquement de les constater à l'issue de chaque bilan. Le présent contrat fait ainsi l'objet d'un suivi annuel en partenariat avec l'État. Le contrat permettra également d'objectiver les freins à la construction de logements locatifs sociaux qui ne relèvent pas de la responsabilité directe de la commune.

Les conditions de réalisation des contrats de mixité sociale constitueront un élément d'appréciation positif ou négatif, selon le cas, des difficultés rencontrées le cas échéant par la commune, lors du bilan des prochaines périodes triennales prévu à l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation.

Pour leur domaine de compétence, l'État, le Département, la Communauté d'Agglomération s'engagent à soutenir financièrement la réalisation des objectifs de ce contrat.

Il est en outre rappelé que les dispositions prévues au code de la Construction et de l'Habitation relatives au bilan triennal sont applicables dans le cadre du présent contrat. Ainsi, selon le mode de calcul du bilan triennal, les logements financés sur la période 2017-2019 et non mis à l'inventaire 2019 seront retranchés lors du bilan triennal 2020-2022. Cette formule est destinée à éviter tout double compte, car ces logements ont déjà été pris en compte dans le calcul du bilan triennal précédent et doivent normalement figurer dans l'inventaire 2022.

Le présent contrat prend effet à compter de la date de signature et se termine le 31 décembre 2025.

Les engagements pris dans ce contrat de mixité sociale feront l'objet d'indicateurs de suivi et d'une évaluation en continu.

Article 2 : Les objectifs de rattrapage pour la période 2023-2025

Conformément à l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, le contrat de mixité sociale détermine, pour chacune des périodes triennales qu'il couvre et pour chacune des communes signataires, les objectifs de réalisation de logements locatifs sociaux à atteindre. Il facilite la réalisation d'objectifs de répartition équilibrée des logements locatifs sociaux pour chaque commune.

Conformément à l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, le taux de rattrapage légal de la commune de La Teste-de-Buch correspond à 33 % du nombre de logements sociaux manquants au 1er janvier 2022, soit 515 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023-2025.

Objectifs quantitatifs de rattrapage pour 2023-2025
Au vu de la situation de la commune, les démarches entreprises (modification du PLU pour intégrer des outils de mixité sociale, révision du PLU, approfondissement de l'étude de gisements fonciers) ne pourront pas produire suffisamment leurs effets pour la prochaine période triennale.

De plus, au vu du pourcentage d'atteinte prévisionnel du bilan 2020-2022 , et des perspectives pour 2023-2025, la commune ne pourra pas atteindre le prochain objectif triennal.

C'est pourquoi la commune a demandé, par courrier du 18 novembre 2022, la conclusion d'un contrat de mixité sociale avec adaptation des objectifs SRU pour la période 2023-2025.

Un accord a été donné par la Préfète de Gironde le 26 décembre 2022.

Il est donc décidé de retenir pour la période 2023-2025 des objectifs correspondant à 25 % du nombre de logements sociaux manquants au 1er janvier 2022, soit 390 logements à réaliser sur la période triennale 2023-2025.

Ces objectifs feront l'objet d'une notification par la Préfète dans le courant du 1er semestre 2023.

Nombre de LS manquants au 1er janvier 2022	Taux de rattrapage avant CMS	Objectifs 2023-2025 avant CMS	**Taux de rattrapage retenu**	**Objectifs 2023-2025 retenus**
1 563	33 %	515	**25 %**	**390**

Article 3 : Volet foncier et Immobilier

➢ **Le tableau récapitulatif des fonciers mobilisables (cartographie en annexe n°1)**

Dans le cadre du précédent contrat de mixité sociale 2017-2019, un tableau récapitulatif des fonciers mobilisables avait été élaboré avec l'ensemble des partenaires (commune, COBAS, conseil départemental et Etat), et mis à jour lors des bilans annuels du contrat, et des réunions avec la commune. Ce tableau a été actualisé et figure ci-dessous. Certaines opérations sont déjà livrées et d'autres ont déjà été financées et seront livrées prochainement. Les autres opérations, qui n'ont pas encore eu d'agrément, seront réalisées à court et moyen terme.

Opérations projetées	Parcelle cadastrée/zonage PLU/évolution éventuelle PLU	Nombre de LLS	Année d'agréments	Mise en service	Observations
	1) Opérations livrées 2021/2022				
Résidence Odyssée rue de Menan/Domofrance	FY81 , FY 82, FY 680 Zonage UA	10 (3 PLAI et 7 PLUS)	2017	Inventaire 2021	
Résidence le Canter Hippodrome/Gironde Habitat	AY 329p, AY 238P, AY 236P Zonage UH	40+40 (35 PLAI structure et 5 PLAI LLS	**2015** pour 40 logements familiaux/ **2017** pour 40 PLAI (FJT)	Inventaire 2021 pour 40 LLS	Seuls les logements financés en 2015 sont entrés à l'inventaire
Résidence Coeur Bassin (Nexity) avenue de Verdun/Domofrance	FP 145 Zonage UAa	11 (2 PLAI, 4 PLUS et 5 PLS)	2018	Inventaire 2022	
Résidence le carré du cèdre avenue de Verdun/Clairsienne	FP 152- 156- 157- 158-160- 259-258-273- 274 Zonage UAa	17 (6 PLAI et 11 PLUS)	2017	Inventaire 2021	
Résidence Edonya rue Gallieni/Gironde Habitat	FY 665- FY 664- FY 96- FY 97- FY 93 Zonage UAa	17 (6 PLAI et 11 PLUS)	2017	Inventaire 2022	
	SOUS TOTAL 1) : 135 LLS (déjà agréés et comptabilisés dans des bilans triennaux précédents)				

	2) Opérations dont le chantier est en cours				
Résidence Estrella 35-43 rue du Président Carnot/Gironde Habitat	Fx 328, 329, 330, 331, 332, 333,334, 335, 336, 337, 338 Zonage UB	11 (4 PLAI et 7 PLUS)	2017		En cours de chantier
Résidence Fondebride (Gironde Habitat) rue Lody	FR 462, 461, 460, 459 Zonage UB	20 (7 PLAI et 13 PLUS)	2017		Logements livrés été 2021
Le domaine de la Séougue (Gironde Habitat)	GM24p Zonage UP , 1AUa	42 (15 PLAI et 27 PLUS)	2017		En fin de chantier
3 avenue de Verdun Cazaux (Gironde Habitat)	CT 29, 260, 463, 464, 658, 659, 660 Zonage UB	21 (7 PLAI et 14 PLUS)	2018		Déclaration d'Ouverture de Chantier le 21/09/2020
	SOUS TOTAL 1) et 2) : 229 LLS déjà agréés et comptabilisés dans des bilans triennaux précédents				
	3) Opérations à court terme réalisées d'ici 2023, voire 2025				
Sécary (mixité LLS et accession sociale)	Zonage actuel 2AU et UP Zonage futur : 1 AUS Parcelle GZ 202, 203p	90	Prévisionnel 2022		**Sur le plan de l'urbanisme** **Secteur OAP dans le futur PLU. En attente de l'approbation de la révision du PLU.** **Procédure de déclaration de projet** sera lancée par délibération du conseil municipal le 15/02/2022. Inscrit à la convention opérationnelle de l'EPF

					<u>Sur le plan de la programmation</u> Projet porté par 3F (150 logements dont 60 % LLS). Programme de 38 maisons groupées, 10 terrains à bâtir, 102 logements en collectifs en R+1 et ponctuellement en R+2. Rencontre commune-bailleur 3F-EPF le 13/01/2022. L'objectif est de faire le point sur le schéma et se mettre d'accord sur la procédure de projet
Baou (partie sud)/Gironde Habitat	Zonage actuel : 2AU Zonage futur UB	75+26 (prévisionnel 2022	2019 pour 75 LLS (30 PLAI et 45 PLUS) Demande de financement à déposer pour les 26 LLS		**<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** **Secteur ayant fait l'objet d'une dérogation pour l'ouverture à l'urbanisation en 2019 (200 logements dont 100 LLS)** Fera l'objet **d'une déclaration de projet** par délibération du conseil municipal le 15/02/2022. -Recul par rapport à la RD : la route a été déclassée, aussi la commune doit vérifier si elle a gardé son statut de route à grande vitesse.

		14	Date de demande de financement non encore connue		**<u>Sur le plan de la programmation</u>** 75 LLS + 26 supplémentaires sur l'ilôt nord (avec Gironde Habitat) Trentaine de logements libres (à confirmer). **Réflexion en cours sur les 2 copropriétés :** Gironde Habitat a proposé de préempter au fur et à mesure les logements (14 logements au total) et de les conventionner par la suite. Elle souhaite réaliser une réhabilitation de ces logements.
Extension hippodrome/ 211 route de Cazaux	Zonage UH pour l'hippodrome- Parcelle AY 634	Prévision nel 2022 : 43 places	2017 (projet initial rue Henri Dheurle pour 26 LLS) demande de financement à redéposer pour 43 LLS avec la bonne adresse pour le prévisionnel 2022		**<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** **Evaluation environnementale demandée par l'Autorité Environnementale de la DREAL :** la commune va inscrire un sous secteur sur ce terrain et réalisera l'évaluation environnementale sur ce terrain uniquement. **<u>Sur le plan de la programmation</u>** Gironde Habitat /projet initial rue

					Henri Dheurle abandonné, remplacé par extension du FJT de l'hippodrome. **Demande de financement** à redéposer avec la bonne opération et le bon nombre de LLS+**demande d'agrément de la DDETS.** **Voir s'il est possible d'ajouter un projet de logements LLS en plus du FJT**
Rue Henri Dheurle	Zonage UB rue Henri Dheurle Parcelle FX 698, 696 , 694	5	Prévisionnel 2022	2023	Initialement 26LLS FJT (PC déposé purgé de tout recours). Décision de financement à annuler. Déplacement de projet route de cazaux – extension hippodrome) Désormais projet de 5 LLS (maisons en BRS) **Demande de financement à déposer**
Clef de Cazaux	Parcelle CO 310- zone UP	30	2023-2025		Parcelle privée sur laquelle une SMS 100% est inscrite au projet de futur PLU- la ville va se rapprocher prochainement du propriétaire pour connaître son intention de vente

Angle rue lody/avenue charles de gaulle (Clairsienne)	Parcelles FR 447- 448-450 acquises (+FR445-446 et 449 à acquérir) Zonage PLU actuel : UB Zonage PLU futur : zone UB	24 LLS + 5 BRS (à valider avec Clairsienne)	Prévisionnel 2022		**Parcelles détenues par Clairsienne et EPF.** **Passé en commission urbanisme le 25 octobre 2021 et le 25 novembre 2021 :** le projet a été validé par la commune. Clairsienne va voir avec l'EPF pour négocier les dernières parcelles. **Projet de 44 logements (dont 24 LLS et 9 BRS) à valider avec Clairsienne** **Phasage du projet à faire par Clairsienne**
EHPAD Les Arbousiers (mixité LLS et accession sociale) Domofrance	Parcelles FZ 133, 87, 140 Zonage UE	45	Prévisionnel 2022		**<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** L'hôpital, en tant qu'établissement public, doit déposer **une déclaration de projet** pour être compatible avec le PLU (zone naturelle à déclasser en zone US). **<u>Sur le plan de la programmation</u>** Projet Pichet (90 logements dont 45 LLS, commerces en RDC). Négociation dans le cadre du dépôt de PC pour atteindre 50 %

					LLS. Partie boisée conservée. Projet prévu au sud de la voirie qui traverse les parcelles. Le groupe Pichet a présenté son projet **en commission d'urbanisme de décembre 2021**. La commune a demandé de faire du T4. L'opération doit se faire avec le déplacement de l'EHPAD. La commune va se rapprocher de l'hôpital car elle doit leur vendre le terrain. Vont voir par rapport à cette situation si **la demande de financement de 45 LLS peut-être déposée en 2022** Réglementation en vigueur (article R331-7 du CCH): pas de délai de démarrage des travaux, mais ils doivent être achevés dans les 7 ans à compter de la date de notification de la décision de financement. Possibilité de demande de prorogation de 2 ans. La commune et le bailleur doivent étudier la possibilité de faire plus de LLS (réunion du 20/12)

Ilôt Castelnau (démarche acquisition foncière par l'EPF à la demande de la commune en cours)	Parcelles FX 510, 515, 495, 511, 514, 512, 496, 493, 494, 501 Zonage PLU actuel : UA Zonage PLU futur : UA et UCa	15	2023-2025 **Pas de Nécessité de faire évoluer le PLU**		Dans le précédent CMS : il était prévu un projet « rue Castelnau » avec Gironde Habitat pour 15 LLS, mais projet abandonné par la suite. Actuellement, démarche d'acquisition foncière d'une parcelle par l'EPF à la demande de la commune avec potentiel sur l'ensemble de l'ilot de 30 logements dont 15 LLS Problématique d'acquisition (propriétaire bloquant)
Ilôt Franklin Rue Dignac/ rue du 14 juillet	Parcelles FY 128, 129, 132, 133, 134, 135, 142, 141, 140, 139, 137, 135, 136, 138, 690, 663, 625, 626 Zonage PLU actuel : Uaa Zonage PLU futur : UAa	38	Prévisionnel 2022 Pas de Nécessité de faire évoluer le PLU		**Périmètre de veille dans la convention EPF** La commune détient 50 % du foncier. **La commune souhaite faire de ce secteur un véritable coeur de ville.** **<u>Sur le plan de la programmation</u>** Projet d'une centaine de logements au total (35 % LLS). Avance avec les promoteurs pour finaliser leurs projets et les présenter au maire (1/3 fayat et 2/3 SOVI).

					Concertation publique fin 2021 et tout sera calé en 2022 pour le reste (PC, demande de financement...etc).
Gare (ancien projet RHVS) Avenue Pasteur	**Parcelle FR 193p** Zonage actuel : Uab Futur zonage : UA	16	Prévisionnel 2022 si levée de l'ER sinon 2023-2025		**<u>Sur le plan de la programmation</u>** Sur la parcelle FR193P, il est prévu 35 logements dont 16 LLS (Pichet). **<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** Lancement de **la modification simplifiée pour suppression ER :** la commune a délibéré à **l'automne 2021. Il reste à l'acter dans le futur PLU.** **OAP dans le futur PLU** **Investiguer la possibilité d'utiliser la procédure de décote du foncier SNCF :** possible mais avec avis conforme de la SNCF si terrains inscrits ou non sur liste régional (décret de 2019) .
Domofrance – Résidence Joli Bois (densification)	Parcelle DA 475, DA 39 (parcelle communale) Zonage PLU actuel : UNA	80	Prévisionnel 2022		N.B. : le CMS précédent prévoyait une opération de 150 LLS. COPIL prévu en décembre 2021 pour faire le point sur le

	Zonage PLU futur : UM9				projet. La commune souhaite que Domofrance mette aux normes l'existant en parallèle du futur projet. **Modification de droit commun pour proposer une emprise au sol de 20 %.**
	SOUS TOTAL 3) : potentiel de 506 LLS (entre 2017 et 2025) dont 101 LLS déjà agréés sur période 2017-2019 mais 26 LLS à annuler (henri Dheurle). <u>Soit une prise en compte théorique de 372 LLS pour le bilan 2020-2022 et 45 LLS sur le bilan 2023-2025 et 14 LLS pour lesquels la date prévisionnelle de dépôt de demande d'agrément n'est pas connue</u>				
	<u>4) Fonciers communaux que le maire souhaite mobiliser pour faire du LLS</u>				
Terrain à proximité du cimetière Allée du souvenir Gironde Habitat	Parcelle GO 202- zonage PLU actuel UP Zonage futur : UP	54	Prévisionnel 2022		**<u>Sur le plan de la programmation</u>** Projet envisagé : 40 LLS et 14 BRS **Gironde Habitat va refaire une étude pour voir si l'optimisation du projet est possible.** **<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** **Contraintes :** dénivelé important+présence d'un talus et de la forêt. **Procédure envisagée :(**faire un secteur à plan de masse sur le terrain, et indiquer ce que l'on souhaite réaliser.

					SMS de 100 % inscrite au futur PLU
Terrain au centre de Cazaux/Allée André Lafont (actuellement terrain de football)	Parcelle CS 36 Zonage PLU actuel : UB Zonage PLU futur : UC	36	Prévisionnel 2022		**<u>Sur le plan de la programmation</u>** Fiche de lot faite avec architecte conseil avec 1 partie en LLS et 1 partie en BRS. **Pourra peut-être porter le projet à 30 LLS** Rdv avec le porteur de projet STOA en janvier 2022. Le promoteur propose une programmation de 45 logts avec 80 % de LLS, avec 16 LLS (35%) et 20 BRS (45%),et 9 logements intermédiaires (20%). Pas de bailleur désigné pour l'instant. Envisager d'avoir plus de densité, plus de LLS **<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** SMS **60 %.**
	SOUS TOTAL 4) : 90 LLS. Soit une <u>prise en compte théorique de 90 LLS pour le bilan 2020-2022</u>				
	<u>5) Dans le cadre de la révision du PLU en 2024</u>				
Secteur Lapin blanc **Impasse du lapin blanc**	Parcelles FH 13, 14, 16, 17, 19	16	2023-2025		**Observations dans précédent CMS** : -projet groupe Pia/Pichet : 48

	Zonage PLU actuel : zone 2AU Zonage PLU futur : zone UB				logements dont 16 LLS; **Nécessite la révision du PLU.**
Cap de Mount **Route de Cazaux**	Parcelles CO 197 et 198 Zonage PLU actuel : Nlc Zonage PLU futur : 1AUc	90	2023-2025		**Sur le plan de l'urbanisme** Projet ayant fait l'objet d'une **dérogation pour l'ouverture à l'urbanisation en novembre 2019** (projet de 150 logements dont 60 % LLS). **Lancement d'une procédure de déclaration de projet par** délibération du conseil municipal de la commune le 15 février 2022. **Secteur OAP dans le futur PLU.** **Sur le plan de la programmation** Projet envisagé : 160 logements dont 100 LLS (92 logements en R+2 **et 58 en R+1)**
Caserne des pompiers Avenue Charles de Gaulle/ rue Jules Fabre	Parcelle FR 399, FR 401, FR 400P (partie hangar à l'arrière du commissariat de police) Zonage actuel :	30	**Après 2024** Nécessité de faire évoluer le PLU, car il faut adapter le règlement au projet. Date		**Sur le plan de la programmation** Il faut attendre que la nouvelle caserne des pompiers soit livrée fin de l'été 2021. Ensuite, cession par la COBAS du foncier

	Uab et Ube Zonage futur : UB		à décaler pour s'adapter au calendrier de la révision générale du PLU 2024		de l'actuelle caserne. Fiche de lot faite mais bailleur non désigné. Un appel à projet a été lancé par la COBAS en octobre (consultation jusqu'au 10/01/2022) A priori , potentiel de 60 logements dont 30 LLS **<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** Dans le cadre de la modification du PLU, il est envisagé d'inscrire une SMS de 50 % sur cet ilôt.
Ilôt des Boyens Rue des Boyens	Parcelles FY 214, 222, 221, 223, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 202, 217, 219, 204, 203, 200, 220, 216 PLU zonage actuel : UA PLU zonage futur : UB-	25	2023-2025		**Périmètre veille dans la convention EPF**. La commune préempte au fur et à mesure le foncier pour la réalisation de LLS (commune déjà propriétaire de quelques logements) L'EPF préemptera le reste (2, 3 parcelles à acquérir) Pb d'acquisition au centre de l'ilot. DUP pourrait être envisagée : Clairsienne s'est mis en relation avec le propriétaire bloquant. La commune reviendra vers

					Clairsienne en 2022 pour connaître le résultat. **<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** Instauration d'une SMS de 50 % dans le cadre du futur PLU.
Ilôt Maraichers Avenue de Verdun/ rue des Maraichers	Parcelles FP 175, 210, 209, 208, 207, 206 PLU zonage actuel : zonage UA PLU zonage futur PLU : UB	20	2023-2025		Un seul parmi les propriétaires ne souhaite pas vendre Projet d'une quarantaine de logements dont 50 % LLS Le 21/12/2021 : présentation à la commune de l'avant projet par le groupe Edouard denis. Domofrance est présessenti.
Les Huttiers Avenue des Huttiers	Parcelles FN166 167 169 Zonage PLU actuel : 2 AU Zonage PLU futur : 1AUi	38	2023-2025		**<u>Sur le plan de l'urbanisme</u>** **Secteur OAP dans le futur PLU** Problème de compatibilité avec la loi littoral **<u>Sur le plan de la programmation</u>** Les propriétaires sont vendeurs. Projet de 76 logements dont 50 % LLS
	SOUS TOTAL 5) : 219 LLS à partir de 2023				

	6) Opérations non prévues au précédent CMS et ajoutées par la commune				
St Exupéry (18 PLUS et 11 PLS)/CDC Habitat Avenue Saint-Exupéry	Parcelles GH 471, 472, 434, 429, 418, 417, 423, 421, 422, 469 Zonage PLU actuel Uba Zonage PLU futur : UBa	29	Prévisionnel 2022		A rapprocher de l'opération de densification « résidence Marzac » (doit correspondre à une phase du projet). CDC habitat doit vendre les logements de cette résidence (acheteur non connu). Le directeur de la SNI retarde cette vente et la reporte en 2023. Ils présenteront le projet de 29 LLS à la commune le 13/01/2022 N.B. : le CMS indiquait un potentiel de 150 LLS
Cazaux, cité du Lac/CDC Habitat Cité du Lac	Parcelles BA 120, CP 51 et 60	24	Prévisionnel 2022		Projet dans l'enceinte militaire. Le 13/01/2022 : la commune rencontre la CDC Habitat et leur posera des questions sur le projet.
53 avenue Charles de Gaulle	Parcelle FS 56 Zonage UB Futur PLU : UB	6	Prévisionnel 2022		PC obtenu le 25/05/2021. Projet d'une vingtaine de logements dont 6 LLS
98 avenue Charles de Gaulle	Parcelle FS 467 Zonage PLU actuel : Upa	12	Prévisionnel 2022		**Sur le plan de la programmation** Avant-projet avec Vilogia, PC déposé

	Zonage PLU futur : UPa				en fonction de l'approbation de la modification N°3 PLU Projet de 50 % LLS. Nombre de logements à finaliser **Sur le plan de l'urbanisme** Problème par rapport à la hauteur (PPRI) donc attendre la modification n°3.
Rue de Maugis	Parcelles GH 121, 122, 123, 124 Zonage PLU actuel : UC Zonage PLU futur : UC	8	Prévisionnel 2022 ?		Pas de maîtrise foncière pour l'instant (mais terrain à la vente) PA avec lot libre et social , le PC n'a toujours pas été déposé par le groupe Viabilis. Toujours en avant projet. **Sur le plan de l'urbanisme** Contraintes du PLU (espace de pleine terre). Envisager évolution du PLU. Voir si EPF peut intervenir
Avenue du gal leclerc Ancien garage Citroen	FH 21 Zonage actuel PLU : 2AU Zonage futur UB	8	2023-2025		Ancien garage Citroën. fiche de lot réalisée. Projet de 16 logements dont 8 LLS **Nécessite révision PLU**
Impasse Général Galliéni nord	Parcelles FY 105, 106	9	?		Pas d'opérateur pour l'instant, fiche de lot

	Zonage PLU actuel : Uaa Zonage PLU futur : UA				réalisée avec architecte conseil **préemption en cours par l'EPF de la parcelle FY 105**
Impasse Général Galliéni sud	Parcelles FY 100, 101, 102, 103, 104 Zonage PLU actuel UAa , zonage futur : UA	21	?		Pas d'opérateur pour l'instant, fiche de lot réalisée avec architecte conseil
Quincarneau Rue des Maraîchers/Chemin de la Palue	Parcelles FP 237, 238, 217, zonage actuel PLU : 2 AU ER pour réalisation de parking Zonage Plu futur : 1AUb	34	?		Pas d'opérateur pour l'instant, fiche de lot réalisée avec architecte conseil Zone **2AU**. Révision PLU nécessaire. Dans le cadre de la révision du PLU, metrra une **SMS, et enlèvera l'ER à ce moment là.**
	SOUS TOTAL 6) : 151 LLS. Soit prise en compte théorique de 79 LLS pour le bilan 2020-2022, 8 LLS pour le bilan 2023-2025, et 64 LLS pour lesquels la date prévisionnelle de dépôt de demande d'agrément n'est pas connue.				
Total général	**1 195 LLS (dont 541 au titre du bilan triennal 2020-2022, 272 LLS au titre du bilan 2023-2025 et 78 LLS pour lesquels la date prévisionnelle de dépôt de demande d'agrément n'est pas connue)**				

Ce tableau met en évidence l'insuffisance de la programmation actuellement envisagée au regard des objectifs du programme triennal en cours (541 LLS – sous réserve d'aléas de réalisation – pour un objectif de 792, soit un taux de réalisation de **68 %** seulement, risquant de conduire la commune à un nouveau constat de carence.

Il s'ensuit la nécessité d'inscrire comme action prioritaire du présent contrat de mixité sociale un renforcement significatif des perspectives de réalisation au sein des sites de projets, sur la base d'une analyse des freins à la réalisation d'opérations plus ambitieuses et des modifications réglementaires éventuellement nécessaires pour lever ces freins.

- Droit de Préemption Urbain (DPU)

Avant la mise en carence suite au bilan 2017-2019

La commune dispose d'un service foncier qui analyse les DIA et consulte le service des domaines pour une évaluation lorsqu'il existe une opportunité de préempter un terrain (prix du terrain, taille de la parcelle et potentialité) pour réaliser des réserves foncières pour produire du logement locatif social ou mener à bien un projet d'aménagement, (projet d'équipement public, parking, rond-point par exemple).

Dans le cadre de l'évaluation et de la mise à jour du Programme d'Action Foncière et du Programme d'Action Immobilier, et afin d'accompagner ce travail de repérage, une veille conjointe commune/COBAS/opérateurs HLM sur les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) avait été mise en place par la création d'un groupe technique partenarial (mairie, bailleurs sociaux, COBAS) chargé de définir les solutions opérationnelles adéquates sur les DIA repérées. La commune se réservait la possibilité d'associer le ou les opérateurs de son choix à cette démarche.

La COBAS et les quatre communes membres ont fait le choix successivement (entre 2017 et 2021) de conclure un partenariat avec l'EPF NA afin de les accompagner dans la définition et la mise en œuvre de leurs stratégies foncières en vue de la production de logement.

C'est donc l'EPF qui a réalisé les études de gisements fonciers sur l'ensemble du territoire intercommunal, en lieu et place de l'ancien Programme d'Action Foncière précité.

L' identification des sites de développement de l'offre sociale" a été menée par les communes, avec l'EPF, dans le cadre des dites études.

De même, c'est l'EPF qui a assuré la veille sur les DIA pour le compte des communes, dans le cadre des conventions spécifiques passées. De ce fait, le dit groupe technique dédié n'avait plus lieu d'être.

La commune réalise une politique d'acquisition foncière et de portage foncier en secteur d'aménagement ou en secteur à urbaniser.

Bilan DIA sur les 3 dernières années et nombre de préemption (données mairie)

En 2020, 866 DIA ont été déclarées en mairie, 2 préemptions réalisées par l'EPF
En 2019, 925 DIA ont été déclarées en Mairie, 3 préemptions réalisées par l'EPF
En 2018, 975 DIA ont été déclarées en mairie, 2 préemptions réalisées par la commune

Carence suite au bilan 2017-2019

Actuellement, et suite au bilan 2017-2019, la commune est en carence (arrêté du 18 décembre 2020). La délégation du DPU a été transférée à l'État, puis déléguée à l'EPF Nouvelle-Aquitaine par arrêté préfectoral du 10 février 2021, et la convention DPU a été signée le 6 mai 2021. Elle

porte sur les zones dédiées au logement. La plateforme RESANA a été mise en place pour le suivi des DIA, afin de partager les informations avec les autres partenaires.

Bilan DIA depuis la délégation :
2021 : 1015 DIA traitées et **6 préemptions en cours :**
-7A rue du Général Castelnau (potentiel de LLS non connu)
-8A rue du BAOU (potentiel de LLS non connu)
- 3 rue Lody(potentiel de 39 LLS)
-12/13 rue Schuman (potentiel de 3 à 6 LLS)
-4 impasse Galiéni (potentiel de 8 LLS)

➢ Partenariat avec l'EPF Nouvelle-Aquitaine

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, dont la mission est d'assurer le portage de biens bâtis ou non bâtis sur son territoire de compétence, est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour des projets de logement, de développement économique, de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes, de lutte contre les risques et de protection de l'environnement. Il contribue à la densification acceptable et à l'équilibre des territoires et à la limitation de l'étalement urbain.

La COBAS a signé le 28 mai 2018 avec l'EPF une convention d'objectifs qui porte notamment sur l'appui à la production de logement social, la maîtrise de la programmation des opérations immobilières sur les fonciers disponibles (mettre à la disposition de la commune des outils d'intervention foncière permettant de mieux négocier encore avec les opérateurs). Dans ce cadre, il est prévu la conduite, par l'EPF, d'un diagnostic foncier du territoire.

Par ailleurs, la commune de la Teste-de-Buch a signé le **23 novembre 2018 une convention opérationnelle avec l'EPF.** Le tableau suivant rappelle les secteurs couverts par cette convention opérationnelle et l'état d'avancement des projets :

SECTEURS	ETAT D'AVANCEMENT
Périmètres de veille	
Impasse Galiéni	Demande de préemption de la part de la commune (DIA 21K423 et parcelle FY 105 au 4 impasse Galiéni). En étude par l'EPF.
Ilôt Mazodier	Il reste encore à débloquer des terrains 1/3 des terrains sous maîtrise communale. L'EPF n'intervient plus sur cet îlot. La ville va céder son foncier aux opérateurs (SOVI qui vendra en VEFA à Domofrance) pour la réalisation de l'opération (sous seing 2022 et acte de vente définitf prévu en 2023).

Ilôt Boyens	-Zone UB -projet situé « 15 rue des boyens » -plusieurs propriétaires : préemption en cours d'une propriété+ négociation amiable en cours avec certains propriétaires -50 logements dont 25 LLS (50%)
Ilôt Franklin – Rue Pierre Dignac	-zone UAa -projet situé « 2 rue Pierre Dignac» (parcelle FR n°599 et 600/local commercial de 122 m²) -Superficie total de 216 m² **-Préemption réalisée le 01/04/2019**
Périmètres de réalisation	
secteur du Baou (OAP dans le futur PLU)	Préemption en révision de prix en cours au 8 A rue du BAOU (610 m2).
secteur Sécary (OAP dans le futur PLU)	-Zone 2AU au PLU actuel/réclassement en 1AUi -Projet situé « 21 route de Sécary » -Superficie total de 51 512 m² -150 logements dont 90 LLS (50%). **A la demande de la commune, l'opération comportera 60% de LLS** L'EPF a demandé l'avis des domaines **En attente de l'approbation du PLU**
secteur gare autour du pôle multimodal (OAP dans le futur PLU)	**1ère et 2ème opération** -projet situé « 42 rue du port » (parcelle FR n°185/commerces et appartement)) -Préemption réalisée le 26/08/2016 et le 27/11/2019 **3ème opération** -projet situé « 44 rue du port » (parcelle FR n°183 et 184/maisons d'habitation) -en cours de négociation **Objectif total de 35 logements dont 16 LLS (35%)**
façade maritime	**1ère opération** -projet situé « Avenue du Général Leclerc » (parcelle FO n°23/maison d'habitation de 58 m2) **-Préemption réalisée le 23/04/2019** **2ème opération** -projet situé « 2 rue de la Humeyre » (parcelle FO n°58/maison d'habitation de 103 m2) **-Préemption en cours** -Superficie totale de 1 357 m² pour les 2 opérations

	3ème opération -projet situé « 4 impasse de la Traine » (parcelle FO n°61/maison d'habitation de 96 m2) -Superficie total de 771m² **-Préemption en cours**

Concernant la **reconversion de la friche du centre hospitalier** (doit être relocalisé), un projet de logements, comprenant une part de logement social, est prévu par Pichet Immobilier. L'EPFNA a demandé à l'opérateur de revoir son projet, afin de prévoir au minimum 50 % de logements locatifs sociaux. La programmation est prévue pour 2023-2025. Ce projet a été présenté au conseil d'administration de l'EPFNA le 27 avril 2021, mais il ne sera pas intégré à la convention opérationnelle.

- Charte partenariale pour la production de logements sociaux sur le territoire de la COBAS

Le territoire connaît des difficultés pour produire du LLS et donc atteindre les objectifs imposés par la loi SRU. De ce fait, les opérateurs ont du mal à sortir des projets (foncier rare et cher, contraintes environnementales fortes, multifonction résidentielle), alors que la demande est forte. Dans le cadre du PLH et du contrat de mixité sociale, cette problématique a été identifiée, avec la nécessité de réfléchir à la mise en œuvre d'une charte des normes sur la COBAS.

Cette réflexion sur la mise en œuvre d'une charte pour la production de logements sociaux a été menée avec les bureaux d'études Adéquation et Logis-Cité à travers des ateliers qui ont eu lieu entre 2018 et 2019 avec l'ensemble des acteurs. La réflexion et les travaux menés ont abouti à des propositions qui restent à discuter et à valider par les élus.

La COBAS s'engage à poursuivre ce travail et à envisager les actions futures à mettre en place pour réaliser cette charte partenariale.

L'ensemble des partenaires signataire du présent contrat s'engage à mettre en œuvre une politique foncière volontariste.

Article 4 : Volet urbanisme réglementaire et opérationnel

Urbanisme réglementaire :

Le PLU de la commune de La Teste-De-Buch a été approuvé le 6 octobre 2011. Plusieurs modifications sont intervenues pour préciser certains points de règlement, intégrer des éléments affinés sur certains sites. La modification simplifiée n° 2 a été approuvée par délibération du conseil municipal en date du 28 janvier 2016 et permet, entre autres, de mettre à jour les emplacements réservés.

Une troisième modification simplifiée a été engagée en décembre 2020 par la commune en vue de clarifier certaines dispositions du règlement et d'autoriser en zone UH l'accueil

d'hébergements destinés aux saisonniers et aux apprentis (extension du foyer jeunes travailleurs sur le site de l'hippodrome). Pour cela, la commune créera un sous secteur à la zone UH, afin de fixer la réalisation de l'évaluation environnementale aux seules limites du projet. Cette modification devrait être approuvée fin 2022.

Le PLU est actuellement en cours de révision depuis le 6 septembre 2013. La commune a ciblé des secteurs prioritaires (voir liste des fonciers mobilisables ci-dessus) pour réaliser du logement social, notamment des secteurs sur lesquels elle a déjà obtenu des dérogations d'ouverture à l'urbanisation : **Cap de Mount et Baou**.

La commune est en train de réfléchir aux besoins d'évolution de son PLU pour favoriser la production de logements locatifs sociaux. Pour cela, elle souhaite mettre en place les procédures suivantes :

➢**la déclaration de projet** pour les secteurs du Baou, Sécary et Cap de Mount

➢**la modification de droit commun pour** :
-épurer des emplacements réservés et instaurer à la place de servitudes de mixité sociale (secteur de la gare, rue du port) ;

-diminuer l'emprise au sol pour augmenter le bonus de constructibilité pour les opérations qui répondent aux exigences de production de logements sociaux ;

-créer un plan masse annexé au zonage du PLU pour cadrer et signifier le secteur où l'on souhaite permettre une hauteur en R+2 (secteur du cimetière) ;

-augmenter l'emprise au sol à hauteur de 20 % pour le projet de densification de la résidence Joli Bois ;

-instaurer de nouvelles SMS :

Des servitudes de mixité sociale avaient été mises en place dans le règlement du PLU approuvé le 6 octobre 2011 :

- une servitude de mixité sociale à **50% « rue du Coutoum »**
- des servitudes de mixité sociale à **100%** : 3 déjà identifiées dans le précédent contrat de mixité sociale : **Joli bois, Marzac et le terrain clé de Cazaux « rue Etienne Bonis ».**

Dans le cadre de la modification du PLU, il est prévu :
- des servitudes de mixité sociale à **60%** dans deux secteurs de projets : **Sécary, Cap Mount et stade Cazaux**

- des servitudes de mixité sociale à 1**00%** : **cimetière, et hippodrome.**
- Des servitudes de mixité sociale à **50%** sur le terrain caserne des pompiers, Ilôt des Boyens, rue Jules Fabre, entrée de ville du Baou.

La modification prévoiera également les règles suivantes :

Dans toutes les zones : les opérations d'aménagement et de construction développement, d'au moins 800 m² de surface de plancher destiné à l'habitat, devront comporter au moins **35% de logements sociaux.**

En zone UC, Uca, Ucb, UP, UPa, UPl et UPld , les projets comportant plus de 4 lots ou logements existants ou à créer devront comporter au moins **35% de logements sociaux**. Ce dispositif ne s'applique pas aux opérations de logements spécifiques (résidences séniors, maisons de retraites, résidence de tourisme).

La commune engagera rapidement une évolution de son PLU (procédure de modification simplifiée ou déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU) afin d'optimiser les programmes de logements.

Concernant la révision générale du PLU, celle-ci ne peut être que retardée compte tenu du contexte législatif évolutif et de l'absence de SCOT, l'approbation du document est estimée en 2024.

L'accélération de cette révision générale apparaît aujourd'hui comme une nécessité au regard des enjeux de réduction de la production de logement libre et d'augmentation de la part de logement locatif social dans cette production.
Cette révision doit permettre concrètement :

- de maîtriser la production de logement non assujetti à une part de LLS dans le tissu urbain diffus
- instaurer des servitudes de mixité sociale dans tous les secteurs susceptibles de produire des logements nouveaux, assortis d'un taux élevé (50%) et d'un seuil de déclenchement très bas,
- augmenter la capacité productive de ces secteurs par l'assouplissement du règlement d'urbanisme permettant l'adoption de formes urbaines plus denses,
- identifier les secteurs de centralité à doter d'une densité minimale,
- privilégier les opérations présentant une mixité sociale élevée par l'instauration systématique du bonus de constructibilité,

Dans le cadre de cette révision, la commune a sollicité et obtenu **deux dérogations préfectorales pour l'ouverture à l'urbanisation des secteurs du Baou et de Cap de Mount,** permettant la réalisation de programmes intégrant une part significative de logements locatifs sociaux (respectivement 100 et 80 LLS – projets inscrits dans les dossiers de demande de dérogation[1]). **En cohérence avec l'urgence de ces programmes, mise en avant pour justifier la dérogation préfectorale, il importe que soit mise en œuvre rapidement l'évolution du PLU pour permettre leur concrétisation opérationnelle.**

-

Dans le cadre de la révision du PLU, la commune s'engage à dégager des droits à bâtir pour l'habitat qui garantiront une qualité architecturale et d'urbanisme et prendront en compte le niveau des dessertes (équipements publics, transports) et qui présenteront aussi les densités adaptées et cohérentes avec une gestion économe de l'espace (L.151-28 2° CU).

L'État s'engage, en fonction des bilans triennaux SRU et des bilans annuels du présent contrat, à conseiller la commune dans l'évolution de son PLU pour favoriser la mixité sociale (mise en compatibilité, déclaration de projet, modification … etc).

1 Projets revus depuis les dossiers de demande de dérogation. Pour le Baou : projet de 75 LLS + 20 BRS. Pour Cap de Mount : projet de 100 LLS

Part de logements locatifs sociaux dans la construction neuve

Le PLH de la COBAS prévoit pour la commune de La Teste-de-Buch un volume de 194 résidences principales par an, dont 107 logements locatifs sociaux, soit un taux de 55 % de logements sociaux dans la production neuve de résidences principales. A noter que ces objectifs ne sont pas compatibles avec les objectifs de la loi SRU.

Le constat des constructions montre que le volume prévisionnel de 194 RP par an était largement sous-évalué (332 RP ont été produites par an entre 2016 et 2020). et d'autre part que le taux de 55 % de LLS dans cette production n'a pas été respecté (23 % seulement entre 2016 et 2020).

On ne peut que déplorer que le PLU ne permet pas la régulation de la construction dans des conditions permettant la réalisation des objectifs du PLH, d'une part en laissant construire sans contrainte de mixité sociale une très large part du parc, et d'autre part en maintenant à des taux très bas les taux de servitudes de mixité sociale sur les rares terrains où elles existent.

Par délibération du 17 décembre 2020, le conseil communautaire a approuvé l'engagement de la procédure d'élaboration d'un nouveau PLH.

Il est prévu de lancer une consultation d'AMO à cet effet début 2022, en vue d'une finalisation des travaux d'élaboration d'ici 2023.

La Vente en l'État Futur d'Achèvement (VEFA)

La production de logements en VEFA a progressé depuis le Plan de Relance de 2010 au détriment de la maîtrise d'ouvrage directe des opérateurs HLM et a particulièrement crû ces dernières années.

Il conviendra d'être attentif à limiter le recours à la VEFA pour les structures et les opérations destinées à produire 100 % de logements locatifs sociaux sauf dans les cas exceptionnels.

Si la VEFA est un mode de production indispensable sur la commune étant donné les coûts du foncier, l'ensemble des partenaires s'engagent toutefois à favoriser des opérations en maîtrise d'ouvrage directe des opérateurs HLM, notamment par le biais de surcharges foncières.

Urbanisme opérationnel :

La commune est en train de travailler sur les secteurs « joli bois » appartenant à Domofrance et « Commandant Marzac » appartenant à la SNI Aquitaine. Ces projets ont pour but de rationaliser les usages des espaces libres et pourraient dégager un potentiel estimé à ce stade à environ 80 LLS (100 % social) pour Joli Bois. Sur Marzac, le potentiel de LLS n'est pas encore arrêté.

Domofrance travaille actuellement sur le **secteur de Jolis Bois** avec les habitants pour cibler les actions et travaux à réaliser sur les bâtiments existants. Concernant le projet de densification du site, Domofrance se heurte à la problématique du PLU actuel, où l'emprise au sol est limitée à 10%.

La commune travaille actuellement sur **l'ilôt Franklin**, où elle maîtrise 50% du foncier.

Elle travaille également avec Gironde Habitat, sur le **secteur du Baou et du cimetière**.

Le secteur de **Sécary** est en cours d'acquisition par un bailleur social.

La commune est également en train de définir un projet d'aménagement sur le terrain **Cap de Mount, une procédure de déclaration de projet sera lancée en 2022 pour ce secteur.**

Article 5 : Volet logement : programmation du parc public et programmation du parc privé

- **Programmation du parc public (prévisionnel)**

La liste des opérations connues est la suivante :

Adresse de l'opération	Nombre total de LLS	PLUS	PLAI	PLS	Bailleur social	Date de financement
13 Avenue de Verdun Tranche 1 (PC 20 LLS+3 BRS)	10	5	3	2	Domofrance	2021
Le Baou (ilôt nord)	26	16	10		Gironde Habitat	2022
Terrain actuel caserne des pompiers SDIS	32	11	11	10	1001 Vie Habitat	2022
St Exupéry – Marzac	30	12	13	5	CDC Habitat	2022
Gare- square 18 juin 40	16	10	6		ICF Atlantique	2022
Ilôt Castelnau (démarche acquisition foncière par l'EPF à la demande de la commune en cours) rue général castelnau (VEFA)	24	11	8	5	Clairsienne	2022
VEFA 1 rue général castelnau (VEFA)	14	6	6	2	SA Erilia	2022
Terrain centre de Cazaux-Allée André Lafont/rue Jean Dubos (actuellement terrain de football) (parcelle CS36) (16 LLS+20 BRS)	16	10	6		Domofrance	2022
Ilôt Maraichers « perlat tranche 2 av de verdun » (PC 20 LLS+3 BRS)	10	3	5	2	Domofrance	2022
Total 2020-2022	**178**	**84**	**68**	**26**		

Adresse de l'opération	Nombre total de LLS	PLUS	PLAI	PLS	Bailleur social	Date de financement prévisionnelle
Résidence Joli Bois (densification)	80				Domofrance	2023
EHPAD Les Arbousiers (mixité LLS et accesion sociale)	45				Domofrance	2023
Cazaux, cité du Lac	24				CDC Habitat	2023
Sécary (mixité LLS et accesion sociale)	90					2023
Rue Henri Dheurle	5 BRS				Gironde Habitat	2023
Angle rue lody/avenue charles de gaulle	24 LLS +5 BRS				Clairsienne	2023
Terrain à proximité du cimetière	54				Gironde Habitat	2023
Ilôt Franklin	38					2023
53 avenue charles de gaulle (parcelle FS 56)	6				Domofrance ou Le Col ?	2023
98 avenue charles de gaulle (parcelle FS 467)	12				Vilogia	2023
Rue de Maugis	8				Groupe Viabilis	2023
Extension hippodrome (Annuler projet initial de 26 LLS rue H Dheurle)	43				Gironde Habitat	2023
Secteur Lapin blanc	16					2023-2025
Cap de Mount	90					2023-2025
Ilôt des Boyens	25					2023-2025
Les Huttiers	38					2023-2025
Avenue du général leclerc	8					2023-2025
Clef de Cazaux	30					2023-2025
Impasse général Galliéni nord	9					?
Impasse général Galliéni sud	21					?
Quincarneau	34					?
Le baou (préemption copropriétés)	14				Gironde Habitat	?
Total 2023-2025	**719** (dont 78 sans date prévisionnelle)					
TOTAL GENERAL	**897** (dont 78 sans date prévisionnelle)					

Il est rappelé que, conformément à l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation, la programmation devra respecter un minimum de 30 % de PLAI et un maximum de 30 % de PLS. A titre indicatif, la programmation régionale a pour objectif cible un taux de 34 % de PLAI sur le total de PLUS/PLAI.

De plus, conformément au Programme Local de l'Habitat 2016-2021, les financements PLS seront mobilisés à la marge et en priorité pour des opérations à destination de publics spécifiques, notamment les personnes âgées.

Par ailleurs, les chiffres sur la demande de logements sociaux en T1 et T2 représentent 55 % de la demande, qui est satisfaite à 34 % (SNE au 1er janvier 2021). Ces chiffres font état d'une forte tension sur les petites typologies. En effet, le conseil départemental constate que globalement il y a une forte demande des jeunes, des saisonniers, des familles monoparentales, des jeunes couples parfois avec un jeune enfant, qui veulent s'installer, mais aussi des salariés.

La commune souhaite répondre à la demande, à la fois pour les petites typologies du type T2 (en centre ville et sur le secteur de la gare notamment), mais aussi pour les logements de type T4 pour pouvoir loger les familles (notamment sur le site des Arbousiers).

Le recours à l'usufruit locatif social (ULS)

En commune déficitaire, les propositions de montages en ULS sont à examiner avec attention et à comparer à des montages en LLS classique de façon à favoriser les opérations pérennes autant que possible. La proportion de logements réalisés en ULS dans les communes déficitaires sera donc limitée, particulièrement dans les secteurs de mixité sociale, les opérations identifiées dans le Programme d'Action Foncière et de manière générale en cas de constat de carence. Une vigilance particulière sur les bilans prévisionnels d'opérations montées en ULS devra être assurée.

Le Département devra être associé très en amont au montage des opérations qui ne seront agréés qu'à titre dérogatoire. Il est fortement recommandé que ces opérations comportent une part de logements PLUS et PLAI en pleine propriété et devront être pleinement justifiées par le territoire concerné (zones tendues de la délégation des aides à la pierre, prix du foncier, montage effectué avec le promoteur, contrepartie, etc). Le Département vérifiera également la capacité du bailleur à reloger les locataires sur le territoire communal où se situe l'opération à la fin de la période d'usufruit. En tout état de cause, aucune subvention du conseil départemental ne sera apportée sur ces opérations réalisées en ULS.

- **Action sur le parc privé**

OPAH 2021-2026

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) a approuvé son 3ème Programme Local de l'Habitat (PLH) par délibération du 30 juin 2017. Le PLH est devenu exécutoire le 5 septembre 2017 (2 mois après la transmission de la délibération d'adoption du PLH) pour une durée de 6 ans à compter de cette date, soit le 5 septembre 2023. Le PLH couvre donc la période 2017-2023.

S'agissant du parc de logement privé, le diagnostic du PLH soulevait dès 2015 les points d'alerte suivants :

• Une précarisation énergétique des ménages

• Le vieillissement et la précarité financière d'une partie des propriétaires occupants.

A la suite d'une **étude pré-opérationnelle** réalisée à l'échelle du Sybarval, une opération programmée d'amélioration de l'habitat a été signée le **1er mars 2021**. Elle porte sur une durée initiale de 3 ans, reconductible 2 ans maximum, de façon express. L'opérateur en charge de l'animation de l'OPAH est **SOLIHA**.

En dehors du PIG thématique sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental, il n'y avait pas eu de programme animé sur le territoire de la COBAS depuis plus de 10 ans. Pour mémoire, le règlement d'intervention du Conseil Départemental demeure valable sur le territoire de la COBAS, ainsi que sur tout le territoire de sa délégation des aides à la pierre (DAP).

Les enjeux de cette OPAH sont principalement:

- **L'amélioration du parc ancien :**
  - lutter contre la précarité énergétique ;
  - maintenir à domicile les personnes âgées et/ou handicapées en adaptant leurs logements ;
  - lutter contre l'habitat insalubre présent en diffus sur le territoire ;

- **Créer une dynamique de travaux, par l'effet levier des financements publics mobilisables et attendus, qui générera des retombées économiques pour les artisans et entreprises locales de la rénovation du bâtiment ;**

- **Remettre sur le marché des logements privés à loyer conventionné (social et très social) qui viendront compléter l'effort de production de logement social**

Les volets d'actions de l'OPAH de la COBAS sont les suivants :

➢La lutte contre l'habitat indigne et très dégradé (repérage et identification des situations potentielles d'insalubrité+réalisation d'un diagnostic pour qualifier le degré d'indignité+évaluation du coût des travaux nécessaires+financements mobilisables) ;

➢La lutte contre la précarité énergétique et la mise en œuvre du programme Habiter Mieux ;

➢L'adaptation des logements à l'âge et au handicap : la commune d'Arcachon a d'ores et déjà mis en place un programme spécifique nommé « Bien vivre chez moi » à destination des résidents de 75 ans et plus. Une coordination étroite entre l'opérateur OPAH et le CCAS de la commune sera opéré.

➢Le repérage et le suivi des situations des ménages les plus précaires ;

➢Le développement de l'offre locative à loyer modéré et la résorption de la vacance

➢Une veille active va également être mise en place par la COBAS afin de repérer les copropriétés vulnérables et prévenir leur dégradation (mobilisation du dispositif Veille et Observation des Copropriétés).

Ces différents volets d'actions sur le parc privé devront être orientés de sorte à favoriser le conventionnement de leur parc par les propriétaires bailleurs et de favoriser des opérations d'acquisition-amélioration par les opérateurs HLM.

Pour les logements privés conventionnés, le recours à des dispositifs d'intermédiation locative devra être recherché.

Les objectifs quantitatifs sont :

Propriétaires occupants (PO)	**COBAS**	
	Total 5 ans	**Par an**
PO très modestes CD 33 ((sous plafond PLAI)	95	19
PO très modestes Anah	80	16
PO modestes	135	27
Sous-total PO	**310**	**62**
Propriétaires bailleurs (PB)-Convention avec travaux	**COBAS**	
	Total 5 ans	**Par an**
Loyer conventionnel très social (LCTS)	15	3
Loyer conventionnel social (LCS) et intermédiaire (LI)	15	3
Sous-total PB conventionnement avec travaux	**30**	**6**
Propriétaires bailleurs-convention sans travaux	**COBAS**	
	Total 5 ans	**Par an**
Loyer conventionné très social (LCTS)	15	3
Loyer conventionné social (LCS) ou intermédiaire (LI)	10	2
Sous-total PB conventionnement sans travaux	**25**	**5**
TOTAL GENERAL	**365**	**73**

Les objectifs n'ont pas été territorialisés par commune.

Le nouveau dispositif **Loc'Avantages** fait évoluer les conditions financières et fiscales applicables pour le conventionnement du parc privé (avec ou sans travaux pour la commune de la Teste-de-Buch). Avec ce dispositif, les avantages sont les suivants :

		Loyer intermédiaire (Loc1)	Loyer social (Loc2	Loyer très social (Loc3)
Dispositif antérieur	Plafonds de loyers (pour l'année 2021) - S<65m²	10 €/m²	7 €/m²	6 €/m²
	Plafonds de loyers (pour l'année 2021) – 65 m²<S<90m²	8,1 €/m²	6,5 €/m²	5,95 €/m²
	Plafonds de loyers (pour l'année 2021) - S<90m²	6,9 €/m²	6,1 €/m²	5,33 €/m²
	Déduction fiscale	30 %	70 %	70 %
Dispositif Loc'Avantage	Plafonds de loyers	9,73 €/ m²	8,02 €/m²	6,30 €/ m²
	Réduction d'impôts avec/sans intermédiation locative	-- 20 %	15,00 % 40 %	30,00 % 60 %

* Le mode de calcul à partir du loyer et de la surface a évolué également, ce qui ne permet pas une comparaison directe entre les loyers antérieurs et actuels.

Si le propriétaire passe par une structure agréée d'intermédiation locative (agence immobilière à vocation sociale ou association) pour louer son logement, cette déduction peut aller jusqu'à 60% quel que soit le type de conventionnement. Cet intermédiaire peut être un organisme privé ou public. Il assure le paiement des loyers et garantit de récupérer ce bien en bon état.

La création d'un service habitat de la COBAS

Par délibération du 25 février 2021, la COBAS a crée un espace habitat dorénavant dénommé **« Service Habitat de la COBAS »**. Il est opérationnel depuis mars 2021.

C'est la « tête de pont » de la politique habitat de la COBAS

Il a deux missions :

- une mission générale d'accueil, information et orientations des habitants sur toute problématique relative à l'habitat ;
- Une mission spécifique de conseil et accompagnement des habitants sur leurs projets de rénovation (performance énergétique ; adaptation ; réhabilitation lourde/remise aux normes).

C'est un service public gratuit et neutre à destination :

- des propriétaires (de résidences principales) modestes et très modestes et propriétaires bailleurs (sans condition de ressources) relevant de l'OPAH ;
- et des autres propriétaires quels que soient leurs revenus (hors OPAH) ;
- ainsi que des locataires.

En termes de moyens humains, il s'appuie sur :

- l'équipe COBAS dédiée (3 agents)
- un AMO, SOLIHA, pour la mise en œuvre de l'OPAH
- et une conseillère thermicienne de l'association CREAQ, dans le cadre du partenariat mis en place en 2021 (AMI Région – SARE). Le partenariat avec le CREAQ n'a pas été renouvelé en 2022.

En termes d'activités, il a été comptabilisé :

- 125 personnes ayant contacté le service Habitat entre le 01 janvier et le 25 octobre 2021. Leurs demandes concernaient majoritairement des :
  - projets de rénovation énergétique (64%)
  - demandes de logements saisonniers (14%)
  - travaux d'adaptation à la perte d'autonomie (12%)

Copropriétés dégradées

Le travail de repérage des copropriétés potentiellement en difficulté reste à approfondir, dans le cadre de l'OPAH.

Article 6: Volet attributions

L'article 97 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) et le titre II de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (LEC) introduisent plusieurs dispositions pour favoriser le vivre ensemble et lutter contre les phénomènes de ségrégation territoriale.

Ces deux lois renforcent le rôle et la position des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en introduisant une gouvernance de la politique des attributions de logements sociaux à l'échelle intercommunale.

Ces apports réglementaires réforment principalement la politique des attributions et la gestion de la demande rendant le système d'attribution des logements sociaux plus lisible, transparent et équitable.

Les objectifs étant :
- d'offrir davantage de transparence aux demandeurs en ce qui concerne le processus de gestion des demandes et d'attribution de logements sociaux, souvent perçu comme opaque ;
- d'améliorer l'efficacité du processus, en coordonnant les actions, en harmonisant les pratiques et en veillant aux équilibres de peuplement, pour assurer une plus grande équité dans le système d'attribution des logements.

Les intercommunalités concernées par la réforme ont l'obligation de :

- mettre en place une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) en lien avec le contrat de ville pour les EPCI ayant au moins un quartier prioritaire de la ville (QPV) ;
- élaborer une convention intercommunale d'attribution (CIA) en lien avec les conventions d'utilité sociale (CUS) ;
- réaliser un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID) ;
- mettre en œuvre le droit à l'information via le Service d'Information et d'Accueil des Demandeurs (SIAD).

Il s'agit donc de donner un rôle de chef de file aux EPCI en matière d'habitat et de logement, en leur permettant de devenir un véritable acteur de la politique des attributions sur leur territoire :
- en menant une réflexion transversale et stratégique sur l'ensemble de leur territoire ;
- en maîtrisant toute la chaîne du logement social, de l'offre nouvelle à l'attribution des logements ;
- en construisant l'intérêt communautaire sur la base des volontés individuelles des communes ;
- en répondant aux besoins ;
- en maîtrisant la politique des attributions afin de limiter les erreurs de gestion du peuplement et de réduire le coût à long terme des politiques de rattrapage.

La COBAS a signé en **26 décembre 2019** l'accord cadre départemental 2019-2021 portant sur les attributions de logements sociaux aux personnes défavorisées et participe au comité de pilotage de suivi de cet accord cadre (comité de pilotage SNE).

Par délibération du **11 avril 2019**, La COBAS avait engagé la création de sa conférence intercommunale **du logement** qui est installée depuis le 29 mars 2021. **L'élaboration du PPGDID** interviendra d'ici fin 2022.

Droits de réservation des logements – Contingent
La commune et la COBAS veilleront, pour les futures opérations de logements sociaux pour lesquelles elles auront apporté une contribution, à faire valoir leurs droits de réservation sur l'attribution des logements (convention avec les bailleurs relative aux contingents).

Article 7 : Volet financement

Engagement de l'État :

L'État s'engage à accorder une priorité départementale aux opérations mentionnées dans le présent contrat de mixité sociale, ainsi qu'à toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de production de la commune.

Engagement du Conseil Départemental :

En tant que délégataire des aides à la pierre, le Conseil Départemental s'engage à accorder une priorité aux opérations mentionnées dans le présent contrat de mixité sociale, ainsi qu'à toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de production de la commune. Cette disposition s'applique aux aides de l'État déléguées ainsi qu'aux aides propres du Conseil Départemental, dans les conditions définies dans son règlement d'intervention en vigueur.

Engagement de la COBAS :

La COBAS s'engage à maintenir une aide financière de l'ordre de :
- **1 000 000** € par an à l'échelle du territoire intercommunal pour le développement de l'offre locative sociale (neuf et acquisition-amélioration) sur le territoire ;
- **jusqu'à 170 000 €** par an (part fixe + part variable) au titre du marché d'AMO de l'OPAH (une partie est prise en charge par l'Anah et le département) ;
- **124 000€** par an au titre des aides OPAH de la COBAS.

La COBAS projette de réexaminer son règlement d'intervention en faveur du logement social en 2022 (bilan à mi-parcours-COPIL novembre 2021). Le contenu des modifications n'a pas encore été défini par les élus.

Engagement de la commune :

Conformément à l'article L.302-7 du code de la construction et de l'habitation, le prélèvement annuel SRU de la commune de **La Teste-De-Buch** est affecté annuellement à l'Établissement Public Foncier Nouvelle-Aquitaine.

La commune s'engage à affecter une enveloppe annuelle moyenne de **300 000 €** minimum sur la période **2020-2022,** notamment via des moins-values foncières, afin de favoriser des opérations de logements locatifs sociaux publics, en complément des aides de l'État et du Département.

Depuis la loi ELAN, la commune a également la possibilité de déduire de son prélèvement annuel les dépenses d'intermédiation locative du parc privé conventionné avec l'Anah (article L 321-10 du code de la construction et de l'habitation). A ce titre, l'État pourra conclure une convention avec un ou plusieurs organismes bénéficiant de l'agrément au titre de l'intermédiation locative. La subvention versée par la commune à ces organismes, dans le cadre de la location/sous-location de logements conventionnés, pourra être déduite du prélèvement dans la limite de 2 500 euros par logement et par an.

Elle a également la possibilité de déduire de ses prélèvements les dépenses en faveur des logements financés en prêt social location accession (PSLA) et en bail réel solidaire (BRS).

Ces aides seront déduites du montant des pénalités annuelles à partir du moment où elles s'inscrivent dans le champ d'application de l'article L.302-7 du Code de la construction et de l'Habitation.

Article 8 : Instance de suivi du contrat et association de personnes qualifiées

Le présent contrat donnera lieu à une évaluation annuelle en présence des partenaires signataires, dont la première aura lieu un an après sa date de signature.

Un comité de suivi est constitué pour assurer un travail partenarial tout au long de la convention. Le comité de suivi est composé de représentants de :

- l'État,
- la Commune,
- le Conseil Départemental en tant que délégataire des aides à la pierre,
- la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud
- l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
- les bailleurs présents sur le territoire et/ou la Conférence Départementale des Habitations à Loyer Modéré de Gironde
- le cas échéant les associations à vocation d'hébergement et de réinsertion

L'État réunit cette instance au moins une fois par an. Chaque signataire pourra également demander à l'État de réunir le comité de suivi en cas de difficulté dans la mise en œuvre du présent contrat.

La commune est chargée de présenter un état d'avancement de la mise en œuvre du présent contrat à chaque réunion de ce comité de suivi.

Article 9 : avenant

Sans mettre en cause son économie générale, le présent contrat pourra faire l'objet d'un avenant modificatif ou complémentaire afin de s'adapter à de nouveaux éléments de contexte notamment réglementaires ou d'évolutions de la dynamique de construction qui tendraient à s'écarter des objectifs fixés.

L'avenant, pour entrer en vigueur, devra être validé par les signataires du présent contrat.

Article 10 : Résiliation de la convention

Le présent contrat peut être résilié à tout moment par le Préfet, sous réserve d'un délai de préavis de trois mois, si lors du comité de suivi annuel, il apparaît que l'effort de la commune est manifestement insuffisant, sans que ces insuffisances soient justifiées par des circonstances particulières.

Fait en 4 exemplaires à Bordeaux, le

Le Préfet de la Gironde

Etienne GUYOT

Le Maire de la ville de La Teste-De-Buch

Patrick DAVET

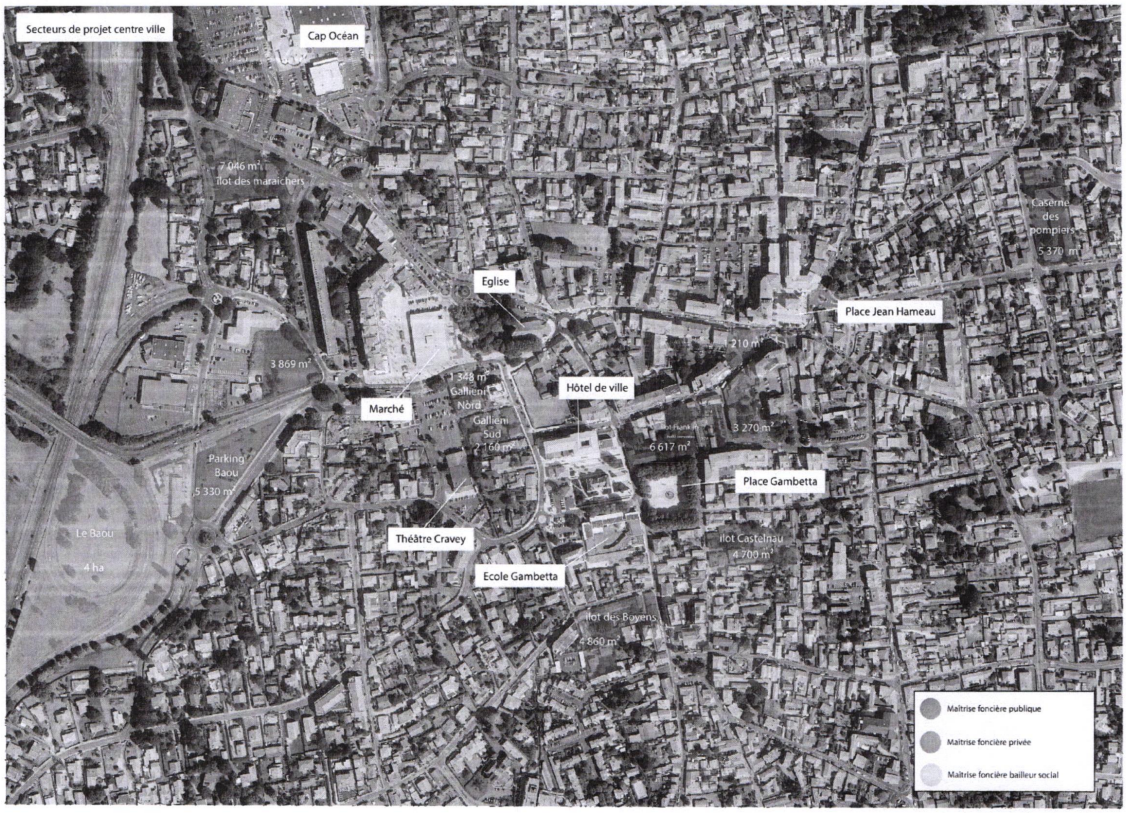
Le Président du Conseil Départemental

Jean-Luc GLEYZE

La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud

Marie-Hélène DES-ESGAULX

ANNEXE N° 1 Cartographie des principaux fonciers mobilisables pour faire du logement locatif social




Secteurs de projet Cazaux
1
1AU
2
3
4
Maîtrise foncière publique
Maîtrise foncière privée
1 Cap de Mount
2 Entrée de Cazaux
3 Rue Etienne Bonis
4 Stade municipal

Monsieur le Maire :

Merci M Sagnes

Monsieur SAGNES

Pour rappel : le déficit des années 2016, 2017, 2018 de logements locatifs sociaux sur notre commune était de 1500. Le taux était de 13,75% et 258 logements ont été mis en service en 3 ans. Sur la même période, on note une augmentation de 1 022 nouvelles résidences principales. La commune a donc été mise en carence par arrêté préfectoral du 18 décembre 2020.

Ce nouveau contrat de mixité sociale qui je le rappelle est un outil permettant aux communes de mettre en place des leviers nécessaires pour atteindre les objectifs triennaux de rattrapage du déficit de logements locatifs sociaux (LLS).

Sa mise en œuvre permet d'identifier, d'anticiper et de lever les difficultés au cours de la période triennale mais non plus uniquement de les constater à l'issue de chaque bilan comme cela se faisait auparavant. Le présent contrat fait donc ainsi l'objet d'un suivi annuel en partenariat avec l'État. Ce contrat permettra également d'objectiver les freins à la construction de logements locatifs sociaux qui ne relèvent pas de la responsabilité directe de la commune.

Les conditions de réalisation de ces contrats de mixité sociale constitueront alors un élément d'appréciation des difficultés rencontrées le cas échéant par la commune, lors du bilan des prochaines périodes triennales.

Il est à noter que L'État, le Département, la Communauté d'Agglomération du Sud Bassin du Bassin d'Arcachon Sud « la COBAS » s'engagent à soutenir financièrement la réalisation des objectifs de ce contrat.

Le présent contrat prendra effet à compter de la date de signature et se terminera le 31 décembre 2025 et les objectifs à la baisse retenus pour la période 2023/2025 seront de 390 LLS au lieu des 515 prévus avant le CMS.

Afin de permettre l'atteinte des objectifs réglementaires de la commune en termes de diversification de l'offre d'habitat, les engagements pris dans ce nouveau contrat de mixité sociale feront l'objet d'indicateurs de suivi et d'une évaluation en continu.

Madame DELMAS :

En préambule une interrogation dans la chronologie présentée page 2/ 47 du contrat. Il est fait état d'un « vu la délibération du 9 octobre 2023 » autorisant la signature du contrat par le président du Conseil Département, une date postérieure à la présentation d'aujourd'hui ?
Vu la délibération portant une date du 09/10/2023, Est-ce une erreur de date ou bien de rédaction ?
Tout le monde l'a vu, on ne peut pas entériner quelque chose qui n'a pas eu lieu.

Monsieur le Maire :

Hors micro

Madame DELMAS :
On a l'impression qu'il a un peu de retard ce contrat, je me demande si ce n'était pas octobre 2022 ? Il y a peut-être déjà eu une délibération autorisant le président à signer ?
Je pose vraiment la question.

Monsieur SAGNES :
C'est sûrement une erreur de plume, vous êtes peut-être la seule à l'avoir lu, moi-même je ne l'ai pas vu, lors du prochain conseil communautaire de la Cobas, nous voterons aussi ce contrat de mixité sociale.

Madame DELMAS :
J'ai vu également que sur celui de Gujan il y a la même erreur.
On en déduit que c'est une erreur il va falloir le faire rectifier. (Rectifier depuis voir avec DGS V1 ou V2)
Il y a eu des chiffres de cités, uniquement la période 2017/2019,
Juste un petit rappel sur le bilan, ce qui compte c'est le présent, sur la période 2011/2019, il y a eu 102% d'atteintes d'objectif, soit 1136 logements de réalisés, cela englobe la période 2017/2019.

A la lecture du contrat de mixité sociale nous relevons la reprise des projets et des dérogations déjà obtenues comme cap de Mount et Baou. Mais la plupart des projets ne pourront se faire qu'après la révision du PLU comme le projet de 54 logements sociaux près du cimetière.
La loi 3DS du 21.02.2022 a modifié l'article 55 de la loi SRU en supprimant l'échéance de 2025 tout en maintenant l'objectif de 25 % de logements sociaux.
Vous avez la chance de bénéficier pour 2023 d'une mesure nationale vous permettant ainsi de diminuer l'objectif de logements sociaux à produire dans la période triennale. Ainsi le taux de rattrapage abaissé ramène l'objectif initial de 515 LS à 390 logements sociaux pour la période 2023/2025.
Malgré le bénéfice de cet assouplissement, et vu le décalage déjà opéré dans la mise en œuvre, il est fort probable que l'objectif ne sera pas atteint.
Pour conclure : un autre paradoxe de votre part vous dites que vous voulez loger les Testerins mais vous avez débuté votre mandat en stoppant toutes opérations pour les reprendre avec plus de 3 ans de décalage, autant dire que pendant votre mandat il n'y aura pas beaucoup d'attributions, c'est dommage.

Monsieur Le Maire :
Vous signalez des grues partout et vous dites que l'on ne fait rien,

Monsieur SAGNES :
Une précision, si l'Etat nous a proposé un nouveau contrat de mixité sociale, c'est parce que l'Etat s'est rendu compte que les chiffres qui avaient été demandés à l'époque, étaient beaucoup trop élevés, c'est pour cela qu'ils ont accepté de décaler de 2025 à 2030, sinon on serait resté dans le même schéma.
Concernant 2023 pour le 9/10, c'est le Département qui va délibérer, cela sera une délibération à venir du conseil Départemental, ce n'est pas une erreur de plume.

Monsieur CHAUTEAU :

Monsieur le Maire, Monsieur le 1er Adjoint, vous pouvez compter sur mon soutien indéfectible dans le redressement du déficit accumulé en termes de Logement social. Ce sera plus long que prévu mais je ne doute pas un instant que votre application à agir dans ce sens sera payante.
A ce sujet, qui est primordial pour notre ville, je veux officiellement et publiquement ajouter :
Je réprouve les propos tenus par un ex-Élu dans la presse agitant une peur d'un *«changement de sociologie de la ville»* à cause de la construction de Logements Sociaux.
En ma qualité d'élu issu d'une liste de gauche arrivée 3ème en Juin 2020, mais aussi comme citoyen ayant habité un logement social pendant une quinzaine d'années, j'ai le devoir d'exprimer ma tristesse et ma déception en rappelant deux trois principes de sociabilité fondamentale au sujet du Logement Social en France.
Aussi j'exprime fermement :
Premièrement - qu'ostraciser les usagers de ces habitats, c'est mépriser l'esprit républicain de la mixité sociale.
Deuxièmement - que feindre d'ignorer la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain créée par le 1er Ministre Social-Démocrate Jospin (pardon un peu de pub pour mon camp), puis conspuer l'État et le Maire parce qu'ils la font appliquer, c'est irrespectueux et politiquement irresponsable, selon moi.
J'implore, à qui veut bien l'entendre, d'épargner à notre Ville ces basses polémiques de segmentation sociologique oiseuse et à visée électoraliste.

Monsieur BERILLON :

Mme Delmas c'est toujours intéressant d'écouter vos commentaires surtout le regard dans le rétroviseur, mais je n'ai pas compris votre question, ce contrat de mixité sociale, qu'est-ce que vous en pensez ? Vous êtes pour, contre, votre collègue absent aujourd'hui en commission habitat nous a fait l'honneur d'y participer ce qui se compte sur les doigts d'une main, lui ne l'a pas voté.
J'ai eu peur, est-ce que vous êtes sur cette même ligne, je crois que plutôt de chercher des chiffres, on est sur l'opportunité de la loi 3DS qui nous permet de voir de façon un peu plus raisonnée le nombre de logements qu'il faut construire.
Nous sommes en train de travailler avec la COBAS sur le futur PLH et il faudrait que l'on arrive à obtenir 780 logements sur 6 ans, c'est une hypothèse, dont 205/an ce qui correspond à 130 logements sociaux à produire par année.
Les 390 au lieu de 515 c'est plutôt une bonne nouvelle, et maintenant quand on regarde notre politique en faveur du logement social, un il y a des projets, avec la conférence intercommunale du logement qui est en cours, le projet de PLH, avec les services de l'Etat, on s'aperçoit que les services de l'Etat reconnaissent le travail qui est accompli par la commune.
Le travail est reconnu ce qui nous permet d'afficher un contrat de mixité sociale avec 390 logements au lieu de 515 sur la période 2023/2025.
Ces efforts on les renforce également, quand on fait de la mixité sociale, je remercie M Chauteau pour son soutien, contrairement à votre collègue absent, on n'est pas là pour s'occuper de la misère du monde on n'a pas prévu d'affréter un charter depuis Lampedusa, nous on s'occupe des locaux.
On s'occupe des locaux, d'abord leur fournir une offre qui non seulement leur permettra de trouver des logements sur notre commune et voire d'accéder à la propriété via le BRS, mais également par les aides que nous apportons au titre de l'OPA, où l'on aide des personnes qui ont besoin de rénover le logement, de lutter contre les passoires énergétiques, d'adapter aux besoins, d'adaptations au vieillissement ou handicap, votre collègue absent n'a pas voté cette mesure à la commission habitat de la semaine dernière.

J'espère que vous avez la décence, vous, d'approuver ces mesures, on en a besoin, c'est pour nos habitants, nos locaux.

Monsieur le Maire :
D'ailleurs à ce sujet, M Muret ne s'est pas excusé, on peut considérer qu'il est absent.

Madame DELMAS :
C'est bien vous avez nommé la personne, je n'aime pas trop parler des personnes quand ils sont absents, tout à l'heure on a évoqué M. Ducasse qui n'est pas là, je vous réponds, oui bien sûr que l'on est solidaire……

Monsieur le Maire :
Mais M Ducasse a donné procuration, donc je considère que l'on peut le citer…..

Madame DELMAS :
Oui, bien sûr on est solidaire de M Ducasse, M Berillon je vous rassure, je peux refaire mon intervention, j'ai dit que l'on avait réalisé dans la période 2012/2019, 1136 logements sociaux et que ça correspondait à 102% de l'objectif qui avait été fixé par l'Etat et à cette époque il n'y avait pas d'assouplissement, on avait beau dire que c'était irréalisable, vous le savez pertinemment, il n'y a pas de foncier, il est très cher on a des contraintes environnementales, c'était irréalisable, les objectifs.
Aujourd'hui c'était réalisable bien sûr, j'ai juste dit que c'est dommage que vous ayez balayé en début de mandat ce qui était prévu, on avait eu des dérogations pour faire les logements sociaux à Baou et Cap de Mount.
Vous avez pris une autre démarche qui génère 3, 4 ans de retard, mais évidemment que l'on va voter cette délibération, évidemment que l 'on est favorable, puisque on en a fait, même on s'est fait reprocher de trop en faire, alors que l'on expliquait que l'on était obligé, c'était la loi de toute façon et que le maire n'était pas en dehors de la loi et qu'il faut l'appliquer et de toute façon il faut qu'il y ait cet accès aux logements.
Je vous rassure on est favorable.

Monsieur le Maire :
Pourquoi tous les dossiers que nous avons présentés récemment vous vous êtes abstenus ou voté contre ? Derrière le cimetière vous vous êtes opposés…..

Madame DELMAS :
M le Maire c'est vous-même qui était derrière une pétition quand on était élus, pas de mauvaise foi, la plupart des projets c'était les nôtres, on ne pouvait que les voter, même si vous les avez un peu modifiés.

Monsieur le Maire :
Rappelez-vous, la première fois le projet n'était pas du tout le même.

Madame PHILIP :

Du fait de mon âge, je ne regarde pas dans le rétroviseur, je suis assez novice, mais depuis 2023 combien avez-vous fourni de logements aux locaux ?

Monsieur le Maire :
Pour répondre à Mme Delmas, quand nous sommes arrivés on a arrêté toute construction, c'est ce que j'avais évoqué au départ, il y avait de l'abus dans cette ville, on n'était pas dans la qualité, on a nous bâti une charte architecturale qu'il n'y avait pas.
On a imposé des normes à des promoteurs qui ne respectaient pas grand-chose en matière de qualité, il suffit de regarder derrière, c'est exactement ce que l'on ne veut pas. On a stoppé tout ça pour leur faire comprendre que c'était fini, mais aujourd'hui on a des travaux qui sont lancés à Cazaux on dépose la 1ère pierre dans les jours qui viennent.
On a des exigences fortes sur ce que l'on veut, ça va mettre un petit peu plus de temps, aujourd'hui, aussi administrativement ce qui mettait 3 ans avant pour se faire, met 5 ans maintenant. On est dans la volonté de faire pour les nôtres, c'est aussi ça sur lequel je me suis battu, quand je suis arrivé quand il y a eu les premières réunions d'attributions, on ne parlait pas tout à fait des nôtres, pour dire que la priorité c'était les nôtres qui travaillent ici et doivent vivre ici.

Monsieur MAISONNAVE :
Juste pour comprendre par rapport à la délibération qui sera prise par le conseil départemental, je me dis si cette délibération ne passe pas pour x raisons, comment on peut entériner une délibération qui n'est pas prise et si elle fait l'objet, imaginez, d'un refus, cela veut dire que la délibération que l'on prend ce soir est caduque ?....

Monsieur le Maire :
Vu qu'elle ne va pas être refusée,…..

Monsieur MAISONNAVE :
J'aurais préféré que cette délibération elle soit prise après le conseil départemental, juste une remarque.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Opposition : pas d'opposition

Abstention : pas d'opposition

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BUSSE **DEL2023-09-492**

APPROBATION DU SCHEMA COMMUNAL D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX SECS

Mes chers collègues

Considérant la volonté de la Ville de La Teste de Buch de concilier ville mobile et ville durable, ville sûre et ville partagée, et ville embellie et attractive,

Considérant les termes et études complètes de la note de synthèse ci-jointe,

Considérant la volonté de la Ville de poursuivre l'enfouissement des réseaux secs actuellement concernant 61% des artères de la Ville,

Considérant le P.P.I. 2022-2026 qui prévoit pour bons nombres de ces opérations routières une demande préalable d'enfouissement de réseaux secs et de modernisation des autres réseaux si besoin,

Considérant que l'objectif d'enfouissement au terme du présent schéma, soit 80% du patrimoine précité, sera long (à minima étalé sur 20 ans) et fort couteux (investissement annuel pour la Commune pouvant aller jusqu'à 2 millions d'euros)

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 19 septembre 2023, de bien vouloir :

- APPROUVER la politique très volontariste de la Commune pour poursuivre l'enfouissement des réseaux secs le long des rues et voiries communales,

- APPROUVER les grands principes de ce schéma communal d'enfouissement des réseaux secs,

- ENTERINER le schéma communal d'enfouissement des réseaux secs,

- ENGAGER la suite à donner pour la mise en œuvre de ce schéma en s'appuyant pour la période de 2022-2026, sur le P.P.I. ayant fait l'objet d'une adoption fin 2021,

- MAINTENIR l'objectif d'obtenir à la fin du présent schéma, un taux d'enfouissement de 80 % des réseaux secs (contre 61 % actuellement)

- AUTORISER Monsieur le Maire à organiser la mise en œuvre de ce schéma.

APPROBATION DU SCHEMA COMMUNAL D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX SECS

Note explicative de synthèse

La volonté de la Ville de La Teste de Buch est de concilier ville mobile et ville durable, ville sûre et ville partagée, ville embellie et ville attractive. A cet effet, ont été adoptées successivement :

- Au Conseil Municipal du 12 décembre 2021, un Plan Pluriannuel d'Investissements 2022-2026 pour moderniser et aménager son patrimoine communal constitué notamment, par 207 km de voiries communales et 239 actifs batimentaires,
- Au Conseil Municipal du 27 septembre 2022, un schéma communal cyclable et un plan de circulation du centre-ville.
- Au conseil Municipal du 27 juin 2023, La révision complète du règlement de voirie communal (dont la première version date de 1987)

A l'occasion du présent conseil municipal, il est proposé de présenter le schéma d'enfouissement des réseaux secs pour notre commune concernant principalement les réseaux de télécommunications et d'Orange, de distribution électriques (ENEDIS) et d'éclairage public (communal).

Elle sera tout à fait complémentaire aux délibérations précitées.

LES OBJECTIFS DU SCHEMA COMMUNAL D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX SECS

L'objectif est de profiter des opérations de voirie, allant de l'aménagement complet de la voirie et de ses dépendances et trottoirs dans le cadre du P.P.I à la reprise de certaines couches de roulement pour enfouir les réseaux secs et moderniser, si besoin, les autres réseaux d'eau potable, eaux pluviales, eaux usées et gaz.

Ces opérations nécessitent une coordination lourde à mettre en place et des études complexes et coûteuses que la Commune ne peut réaliser seule, s'appuyant très souvent sur le S.D.E.E.G. (Syndicat Départemental Energie et Environnement de la Gironde) qui se voit, le cas échéant, confier la maîtrise d'ouvrage de la Commune pour ces travaux d'effacement.

Par conséquent, l'objectif principal de ce schéma est de pouvoir disposer d'un document de référence au niveau de la Commune, opposable, permettant de prévoir puis de programmer dans le temps les opérations d'enfouissement ou d'effacement des réseaux secs.

PRESENTATION DE L'ETAT DES LIEUX DES ENFOUISSEMENTS PAR LA COMMUNE

ETAT DES LIEUX GENERAL

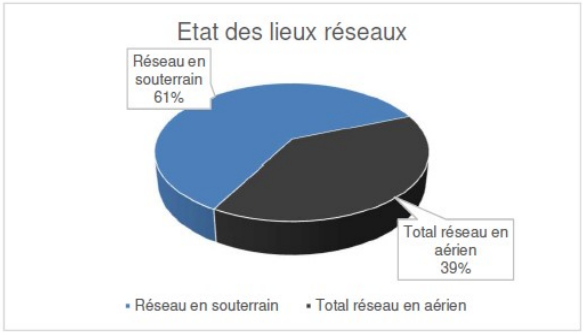
LA TESTE DE BUCH

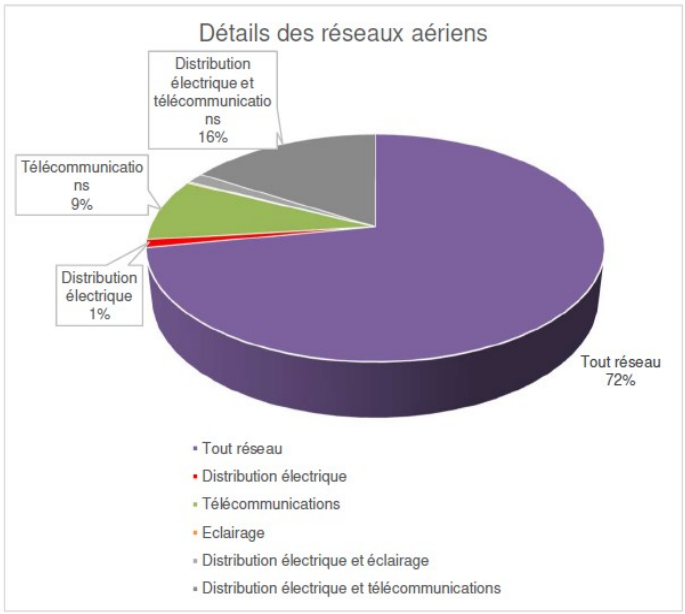
Etat des lieux global

Réseau en souterrain	147 700	ml	*hors éclairage sousterrain*

Réseau en aérien		
Tout réseau	68 000	ml
Distribution électrique	1 050	ml
Télécommunications	8 400	ml
Eclairage	200	ml
Distribution électrique et éclairage	1400	ml
Distribution électrique et télécommunications	15300	ml
Total réseau en aérien	**94 350**	**ml**

** linéaire en km de voirie et non de cable*





Le réseau communal est constitué de 207 kms de voirie, dont **61% ont fait l'objet d'un enfouissement** de tous les réseaux secs (ce chiffre étant une bonne base), soit de l'ordre de 148 km**.**

Cet état des lieux global n'est pas représentatif de la situation actuelle de l'enfouissement selon les 3 quartiers de la Commune, dont le taux est plus contrasté :

- 66 % des réseaux sont en souterrain pour La Teste Centre avec notamment un taux très important pour les voiries secondaires et primaires sur les zones urbaines périphériques constituées par des lotissements assez récents alors que paradoxalement les réseaux du centre-ville ancien ne sont que très rarement enfouis
- 56% des réseaux sont en souterrain pour Cazaux
- 48 % des réseaux sont en souterrain pour le Pyla

Les détails de cet état des lieux par quartier et par nature de réseaux est joint en annexe 1 de cette note de synthèse.

DEFINITION DES GRANDS PRINCIPES DU SCHEMA D'ENFOUISSEMENT

Le choix des rues par lesquelles l'enfouissement doit être réalisé s'appuie sur les critères suivants :

- Les axes routiers principaux
- Le centre-ville, pour l'embellissement mais aussi pour favoriser les mobilités actives
- Le front de mer au Pyla, les secteurs touristiques
- Certains axes étroits concernés par le schéma cyclable
- En accompagnement des projets urba/immobilier
  Compte tenu de la spécificité des 3 différents quartiers, il n'y ni raison, ni volonté de « rattrapage » du taux d'enfouissement actuel par quartier.

PRESENTATION DU SCHEMA COMMUNAL D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX SECS

Compte tenu du coût moyen très important de ces travaux supérieur à 1100 €/ml toutes maîtrises d'ouvrages confondues (prix valeur février 2023) et en appliquant les principes de choix précités, le présent schéma communal d'enfouissement des réseaux secs a pour objectif d'enfouir les réseaux secs sur plus de 43 km de rues et voiries communales, ce qui représente quasiment la moitié des réseaux aériens actuels restant à enfouir (47 % exactement). Le démarrage de cette programmation est fixé à début 2023.

A terme, ce seront globalement près de 80 % des réseaux (79 %) qui seront enfouis, selon les détails par quartier joint en annexe 2. (Superposition de l'état des lieux, des prévisions du Schéma et de la simulation de la situation à la fin du présent Schéma).

REPARTITION DES MAITRISES D'OUVRAGE, COUT D'INVESTISSEMENT DE CE SCHEMA ET OBJECTIFS DE PROGRAMMATION A COURT ET A MOYEN/LONG TERME

Ces travaux, complexes et minutieux, représentent un coût très élevé, indiqué ultérieurement, car il s'agit d'enfouir des réseaux aériens en modernisant les artères existantes et en reprenant tous les branchements particuliers dans un espace contraint et très occupé.
Les études en amont représentent un travail très conséquent, réseau par réseau, mais favorisent la concertation des concessionnaires et l'optimisation du coût global. La Commune n'est pas compétente pour tous ces réseaux, les principes suivants sont appliqués :

Ces travaux sont répartis de la façon suivante :

- Le S.D.E.E.G. (Syndicat Départemental d'Energie et Environnement de la Gironde) est maitre d'ouvrage pour l'enfouissement du réseau de distribution électrique.

En effet, par délibération du 29 avril 2008, la Commune de La Teste de Buch a transféré au S.D.E.E.G. (Syndicat Départemental d'Energie et Environnement de la Gironde) sa compétence dans le domaine de la distribution publique d'énergie électrique.

- La commune est maÏtre d'ouvrage pour l'enfouissement des réseaux de télécommunications, y compris ceux appartenant à Orange.

L'article L 2422-12 du Code de la Commande publique dispose que « lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maitres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention celui d'entre eux qui assurera la maitrise d'ouvrage de l'opération » ayant pour objectif de faciliter la coordination du chantier.

Aussi, il parait opportun de confier au S.D.E.E.G. à titre temporaire la maitrise d'ouvrage des travaux d'effacements des réseaux de télécommunication y compris ceux appartenant à Orange.

Ce partenariat porte sur :

- La coordination de la pose des différents réseaux afin d'en réduire les coûts et limiter la gêne provoquée par les chantiers successifs,

- Les dispositions de l'article L2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulent que lorsque les réseaux électriques et de communication électronique sont établis sur des supports aériens communs, et qu'à l'initiative de la collectivité, ces derniers font l'objet de travaux de mise en souterrain, une convention conclue entre la collectivité et l'opérateur en communication fixe les obligations respectives en matière de travaux, de prestations techniques ainsi que la participation financière de chaque partie.

Pour illustrer la coordination à mettre en place et les coûts de ces opérations, la Commune a réalisée en 2022, deux grosses opérations d'enfouissement de réseaux en MOA du SDEEG (selon 3 conventions de MOA) :

- La rue du Port : représentant un coût global pour la Commune de 500 K€ pour 700 ml (avec la reprise du réseau gaz (GrDF) et AEP (COBAS) datant des années 50).

- L'avenue des Ostréiculteurs : représentant un coût global pour la Commune de 270 K€ pour 500 ml (avec la reprise du réseau d'AEP (COBAS).

Ces coûts qui intègrent la prise en charge à 100 % des études de projet et de la part proratisée de la MOE Travaux ne tiennent pas compte de ceux résiduels du SDEEG, conformément à la répartition suivante du financement des effacements :

- Réseau électrique (ENEDIS)
  - Travaux :
    - 40 % Ville
    - 60 % SDEEG
  - Etudes : 100 % Ville
- Réseau Télécom (Orange) : 100 % Ville
- Réseau d'éclairage public : 100 % Ville

Cout d'investissement du schéma communal d'enfouissement :

Le coût global d'investissement des travaux à réaliser pour enfouir les réseaux secs pour les 43 km de rues et de voies communales prévues représente la somme T.T.C. de 49 M€ (prix valeur février 2023) répartis ainsi selon les 3 quartiers testerins :

- La Teste Centre : 38, 2 M€
- Pyla : 5,2 M€
- Cazaux : 5,6 M€.

A titre d'information, le coût global de l'enfouissement total des réseaux s'élèverait à plus de 100 M€.

Programmation à court terme (2023-2026) :

Dans le cadre du P.P.I. 2022-2026 sont d'ores et déjà prévues les opérations de réaménagement complet de voirie suivantes, devant faire l'objet préalablement d'enfouissement des réseaux selon le présent schéma :

⇨ Pour 2023, 4 grosses opérations suivantes, toujours en partenariat et en MOA du SDEEG sont prévues, conformément au P.P.I. 2022-2026 :

- Rue du Général Chanzy : 668 211 € pour 530 ml
- Chemin de Braouet : 368 164 € pour 300 ml
- Avenue du Général de Gaulle : 307 897 € pour 260 ml
- Boulevard Louis Lignon (RD 217) : 485 000 € pour 1 350 ml.

Ces 4 opérations constituant un linéaire de 2 440 ml de voies, représentent un coût global de 1 838 273 € dont 1 318273 € pour la Commune et 520 000 € pour le S.D.E.E.G.

⇨ A cheval sur les années 2023/2024 : avenue des Dunes /avenue Louis Gaume
⇨ Année 2024 : rue du Président Carnot, rue Edmond Doré et rue Guynemer, rue Henri Dheurle, rue Béranger
⇨ Année 2025 : rue des Poilus, rue du Capitaine
⇨ A cheval années 2025/2026 : rue Sécary (accompagnement programme immobilier)

La totalité de ce programme qui représente la somme de 5 M€ pour les années 2024 à 2026 concerne de l'ordre de 5 km de rues ou de voies communales pour lesquels les réseaux secs seront enfouis et modernisés.

La répartition des coûts résultant de ces travaux qui seront entièrement réalisés sous maitrise d'ouvrage du S.D.E.E.G pourrait être la suivante (en valeur février 2023) :

- Part communale : 3 363 150 €
- Part S.D.E.E.G. : 1 564 600 € (pour 3 ans)

La carte de la situation prévisionnelle de l'enfouissement des réseaux secs à l'issue du P.P.I. 2022-2026 est mise en annexe de la présente note (annexe n°3)

Cette possible prise en charge financière par le S.D.E.E.G. reste cohérente avec les montants assurés par le Syndicat ces dernières années et sa politique actuelle de ne pas affecter, plus de 500 000 € de contribution par commune et par année, sauf exception.

Programmation à moyen et à long terme et perspective de durée du Schéma :

Compte tenu du programme d'enfouissement arrêté pour 2023 et prévu pour la période 2024 à 2026, en lien avec le S.D.E.E.G., resteront à enfouir les réseaux secs des 36 km de rues et de voies communales du présent schéma représentant l'investissement global restant de 41 M€. Ce schéma représente une ambition forte politique pour les prochains mandats.

Plusieurs hypothèses de réalisations se dessinent.
Une première hypothèse « haute » dans laquelle le S.D.E.E.G. contribue à hauteur de 500 000€ /an pour ces travaux. Le schéma d'enfouissement s'étalerait donc sur 20 ans au total. Le restant à charge de la Commune représenterait 32 976 977 €, soit une moyenne annuelle d'investissement d'environ 2 060 000 €/an. Ce qui est supérieur aux moyens consacrés à l'enfouissement par la Commune annuellement actuellement et dépend de la capacité du SDEEG à contribuer annuellement et invariablement à hauteur de 500 000€.
La deuxième hypothèse, dite « basse », est de réaliser ce schéma en 30 ans. La charge annuelle d'investissement de la Commune serait d'environ 1 370 000€/an. Ce montant se rapproche des dépenses annuelles allouées aux enfouissements des précédentes années.

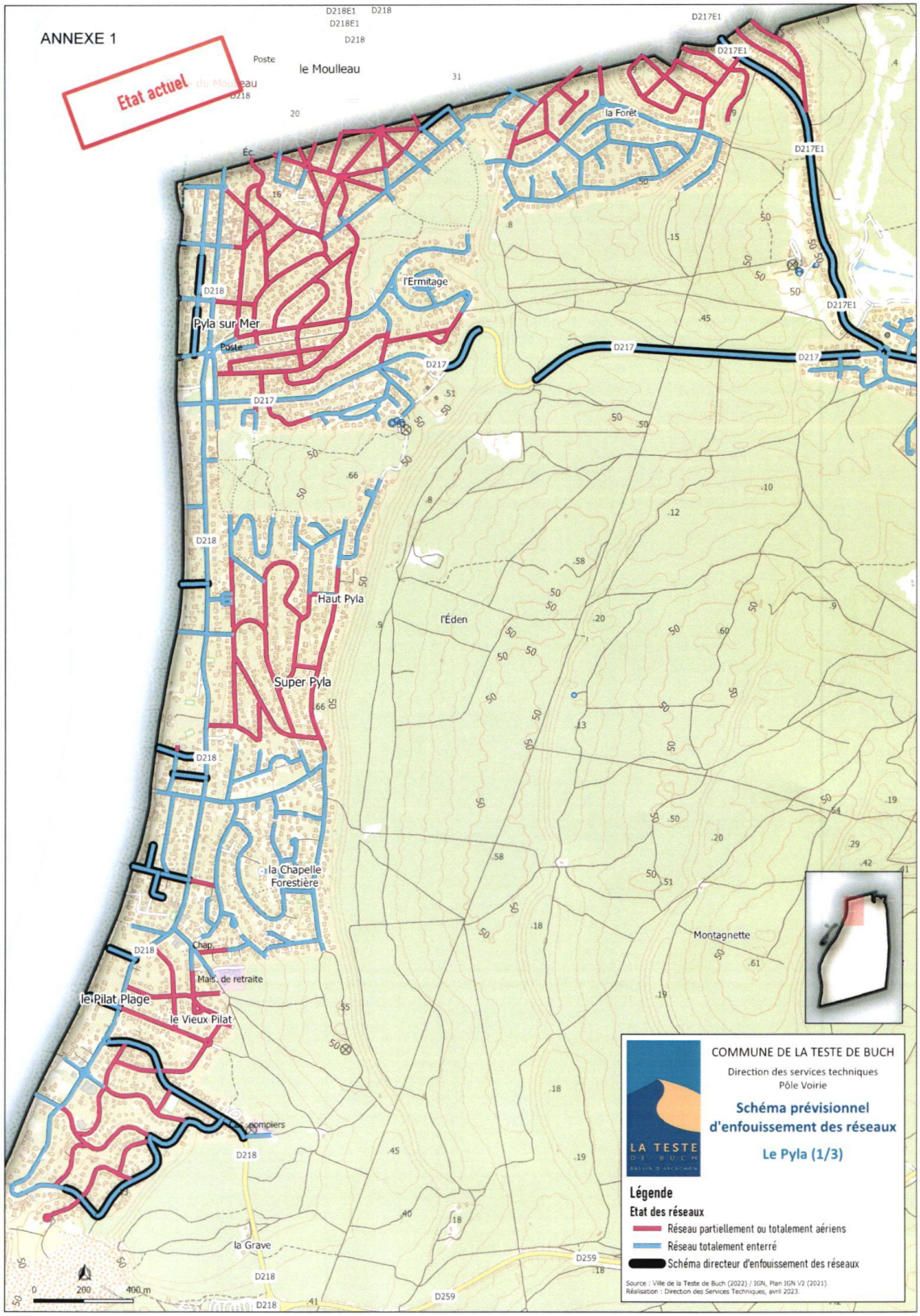
De plus, si les contributions annuelles habituelles du S.D.E.E.G de 500 000€ sont amenées à fluctuer, la Commune aura la possibilité en fonction de ses capacités financières et/ou ses priorités soit d'augmenter sa contribution, soit de décaler de quelques années la mise en œuvre complète du schéma.

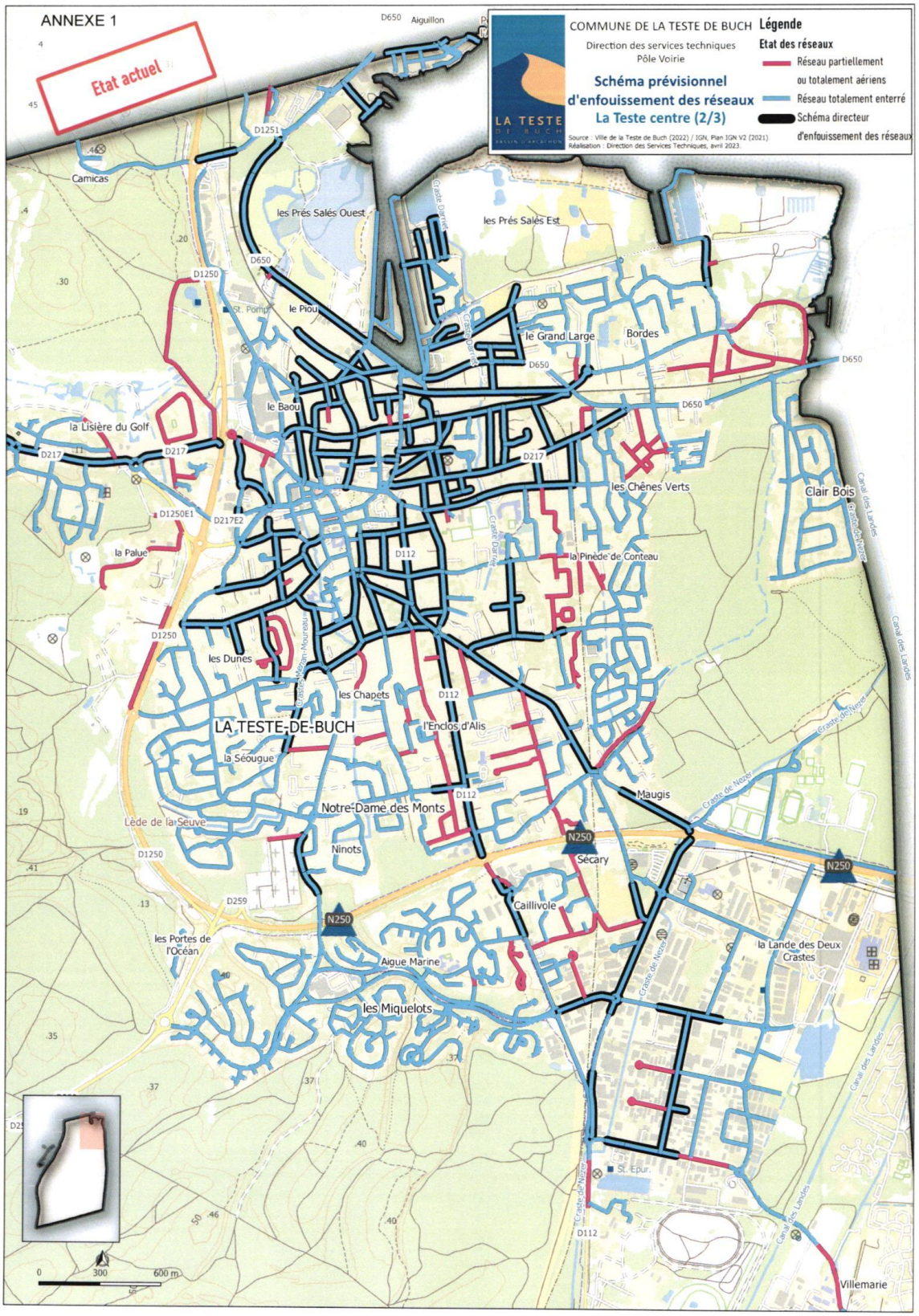
Ainsi l'objectif est de réaliser ce présent schéma d'enfouissement dans les 20 à 30 prochaines années.

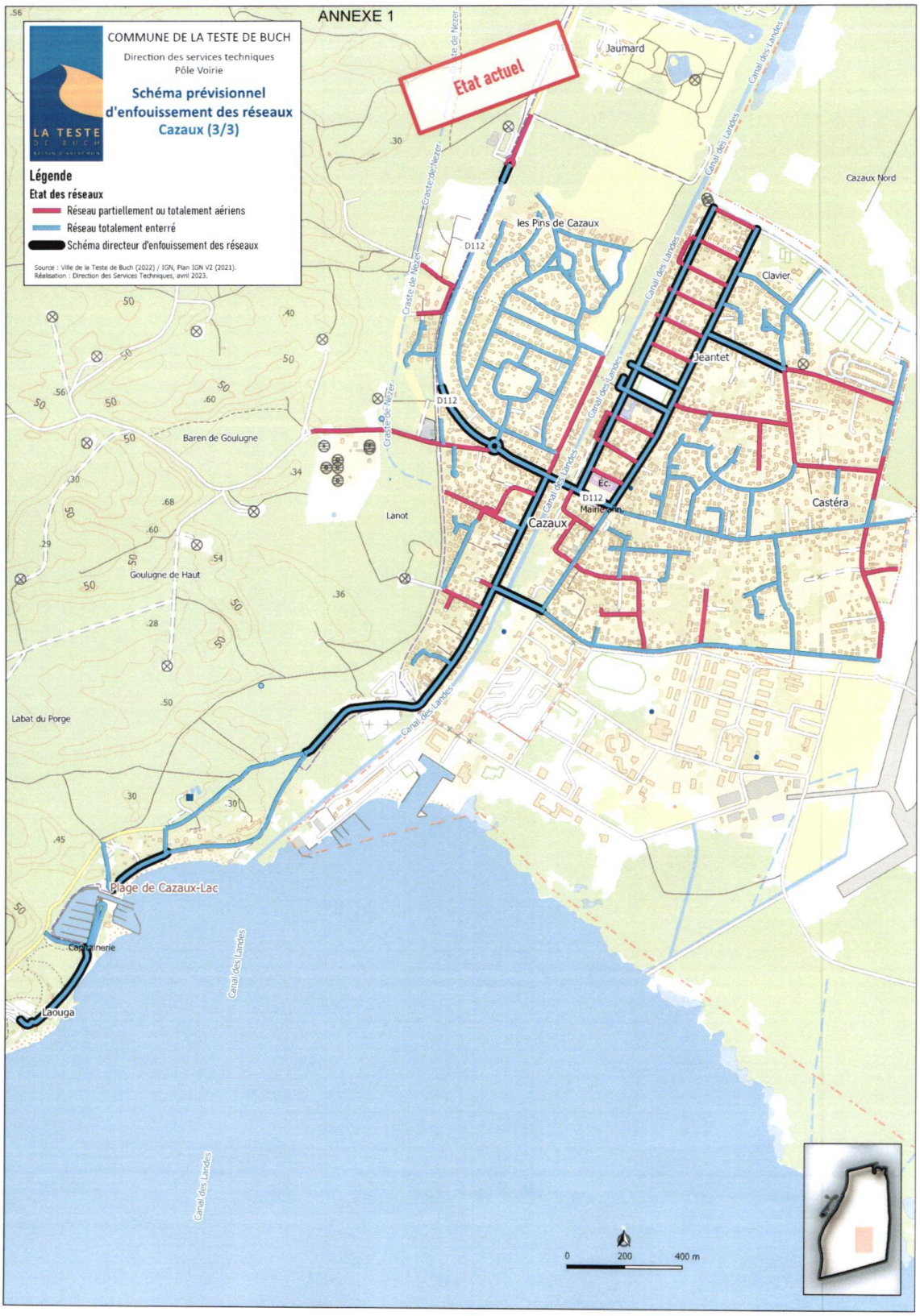
Considérant la note explicative de synthèse ci-présente, l'objet de la délibération est de :

- APPROUVER la politique très volontariste de la Commune pour poursuivre l'enfouissement des réseaux secs le long des rues et voiries communales
- APPROUVER les grands principes de ce schéma communal d'enfouissement des réseaux secs
- ENTERINER le schéma communal d'enfouissement des réseaux secs
- ENGAGER la suite à donner pour la mise en œuvre de ce schéma en s'appuyant pour la période de 2022-2026, sur le P.P.I. ayant fait l'objet d'une adoption fin 2021,
- MAINTENIR l'objectif d'obtenir à la fin du présent schéma, un taux d'enfouissement de 80 % des réseaux secs (contre 61 % actuellement)
- AUTORISER Monsieur le Maire à organiser la mise en œuvre de ce schéma.

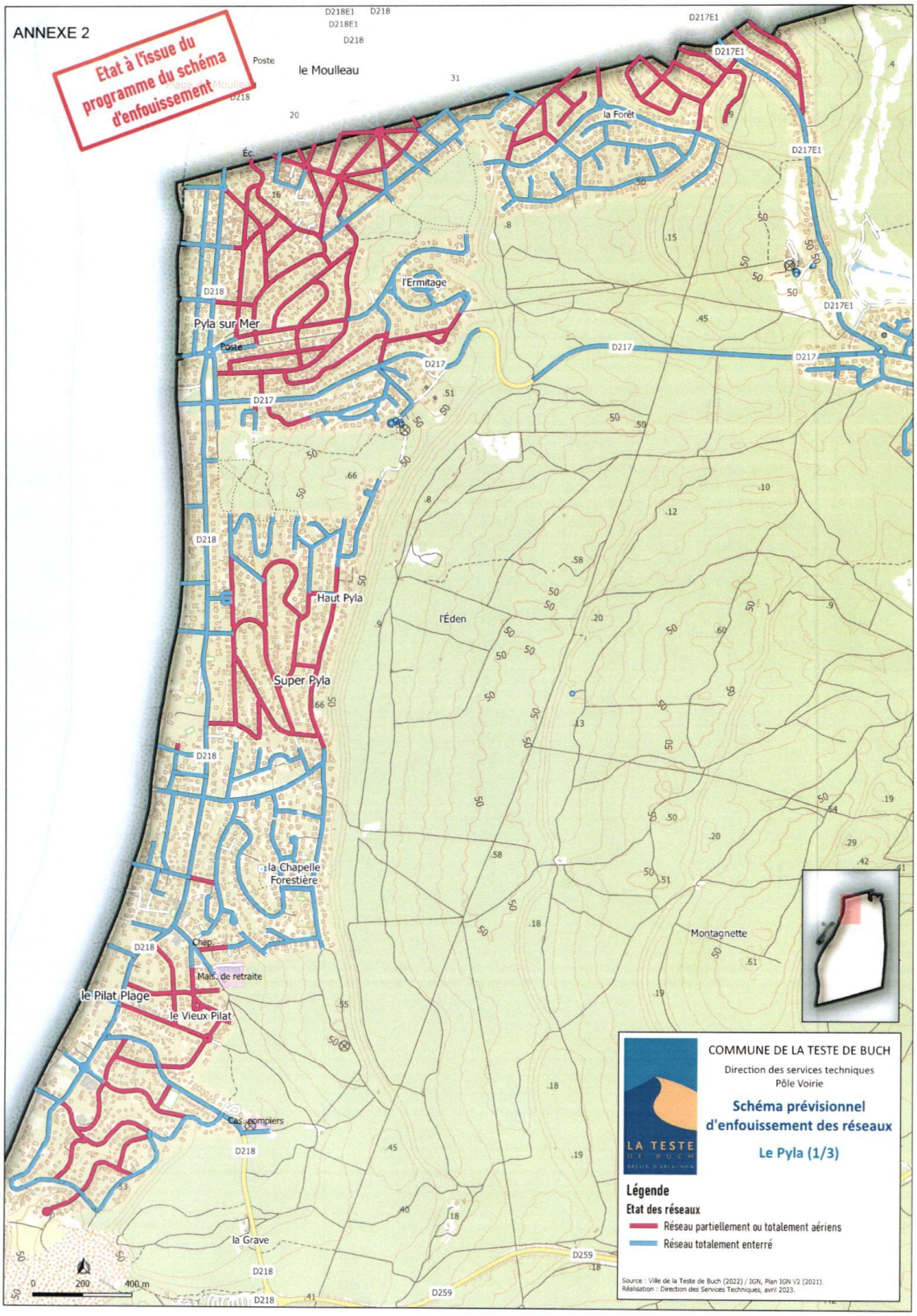
P.J. :
- annexe 1 – Etat actuel (La Teste Centre - Pyla – Cazaux)
- annexe 2 – Etat à l'issue du programme du schéma d'enfouissement (La Teste Centre – Pyla – Cazaux)
- annexe 3 – Etat à l'issue du P.P.I.

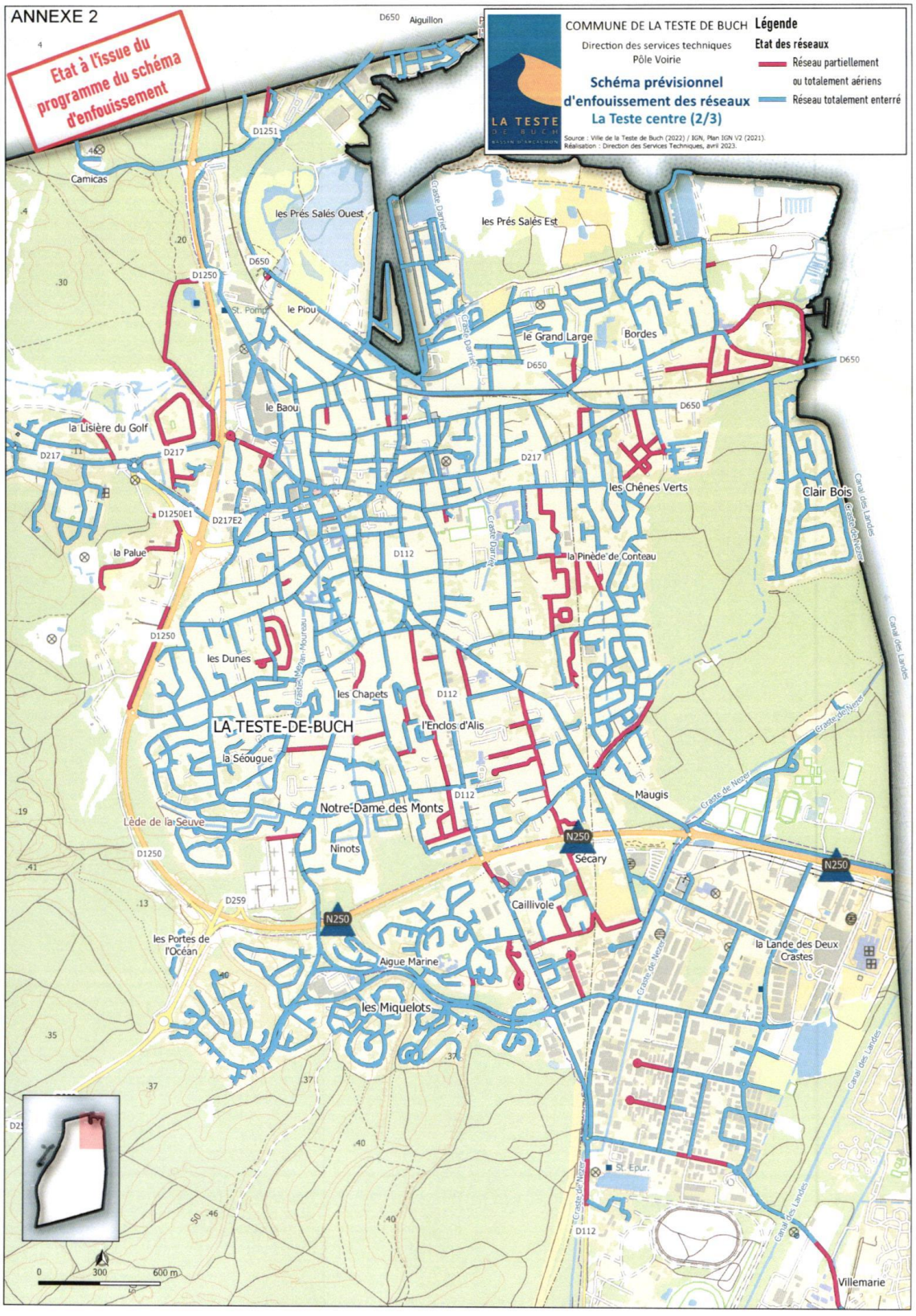

ANNEXE 1
Etat actuel
le Moulleau
la Forêt
l'Ermitage
Pyla sur Mer
Haut Pyla
l'Éden
Super Pyla
la Chapelle Forestière
le Pilat Plage
le Vieux Pilat
Montagnette
la Grave
D218
D217
D217E1
D218E1
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel d'enfouissement des réseaux
Le Pyla (1/3)
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
Schéma directeur d'enfouissement des réseaux
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.
0
200
400 m

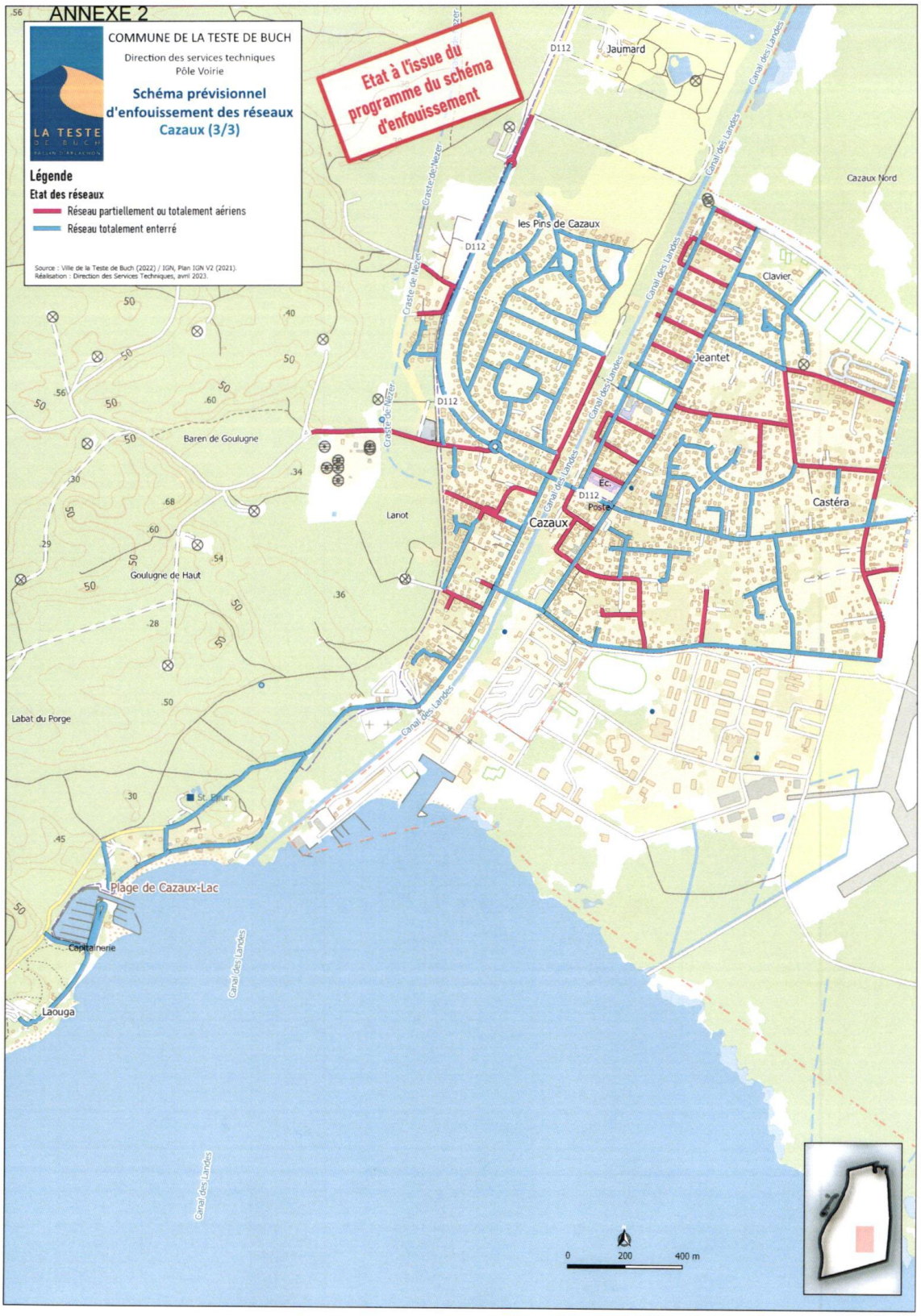

ANNEXE 1
Etat actuel
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel
d'enfouissement des réseaux
La Teste centre (2/3)
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
Schéma directeur d'enfouissement des réseaux
LA TESTE DE BUCH
Aiguillon
Camicas
les Prés Salés Ouest
les Prés Salés Est
le Piou
le Grand Large
Bordes
le Baou
la Lisière du Golf
les Chênes Verts
Clair Bois
la Palue
la Pinède de Conteau
les Dunes
les Chapets
LA TESTE-DE-BUCH
l'Enclos d'Alis
la Séougue
Maugis
Notre-Dame des Monts
Lède de la Seuve
Ninots
Sécary
Caillivole
les Portes de l'Océan
Aigue Marine
la Lande des Deux Crastes
les Miquelots
St. Epur.
Villemarie
Canal des Landes
Graste de Nezer
Graste Darrieu
D1251
D650
D1250
D217
D1250E1
D217E2
D112
D259
N250
0
300
600 m

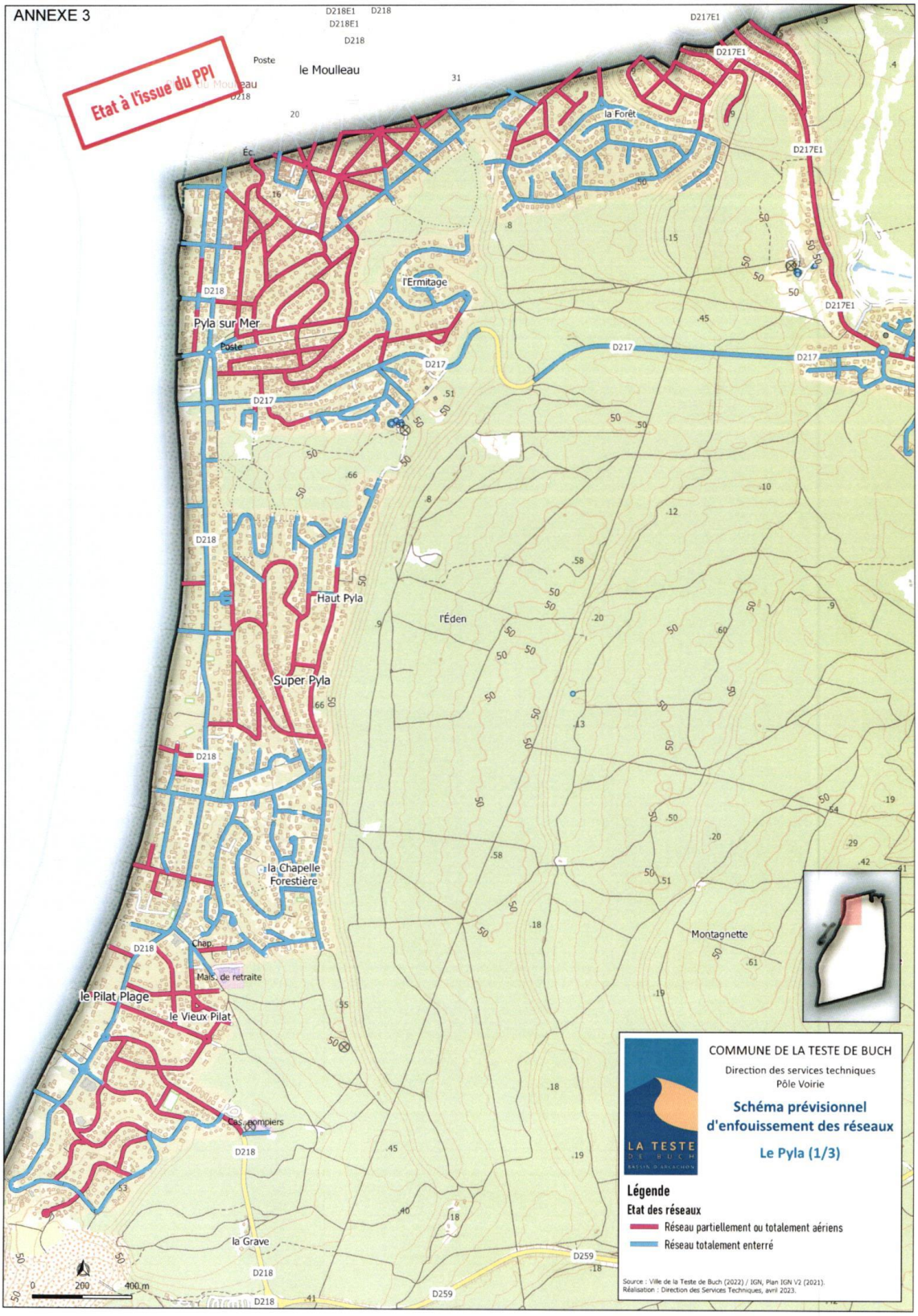

ANNEXE 1
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel d'enfouissement des réseaux
Cazaux (3/3)
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
Schéma directeur d'enfouissement des réseaux
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.
Etat actuel
Jaumard
Cazaux Nord
les Pins de Cazaux
Clavier
Jeantet
Castéra
Cazaux
Lanot
Baren de Goulugne
Goulugne de Haut
Labat du Porge
Plage de Cazaux-Lac
Canal des Landes
D112
0
200
400 m

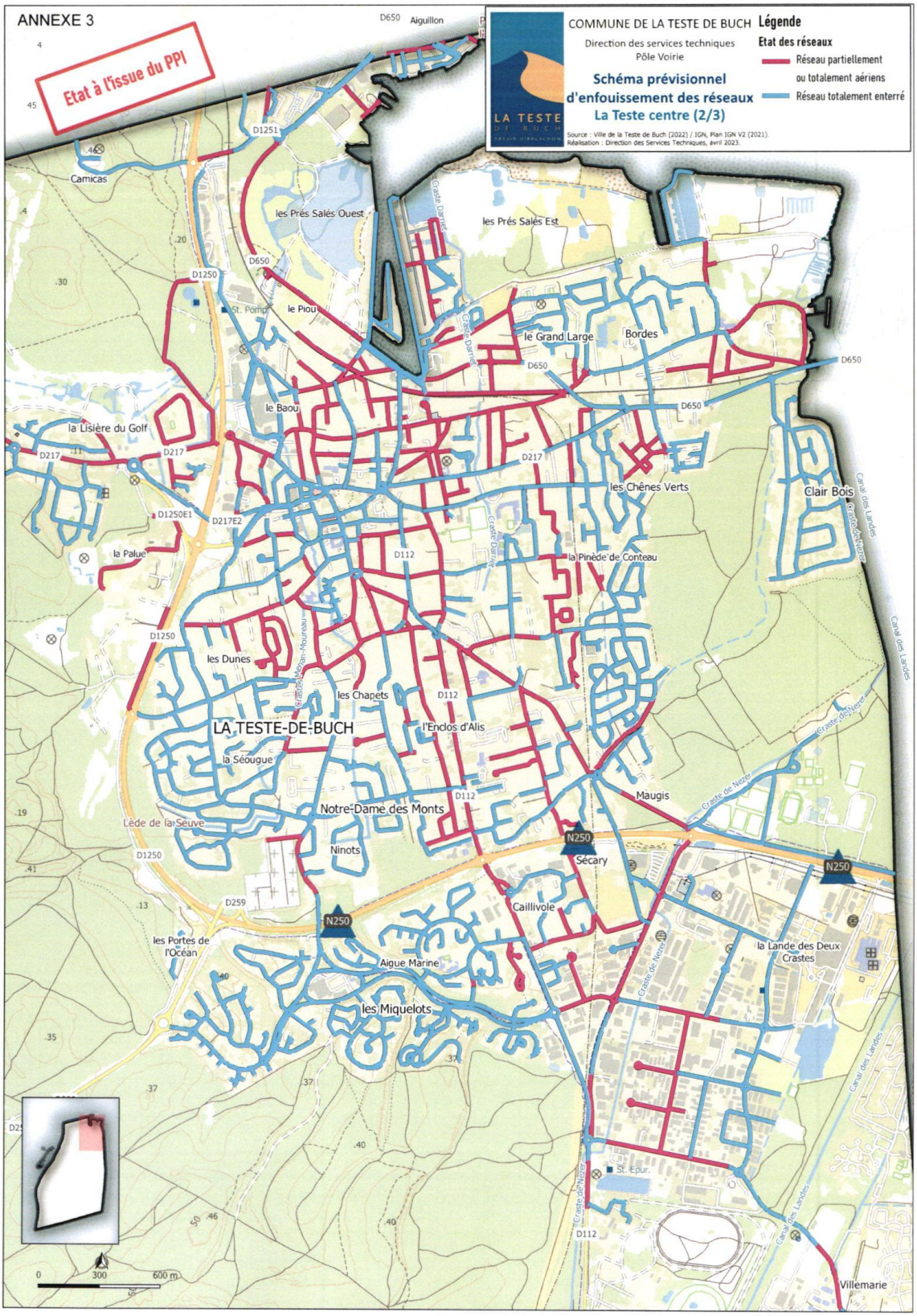
ANNEXE 2


Etat à l'issue du programme du schéma d'enfouissement
le Moulleau
la Forêt
l'Ermitage
Pyla sur Mer
Poste
Haut Pyla
l'Éden
Super Pyla
la Chapelle Forestière
Chap.
Mais. de retraite
le Pilat Plage
le Vieux Pilat
Cas. pompiers
la Grave
Montagnette
D218
D217
D217E1
D218E1
D259
0
200
400 m
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel d'enfouissement des réseaux
Le Pyla (1/3)
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.

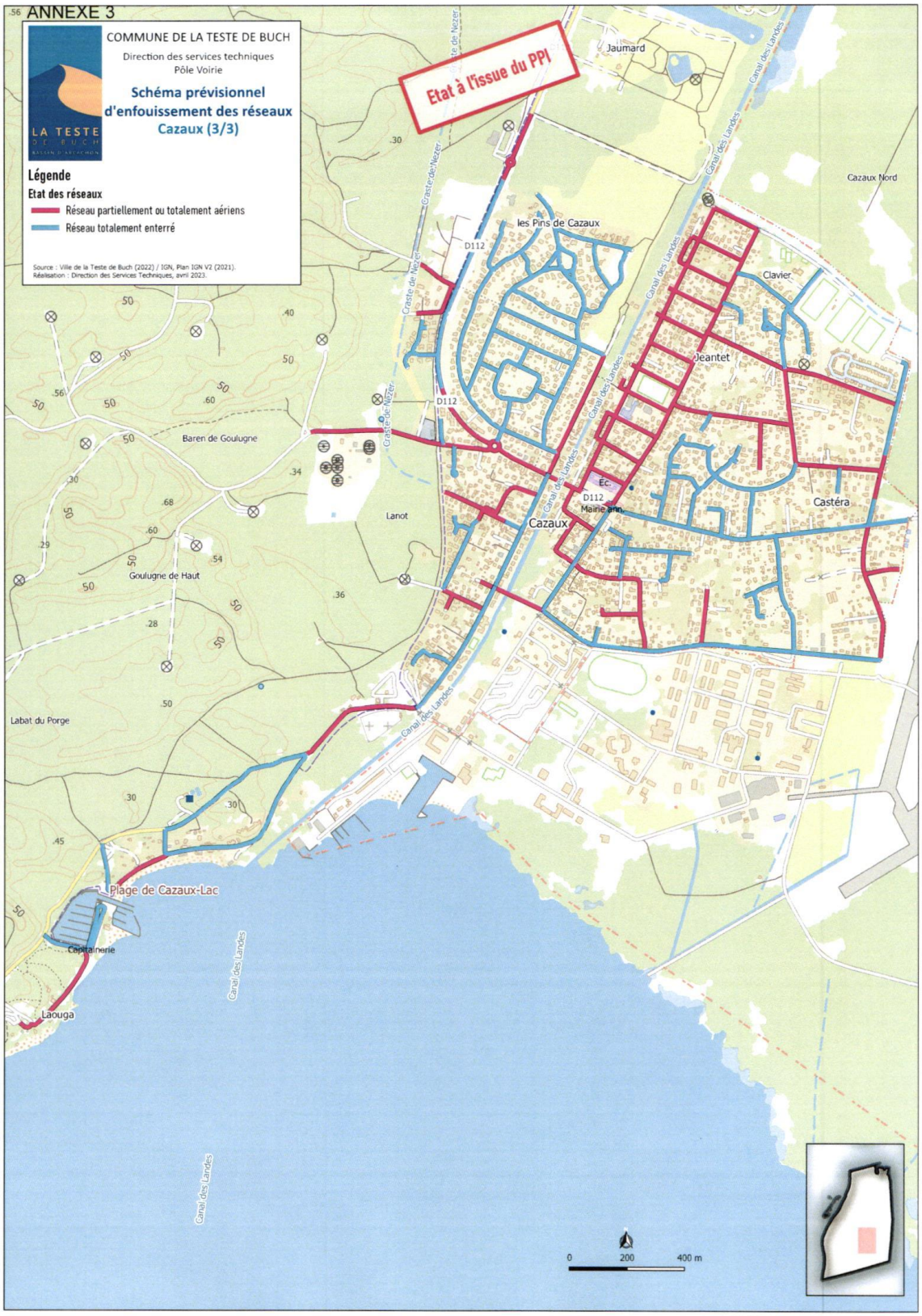

ANNEXE 2
Etat à l'issue du programme du schéma d'enfouissement
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel d'enfouissement des réseaux
La Teste centre (2/3)
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
LA TESTE DE BUCH
Aiguillon
Camicas
les Prés Salés Ouest
les Prés Salés Est
le Piou
le Grand Large
Bordes
le Baou
la Lisière du Golf
les Chênes Verts
Clair Bois
la Palue
la Pinède de Conteau
les Dunes
les Chapets
LA TESTE-DE-BUCH
l'Enclos d'Alis
la Séougue
Maugis
Notre-Dame des Monts
Lède de la Seuve
Ninots
Sécary
Caillivole
les Portes de l'Océan
Aigue Marine
la Lande des Deux Crastes
les Miquelots
Villemarie
D650
D1250
D1251
D217
D217E2
D1250E1
D112
D259
N250
Canal des Landes
Crastes de Nezer
0
300
600 m


ANNEXE 2
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel d'enfouissement des réseaux
Cazaux (3/3)
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.
Etat à l'issue du programme du schéma d'enfouissement
Jaumard
Cazaux Nord
les Pins de Cazaux
Clavier
Jeantet
Castéra
Cazaux
Lanot
Baren de Goulugne
Goulugne de Haut
Labat du Porge
Plage de Cazaux-Lac
Capitainerie
Laouga
Canal des Landes
Craste de Nezer
D112
0
200
400 m


ANNEXE 3
Etat à l'issue du PPI
le Moulleau
la Forêt
l'Ermitage
Pyla sur Mer
Haut Pyla
l'Éden
Super Pyla
la Chapelle Forestière
le Pilat Plage
le Vieux Pilat
Montagnette
la Grave
D218
D217
D217E1
D218E1
D259
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel d'enfouissement des réseaux
Le Pyla (1/3)
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.
0
200
400 m


ANNEXE 3
Etat à l'issue du PPI
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel d'enfouissement des réseaux
La Teste centre (2/3)
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
LA TESTE-DE-BUCH
Camicas
Aiguillon
les Prés Salés Ouest
les Prés Salés Est
le Piou
le Grand Large
Bordes
le Baou
la Lisière du Golf
les Chênes Verts
Clair Bois
la Palue
la Pinède de Conteau
les Dunes
les Chapets
l'Endos d'Alis
la Séougue
Notre-Dame des Monts
Maugis
Ninots
Sécary
Caillivole
les Portes de l'Océan
Aigue Marine
les Miquelots
la Lande des Deux Crastes
Villemarie
D650
D1251
D1250
D217
D1250E1
D217E2
D112
D259
N250
Graste Darnet
Graste de Nezer
Canal des Landes
St. Pomp.
St. Epur.
0
300
600 m

ANNEXE 3


COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Direction des services techniques
Pôle Voirie
Schéma prévisionnel d'enfouissement des réseaux
Cazaux (3/3)
Légende
Etat des réseaux
Réseau partiellement ou totalement aériens
Réseau totalement enterré
Source : Ville de la Teste de Buch (2022) / IGN, Plan IGN V2 (2021).
Réalisation : Direction des Services Techniques, avril 2023.
Etat à l'issue du PPI
Jaumard
Cazaux Nord
les Pins de Cazaux
Clavier
Jeantet
Castéra
Cazaux
Mairie ann.
Ec.
Lanot
Baren de Goulugne
Goulugne de Haut
Labat du Porge
Plage de Cazaux-Lac
Capitainerie
Laouga
Canal des Landes
Crastede Nezer
D112
0
200
400 m

Monsieur BUSSE :
Je vais commenter la note de synthèse pour mieux vous guider dans cette délibération importante avant la lecture de la délibération.
Notre commune est très vaste, elle est couverte à 82% de forêt et dans ce domaine forestier il n'y a pas de réseau.
La délibération parle de l'enfouissement des réseaux secs. Pour le reste de notre territoire, les 18% nous sommes en zone urbaine, dense ou semi résidentielle. Sur ces 18% nous obtenons un taux d'effacement de réseaux qui est déjà très honorable plus de 60%, sur les 210 kms de voirie on a 148 kms où les réseaux électrique, télécom, d'éclairage sont enfouis.
Le traitement des rues est très inégal et de nombreuses rues du centre-ville et centre villages ainsi que certaines artères principales ne sont pas traitées.
Cela saute aux yeux quand on se promène à la Teste ça dégrade le paysage visuel et ça pénalise l'attractivité de notre ville, donc nous avons défini des zones à enfouir en priorité.
Dans le document vous avez vu il y a 3 cartes suivants plusieurs horizons qui permettent de mesurer l'évolution envisagée.
Cela représente 43 kms à enfouir soit presque 50% du kilométrage de voirie qui restait à traiter. En 2023 nous réalisons 2,5 kms de traitement de voirie avec enfouissement total.
Cela représente 1,3 millions pour la commune et 500 K€ pour le SDEEG qui est la limite du financement annuel que peut faire le SDDEG.
Sur la période 2024/2026 5 kms sont programmés qui représentent 3,3 millions pour la commune et 1,5 millions pour le SDEEG.
Cette ambition est forte mais elle demeure sélective, car on ne peut pas tout faire tout de suite, les dépenses associées sont très importantes pour faire ces 43 kms, cela fait 50 millions au total et si on voulait tout faire c'est autour des 100 millions, donc nous proposons d'atteindre cette cible correspondant à 36 kms de voirie à l'horizon de 20 ou 30 ans à ajuster en fonction des moyens de la commune dans les années à venir et du maintien des subventions apportées par le SDEEG.
Par ces actions et cette vision nous poursuivons l'embellissement de notre ville en s'inscrivant dans des schémas de longs termes comme nous le faisons dans d'autres domaines, pour la circulation dans la ville, pour la valorisation et l'optimisation de notre patrimoine bâti que nous avons déjà évoqué.
Nous sommes résolument tournés vers l'avenir en pensant aux générations futures et je remercie les services techniques pour le travail sérieux et rigoureux mené sur le sujet.

Lecture de la délibération

Monsieur le Maire :
Merci Busse,

Madame MONTEIL-MACARD :
En juin dernier vous avez refait l'aménagement de l'avenue des Violettes avec la piste cyclable bi directionnelle et je le redis cet aménagement n'est pas aux normes. Lors du comité de quartier de février, M Bernard a présenté les travaux de cette avenue et a annoncé à l'ensemble des membres l'enfouissement des réseaux de télécommunication de distribution électrique et éclairage public.
Ces propos ont été repris dans la gazette du Pyla de l'ADPPM « la réfection demandée de l'avenue des Violettes avec enfouissement des réseaux, bordures de trottoirs et marquage au sol est terminée » or les réseaux n'ont pas été enfouis, pourquoi ? Prévoyez-vous une autre tranche pour le faire ? À savoir casser l'existant, et juste pour information, début septembre le SIBA est intervenu pour remplacer les regards d'eaux usées et ont été malheureusement obligés de casser cette belle piste cyclable.

Donc pourquoi cela n'a pas été enfoui alors que vous l 'aviez prévu et précisé en comité de quartier et auprès de l'ADPPM ?

Monsieur BERNARD :
J'assume mes propos, je ne m'en souviens pas tout à fait, je ne remets pas en cause votre parole, je me suis sûrement égaré dans une généralisation des enfouissements, car tout n'a pas été fait.
J'observe mon erreur et imprécision dans mon texte.

Monsieur BUSSE :
Si on vous présente ce dossier c'est pour anticiper et pour rien oublier quand on fait un chantier, on y avait réfléchi avant, on avait ce schéma en préparation, cette zone-là n'est pas prévue en enfouissement pour les raisons qui viennent d'être indiquées, c'est pour ça que pour les couches de roulement elles n'ont pas été faites, la couche de roulement n'est pas une réfection totale, ce n'est pas du tout les mêmes travaux que quand on attaque la structure, il y a quelques fois en fonction de la situation , le fait que ça s'inscrive dans le schéma ,ça serait fait lorsque on fait une couche de roulement, mais pas de façon certaine, c'est bien l'objectif de ce dossier.
Je suis content d'entendre votre voix Mme Monteil-Macard parce qu'en commission je ne l'entends pas.

Monsieur le Maire :
C'est dommage que tout le monde ne profite pas de la piste cyclable de la rue des Violettes, c'est quand même une véritable aberration d'avoir fait cette piste ici.

Monsieur MAISONNAVE :
Comme vous l'avez énoncé, notre réseau communal est constitué de 207 kms de voiries, à ce jour, 61 % ont fait l'objet d'un enfouissement, ces opérations d'enfouissement permettent et je vous rejoins M. BUSSE, de gagner en sécurité, en qualité tout en améliorant l'espace public esthétiquement, nous sommes d'accord, notre collaboration avec le SDEEG et les concessionnaires doit être optimale et efficiente.
A la lecture de ce document, vous envisagez d'enfouir 80 % des réseaux sur une période comprise entre 20 et 30 ans, un parcours à la fois long et coûteux mais nécessaire compte tenu de l'accroissement de notre population et de l'évolution climatique.
Vous l'avez bien compris, ce schéma d'enfouissement des réseaux à sec est indispensable et déterminant pour notre commune, nous avons la chance de posséder une bonne assise financière, abondée par des recettes fiscales florissantes plus la multiplication des logements à venir sur notre commune, des cessions de biens communaux en pleine croissance, des liquidités conséquentes,12.7 M€ placés sur des comptes à terme, de quoi envisager sereinement la programmation des investissements communaux en les priorisant.
Dans ces conditions, pourquoi ne pas être plus audacieux en ré-allouant des budgets plus conséquents permettant de réduire la périodicité de ce schéma d'enfouissement sur une période comprise entre 10 à 15 ans et non de 20 à 30 ans.

Monsieur BUSSE :
Si on atteint 80%, c'est plus 20% par rapport à la situation actuelle et vous avez vu on a quand même fait une étude complète de la situation, de ce que ça représente en coût, et on pense que l'on est vraiment très ambitieux en faisant plus 20% et on est très prudent sur l'échéance, on n'a pas donné d'échéance précise, ça restera ambitieux si c'est entre 20 et 30 ans.

Si par chance on arrivait à dégager plus de recettes que l'on puisse faire mieux, pourquoi pas, mais ça sera un autre dossier. Cela fait plus de 1 million pour la commune qui sont investis dans l'enfouissement des réseaux secs, il y a des voiries à refaire, si on monte à 2 millions ça serait très important il faut voir avec l'état des finances et des possibilités et des différentes priorités, car il y a d'autres investissements à faire.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELEPINE **DEL2023-09-493**

AMENAGEMENT RUE DU PORT A LA TESTE DE BUCH
Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

VU le code de la Commande Publique et notamment son article L 2422-12 ;
VU l'article L 5216-71 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la convention ci-jointe,

Mes chers collègues,

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale, la Ville de La Teste a programmé l'aménagement de la rue du Port. Les objectifs de cette opération sont nombreux, et identifiés lors de l'étude de circulation réalisée en 2020/2021. Il s'agira surtout de requalifier et valoriser la rue du Port, apaiser le trafic tout en conservant l'attractivité de cette rue, et sécuriser la rue pour tous les usagers (automobilistes, piétons, et cyclistes).

Ainsi dans le cadre de l'étude de circulation, le sens de circulation de la rue du Port a été étudié, et le choix porté sur la mise en sens unique de Nord vers le Sud, soit du Port vers la place Jean Hameau (avec un maintien en double sens simplement à ses extrémités). Pour apaiser les vitesses et créer une liaison attractive et commerciale entre la façade maritime et le centre-ville, une zone de rencontre sera créée de l'allée Schwaigern à la place Jean Hameau. Le piéton et le cycliste seront donc au cœur de ce futur aménagement. Pour compléter le maillage cyclable, une voie verte sera créée sur la rue du Port, entre l'allée Schwaigern et la façade maritime. Cet aménagement sera bien sûr créé en lien avec le schéma communal cyclable, adopté en septembre 2022.

Considérant que la création d'une piste cyclable sur la rue du Port, entre l'allée Schwaigern et la façade maritime, a un intérêt communautaire,

Considérant que dans ce cadre, le Code de la Commande Publique et le Code Général des Collectivités Territoriales permettent la désignation, par convention, d'un maître d'ouvrage unique,

Considérant que pour des raisons économiques et techniques, il est intéressant de réaliser concomitamment la voirie, les trottoirs, et la piste cyclable,

Considérant que les obligations de la commune de La Teste de Buch, et de la COBAS en ce qui concerne les modalités d'exécution et le financement des travaux doivent être définies,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée établie entre la COBAS et la commune de La Teste de Buch,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec la COBAS.

AMENAGEMENT RUE DU PORT A LA TESTE DE BUCH

Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale, la Ville de La Teste a programmé l'aménagement de la rue du Port. Les objectifs de cette opération sont nombreux, et identifiés lors de l'étude de circulation réalisée en 2020/2021. Il s'agira surtout de requalifier et valoriser la rue du Port, apaiser le trafic tout en conservant l'attractivité de cette rue, et sécuriser la rue pour tous les usagers (automobilistes, piétons, et cyclistes).

Ainsi dans le cadre de l'étude de circulation, le sens de circulation de la rue du Port a été étudié, et le choix porté sur la mise en sens unique de Nord vers le Sud, soit du Port vers la place Jean Hameau (avec un maintien en double sens simplement à ses extrémités). Pour apaiser les vitesses et créer une liaison attractive et commerciale entre la façade maritime et le centre-ville, une zone de rencontre sera créée de l'allée Schwaigern à la place Jean Hameau. Le piéton et le cycliste seront donc au cœur de ce futur aménagement. Pour compléter le maillage cyclable, une voie verte sera créée sur la rue du Port, entre l'allée Schwaigern et la façade maritime. Cet aménagement sera bien sûr créé en lien avec le schéma communal cyclable, adopté en septembre 2022.

La Ville de La Teste de Buch assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération, notamment en réalisant concomitamment la voirie, et la piste cyclable pour des raisons économiques et techniques.

Ainsi, dans le cadre de ces compétences en mobilité sur le bassin sud d'Arcachon et conformément à l'article L 5216-71 du Code Général des Collectivités Territoriales, la COBAS confie à la Ville de la Teste la création d'une voie verte située sur la rue du Port, entre l'allée Schwaigern et la façade maritime, sur un linéaire de 200 ml.

La présente convention fixe le cadre juridique, les attributions et les responsabilités de la Commune, les modalités d'exécution et le financement, entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch.

Dans le cadre de l'appel à projet « Plan Relance Vélo », la Ville de La Teste de Buch a présenté le projet de maillage cyclable de la rue du Port, entre l'allée Schwaigern et la façade maritime, qui a été retenu.
L'Etat a décidé de subventionner le coût des travaux d'aménagement à hauteur de 50%.

Ainsi, dans le cadre de cette opération, la COBAS s'engage à financer la charge du coût des aménagements dans la limite du montant fixé, subvention déduite soit 90 000€ TTC.

Objet de la délibération :

- Accepter la convention établie entre la COBAS et la commune de La Teste de Buch
- Autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention,

CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE ENTRE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH ET LA COBAS SITUEE RUE DU PORT À LA TESTE DE BUCH

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, représentée par son président, Marie-Hélène DES ESGAULX, agissant au nom de la COBAS, autorisé à cet effet par délibération n° …….....du Conseil Communautaire en date du .....

D'UNE PART,

ET :

LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH, représentée par son maire, Patrick DAVET, agissant au nom de la Ville de la Teste de Buch, autorisée à cet effet par délibération n°…….....du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023 et désignée dans ce qui suit par le terme « La Ville »

D'AUTRE PART.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

La présente convention a pour objectif de définir le cadre juridique et financier de la maitrise d'ouvrage qui est confiée à la commune de la Teste de Buch par la COBAS dont les opérations sont décrites ci-dessous.

Dans le cadre de son programme de voirie, la ville de la Teste de Buch a programmé sur l'exercice budgétaire 2023 l'aménagement de la rue du Port. Cette voie constitue un axe principal de circulation qui permet de rentrer dans le centre-ville par la façade maritime et qui a vocation à intégrer un parcours cyclable de 200 mètres linéaires en site propre sur la portion réalisée de la façade maritime à l'allée Schwaigern.
Cet aménagement permettra de matérialiser et de résorber une discontinuité cyclable existante en créant un barreau cyclable Nord-Sud.

La ville de la Teste de Buch assurant la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement de cette portion, il apparaît opportun de réaliser concomitamment des parties voirie, trottoir et piste cyclable pour des raisons économiques et techniques.

Ainsi, la COBAS souhaite confier à la ville de la Teste de Buch la réalisation de la piste cyclable située « Rue du Port » sur 200 ml.

Conformément aux dispositions de l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, la COBAS confie à la ville de la Teste de Buch, la maitrise d'ouvrage en coordination avec ses propres opérations de travaux.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La COBAS demande à la commune, qui l'accepte, de réaliser, en son nom et pour son compte, sous son contrôle, la réalisation et de l'aménagement de la piste cyclable située Rue du Port (200 ml).

Cet ouvrage devra répondre au programme et aux prescriptions de la COBAS qui pourront après avis faire l'objet de modifications ou de précisions.

ARTICLE 2 : CADRE JURIDIQUE

Conformément à l'article L5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la COBAS peut confier par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, à une ou plusieurs communes membres.

ARTICLE 3 : ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNE

La COBAS confie au titre de cette convention à la commune les opérations suivantes :

- Etablissement des plans, descriptifs nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Passation et attribution des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux aux entreprises chargées de réaliser les opérations suivant les modalités définies par la règlementation de la commande publique qui répondent aux besoins de la présente opération ;
- Versement des acomptes liés aux marchés publics relatifs à l'opération de toutes sommes nécessaires à l'exécution de l'ouvrage ;
- Suivi, contrôle et coordination des études et de l'exécution des travaux sur le plan technique, juridique et financier ;
- Réception des ouvrages et exécution de toutes les tâches garantissant le parfait achèvement des ouvrages et la clôture des comptes.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITÉS DE LA COMMUNE

D'une façon générale, la commune de la Teste de Buch est responsable :

- Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission de mandataire et devra avertir le cocontractant de sa qualité de mandataire de la COBAS ;

- De toutes les conséquences juridiques auprès de ces cocontractants ou dommages aux tiers résultant de l'exécution des travaux visés par l'opération objet de la présente convention ;
- De la coordination des prestataires afin d'aboutir à la réalisation de l'ouvrage dans les délais et l'enveloppe financière et conformément aux prescriptions de la COBAS ;

Et est responsable à l'égard des tiers dans l'exercice de ces attributions.

ARTICLE 5 : DÉFINITION DES CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'OPÉRATION

La commune assurera un suivi permanent des études et de la réalisation de l'opération dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

À cette fin, elle est en charge de :

- La préparation et le suivi des dossiers de demandes d'autorisations administratives, le cas échéant.

La commune ne pourra approuver le projet d'aménagement, après accord écrit du Président de la COBAS qui sera réputé acquis si le programme et l'enveloppe financière sont respectés et en cas d'absence d'observation de la COBAS dans un délai de 2 semaines après présentation du projet.

- Elle assurera les relations avec les concessionnaires dans le cadre de leur éventuelle intervention.

- Elle définira les modes de dévolution des marchés et assurera le suivi administratif, financier et technique des procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

À ce titre, la commune s'engage à respecter les dispositions de mise en concurrence et de publicité prévues par la règlementation portant sur la commande publique.

Elle pourra prévoir l'intervention de prestataires déjà désignés dans le cadre des marchés publics ou accords cadre existants.

- Elle assurera la mise au point et le suivi du calendrier d'exécution de l'opération ;

- Elle assurera le suivi de l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la COBAS dont un représentant sera convié aux réunions de chantier et pourra à tout moment interpeller la ville sur la réalisation de l'ouvrage ;

- Elle fera procéder à toutes les études nécessaires à la réalisation de l'opération (géomètres, sols…) ;

- Elle fera intervenir le cas échéant un organisme de contrôle et un coordonnateur SPS.

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont comprises dans l'enveloppe de l'opération définie par la COBAS.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT

L'estimation prévisionnelle des travaux est fixée selon le tableau ci-joint :

Montant (en € TTC)	Année
180 000€	2023

Elle comprend tous les frais nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages visés et notamment :

- Les études techniques ;
- Le coût des travaux ;
- Toutes dépenses annexes et aléas se rattachant à l'exécution de la prestation (plans, SPS, contrôle technique, constats, publicité…).
-

Dans le cadre de l'appel à projet « Plan Relance Vélo », la Ville de La Teste de Buch a présenté le projet de maillage cyclable de la rue du Port de la façade maritime jusqu'à l'allée Schwaigern qui a été retenu.
L'Etat a décidé de subventionner le coût des travaux d'aménagement à hauteur de 50%.

La COBAS supportera donc la charge du coût des aménagements dans la limite du montant fixé, subvention déduite soit 90 000€TTC.
Ce montant s'entend toutes taxes comprises, il appartient donc à la COBAS d'effectuer toutes les démarches et déclarations relatives au fonds de compensation à la taxe sur la valeur ajoutée.

À l'issue des travaux et sur présentation des pièces justificatives certifiées par le comptable public de la ville de La Teste de Buch valant reddition des comptes, la COBAS s'engage à verser le montant mentionné sur le compte de la commune à la Trésorerie d'Arcachon, dans les 30 jours de délais.

Un bilan sera effectué et présenté à la COBAS qui devra l'entériner dans un délai de 15 jours après réception.

Si le coût définitif de l'opération est supérieur à l'estimation initiale, la COBAS effectuera un versement complémentaire qui correspondra au montant définitif des travaux.

ARTICLE 7 : ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

Après achèvement des travaux, il sera procédé, à l'initiative du maître d'ouvrage, en présence des représentants de la COBAS aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises.

En cas de réserves lors de la réception, la commune invite la COBAS aux opérations préalables de levée des réserves.

Dès la réception définitive prononcée par la commune et après levée des réserves éventuelles, la piste sera incluse dans le réseau communautaire dont le gros entretien est assuré par la

COBAS, le nettoyage et balayage restant du ressort des communes conformément à la convention de gestion adoptée en Conseil Communautaire.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa transmission par la COBAS au représentant de l'Etat en vue du contrôle de légalité, date qui sera notifiée à la commune dès que connue.

La présente convention expirera à l'achèvement des travaux c'est-à-dire après reddition définitive des comptes acceptée par la COBAS et versements des sommes correspondant aux éventuels ajustements.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

Cette convention pourra être résiliée à tout moment par accord des deux parties si un changement de programme de travaux ou une autre solution juridique était envisagée lettre recommandée avec accusé de réception sans versement d'indemnités.

ARTICLE 10 : RÉSOLUTION DES CONFLITS ET LITIGES

Les parties conviennent en cas de litige de privilégier une solution amiable. À défaut, les litiges seront de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Etablie en deux exemplaires, le

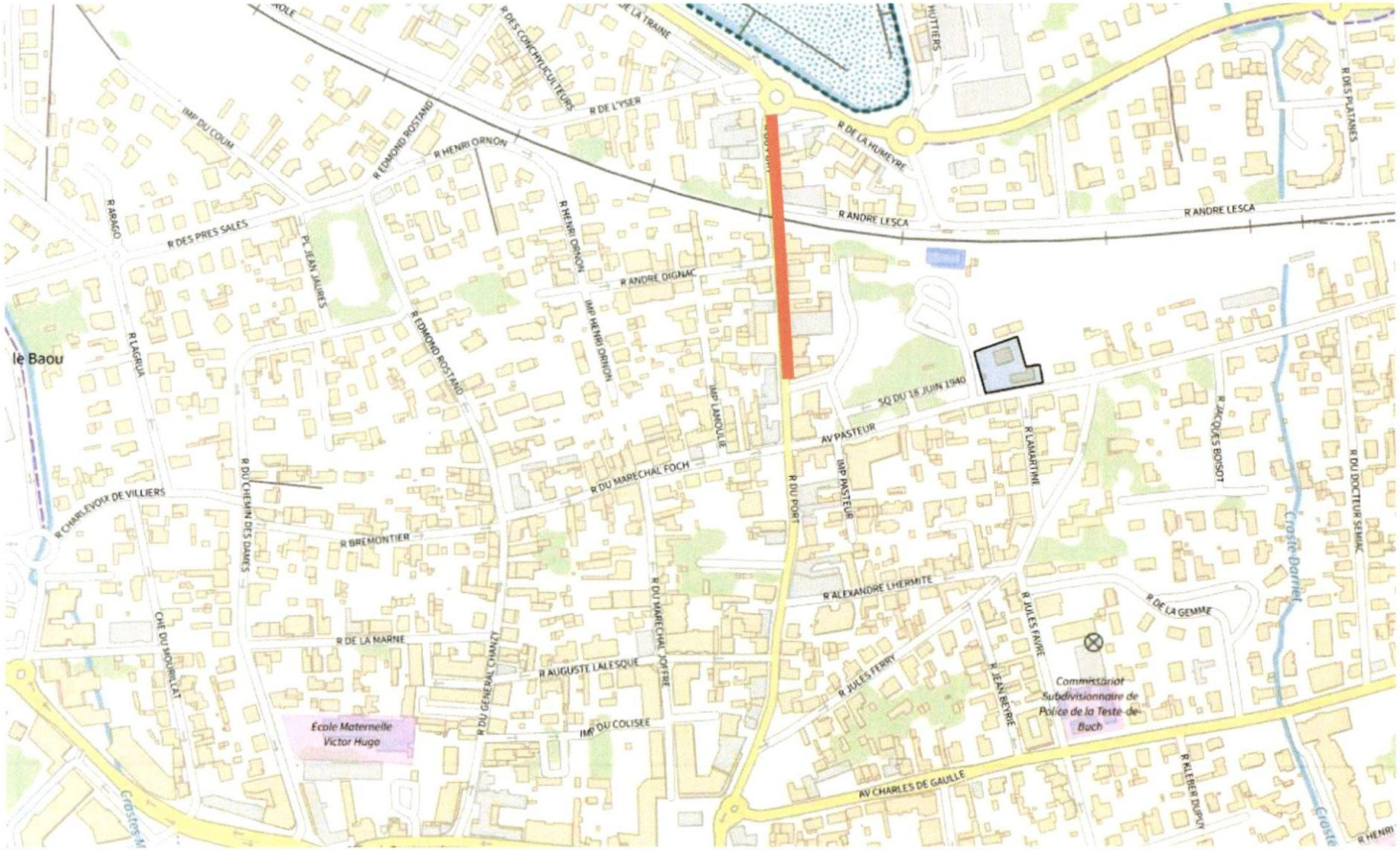
Pour la ville de la Teste de Buch

Patrick DAVET
Maire

Pour la COBAS

Marie-Hélène DES ESGAULX
Présidente

AMENAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE
RUE DU PORT Plan de masse



Monsieur le Maire :
Merci Mme Delepine,

Madame MONTEIL-MACARD
Nous sommes favorables aux circulations douces, par contre la rue du port sera la seule rue en France appelée rue du Port qui n'ira pas au port. Elle va tourner le dos aux activités ostréicoles et va mettre en difficulté beaucoup de commerçants, la pétition de plus de 3000 signatures ne va-t-elle pas changer la direction ?

Monsieur le Maire :
Si c'est la seule rue qui ne va pas au port ce sera une des rues qui part du port. Ce que vous n'avez pas compris depuis des années c'est que l'on veut faire rentrer les gens dans la ville, on ne veut pas les faire partir, aujourd'hui c'est ce qui se passe. On a fait un choix et on va rester au bout de ce choix.

Monsieur BUSSE :
On a déjà répondu x fois là-dessus donc c'est très clair tout ça s'inscrit dans un schéma à long terme, nous sommes au début des travaux, la rue du port est une partie de ce grand puzzle qui va vraiment faciliter, redonner du souffle au cœur de ville, de faire une liaison entre le port et le centre comme le souhaite le Maire , c'est un grand chantier et la rue du port est une première pierre et il y en a bien d' autres. Attendez un petit peu pour être si sûre de vous.

Madame MONTEIL-MACARD
Si je comprends bien vous balayez d'un revers de main la pétition de 3000 signatures ?

Monsieur le Maire :
Oui, même des 2 mains s'il faut.

Monsieur BUSSE :
Vous faites bien de reparler de cette pétition, on a fait des réunions publiques où les gens qui ont signé cette pétition étaient là, ils n'ont pas pris la parole,

Monsieur le Maire :
Quand on est un élu, on s'écarte des pétitions, on n'est pas derrière.

Madame DELMAS :
Vous avez été élu et vous avez été derrière des pétitions,
Nous voterons pour l'aménagement d'une piste cyclable, Mme Monteil-Macard l'a dit, sur 25 délibérations, nous avons juste voté une contre, on n'est pas systématiquement opposé, bien au contraire, on ne voit pas sous le même angle mais un seul contre sur 25.

Mais quand même ce sens Nord/Sud on vous demande d'écouter les Testerins et les usagers plutôt que les cabinets conseils. Plus de 3000 signatures, même s'ils n'ont pas osé s'exprimer lors de la réunion publique, ce n'est pas évident de prendre la parole, une pétition qui n'a pas été faite en ligne, les gens ont mis leurs noms et signé.

Il faut quand même en tenir compte, on a l'habitude de venir du centre-ville et d'aller vers le port, peut être que ça facilite ceux qui viennent d'Arcachon c'est plus pratique de faire Nord/Sud, mais il faut d'abord penser aux Testerins et aux usagers.

Monsieur le Maire :
Si vous voulez je vais vous donner des exemples, il y a des signatures c'est des ouvriers qui étaient sur le chantier ils ne savaient pas ce qu'ils signaient, il y en a un qui m'a dit j'étais chez le dentiste dont la maman fait signer la pétition, il faut arrêter, aujourd'hui on a un dossier qui est sérieux, vous êtes des gens sérieux ne tombez pas dans ce genre de panneaux.

Il fallait faire et pendant des années vous vous êtes échappés…

Madame DELMAS :
Nous on attendait le PEM, vous le savez très bien, et on a commencé les Miquelots pour vous faire plaisir…..

Monsieur le Maire :
S'il vous plaît ça vous allez le retirer ce que vous venez de dire, ce n'est pas pour me faire plaisir….

Madame DELMAS :
Si vous voulez je le retire mais c'est surtout très sérieusement on était prêt à mettre en œuvre le PEM pour encore une raison qui vous incombe, vous l'avez décalé, on ne voulait pas faire cette rue du Port alors que tout allait être cassé au niveau de la gare, il y avait quand même un projet d'ensemble, ne nous reprochez pas ça, ne parlez pas de courage, on a fait tellement d'autres choses, et vous continuez à faire d'autres choses, c'est ça la continuité républicaine.

Monsieur le Maire :
Votre allusion passe mal,

Madame PAMIES :
Une question sur le tracé cyclable, la ligne rouge après vous parlez d'un maillage avec l'existant déjà ?

Monsieur BUSSE :
Le trajet cyclable il fait bien toute la longueur de la rue du port mais il est traité de 2 façons, coté Jean Hameau jusqu'à la rue Pasteur ça sera une zone 20, une zone priorité piétons/vélos et les véhicules doivent rouler à 20 km/h. Par contre en face le tabac et le port il y aura une piste cyclable et une rue à un sens avec du stationnement, une vraie piste cyclable, c'est pour ça que en tant que piste cyclable ce n'est pas la totalité de la rue, puisque c'est l'aménagement de la rue en zone 20 qui servira aux cyclistes.

Monsieur le Maire :
On passe au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. PINDADO **DEL2023-09-494**

AMENAGEMENT DU CHEMIN DES FACTEURS A LA TESTE DE BUCH

Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

VU le code de la Commande Publique et notamment son article L 2422-12 ;
VU l'article L 5216-71 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la convention ci-jointe,

Mes chers collègues,

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale, la Ville de La Teste a programmé l'aménagement du Chemin des Facteurs. Les objectifs de cette opération sont notamment la requalification de la rue en sécurisant les déplacements de tous les usagers, avec la prise en compte des déplacements doux et surtout des cyclistes (liaison cyclable à créer dans le cadre du schéma cyclable communal).

De plus, différentes problématiques ont été identifiés sur cet axe, dont le besoin d'apaiser le trafic, de gérer les demandes de stationnement, la gestion des eaux pluviales avec des chaussées réservoirs, et la modernisation de l'éclairage.
En lien avec le schéma communal cyclable, adopté en septembre 2022, le chemin des Facteurs sur sa totalité, c'est-à-dire entre la rue Béranger et la rue des Alliés a vocation à intégrer un aménagement cyclable en continuité avec les aménagements cyclables existants à proximité et ceux à venir.

Considérant que la création d'une piste cyclable sur le chemin des Facteurs, entre la rue Béranger et la rue des Alliés, a un intérêt communautaire,
Considérant que dans ce cadre, le Code de la Commande Publique et le Code Général des Collectivités Territoriales permettent la désignation, par convention, d'un maître d'ouvrage unique,
Considérant que pour des raisons économiques et techniques, il est intéressant de réaliser concomitamment la voirie, les trottoirs, et la piste cyclable,

Considérant que les obligations de la commune de La Teste de Buch, et de la COBAS en ce qui concerne les modalités d'exécution et le financement des travaux doivent être définies,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée établie entre la COBAS et la commune de La Teste de Buch,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec la COBAS.

Aménagement Chemin des Facteurs à La Teste de Buch
Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale, la Ville de La Teste a programmé l'aménagement du Chemin des Facteurs. Les objectifs de cette opération sont notamment la requalification de la rue en sécurisant les déplacements de tous les usagers, avec la prise en compte des déplacements doux et surtout des cyclistes (liaison cyclable à créer dans le cadre du schéma cyclable communal).
De plus, différentes problématiques ont été identifiés sur cet axe, dont le besoin d'apaiser le trafic, de gérer les demandes de stationnement, la gestion des eaux pluviales avec des chaussées réservoirs, et la modernisation de l'éclairage.

En lien avec le schéma communal cyclable, adopté en septembre 2022, le chemin des Facteurs sur sa totalité, c'est-à-dire entre la rue Béranger et la rue des Alliés a vocation à intégrer un aménagement cyclable en continuité avec les aménagements cyclables existants à proximité et ceux à venir.

La Ville de La Teste de Buch assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération, notamment en réalisant concomitamment la voirie, et la piste cyclable pour des raisons économiques et techniques.

Ainsi, dans le cadre de ces compétences en mobilité sur le bassin sud d'Arcachon et conformément à l'article L 5216-71 du Code Général des Collectivités Territoriales, la COBAS confie à la Ville de la Teste de Buch la création d'une voie verte située sur le chemin des Facteurs, entre la rue des Alliés et la rue Béranger, sur un linéaire de 800 ml.

La présente convention fixe le cadre juridique, les attributions et les responsabilités de la Commune, les modalités d'exécution et le financement, entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch.

Dans le cadre de l'appel à projet « Plan Relance Vélo », la Ville de La Teste de Buch a présenté le projet de maillage cyclable du Chemin des Facteurs de la rue des Alliés jusqu'à la rue Béranger, qui a été retenu.
L'Etat a décidé de subventionner le coût des travaux d'aménagement à hauteur de 50%.

Ainsi, dans le cadre de cette opération, la COBAS s'engage à financer la charge du coût des aménagements dans la limite du montant fixé, subvention déduite soit 120 000€ TTC.

Objet de la délibération :

- Accepter la convention établie entre la COBAS et la Commune de La Teste de Buch
- Autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention,

CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE ENTRE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH ET LA COBAS SITUEE CHEMIN DES FACTEURS À LA TESTE DE BUCH

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, représentée par son président, Marie-Hélène DES ESGAULX, agissant au nom de la COBAS, autorisé à cet effet par délibération n° …….....du Conseil Communautaire en date du .....

D'UNE PART,

ET :

LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH, représentée par son maire, Patrick DAVET, agissant au nom de la Ville de la Teste de Buch, autorisée à cet effet par délibération n°…….....du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023 .et désignée dans ce qui suit par le terme « La Ville »

D'AUTRE PART.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

La présente convention a pour objectif de définir le cadre juridique et financier de la maitrise d'ouvrage qui est confiée à la commune de la Teste de Buch par la COBAS dont les opérations sont décrites ci-dessous.

Dans le cadre de son programme de voirie, la ville de la Teste de Buch a programmé sur l'exercice budgétaire 2023 l'aménagement du Chemin des Facteurs. Cette voie constitue un axe secondaire de circulation qui a vocation à intégrer un aménagement cyclable de la rue des Alliés jusqu'à la rue Béranger. Cet aménagement permettra de matérialiser et de résorber une discontinuité cyclable existante.

La ville de la Teste de Buch assurant la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement de cette portion, il apparaît opportun de réaliser concomitamment des parties voirie, trottoir et piste cyclable pour des raisons économiques et techniques.

Ainsi, la COBAS souhaite confier à la ville de la Teste de Buch la réalisation de la piste cyclable située « Chemin des Facteurs » sur 800 ml.

Conformément aux dispositions de l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, la COBAS confie à la ville de la Teste de Buch, la maitrise d'ouvrage en coordination avec ses propres opérations de travaux.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La COBAS demande à la commune, qui l'accepte, de réaliser, en son nom et pour son compte, sous son contrôle, la réalisation et de l'aménagement de la piste cyclable située Chemin des Facteurs (800 ml).

Cet ouvrage devra répondre au programme et aux prescriptions de la COBAS qui pourront après avis faire l'objet de modifications ou de précisions.

ARTICLE 2 : CADRE JURIDIQUE

Conformément à l'article L5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la COBAS peut confier par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, à une ou plusieurs communes membres.

ARTICLE 3 : ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNE

La COBAS confie au titre de cette convention à la commune les opérations suivantes :

- Etablissement des plans, descriptifs nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Passation et attribution des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux aux entreprises chargées de réaliser les opérations suivant les modalités définies par la règlementation de la commande publique qui répondent aux besoins de la présente opération ;
- Versement des acomptes liés aux marchés publics relatifs à l'opération de toutes sommes nécessaires à l'exécution de l'ouvrage ;
- Suivi, contrôle et coordination des études et de l'exécution des travaux sur le plan technique, juridique et financier ;
- Réception des ouvrages et exécution de toutes les tâches garantissant le parfait achèvement des ouvrages et la clôture des comptes.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITÉS DE LA COMMUNE

D'une façon générale, la commune de la Teste de Buch est responsable :

- Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission de mandataire et devra avertir le cocontractant de sa qualité de mandataire de la COBAS ;

- De toutes les conséquences juridiques auprès de ces cocontractants ou dommages aux tiers résultant de l'exécution des travaux visés par l'opération objet de la présente convention ;
- De la coordination des prestataires afin d'aboutir à la réalisation de l'ouvrage dans les délais et l'enveloppe financière et conformément aux prescriptions de la COBAS ;

Et est responsable à l'égard des tiers dans l'exercice de ces attributions.

ARTICLE 5 : DÉFINITION DES CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'OPÉRATION

La commune assurera un suivi permanent des études et de la réalisation de l'opération dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

À cette fin, elle est en charge de :

- La préparation et le suivi des dossiers de demandes d'autorisations administratives, le cas échéant.

La commune ne pourra approuver le projet d'aménagement, après accord écrit du Président de la COBAS qui sera réputé acquis si le programme et l'enveloppe financière sont respectés et en cas d'absence d'observation de la COBAS dans un délai de 2 semaines après présentation du projet.

- Elle assurera les relations avec les concessionnaires dans le cadre de leur éventuelle intervention.

- Elle définira les modes de dévolution des marchés et assurera le suivi administratif, financier et technique des procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

À ce titre, la commune s'engage à respecter les dispositions de mise en concurrence et de publicité prévues par la règlementation portant sur la commande publique.

Elle pourra prévoir l'intervention de prestataires déjà désignés dans le cadre des marchés publics ou accords cadre existants.

- Elle assurera la mise au point et le suivi du calendrier d'exécution de l'opération ;

- Elle assurera le suivi de l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la COBAS dont un représentant sera convié aux réunions de chantier et pourra à tout moment interpeller la ville sur la réalisation de l'ouvrage ;

- Elle fera procéder à toutes les études nécessaires à la réalisation de l'opération (géomètres, sols…) ;

- Elle fera intervenir le cas échéant un organisme de contrôle et un coordonnateur SPS.

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont comprises dans l'enveloppe de l'opération définie par la COBAS.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT

L'estimation prévisionnelle des travaux est fixée selon le tableau ci-joint :

Montant (en € TTC)	Année
240 000€	2023

Elle comprend tous les frais nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages visés et notamment :

- Les études techniques ;
- Le coût des travaux ;
- Toutes dépenses annexes et aléas se rattachant à l'exécution de la prestation (plans, SPS, contrôle technique, constats, publicité…).
-

Dans le cadre de l'appel à projet « Plan Relance Vélo », la Ville de La Teste de Buch a présenté le projet de maillage cyclable du Chemin des Facteurs de la rue des Alliés jusqu'à la rue Béranger, qui a été retenu.
L'Etat a décidé de subventionner le coût des travaux d'aménagement à hauteur de 50%.

La COBAS supportera donc la charge du coût des aménagements dans la limite du montant fixé, subvention déduite soit 120 000€TTC.
Ce montant s'entend toutes taxes comprises, il appartient donc à la COBAS d'effectuer toutes les démarches et déclarations relatives au fonds de compensation à la taxe sur la valeur ajoutée.

À l'issue des travaux et sur présentation des pièces justificatives certifiées par le comptable public de la ville de La Teste de Buch valant reddition des comptes, la COBAS s'engage à verser le montant mentionné sur le compte de la commune à la Trésorerie d'Arcachon, dans les 30 jours de délais.

Un bilan sera effectué et présenté à la COBAS qui devra l'entériner dans un délai de 15 jours après réception.

Si le coût définitif de l'opération est supérieur à l'estimation initiale, la COBAS effectuera un versement complémentaire qui correspondra au montant définitif des travaux.

ARTICLE 7 : ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

Après achèvement des travaux, il sera procédé, à l'initiative du maître d'ouvrage, en présence des représentants de la COBAS aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises.

En cas de réserves lors de la réception, la commune invite la COBAS aux opérations préalables de levée des réserves.

Dès la réception définitive prononcée par la commune et après levée des réserves éventuelles, la piste sera incluse dans le réseau communautaire dont le gros entretien est assuré par la COBAS, le nettoyage et balayage restant du ressort des communes conformément à la convention de gestion adoptée en Conseil Communautaire.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa transmission par la COBAS au représentant de l'Etat en vue du contrôle de légalité, date qui sera notifiée à la commune dès que connue.

La présente convention expirera à l'achèvement des travaux c'est-à-dire après reddition définitive des comptes acceptée par la COBAS et versements des sommes correspondant aux éventuels ajustements.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

Cette convention pourra être résiliée à tout moment par accord des deux parties si un changement de programme de travaux ou une autre solution juridique était envisagée lettre recommandée avec accusé de réception sans versement d'indemnités.

ARTICLE 10 : RÉSOLUTION DES CONFLITS ET LITIGES

Les parties conviennent en cas de litige de privilégier une solution amiable. À défaut, les litiges seront de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Etablie en deux exemplaires, le

Pour la ville de la Teste de Buch

Patrick DAVET
Maire

Pour la COBAS

Marie-Hélène DES ESGAULX
Présidente

AMENAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE
CHEMIN DES FACTEURS

Plan de masse



Monsieur le Maire :
Merci M Pindado, des interventions ? on passe au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DESMOLLES **DEL2023-09-495**

ACQUISITION PARCELLES CN 121-122 SISES LIEUDIT « CAP DU MOUNT DE HAUT »

LOTISSEMENT LE DOMAINE DU CAP A CAZAUX

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-21 et L2241-1,

Mes chers collègues,

Considérant que, par délibération n° 2023-02-94 du 22 février 2023, le Conseil Municipal a accepté l'acquisition moyennant l'euro symbolique, par la Commune, de la voirie et de l'espace vert du lotissement « le Domaine du Cap », à Cazaux, cadastrés section CN n°118-119 et 120, appartenant à l'Association Syndicale Libre des propriétaires du lotissement « le Domaine du Cap »,

Considérant que l'ASL est restée propriétaire des parcelles mitoyennes au lotissement, cadastrées section CN n° 121, d'une superficie de 5 203 m², et CN n°122, d'une superficie de 2 342 m², qu'elle ne souhaite pas conserver,

Considérant que ces parcelles situées à l'Ouest de la craste de Nezer sont en nature d'Espace Boisé Classé, et en zone NRfu (Forêt Usagère) au Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que la Commune, déjà propriétaire de parcelles en Forêt Usagère, souhaite renforcer sa maîtrise foncière dans ce secteur très touché par l'incendie de l'été 2022.

Considérant que l'acquisition de ces parcelles, par la Commune, se fera moyennant l'euro symbolique.

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié sont à la charge de l'ASL,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- ACCEPTER l'acquisition, par la Commune, des parcelles cadastrées section CN n° 121 et 122, situées lieudit « Cap du Mount de Haut », dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique portant transfert de propriété et tout acte à intervenir.

ACQUISITION DES PARCELLES CN 121-122
SISES LIEUDIT « CAP DU MOUNT DE HAUT »
LOTISSEMENT LE DOMAINE DU CAP A CAZAUX
Note explicative de synthèse

Par délibération n° 2023-02-94 du 22 février 2023, le Conseil Municipal a approuvé l'acquisition, par la Commune, moyennant l'euro symbolique, des parcelles cadastrées section CN n° 118 et 119, constituant les deux voies de circulation du lotissement « le Domaine du Cap » à Cazaux et la parcelle CN n°120, en nature d'espace vert.

Ces parcelles, en jaune sur le plan ci-dessous, appartiennent à l'Association Syndicale Libre des propriétaires du lotissement « le Domaine du Cap ».

Or, en consultant le Cadastre, l'ASL a constaté qu'elle était aussi propriétaire des parcelles mitoyennes au lotissement, cadastrées section CN n° 121, d'une superficie de 5 203 m², et CN n°122, d'une superficie de 2 342 m².



Il s'agit de parcelles en nature d'espace boisé classé, situées à l'Ouest de la craste de Nezer, classées en zone NRfu (Forêt Usagère) au Plan Local d'Urbanisme.

L'ASL a donc sollicité l'acquisition, par la Ville, de ces deux parcelles supplémentaires. En effet, quand le transfert de propriété de toutes les parcelles précitées sera opéré au profit de la Commune, l'ASL sera dissoute.

La Commune, déjà propriétaire de parcelles en Forêt Usagère, souhaite renforcer sa maîtrise foncière dans ce secteur très touché par l'incendie de l'été 2022.

L'acquisition de ces parcelles, par la Commune, se fera moyennant l'euro symbolique.

Les frais relatifs à la réalisation de l'acte notarié régularisant la cession, au profit de la Commune, seront à la charge de l'Association Syndicale Libre.

La délibération a donc pour objet de :

- Accepter l'acquisition, par la Commune, moyennant l'euro symbolique, des parcelles cadastrées section CN n° 121, d'une superficie de 5 203 m², et CN n°122, d'une superficie de 2 342 m², situées lieudit « Cap du Mount de Haut »,

- Autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique portant transfert de propriété et tout autre acte à intervenir.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Desmolles ,

Madame PAMIES :
Je vais toujours m'opposer à ce projet malgré les besoins en logements que j'approuve, que je soutiens comme M Chauteau mais c'est sur une zone qui pour moi aurait pu servir à bien autre chose, délocaliser les campings qui sont mal placés, je ne vais pas réciter, je suis ma ligne de conduite et je voterai contre.

Monsieur le Maire :
Mais ce n'est pas du tout pour construire à cet endroit, c'est à côté du Cap du Mount c'est le lotissement à côté où il y a 2 terrains sur lequel il n'y aura pas de construction.

Madame PAMIES
Hors micro…..

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

M. BERILLON, Président de l'ASL, quitte la séance durant les débats et le vote de la délibération.

Rapporteur : M. BOUYROUX **DEL2023-09-496**

ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE CY n° 3 SISE AU LIEUDIT PEYRIOU EN FORET USAGERE

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2241-1 relatif à la gestion des biens communaux et des opérations immobilières effectuées par la collectivité,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L1111-1 relatif aux acquisitions amiables,

Considérant que le 11 février 2022, un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire simplifiée de la SARL Immobilière Athanor a été prononcé,

Considérant que cette société est propriétaire de la parcelle CY n°3 d'une superficie de 43,2520 ha, sise au lieudit Peyriou en forêt usagère,

Considérant que cette parcelle est en nature de terrain boisé non bâti, qu'elle a peu brulé lors des incendies de 2022 et présente encore de très beaux pins,

Considérant le rapport d'expertise ci-joint en date du 26 juin 2023 et la valeur vénale établie dans le cadre de cette liquidation judiciaire estimée à 110 000€,

Considérant sa localisation en forêt usagère protégée par différents zonages environnementaux,

Considérant donc le fort intérêt pour la Commune de récupérer des parcelles dans un but de préservation de l'environnement et de sensibilisation,

Je vous propose, mes chers collègues, de bien vouloir après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace du 19 septembre 2023, de bien vouloir :

- ACCEPTER d'acquérir la parcelle cadastrée CY n° 3 pour un montant de 120 000€ si le Juge l'accepte,

- IMPUTER cette opération, ainsi que les différentes charges, au budget principal selon le schéma suivant :

Chapitre	Nature	Montant dépenses
041	2111	120 000€

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

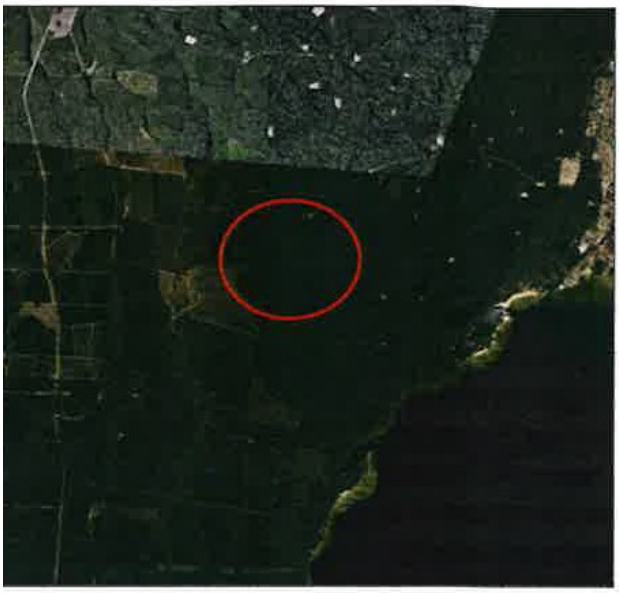
ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE CY3 SISE AU LIEU DIT LA PEYRIOU EN FORET USAGERE

Note explicative de synthèse

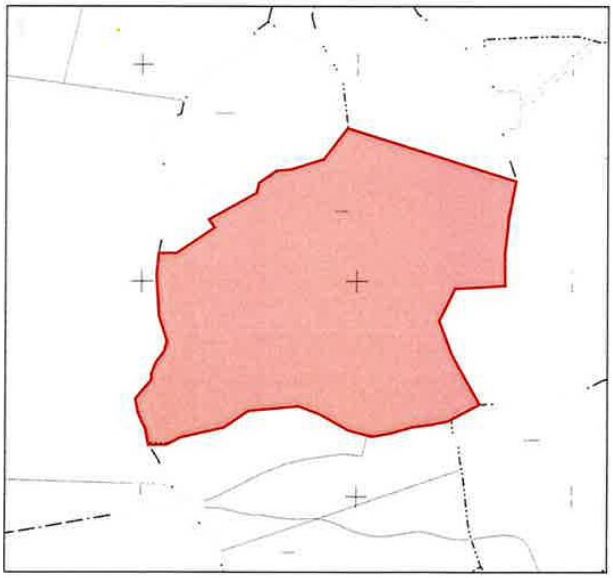
Le 11 février 2022, un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire simplifiée de Immobilière Athanor SARL a été prononcé. Cette société est propriétaire de la parcelle CY3 d'une superficie de 43,2520 ha, sise au lieu-dit Peyriou en forêt usagère qui a été estimée par le liquidateur à 110 000€.

Cette parcelle non bâtie en nature de terrain boisé est classée en zone NR du PLU.

Elle se situe en zone Natura 2000 (Forêts Dunaires de La Teste de Buch) mais aussi en site classé. Par conséquent, aucun permis de construire ne peut être accordé.



Localisation de la parcelle



Localisation cadastrale

Cette parcelle est vallonnée, composée de pins âgés et a assez peu subi l'incendie comme l'attestent les photos ci-dessous





La ville déjà propriétaire de 180 ha en forêt usagère souhaiterait préserver cette forêt usagère ainsi que son statut et ses droits d'usage. L'acquisition d'une telle parcelle s'inscrirait dans le cadre d'un projet global d'intérêt général, dans le respect des baillettes et transactions, qui s'articulerait autour de plusieurs axes :

- une stratégie climatique : la conservation des arbres en place sans réaliser de coupes participerait à l'atténuation du changement climatique et à la captation des émissions de gaz à effet de serre,

- une stratégie en faveur de la biodiversité : l'absence de coupes, la conservation des arbres morts, la régénération naturelle suite à l'incendie, sont autant d'éléments qui permettraient de protéger la biodiversité. Certaines zones de cette parcelle étant peu accessibles, elles pourraient être ponctuellement des havres de paix pour la faune.

- stratégie scientifique : historiquement aucun suivi scientifique n'a eu lieu dans cette forêt présentant pourtant une végétation luxuriante aux espèces variées en raison de son statut privé. La ville pourrait ainsi avec des organismes reconnus (Conservatoire botanique Sud Atlantique, Institut National pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, …) mettre des stations d'études en place pour un suivi post incendie mais aussi à long terme.

- valorisation du patrimoine naturel par l'identification de sentiers de randonnées et sensibilisation du public aux enjeux environnementaux. Cette parcelle pourrait compléter les animations scolaires faites à la cabane d'Arnaud par une sensibilisation à destination des adultes.

La ville propose donc 120 000€ pour la parcelle CY3.

La délibération a donc pour objet :

- d'Accepter d'acquérir cette parcelle pour un montant de 120 000€ si le juge l'accepte,
- d'Imputer cette opération, ainsi que les différentes charges, au budget principal selon le schéma suivant :

Chapitre	Nature	Montant dépenses
041	2111	120 000€

- d'Autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

CABINET CLOS – LETOURNEAU

EXPERTISES FONCIERES ET IMMOBILIERES

AGRÉÉ COUR D'APPEL DE BORDEAUX

Thierry LETOURNEAU

Maîtrise en Droit (Bordeaux)
Expert près la Cour d'Appel de Bordeaux
email : letourneau.bordeaux@gmail.com

en collaboration avec

Paul COLLEU

Licence en Droit (Rennes I)
Master Real Estate Management
(INSEEC Bordeaux)
email : clos.letourneau@gmail.com

Michel CLOS

Maîtrise et Doctorat en Droit (Montréal)
Expert près la Cour d'Appel de Bordeaux
Président d'Honneur
de la Compagnie des Experts Judiciaires

ESTIMATION TOUS TYPES DE BIENS IMMOBILIERS

(urbains, industriels, ruraux…)

DOMAINES D'INTERVENTIONS

Valeurs vénales et locatives

Loyers commerciaux et indemnités d'éviction

Redressements fiscaux

Successions et partages

Détermination de préjudices

RAPPORT D'EXPERTISE

Concernant une parcelle forestière

située à

LA TESTE DE BUCH

Lieu-dit « La Peyriou »

VALEUR VÉNALE DANS LE CADRE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE DE LA SARL ATHANOR

46. Rue d'Aviau – 33000 BORDEAUX – Tél. 05.56.52.11.98
Société Civile – RCS BORDEAUX – N° Siret : 410 791 594 000 14
T.V.A. Intra communautaire : FR 764 107 91 594 000 14
Membre d'une Association Agréée, règlement par chèque accepté

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INTERVENTION DE L'EXPERT EN ÉVALUATIONS IMMOBILIÈRES

L'Expert Foncier est un spécialiste indépendant de l'évaluation des biens et droits immobiliers dans les cadres les plus divers.

Ayant suivi une formation universitaire et titulaire d'un agrément professionnel, il est respectueux des règles déontologiques édictées par la « Charte de l'Expertise en Évaluation Immobilière » dont est signataire l'organisme professionnel auquel il appartient.

L'Expert Foncier est assuré pour les missions qu'il réalise, mais sa responsabilité professionnelle est limitée à une obligation de moyens pendant une année, durée de validité de son expertise.

En outre, il n'entre pas dans les compétences de l'Expert en évaluation immobilière d'apprécier l'état des bâtiments et leurs éléments d'équipement, il n'est pas qualifié pour contrôler la structure des constructions ni le bon fonctionnement des installations techniques et leur conformité aux normes et règlementation en vigueur, ni d'apprécier ou chiffrer l'incidence des risques liés à la contamination ou la pollution des sols et des bâtiments.

Les superficies indiquées ne sont pas certifiées, elles ne sont utilisées que pour permettre l'appréciation de la valeur en adéquation avec les autres éléments participant à sa formation.

Ce rapport d'expertise forme un document indivisible, toute utilisation partielle de celui-ci est interdite.

EXPOSÉ PRÉLIMINAIRE

- Par ordonnance du Tribunal de Commerce de MONT-DE-MARSAN du 1er avril 2022, Monsieur Jean-Michel DEYTS, juge-commissaire, nous a désigné comme expert avec pour mission de déterminer la valeur vénale d'une parcelle de foret sise lieu-dit « La Peyriou », cadastrée section CY n°3 à LA TESTE DE BUCH, dépendant de la liquidation judiciaire de la SARL ATHANOR.

- Par courrier du 24 mai 2022, Maître MANDON, liquidateur judiciaire de la SARL ATHANOR, nous a communiqué l'ensemble des éléments nécessaires à notre mission. Nos opérations d'expertise se sont déroulées le 30 mai 2022 et nous avons rendu notre rapport le 28 juin 2022.

- Par ordonnance du Tribunal de Commerce de MONT-DE-MARSAN du 17 février 2023, Monsieur Jean-Michel DEYTS, juge-commissaire, nous a redésigné comme expert avec pour mission d'actualiser la valeur vénale d'une parcelle de foret sise lieu-dit « La Peyriou », cadastrée section CY n°3 à LA TESTE DE BUCH, dépendant de la liquidation judiciaire de la SARL ATHANOR, du fait des incendies de juillet 2022.

- Nos opérations d'expertise se sont déroulées le 15 mars 2023.

- Par courrier du 15 mars 2023, nous sollicitons les services de l'Office Nationale des Forêts : Les pistes n'étant plus accessibles, nous n'avons pas pu nous rendre dans la partie Sud-Est de la parcelle. En l'absence de réponse, nous avons relancé l'ONF le 28 mars 2023.

- Par courrier du 22 mars 2023 nous informons le mandataire de la situation et lui demandons d'intervenir.

- En l'absence de réponse de l'ONF, nous nous sommes rendu une deuxième fois sur place le 22 juin 2023 afin de pénétrer, à pied, dans la partie Sud-Est de la parcelle.

- Par la suite, après reprise du rapport du 28 juin 2022 et réexamen du dossier, nous avons rédigé le présent rapport.

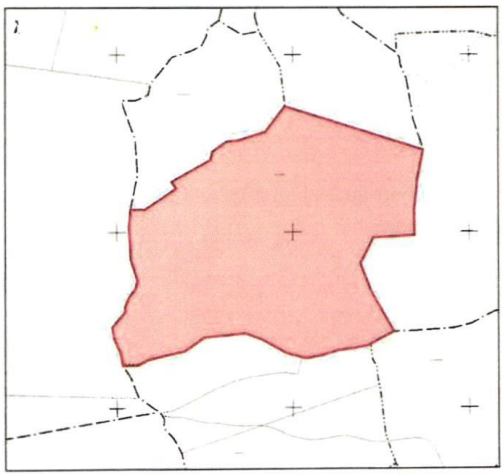
SITUATION ET DESIGNATION DE LA PARCELLE





- Parcelle située à LA TESTE DE BUCH (Gironde), commune du Bassin d'Arcachon, à environ 60 kilomètres au Sud-Ouest de BORDEAUX, plus précisément dans la forêt usagère, à environ 15 kilomètres au Sud du centre-ville de LA TESTE et environ 5 kilomètres à l'Ouest de CAZAUX.

CADASTRE



Cette parcelle est cadastrée :

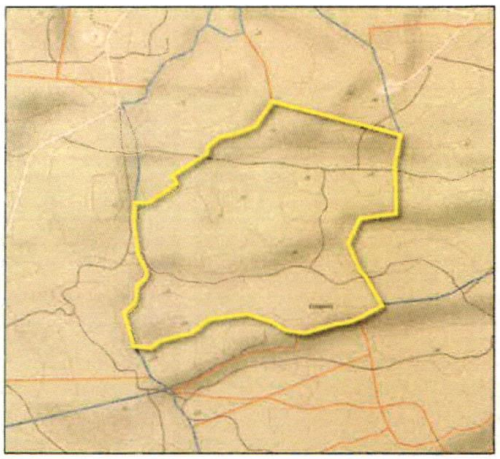
Section CY n°3

pour

43ha 25a 20ca

DESCRIPTION DE LA PARCELLE

À LA SUITE DES INCENDIES DE JUILLET 2022



- Parcelle de forêt composée de pins âgés et de taillis de chênes.
- La parcelle est fortement vallonnée.
- Accessible par des pistes traversant la parcelle d'Ouest en Est, en partie Nord et Sud.
- Certains accès ont été détériorés du fait de l'utilisation des engins durant la lutte contre les incendies de juillet 2022 et par les machines-outils lors des coupes.
- La partie Nord de la parcelle ne semble avoir que peu subi les incendies, absence de larges coupes ou de chutes d'arbres majeures. Les pins n'ont été que modérément attaqués, les feuillages des chênes et les aiguilles des pins ont subsistés.





Photographies du 15 mars 2023 – partie Nord

- La partie Sud semble avoir été plus soumise à l'incendie sans pour autant avoir détruit le boisement. Les troncs semblent plus attaqués par les flammes mais très peu d'arbres sembles morts. La plupart des feuillages des chênes et des aiguilles des pins ont subsistés.



Photographies du 23 juin 2023 – partie Sud

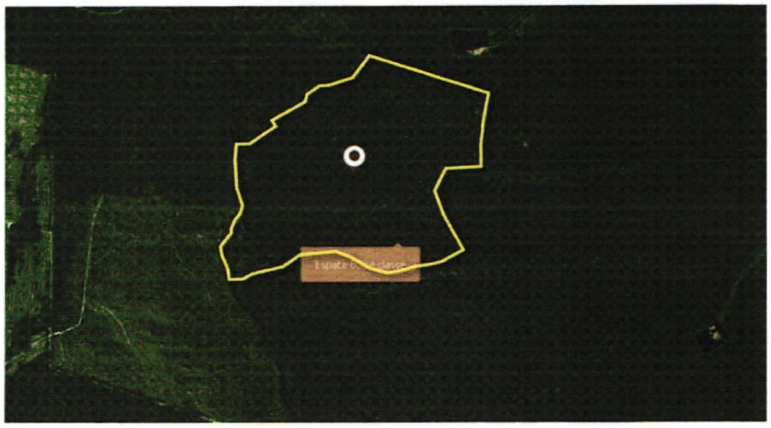
SITUATION LOCATIVE

La parcelle sera considérée comme libre de toute occupation.

URBANISME

Selon le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LA TESTE DE BUCH, la parcelle est située en **Zone NR**, Zone naturelle de protection des espaces remarquables.

La parcelle est grevée dans sa totalité de la servitude environnementale d'**espace boisé classé**.



ESTIMATION

(Valeur Vénale Actuelle)

1)- Facteurs de la valeur :

Éléments positifs

→ Situation de la parcelle dans la forêt usagère de LA TESTE DE BUCH.

→ Parcelle de plus de 43 hectares.

→ Parcelle traversée par des pistes facilitant l'accès.

Éléments négatifs

→ Parcelle enclavée dont la piste carrossable est située à environ 300 mètres.

→ Parcelle très vallonée ce qui rend son exploitation peu aisée.

→ Parcelle ayant été quelque peu endommagée par des incendies en juillet 2022.

2)- Valeur par la méthode des comparaisons :

- Il s'agit ici de rechercher la valeur de cette parcelle forestière en appliquant à sa superficie un prix par hectare, tenant compte des caractéristiques décrites et du marché immobilier du secteur.
- Nous retiendrons une valorisation de :

43,2520 hectares x 2.500 € = 108.130 €

Valeur arrondie à **110.000 €**

CENT DIX MILLE EUROS

Fait à BORDEAUX, le 26 juin 2023

L'EXPERT,

Thierry DETOURNEAU
EXPERT FONCIER
Agréé près la Cour d'Appel
Tél. 05 56 52 11 98
Fax 05 56 51 79 58
46, Rue d'Aviau BORDEAUX

Monsieur le Maire :
Merci M Bouyroux, M Boudigue tout à l'heure au niveau de la DM avait abordé le sujet de la forêt, il y avait ces 120 000€ qui étaient fléchés, cela correspond à ce que nous avons dit après l'incendie, nous souhaitons acquérir le plus possible de parcelles en forêt usagère pour en devenir un gros propriétaire si ce n'est le propriétaire majoritaire.
Chaque fois que l'opportunité se présentera nous nous porterons candidat pour acquérir ces parcelles et maintenir ce qui est en train de se passer, c'est-à-dire l'ordre.
Le désordre c'est ce qui se passait avant, des « engueulades », les planches avec les clous pour empêcher les gens de passer, pour ça il faut un patron et le patron autant que ce soit la ville de La Teste.
Nous sommes rentrés dans les deux instances, aujourd'hui on se porte acquéreur de cette parcelle

Madame PHILIP :
La forêt usagère est un sujet sensible, je voudrais poser quelques questions de fond, nous savons que vous M. Patrick Davet vous êtes engagé et un défenseur des droits d'usage, mais qu'adviendrait-il si un futur maire était contre, je lance une alerte dans les baillettes et transactions, vous représentez en tant que maire le représentant des usagers, si la commune a trop de parcelles comment allez-vous garantir, à l'avenir, qu'il n'y ait pas un conflit d'intérêt par rapport à cela et éventuellement un risque de cantonnement.
Vous l'avez dit tout à l'heure vous avez consulté les différents syndicats, l'ADDUFU avant d'acheter cette parcelle, vous savez ce qu'ils en pensent et ils ont certainement dû vous le dire, ma question, est-ce que vous allez faire un décret à l'instar du conservatoire du littoral pour maintenir les droits d'usage sur les parcelles communales ou allez-vous faire gérer par l'ONF ces biens qui devraient appliquer le régime forestier national. Comment vous positionnez-vous par rapport aux droits d'usage ?

Monsieur le Maire :
Votre question je l'ai déjà entendue quelque part, l'ONF est sur la partie domaniale ils n'ont rien à voir sur la partie usagère, on ne va rien leur donner à ce niveau, d'ailleurs ils nous demandent rien.

A votre question, si demain il y a un maire qui s'oppose à ça, bien évidemment il ouvrirait une brèche, le 28/10 quand nous avons été conviés par le Président de la République, on m'a dit si ça se passe mal vous appuyez sur le bouton on arrive et on fait tout sauter, je leur ai dit de nous faire confiance, on a mis en place ce qu'il fallait. La solution c'est celle-là c'est que tout le monde s'entende ce qui n'était pas le cas, mais si dans 10,20, 30 ans il y en a qui n'en veulent plus cela peut arriver, mais moi pendant la période où nous serons aux commandes on fera tout pour qu'il n'y ait aucune difficulté à conserver le droit d'usage, baillettes et transactions.
Après l'avenir je ne sais pas, la seule garantie que je vous donne on va continuer à se battre, mais pour cela il faut que nous présentions quelque chose de sérieux, il faut que nous représentions des gens sérieux, et là aujourd'hui tout le monde s'entend, travaille et la seule préoccupation est de sécuriser le massif.
Il y a suffisamment d'arbres tombés en forêt, les travaux on voit bien qu'il y a de nouveaux chemins qui se sont créés, ces chemins font partie de la sécurité du massif de demain, on va continuer à utiliser ça pour le protéger, n'ayez crainte aujourd'hui notre préoccupation c'est de conserver ça après me demandez pas dans 30 ans ce qu'il va se passer.
Si demain on a un Maire Parisien il va dire ne m'ennuyez pas avec vos baillettes et transactions il fera peut-être tout sauter.
Mais pour l'instant on va raisonner à court et moyen termes, on est dans le bon sens.
Là on souhaite se porter acquéreur de ces 43 ha et on veut continuer à développer ce massif, derrière je ne perds pas l'idée c'est que l 'on puisse profiter de cette forêt, comme on profite de

l'eau, du sable, les Testerins ne profitent pas assez de la forêt, on ne s'y engage pas comme ça, on a envie de s'y promener, aller se promener dans la forêt ça coûte rien.
Il faut faciliter tout ça, l'entretenir, la protéger, c'est tellement un endroit merveilleux et que peu de gens connaissent réellement.

Monsieur BOUDIGUE :
Je voulais vous dire que concernant la commune par rapport aux propriétaires privés, est-ce que vous croyez que les propriétaires privés aujourd'hui n'essaient pas de récupérer le maximum de parcelles sur certains noms pour essayer de cantonner, oui c'est actuellement le cas, il y a des propriétaires qui cherchent encore à cantonner, il faut choisir entre la peste et le choléra , en un instant donné il faut faire des choix, nous on a fait le choix d'acheter des parcelles et de rester au titre des baillettes et transactions sur ces parcelles-là mais il y en a d'autres qui travaillent en sous-main pour peut-être à terme cantonner, sachez-le.

Mme Delmas Chapitre 021 c'est une erreur c'est 21 immobilisation corporelle

Monsieur le Maire :
On passe au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme COUSIN **DEL2023-09-497**

ACQUISITION PARCELLE FR 733 LIEUDIT « LE COUM »

SISE 35-37 RUE DU CHEMIN DES DAMES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-21 et L2241-1,

Mes chers collègues,

Considérant que par déclaration d'intention d'aliéner (DIA) reçue le 10 mars 2023, la Commune a été informée de la vente de la parcelle FR n° 733, d'une superficie de 30 m², sise lieudit « le Coum »,

Considérant que cette parcelle constitue l'emprise d'une partie du trottoir devant les propriétés sises 35-37 rue du Chemin des Dames,

Considérant que la Commune souhaite acquérir cette parcelle à l'amiable en vue de régulariser cet alignement,

Considérant que le Notaire chargé de la Vente a depuis retiré la DIA,

Considérant que le propriétaire a donné son accord pour céder la parcelle FR n° 733 à la Commune moyennant l'euro symbolique,

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié d'un montant de 800 euros environ sont à la charge de la Ville,

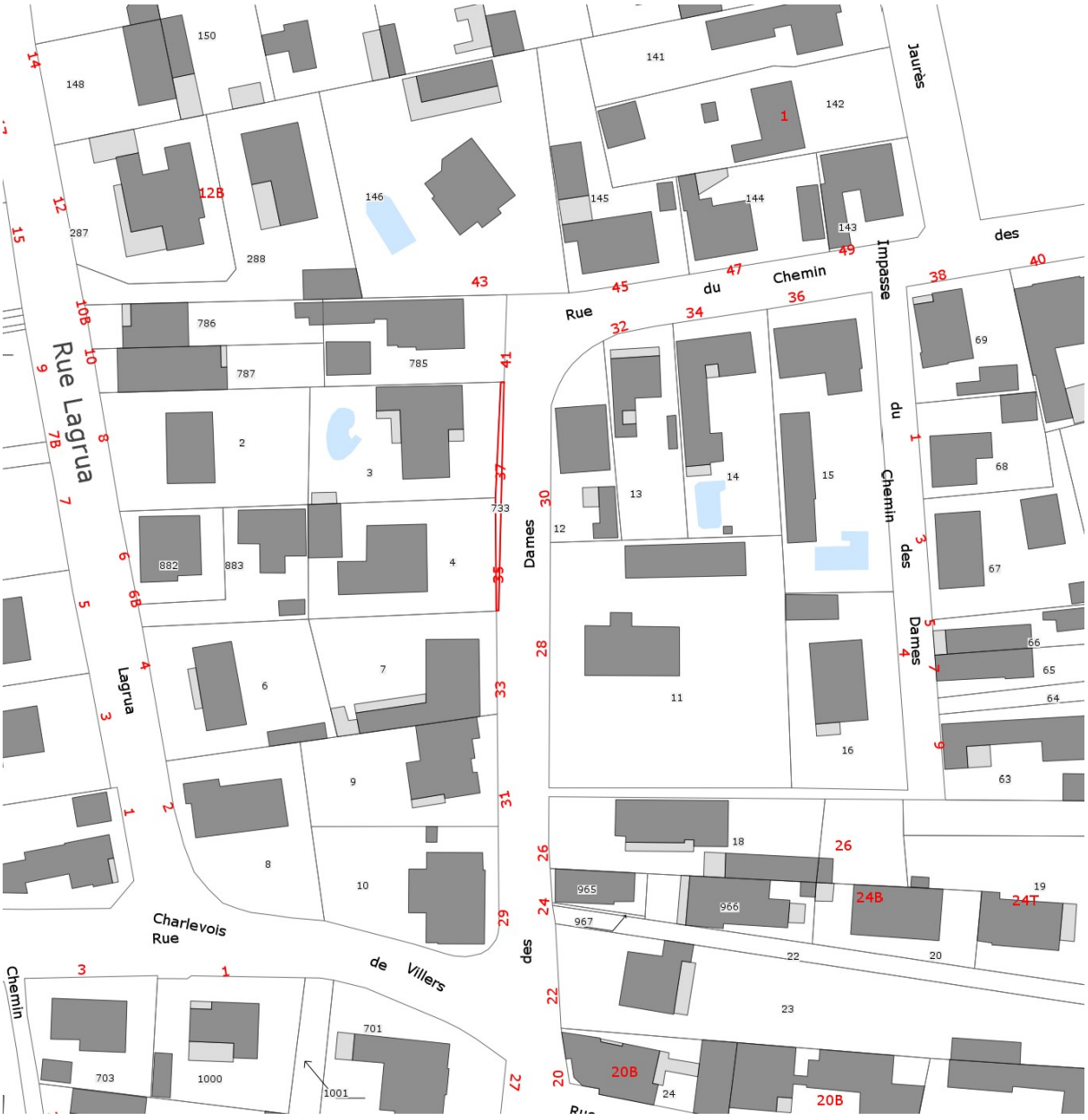
Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- ACCEPTER l'acquisition, par la Commune, de la parcelle FR n°733 sise lieudit « le Coum » dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique portant transfert de propriété et tout acte à intervenir.

ACQUISITION PARCELLE FR 733 SISE LIEUDIT « LE COUM »
35- 37 RUE DU CHEMIN DES DAMES
<u>Note explicative de synthèse</u>

Par déclaration d'intention d'aliéner (DIA) reçue en Mairie le 10 mars 2023, la Commune a été informée de la vente de la parcelle cadastrée section FR n° 733, sise lieudit « Le Coum », d'une superficie de 30 m² (plan ci-dessous).



Or, après vérification, il s'avère que cette parcelle constitue l'emprise d'une partie du trottoir au droit des propriétés sises 35-37 rue du Chemin des Dames.



La Commune souhaitant régulariser cet alignement, elle s'est rapprochée du Notaire chargé de la vente afin qu'il retire cette DIA et qu'il informe le propriétaire de son souhait d'acquérir la parcelle FR n° 733 moyennant l'euro symbolique et la prise en charge, par la Ville, des frais d'acte d'un montant de 800€ environ.

Par courrier électronique du 29 mars 2023, le Notaire a retiré la DIA.

Par courrier électronique du 21 août 2023, le propriétaire a accepté les conditions financières proposées par la Commune.

La délibération a donc pour objet de :

- Accepter l'acquisition, par la Commune, de la parcelle cadastrée section FR n° 733 sise lieudit « Le Coum », moyennant l'euro symbolique et la prise en charge des frais d'acte d'un montant estimatif de 800 €,

- Autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique portant transfert de propriété et tout autre acte à intervenir.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Cousin, des interventions **?** On passe au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur :M SLACK **DELI2023-09-498**

ACQUISITION PARCELLE SECTION GB n° 359

PARTIE DE LA VOIRIE CHEMIN DES FACTEURS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Mes chers collègues,

Considérant que le chemin des Facteurs est constitué de diverses parcelles qui relèvent, pour une grande partie, du domaine public communal,

Considérant que certaines parcelles appartiennent encore à des propriétaires privés,

Considérant que cette voie ouverte à la circulation publique a vocation à intégrer le domaine public communal nécessitant ainsi une maîtrise foncière de la voie par la Commune,

Considérant que les parcelles de voirie cadastrées section GB n° 348 -349 et GK n°272 sont en cours d'acquisition par la Ville,

Considérant que la parcelle cadastrée section GB n°359 sise lieudit « le Cap Landes » constitue l'emprise d'une partie du trottoir et de la chaussée au niveau des propriétés sises 13 à 17 chemin des Facteurs,

Considérant que les propriétaires ont donné leur accord pour céder cette parcelle à la Ville moyennant l'euro symbolique,

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié estimés à 1 000€ sont à la charge de la Commune,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- ACCEPTER d'acquérir la parcelle cadastrée section GB n°359 dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

ACQUISITION PARCELLE SECTION GB N° 359
PARTIE DU CHEMIN DES FACTEURS

Note explicative de synthèse

Le chemin des Facteurs reliant la rue des Alliés et la rue Béranger est constituée de diverses parcelles appartenant pour partie à la Commune (en vert sur le plan ci-après) et pour partie à des propriétaires privés.

Eu égard aux caractéristiques de cette voie qui dessert de nombreuses propriétés et qui est ouverte à la circulation publique, la Commune souhaite l'incorporer dans son domaine public.

Par ailleurs, elle envisage d'y réaliser très prochainement des travaux d'aménagement viaire. Elle doit préalablement avoir la maîtrise foncière de la totalité de la voie et donc procéder à la régularisation des cessions des parcelles encore privées.

En 1989, elle a acquis la parcelle GB n° 319, moyennant l'euro symbolique, constituant l'emprise d'une partie du trottoir au droit de la propriété située 2-4 chemin des Facteurs.

Le 27 août 2007, elle a acquis la parcelle GB n° 384 moyennant l'euro symbolique, constituant l'emprise d'une partie du trottoir et de la chaussée, au droit des propriétés situées du 32 au 42 chemin des Facteurs.

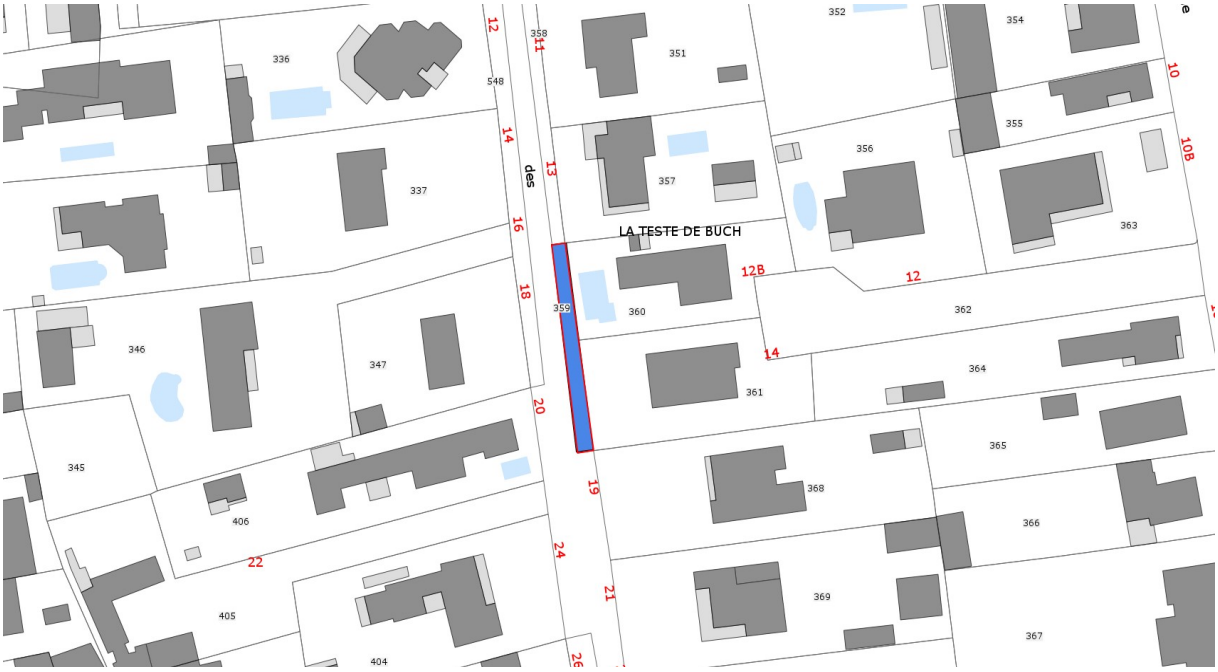
Enfin, le 22 janvier 2008, elle a acquis la parcelle cadastrée section GB n° 548, moyennant l'euro symbolique, constituant l'emprise d'une partie de cette voie, au droit des propriétés situées du 10 au 18 chemin des Facteurs.

Par ailleurs, les acquisitions moyennant l'euro symbolique des parcelles cadastrées section GB n° 348-349 et GK n°272 sont en cours de régularisation chez le Notaire ou ont déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal (en jaune sur le plan).


PIGUES
LE CAP LANDES
LE CAP
LANDES
L'ENCLOS D'ALIS-NORD
CAREYROT
LE PETIT CAREYROT
L'ENCLOS D'ALIS-NORD
LA TESTE DE BUCH
LE PETIT CAREYROT
L'ENCLOS D'ALIS-SU
CAREYROT
Domaine public communal
Parcelles en cours d'acquisition
Parcelle GB 359 (Conseil Municipal 26/09/2023)
Parcelle GK 254 (Conseil Municipal 26/09/2023)
Parcelles que la Commune doit encore acquérir

Après discussions, les propriétaires de la parcelle suivante, en bleu sur les plans, ont donné leur accord pour la céder à la Commune, moyennant l'euro symbolique :

- parcelle GB n°359, d'une superficie de 105 m², au droit des propriétés sises 15-17 chemin des Facteurs,



Les frais d'acte d'un montant de 1 000 € environ seront pris en charge par la Commune.

La délibération a donc pour objet de :

– accepter d'acquérir, moyennant l'euro symbolique, et la prise en charge des frais d'acte estimés à 1 000 euros, la parcelle cadastrée section GB n°359 sise lieudit « le Cap Landes » (en bleu sur les plans ci-dessus) constituant l'emprise d'une partie du chemin des Facteurs,

– autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

Monsieur le Maire :
Merci M Slack, des interventions ? On passe au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. SLACK **DEL2023-09-499**

ACQUISITION PARCELLE SECTION GK n° 254

PARTIE DE LA VOIRIE CHEMIN DES FACTEURS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Mes chers collègues,

Considérant que le chemin des Facteurs est constitué de diverses parcelles qui relèvent, pour une grande partie, du domaine public communal,

Considérant que certaines parcelles appartiennent encore à des propriétaires privés,

Considérant que cette voie ouverte à la circulation publique a vocation à intégrer le domaine public communal nécessitant ainsi une maîtrise foncière de la voie par la Commune,

Considérant que les parcelles de voirie cadastrées section GB n° 348 -349 et GK n°272 sont en cours d'acquisition par la Ville,

Considérant que la parcelle cadastrée section GK n°254 constitue l'emprise d'une partie du trottoir et de la chaussée au niveau des propriétés sises 49 à 51 chemin des Facteurs,

Considérant que les propriétaires ont donné leur accord pour céder cette parcelle à la Ville moyennant l'euro symbolique,

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié estimés à 1 000€ sont à la charge de la Commune,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 19 septembre 2023 de bien vouloir :

- ACCEPTER d'acquérir la parcelle cadastrée section GK n°254 dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

ACQUISITION PARCELLE SECTION GK N° 254
PARTIE DU CHEMIN DES FACTEURS

Note explicative de synthèse

Le chemin des Facteurs reliant la rue des Alliés et la rue Béranger est constituée de diverses parcelles appartenant pour partie à la Commune (en vert sur le plan ci-après) et pour partie à des propriétaires privés.

Eu égard aux caractéristiques de cette voie qui dessert de nombreuses propriétés et qui est ouverte à la circulation publique, la Commune souhaite l'incorporer dans son domaine public.

Par ailleurs, elle envisage d'y réaliser très prochainement des travaux d'aménagement viaire.

Elle doit préalablement avoir la maîtrise foncière de la totalité de la voie et donc procéder à la régularisation des cessions des parcelles encore privées.

En 1989, elle a acquis la parcelle GB n° 319, moyennant l'euro symbolique, constituant l'emprise d'une partie du trottoir au droit de la propriété située 2-4 chemin des Facteurs.

Le 27 août 2007, elle a acquis la parcelle GB n° 384 moyennant l'euro symbolique, constituant l'emprise d'une partie du trottoir et de la chaussée, au droit des propriétés situées du 32 au 42 chemin des Facteurs.

Enfin, le 22 janvier 2008, elle a acquis la parcelle cadastrée section GB n° 548, moyennant l'euro symbolique, constituant l'emprise d'une partie de cette voie, au droit des propriétés situées du 10 au 18 chemin des Facteurs.

Par ailleurs, les acquisitions moyennant l'euro symbolique des parcelles cadastrées section GB n° 348-349 et GK n°272 sont en cours de régularisation chez le Notaire ou ont déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal (en jaune sur le plan).


PIGUES
LE CAP LANDES
LE CAP-
LANDES
L'ENCLOS D'ALIS-NORD
CAREYROT
LE PETIT CAREYROT
L'ENCLOS D'ALIS-NORD
LA TESTE DE BUCH
LE PETIT CAREYROT
L'ENCLOS D'ALIS-SU
CAREYROT
Domaine public communal
Parcelles en cours d'acquisition
Parcelle GB 359 (Conseil Municipal 26/09/2023)
Parcelle GK 254 (Conseil Municipal 26/09/2023)
Parcelles que la Commune doit encore acquérir

Après discussions, les propriétaires de la parcelle suivante, en rose sur les plans, ont donné leur accord pour la céder à la Commune, moyennant l'euro symbolique :

- parcelle GK n°254 , d'une superficie de 115 m², au droit des propriétés sises 49-51 chemin des Facteurs,



Les frais d'acte d'un montant de 1 000 € environ seront pris en charge par la Commune.

La délibération a donc pour objet de :

– accepter d'acquérir, moyennant l'euro symbolique, et la prise en charge des frais d'acte estimés à 1 000 euros, la parcelle cadastrée section GK n°254 (en rose sur les plans ci-dessus) constituant l'emprise d'une partie du chemin des Facteurs,

– autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

_____

Monsieur le Maire :
Merci M Slack, des interventions ? On passe au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur le Maire :
Vous avez les décisions ? Pas de question ? Le prochain conseil aura lieu le mercredi 15 novembre et le prochain 13 décembre. Merci à tous

La séance est levée à 18H15

Le présent procès-verbal est arrêté au conseil municipal du 15 NOV. 2023

Modeste PINDADO

Secrétaire de séance

Patrick DAVET

Maire de la Teste de Buch
Conseiller départemental de la Gironde

Ref. 201 503 Berger-Levrault (1012)